

LES ESSAIS NUCLÉAIRES ET LA FRANCE DANS LE PACIFIQUE

M. Mitterrand veut renforcer le consensus sur la défense et la politique extérieure

« Pas d'ennemis »

Les malheurs d'Ariane et de Concorde pouvant difficilement faire passer pour une triomphale illustration de la technologie française et européenne, le voyage de M. Mitterrand avait été jugé par Canberra et Wellington, pour ne rien dire de plusieurs autres États de la région, comme une démonstration de force, voire une provocation.

La démonstration étant faite, M. Mitterrand pouvait décider d'en rester là. C'était accepter l'idée que les relations entre Paris et cette importante partie du monde soient désormais placées sous le signe de la tension permanente. Bien évidemment, ni la Nouvelle-Zélande, ni l'Australie, ni à plus forte raison le Vanuatu ou le royaume de Tonga, ni l'organisation Greenpeace, ne sont en mesure, techniquement, d'empêcher la France de poursuivre ses expérimentations nucléaires. Pas davantage de la contraindre à aller plus vite et plus loin qu'elle ne le souhaite dans l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie. Mais au moment où le Pacifique est en train de prendre un poids politique, commercial et stratégique considérable, le risque existe pour la France de se trouver durablement exclue d'un terrain d'action diplomatique de première importance.

Le chef de l'Etat ne s'est donc pas contenté de dissiper toute ambiguïté sur les intentions de la France dans la région (ambiguïté que les projets concernant la Nouvelle-Calédonie avaient pu entretenir un temps chez nos « voisins » du Pacifique). Il a choisi de défendre un peu l'atmosphère en proposant à ces pays quelques mesures plus positives que le seul rappel au respect des droits de la France.

D'abord en suggérant à leurs chefs d'Etat et de gouvernement de venir s'assurer sur place, comme un groupe d'experts australiens et néo-zélandais avaient déjà pu le faire en 1983, que les tirs souterrains ne présentent pas de danger réel pour l'environnement. Il est vrai que cette offre a déjà été repoussée par les deux principaux intéressés, MM. Lange et Hawke ; visiblement, les premiers ministres de Nouvelle-Zélande et d'Australie ne tiennent pas à tomber dans ce qu'ils considèrent comme un piège destiné à leur faire cautionner les essais nucléaires français.

En second lieu, la France va chercher à développer sa présence dans le Pacifique sud sur le plan culturel, en offrant aux populations locales la possibilité de poursuivre des « études supérieures francophones » dans un centre universitaire qui sera construit à cet effet et en lançant d'autres formes de coopération. Il n'est pas certain que cette tentative de séduction enthousiasme beaucoup les très anglophones Néo-Zélandais ou Australiens ; mais elle s'adresse surtout aux petits États insulaires, soumis à une anglicisation et à une américanisation de fait.

« La France n'a pas d'ennemis dans le Pacifique sud », a assuré M. Mitterrand. Pas même, si on le comprend bien, ceux qu'il avait dépeints à Mururoa comme de possibles « adversaires » et qui, Nouvelle-Zélande en tête, avaient fort mal pris la chose. Il lui reste à y retrouver des amis.

Après son voyage sur le site des essais nucléaires à Mururoa, M. Mitterrand a réaffirmé, dimanche 15 septembre, que la France « poursuivra autant qu'elle le jugera nécessaire son programme militaire dans le Pacifique ». M. Valéry Giscard d'Estaing, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », a approuvé ce voyage et récusé l'idée d'une crise politique en cas de cohabitation avec l'actuel chef de l'Etat après mars 1986.

« Barre-Fabius, c'est la même chose », dit M. Georges Marchais, manifestement satisfait de sa trouvaille. Las ! Une fois de plus, le secrétaire général du PCF a manqué le coche. Il eût été mieux inspiré d'affirmer : Mitterrand-Giscard, même combat ! Tant il est vrai que la France politique a profité, dimanche, d'une douce atmosphère de cohabitation et de consensus national. « Je souhaite que, sur les grandes

questions, les Français se retrouvent », a réaffirmé l'actuel président. « Je dis non à une crise politique, car elle n'a pas d'utilité pour la France », déclarait au même moment l'ancien président.

A l'évidence, M. Mitterrand a tout intérêt à cultiver l'art du consensus.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 8.)



Les écolos-marins voguent vers Mururoa

De notre envoyé spécial

A bord du Greenpeace - La métamorphose est complète. Assis dans les amérindiens, les écolos reviennent marins. Chacun à son poste. La belle ordonnance du départ tranche avec la douce pagaille qui régnait la veille encore, avec les visites d'adieu, les derniers contrats techniques et administratifs, et même les enfants des écoles venus apporter le produit de leur collecte : une enveloppe avec quelques florins convertis en dollars.

Mais les marins n'en oublient pas, pour autant, leur mission : faire campagne et le faire savoir. Wolf, le chef de quart allemand, a confectionné à la machine à coudre une immense « flamme » arc-en-ciel qu'il déploie au grand mât. Ainsi, lorsque le Greenpeace s'avance dans le chenal, le long des quais à façades hollandaises, nul ne peut plus ignorer à Willemstad, la capitale de l'île, que les « combattants de l'arc-en-ciel » ont repris la mer. Un

dernier coup de sirène et le remorqueur double les forts portugais qui contrôlent l'entrée du port, mollement suivi par quelques frégates - les oiseaux, pas les bateaux !

Lolo derrière, un Zodiac chargé de photographes et de

Nouveau vaisseau amiral du mouvement écolo-logiste, le Greenpeace a mis le cap sur Mururoa. Notre envoyé spécial, Roger Cans, seul journaliste français embarqué sur le navire, en compagnie d'une équipe de Gamma Télévision dont il commentera les images, tient son carnet de bord.

cameramen immortaliser la scène. Les films seront portés à terre, obligant le Greenpeace à faire une grande boucle en attendant son Zodiac, qu'il récupère à la grue. Le navire longe l'immense usine de dessalement d'eau de mer qui alimente Curaçao en eau potable. Puis c'est Aruba, la pre-

UN SUCCÈS COMMERCIAL POUR M^{me} THATCHER

L'Arabie saoudite préfère le Tornado au Mirage-2000

Les Britanniques fourniront à l'Arabie saoudite quelque quatre-vingts avions de combat et d'entraînement, pour un montant de l'ordre de 15 milliards de francs, en partie compensé par l'acquisition de pétrole saoudien que le Royaume-Uni revendra ensuite à l'exportation. Dans ce contrat figure la vente de quarante-huit Tornado, chasseur-bombardier conçu par un consortium européen et concurrent direct du Mirage-2000.

Ce choix de Ryad, s'il se confirme par une signature officielle prévue en principe pour la fin de ce mois, est un coup dur pour l'exportation de l'avion de combat français. A plus long terme, il laisse au consortium européen, le groupe anglo-germano-italien Panavia, toute liberté de se constituer désormais comme la principale structure rivale, en Europe, de Dassault-Breguet.

La société française avait, en effet, prétendu de l'incapacité de Panavia à exporter son Tornado pour réclamer la maîtrise d'œuvre du projet d'un avion de combat européen, dont, finalement, la France a été exclue.

L'Arabie saoudite, en optant pour les propositions britanniques, a décidé de ne pas attendre la livraison d'avions américains F-15, retardée par des oppositions au Congrès et par la crainte des Israéliens d'avoir, non loin de

leurs frontières, un appareil susceptible d'atteindre leur territoire.

Ne voulant pas mécontenter les Etats-Unis, qui restent leur principal fournisseur, les Saoudiens ont reçu des assurances de Washington par lesquelles les Américains comprennent la situation et donnaient leur feu vert à l'accord avec Londres.

Ce n'est pas la première fois que Ryad conclut un accord de troc, en échange avec des livraisons de pétrole, malgré les recommandations contraires de l'OPEP, présidée par le ministre saoudien du pétrole, Sheikh Yamani. Déjà, il y a un an environ, les Saoudiens avaient acheté aux Etats-Unis dix avions géants Boeing-747 moyennant la vente de 35 millions de barils de pétrole brut.

JACQUES ISNARD.

(Lire nos informations page 46.)

Chine : place aux jeunes

Dix vétérans du bureau politique mis à la retraite
PAGE 4

Suède : le succès de la gauche

Malgré la progression des « bourgeois », M. Palme reste au pouvoir
PAGE 3

Budget de la défense

En 1986, le tiers des investissements ira au nucléaire
PAGE 12

Cohabitation

Le point de vue de M. Fourcade
PAGE 10

Crédits à l'exportation

M. Bérégovoy et les banques en désaccord sur les taux
PAGE 43

Le Monde

ECONOMIE

L'offensive Moulinox
L'angoisse des créateurs d'entreprise
La chronique de Paul Fabra
(Pages 39 à 42)

Carnet (18) ● Informations Services (14) ● Programmes des spectacles (16-17) ● Radio - télévision (17) ● Annonces classées (20 à 38)

1981: un grand succès LE CHOC AMOUREUX

Ramsay

Francesco Alberoni
L'amitié



1985: voici enfin
L'AMITIÉ
de Francesco Alberoni

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT ARGENTIN

Les colères de M. Alfonsín

M. Raúl Alfonsín est attendu le mercredi 18 septembre à Paris pour une visite officielle de quatre jours. Avant son départ de Buenos-Aires, le chef de l'Etat argentin a accordé un entretien au Monde.

« Neuf anciens commandants en chef sont actuellement traduits devant un tribunal, et trois autres généraux sont jugés par le conseil supérieur des forces armées. Mais les associations de défense des droits de l'homme disent que mille cinq cents officiers et sous-officiers ont participé à la torture et à la répression... »

« Ah oui ? Et pourquoi n'ont-elles pas porté plainte ? Elles ont manqué à leur devoir civique le plus élémentaire. Les tribunaux leur sont ouverts. Tout citoyen argentin a non seulement le droit mais l'obligation de dénoncer les délits dont il a connaissance... »

« Mais il y a des centaines d'instructions en cours ? »

« Oui, là où il y a des preuves, la justice a été saisie. Si je collais les gens au poteau, ce ne serait pas très démocratique. Je travaille dans un Etat de droit. C'est là l'engagement que j'ai pris. »

« Mais est-ce que vous pensez que ceux qui ont assassiné, violé, torturé... »

« Ils doivent être traduits en justice. »

« Ils doivent aller en prison ? »

« Ils doivent être traduits en justice ! Ce sont les juges qui décideront où ils doivent aller... »

Quand j'ai dit pendant ma campagne électorale - ce n'est pas quelque chose que j'ai inventé après, et je voudrais bien savoir comment d'autres que moi auraient fait - quand j'ai dit qu'il y avait trois degrés de responsabilité : d'abord, ceux qui avaient décidé de

faire ce qui a été fait - et qui a été très grave ; ensuite, ceux qui avaient commis des excès, qui avaient torturé ; enfin, ceux qui avaient obéi aux ordres... Vous avez quel âge ?

Les membres de trois gouvernements militaires sont soumis à procès et privés de liberté. Je le répète, il n'y a aucun pays au monde qui ait fait la même chose. C'est ça qu'il faut souligner !

« Mais vous pensez qu'il peut y avoir davantage de procès ? »

« Il y aura ce qu'il doit y avoir ! Je vis dans un Etat de droit. Est-ce qu'il vous viendrait à l'idée de demander à Mitterrand combien de gens les tribunaux doivent mettre en prison ? Vous verriez comment il vous répondrait ! Pourquoi me posez-vous la question à moi ? »

Propos recueillis par
CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 6.)

débats

COHÉSION SOCIALE

Comment retrouver une certaine cohésion sociale, à défaut d'une amorce de consensus politique que les passions éloignent ? M. Christian Poncelet estime que l'idée de la participation est loin d'avoir jeté ses derniers feux, et M. Jacques Moreau voit dans de nombreux domaines, malgré les difficultés du jour, les signes de la vitalité de la coopération.

Une vieille idée toujours neuve la participation

Actionnariat, intéressement, expression directe des salariés

FACE à la crise et aux difficultés de tous ordres qui assaillent notre pays, l'entreprise apparaît de plus en plus comme la cellule de base de l'économie de même que la famille reste la cellule de base de la société.

Malheureusement, on connaît trop souvent l'entreprise par les conflits sociaux qui s'y développent, c'est-à-dire par son mauvais fonctionnement. Mais l'entreprise est avant tout un lieu d'efforts communs et chacun doit y œuvrer au profit de tous. La lutte des classes prônée par les organisations révolutionnaires est un concept qui doit disparaître au bénéfice d'une pensée humaniste où la solidarité entre les différents partenaires sociaux trouvera à s'exprimer dans le cadre d'une participation véritable. Il n'est pas utopique de penser qu'une telle évolution est possible.

Les récentes négociations sur la flexibilité de l'emploi ont permis de constater une évolution certaine des syndicats. Pour la première fois en France, sur des négociations de cette importance, une sorte de « front uni » s'est formé en effet entre la CFDT, la CFTC, FO, et la CGC. Seule la CGT est restée prisonnière de ses dogmes et face à ses archaïsmes idéologiques. Le niveau

par CHRISTIAN PONCELET (*) de responsabilité auquel sont parvenus les partenaires sociaux sur ce point est encourageant pour l'avenir si l'on veut que la France apporte une réponse efficace aux défis économiques, industriels et sociaux de notre temps.

En dépit des progrès considérables accomplis depuis les origines de la V^e République, la France n'est cependant pas encore arrivée au niveau des sociétés industrielles plus avancées en ce qui concerne les rapports sociaux. Le grand dessein de la participation, qui, dans le passé, a donné naissance aux comités d'entreprise, aux délégués du personnel, à l'extension des droits syndicaux, à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, doit être poursuivi. Dès lors, il convient de mettre en place dès maintenant les textes qui auront à s'appliquer aussitôt que nous aurons à nouveau les responsabilités du pouvoir.

Vieille idée prophétique émise par le général de Gaulle dès la fin de la seconde guerre mondiale, la participation exprime une relation entre un

individu et un groupe permettant à chacun d'accroître sa part de responsabilité et de liberté. Vieille idée, la participation paraît dès lors une idée étonnamment neuve. En vérité, dans la période de crise que nous traversons, aucune politique durable de redressement économique ne peut être entreprise si elle ne vise aussi à plus de justice.

C'est pourquoi nous devons entreprendre une vigoureuse action de promotion en faveur de la participation. Voilà un grand enjeu particulièrement cher aux gaullistes et qui devra se traduire concrètement sous ces trois formes :

- L'actionnariat en premier lieu : les dénationalisations seront l'occasion de le développer et les entreprises privées seront incitées à suivre cet exemple ;

- L'intéressement en deuxième lieu : la participation des salariés aux résultats de l'entreprise où ils travaillent sera affirmée comme un droit ;

- L'expression directe en troisième lieu : les salariés doivent être impliqués dans la définition de leurs conditions de travail.

La participation est bien une idée à redécouvrir.

(*) Ancien ministre, sénateur RPR. Président du conseil général des Vosges.

La coopération n'est pas démodée

Des échecs récents de la coopération font oublier ses succès. Ceux-ci ne sont pas minces, portés par les besoins d'une société en mutation

BIEN qu'étant plus que centenaire, la coopération est mal connue en France. Etant mal connue, elle est méconnue ; certains ignorent sa diversité et la confondent avec tel ou tel des mouvements qui la constituent ; d'autres, au contraire, la confondent avec l'ensemble de l'économie sociale. La plupart ignorent ce qu'elle représente globalement. Ils ignorent encore plus que, loin d'être un phénomène français, la coopération sous ses diverses formes est largement présente dans tous les pays du monde, et particulièrement dans ceux du monde occidental.

La dernière assemblée générale du Groupement national de la coopération a été l'occasion de faire le point. N'en déplaise à celle ou telle critique, la coopération reste bien vivante, qu'il s'agisse des coopératives d'usagers, de salariés ou d'entreprises familiales.

Sans doute, les coopératives subissent-elles, comme l'ensemble de notre économie, les effets d'une conjoncture difficile. Elles n'en sont ni plus ni moins épargnées que les autres entreprises. Mais elles se battent pour les surmonter, et pour le faire en innovant. Comme les autres entreprises, elles connaissent parfois des échecs. Mais elles ont aussi à leur actif de brillants succès.

Deux observations :

La première est qu'il convient de remettre à leur place diverses initiatives dans le domaine des reprises d'entreprises en difficulté, et dont on peut dire, sans polémique inutile, que certaines, issues de préoccupations généreuses, s'étaient développées, contrairement aux traditions coopératives, sans l'aval des mouvements responsables. Dans d'autres cas, l'échec est lié à la situation globale d'un secteur de notre économie

par JACQUES MOREAU (*) et n'est pas dû aux structures coopératives.

La seconde est que les gros titres sur des échecs font trop souvent oublier les succès de la coopération, qui traduisent sa pénétration progressive dans les secteurs ouverts sur l'avenir.

Cette vitalité de la coopération n'est pas due à des causes artificielles. Elle procède de la valeur de son éthique, de sa capacité à créer les outils répondant aux besoins profonds d'une société en pleine mutation, ainsi que de ses efforts de gestion.

Avec les mêmes « règles du jeu »

La coopération ne désire pas qu'on modifie à son avantage les « règles du jeu » de la vie économique telles qu'elles sont tracées par les pouvoirs publics. Elle veut seulement garder ce qui fait l'originalité de ses structures, et, par conséquent, elle souhaite que ces règles tiennent compte de ses particularités statutaires.

Ces particularités, communes à toutes les familles coopératives, sont fondées sur quelques idées simples. La coopérative est d'abord une association démocratique, où s'applique la règle « un homme une voix », et qui gère une entreprise fondée sur le socle primordial du service à ses sociétaires, que ceux-ci soient des salariés (SCOP), des usagers (coopératives de consommateurs, coopératives d'habitation), des entreprises familiales (coopératives agricoles, coopératives d'artisans, de pêcheurs, etc.). Pour ne citer que les plus connues. Elle se crée lorsqu'il existe un besoin collectif et que ceux qui le ressentent ont la volonté d'y faire face par une action collective et responsable.

Portée par l'évolution des aspirations de notre temps, la coopérative est capable de contribuer au redressement de notre économie. Citons quelques exemples :

D'abord la régionalisation. Faut-il rappeler que les grands réseaux bancaires

coopératifs (crédits agricoles, mutuel, populaire, coopératif) ont depuis longtemps anticipé cette évolution ? Constitués, comme dans les pays européens voisins, d'établissements régionaux et locaux, profondément ancrés dans les réalités locales, ils ont été parmi les premiers à privilégier l'action pour le développement régional et, sans oublier un nécessaire développement de leurs relations internationales, ils n'en maintiennent pas moins cette priorité.

Autre exemple, qui concerne le développement du secteur agro-industriel, dont tout le monde s'accorde à reconnaître la contribution qu'il apporte à l'équilibre de notre commerce extérieur et à la valorisation de notre production agricole. Faut-il rappeler le rôle historique dans ce domaine de la coopération agricole, appuyée par le crédit et les mutualités agricoles, et les actions multiples qu'elle a entreprises pour le développer ?

Autre témoignage qui touche au maintien indispensable du tissu industriel français, dont l'appauvrissement est une des causes de nos difficultés actuelles. Faut-il rappeler le rôle de la coopération ouvrière, en particulier pour la perpétuation d'entreprises saines, dont le chef n'a pas de successeur, ou pour la création *ex nihilo* de coopératives dans les secteurs innovants de l'économie ? Faut-il rappeler celui de la coopération artisanale pour structurer et développer ce vaste secteur, comme celui des autres formes de coopératives d'entreprises familiales ?

On pourrait trouver bien d'autres exemples, qu'il s'agisse de la pêche, de la distribution, du logement social, etc. Et je n'aurai garde d'oublier la coopération scolaire, qui est l'école de formation des coopérateurs.

Cela se veut pas dire que, dans tel ou tel domaine, les entreprises coopératives, comme les entreprises privées des mêmes secteurs, ne seront pas conduites à opérer les « révisions déchantées » qu'impliquent les mutations que connaît notre pays. Nous ne sommes pas partisans de l'acharnement thérapeutique. Mais la coopération reste bien vivante et dynamique, pour les jeunes générations, l'un des moyens les plus concrets à leur disposition pour réaliser leurs idéaux.

(*) Président-directeur général du Crédit coopératif.

Construisez un monopole. C'est permis et encouragé.



Partout, au nom d'une saine concurrence entre les entreprises, les États luttent contre la création de monopoles privés. Et pourtant le brevet fait une juste exception à cette règle au profit des innovateurs. En déposant un brevet d'invention, une entreprise acquiert 20 ans de monopole légal sur son innovation. C'est-à-dire 20 ans d'avance sur les autres, et 20 ans d'exclusivité sur le marché. Mais aussi 20 ans pour imposer son nom, sa marque, affiner sa technique, réduire ses coûts de recherche et de production. L'Institut National de la Propriété Industrielle est le porteur de ces entreprises créatrices. Y déposer un brevet, sa marque ou ses modèles, c'est se donner les moyens de gagner sur son marché.

INPI
INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
73, rue de Valenciennes, 75009 Paris Cedex 19.

Verrouillez votre marché. INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

« LA FIN DES HABITUDES », de Jacques Lesourne et Michel Godet

L'élasticité espace-temps

LES Mille Sottiers de l'avenir... Il y a cinquante ans, Jacques Lesourne écrivait sous ce titre un ouvrage de prospective pour le public, alimenté en partie par le mégaséjour qu'il patronna pour l'OCDE avec l'équipe d'interfuturs. Le *Fin des habitudes*, qu'il publie aujourd'hui en compagnie de Michel Godet, peut être considéré comme le deuxième tome des Mille Sottiers. Courageusement, l'auteur se remet en question, regarde si ce qui semblait prévisible en 1980 l'est encore aujourd'hui et les pièces du puzzle qu'il faut déplacer pour que les paysages de la société française d'ici à la fin du siècle aient plus de sens.

C'est sur l'élasticité espace-temps que l'on joue ici, notre pays étant de plus en plus dépendant du monde extérieur et du rythme d'adaptation de ses structures. « Le vingt et unième siècle est maintenant plus près de nous que les événements de mai 1968. » La formule invite mieux que tous les discours à mobiliser les esprits. Des touches claires apparaissent de plusieurs côtés : le nouage d'éléments énergétiques s'est dessiné ; la crise de l'endettement a été à demi surmontée et pourra sans doute être maîtrisée dans une décennie, comme le fut celle du pétrole ; les États-Unis ont retrouvé leur punch.

Des touches sombres se présentent également : l'Europe n'est pas seulement menacée dans son niveau de vie, mais aussi dans son indépendance ; elle vit mal ses mutations industrielles ; les corporatismes (l'oligopole social) transforment au marché vers la détermination d'une multitude de paramètres économiques ; les risques d'explosion de l'Amérique latine et du monde arabe se prolongent, comme la dérive de l'Afrique noire.

Quel effet d'ensemble ? J. Lesourne et M. Godet avancent deux propositions : 1) les éléments d'une croissance forte à l'horizon 1995 semblent en train de se reconstituer sur les décombres de la crise ; 2) cette croissance retrouvée ne profitera pas nécessairement à toutes les régions du monde.

Quant à la « crise », il faut bien se rendre compte maintenant qu'elle n'est ni énergétique, ni monétaire, ni technologique, mais qu'il s'agit d'une crise socio-organisationnelle : elle est la conséquence des rigidités accumulées au cours du temps dans un monde en mutation. Pour en sortir, il faudra renouveler les représentations mentales, si bien que la mutation que nous vivons est une formidable occasion de changement et qu'elle est donc aussi portuse d'espoir.

Le « fin des habitudes », c'est le moins que puissent dire J. Lesourne et M. Godet en ouvrant largement les perspectives qui seront détaillées ensuite au fil des chapitres par une brillante phalange d'analystes (1). Ces derniers rechercheront les « nœuds de l'interdépendance », feront tourner le *labyrinthe international*, décriront les « batailles de l'interne » entre les mutations et les rigidités et les « voies de la France ». Vivier très riche où puiser des réflexions sur des sujets de haut niveau qui nous touchent, et qu'aborderont peu, hélas ! les hommes politiques.

PIERRE DROUIN.

* Seuil, 492 pages, 95 F.

(1) Voici la liste des auteurs qui ont apporté leur contribution à cet ouvrage, outre MM. Godet et Lesourne : M. Angelin, M. Bourgeois, J. Brasseur, Desprairies, Deville, Dubuis, Durbéne, G. Grewilch, H. de Jouvencel, Lallouche, Nolville, Phan Van Phi, Richonier, Robin, Ruyssen, Chassan, Selame, Sutfast.

مكتبة الأمل

étranger

EUROPE

Suède

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

- Les sociaux-démocrates de M. Palme conservent le pouvoir
- Nette progression du bloc « bourgeois »

De notre correspondant

Stockholm. — « Le modèle suédois a tenu, nous avons gagné la bataille de la société de bien-être contre la droite néolibérale », M. Olof Palme conserve le pouvoir, mais il ne peut se targuer d'une victoire « éclatante ». Avec 44,9 % des suffrages, les sociaux-démocrates perdent 0,7 % par rapport à 1982 et 7 des 166 sièges qu'ils contrôlaient dans le Parlement sortant. De son côté, le Parti communiste accuse un très léger recul (5,4 % contre 5,6 %) et perd 1 mandat (19 contre 20). En trois ans, l'écart entre le bloc socialiste et le bloc bourgeois est ainsi passé, en pourcentage de voix, de 6,2 à 1,4 %, et en sièges de 23 à 7. Les résultats définitifs des élections générales du 15 septembre ne seront connus que mercredi, lorsque les suffrages qui ont choisi de voter, dimanche encore, par la poste auront été décomptés.

Le score de la gauche, au plan national, était en gros attendu, de même que sa défaite aux élections municipales à Malmö, la troisième ville du pays, gérée par les sociaux-démocrates depuis soixante-six ans et où un petit mouvement populiste, le Parti de la Scanie — qui prône l'indépendance de la province, son rattachement à l'OTAN et au Marché commun et l'installation de missiles américains sur son sol — a fait pencher la balance en faveur des « bourgeois ».

En revanche, l'ampleur des bouleversements qui se sont produits au sein de l'opposition « bourgeoise » n'était pas du tout prévue. On tablait il y a quelques mois sur une forte poussée conservatrice. Or le grand vainqueur du scrutin est le Parti libéral qui, avec 14,3 % des voix, fait un bond en avant de 8,4 % et obtient cinquante et un sièges, soit trente de plus qu'en 1982. Ce succès est lié à la personnalité et à la popularité montante de son chef de file, M. Bengt Westerberg, quarante-deux ans, élégant, plutôt beau garçon, mesuré dans ses propos, cet ancien secrétaire d'État au budget a mené une campagne électorale en sillonnant le pays de long en large avant de devenir, dans

les trois semaines précédant le scrutin, une vedette du petit écran, où il s'est employé à inciter la voix de la sagesse et de la modération dans un débat trop polarisé et dominé par les sociaux-démocrates et les conservateurs, qui reléguaient les autres partis au rang de figurants.

Recul des centristes

Alors que les deux principaux protagonistes du débat politique bataillaient sur l'avenir de l'État-providence, les libertés, les privatisations et la pression fiscale, M. Westerberg a soigneusement évité de noyer le public dans les chiffres. Il a

gagné. Sur bien des points, les libéraux ont le même programme que nous, déclara-t-il dimanche soir le dirigeant conservateur, M. Ulf Adelsohn, en qui beaucoup voyaient, il y a seulement quelques mois, le futur premier ministre, mais nous avons peut-être commis l'erreur de présenter trop en détail nos propositions sur les réductions des dépenses publiques, les allègements fiscaux et la baisse de diverses allocations ou prestations. Ceci a permis aux sociaux-démocrates de nous prendre pour cibles, de nous accuser de vouloir renverser la société de bien-être et de déformer sciemment nos propositions avec le concours des médias.

Le premier ministre va-t-il choisir de coopérer avec les communistes comme naguère ou avec les libéraux, les véritables grands vainqueurs du scrutin ?

tenn un langage volontairement « humain » et insisté sur « le profil social d'une politique non socialiste », en présentant des revendications concrètes comme « le droit à une chambre particulière » pour les personnes âgées dans les hospices. Il n'aurait sans doute pas réalisé un résultat aussi remarquable si son nombre d'électeurs bourgeois n'était pas las du blocage de la vie politique suédoise.

Mais la victoire enregistrée par les libéraux s'est faite en très grande partie aux dépens des deux autres partis non socialistes, les centristes (ex-agriculteurs) et les conservateurs. Les premiers ne cessent de perdre du terrain depuis douze ans. En 1973, ils avaient obtenu plus de 25 % des suffrages. En 1976, leur leader, M. Thorbjörn Fälldin, avait réussi à « limiter les dégâts » en promettant de démanteler les centrales nucléaires suédoises. Une fois au pouvoir, il dut faire marche arrière, car ses partenaires libéraux et conservateurs n'étaient pas du même avis, et cette querelle sur l'atome industriel provoqua en 1978 la chute de la coalition tripartite qui avait mis fin à quarante-quatre ans de régime social-démocrate.

Depuis, le recul des centristes n'a fait que s'accroître. Ils obtiennent cette fois seulement 12,5 % des voix, soit près de 5 % de moins qu'en 1982, bien qu'ils aient conclu un accord électoral technique avec le Parti chrétien-démocrate (KDS), ennemi déclaré de l'avortement et de l'alcool. Par le biais de cette alliance, pas très bien vue d'ailleurs par nombre de militants centristes, le leader du KDS, M. Alf Svensson, fait son entrée au Parlement. Pour les centristes, ce nouvel échec est cuisant et ne sera sans doute pas sans conséquence pour l'avenir politique de Fälldin.

Les conservateurs sont la « seconde victime » du raz de marée libéral au sein du bloc bour-

geois. Le résultat des élections aura été une douche froide pour ce parti qui progressait régulièrement depuis 1970 et qui avait crédité ces élections de 30 % des intentions de vote. Il ne recueille que 21,4 % des suffrages, soit 2,3 % de moins qu'en 1982 et perd dix des quatre-vingt-six sièges qu'il contrôlait à l'Assemblée. Le score des conservateurs et celui des libéraux paraissent indiquer que, si les Suédois critiquent certains aspects de leur système fiscal et social et souhaitent des réformes, ils ne sont pas disposés à l'abandonner.

Un social-libéralisme

Dans le Parlement sortant, la situation du gouvernement minoritaire de M. Palme était relativement confortable. Les députés sociaux-démocrates étaient plus nombreux que les groupes conservateur, centriste et libéral réunis. Le cabinet ne pouvait donc être mis en minorité que si les vingt députés communistes faisaient cause commune avec les bourgeois — ce qui ne s'est jamais produit. Dans la nouvelle Assemblée, la situation sera différente et plus délicate. Les socialistes, affaiblis, dépendront directement du bon vouloir des communistes, et ceux-ci ont déjà fait savoir qu'ils n'accorderaient aucun soutien inconditionnel. « Ce n'est pas nouveau pour nous », a souligné M. Palme. Depuis 1932, les sociaux-démocrates ont gouverné la Suède pendant quarante-sept ans, et pendant quarante et un ans nous étions en minorité.

Reste à savoir si le premier ministre, qui présentera son nouveau cabinet début octobre, va choisir de coopérer au Parlement avec les communistes ou avec les libéraux. Il n'a rappelé que sa main « était tou-

jours tendue » et que « la défaite des idées néolibérales au scrutin du 15 septembre et la renaissance d'un social-libéralisme pouvaient contribuer à détendre l'atmosphère politique de ces dernières années, et éventuellement faciliter les travaux parlementaires ». De son côté, M. Westerberg, désormais en position de force, a déclaré que « les sociaux-démocrates avaient tout intérêt à se rapprocher des libéraux ». C'est d'ailleurs ce qu'il n'est pas exclu que ces élections et le rapprochement des forces qu'elles ont entraîné au sein du camp bourgeois, où les deux « partis du milieu », comme on les appelle ici, sont à présent plus forts que les conservateurs, conduisent à terme à une description de la vie politique qui est sans doute souhaitée par la majorité des Suédois.

Les succès de la politique économique menée par le ministre des finances, M. Feldt, dans le sillage de la dévaluation de 16 % de la couronne après les élections de 1982, ne sont pas étrangers aux résultats des sociaux-démocrates à ces élections générales. Mais le déficit croissant de la balance des paiements cette année impose, dans les mois qui viennent, des mesures d'austérité visant à freiner la consommation. On voit difficilement les communistes, aussi eurocommunistes soient-ils, approuver sans broncher ces mesures. La marge de manœuvre de M. Palme est étroite.

ALAIN DEBOVE.

Pologne

LE PÈLERINAGE DES OUVRIERS A CZESTOCHOWA

L'Eglise confirme son attitude de fermeté à l'égard du pouvoir

Plusieurs dizaines de milliers de personnes (de quarante mille à cent mille selon les estimations) ont participé dimanche 15 septembre au pèlerinage annuel des ouvriers à Czestochowa, et en ont profité pour proclamer leur fidélité à Solidarité. Le président du syndicat dissous, M. Lech Walesa, pourtant théoriquement assigné à résidence à Gdansk, participait au rassemblement et a été ovationné. Le cardinal Gulbinowicz, archevêque de Wrocław, et l'évêque de Gdansk, Mgr Goculowski, ont concélébré la cérémonie — alors que l'an dernier aucun membre de la hiérarchie épiscopale n'était présent.

A l'époque — on était alors au lendemain d'une amnistie quasi générale des prisonniers politiques — l'Eglise avait manifesté le souci de ne pas irriter les autorités, mais depuis la situation a nettement évolué. Le refus de toute ouverture de la part du pouvoir, l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions répressives, la reprise des arrestations et des procès, ont, semble-t-il, amené les responsables de l'Eglise à adopter une attitude plus déterminée. Les efforts déployés par le gouvernement pour inciter la hiérarchie épiscopale à appeler à voter lors des élections législatives du 13 octobre prochain n'ont ainsi donné aucun résultat, et le ton des homélies prononcées à Czestochowa confirme cette impression de fermeté.

S'adressant à la foule, d'un émerveillement de nombreuses banderoles réclamant notamment la libération des prisonniers politiques ou le retour au pluralisme syndical, l'évêque de Gdansk a reproché aux autorités de « violer les droits de l'homme », et de « rejeter sans cesse sur le peuple la responsabilité des

erreurs et des déformations qui se répètent continuellement ».

D'autre part, le cardinal Gulbinowicz, — connu il est vrai pour être l'un des prélats les plus dynamiques s'est associé à M. Lech Walesa pour adresser au pape Jean-Paul II un télégramme évoquant notamment le droit aux libertés syndicales.

Une trentaine d'« anciens » dirigeants de Solidarité ont participé aux côtés de M. Walesa à ce rassemblement, le plus important depuis les imposantes obèques du Père Popieluszko, victime en octobre 1984 de trois officiers de la police politique. Des forces de police avaient été déployées en grand nombre à proximité de la foule qui scandait des slogans désormais classiques — « Pas de liberté sans Solidarité », etc. — mais il n'y a pas eu d'incident.

Le même jour, l'épiscopat a fait lire dans toutes les églises de Pologne une lettre pastorale consacrée à la presse et à l'information. Les évêques évoquent en particulier les nouvelles restrictions imposées à la presse catholique indépendante (il s'agit non seulement d'une censure particulièrement vigilante mais aussi de sévères limitations de papier) et dénoncent par la même occasion « les médias qui propagent constamment des mensonges ».

A Varsovie, M. Jacek Kuron, fondateur de Solidarité, a été interrogé pendant quatre heures par des policiers qui l'ont mis en garde à la suite de ses récentes activités. De nombreux autres signataires d'un appel à boycotter les prochaines élections, parmi lesquels MM. Marian Jurczyk et Marek Edelman, ont été l'objet d'interpellations et d'avertissements du même ordre.

J.K.

Italie

La visite du chancelier autrichien a été dominée par le problème du Haut-Adige

Le chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, a effectué, les jeudi 12 et vendredi 13 septembre, une visite officielle à Rome, la première d'un chef de gouvernement autrichien depuis celle du chancelier Schuschnigg il y a cinquante ans. M. Sinowatz avait reçu à Vienne le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, en avril 1984.

L'objectif de cette visite était de donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale entre les deux pays, sur le plan des transports notamment. Elle a néanmoins été dominée par le problème qui empêche depuis longtemps les relations austro-italiennes : celui du Haut-Adige, cette province italienne peuplée majoritairement de germanophones que les Autrichiens appellent le Tyrol du Sud.

« Ces questions restent ouvertes », a déclaré M. Craxi. Nous cherchons à leur trouver des solutions

conformes aux engagements pris et à l'esprit d'amitié et de confiance.

La très large autonomie accordée à la province du Haut-Adige à la suite des négociations entre les deux gouvernements a créé un malaise au sein de la minorité italienne qui vit dans cette région. Celui-ci s'est traduit par une victoire électorale des néo-fascistes à Bolzano, capitale de la province, lors des élections municipales du printemps dernier. Le gouvernement italien, depuis, frappe très sérieusement la mise en œuvre des mesures allant vers une autonomie complète du Haut-Adige, provoquant par là une certaine irritation à Vienne.

A l'issue de sa visite officielle, le chancelier autrichien a été reçu, samedi au Vatican, par le pape Jean-Paul II.

L.R.

Bulgarie

FORTE HAUSSE DE PRIX

Sofia (AFP). — Le gouvernement bulgare a annoncé, dimanche 15 septembre, une forte hausse des prix portant sur l'énergie électrique, les combustibles, l'eau, les boissons alcoolisées et certains produits alimentaires.

Les difficultés provoquées par une sécheresse de trois ans et un hiver particulièrement froid ont invoqué pour justifier ces mesures. Le prix de l'énergie électrique augmente de 58 % pour le secteur d'État et de 41 % pour les particuliers. Les prix de l'essence et du gaz-oil augmentent de 35 %. Celui de l'eau potable utilisée dans l'industrie quadruple et augmente de 80 % pour les particuliers.

D'autre part, l'importation de boissons alcoolisées sera réduite et leurs prix seront considérablement augmentés, indique l'agence officielle. Le prix des cigarettes importées et de la bière de luxe augmentent de 35 %, le prix du café et de la viande de porc progressent également.

LA RÉPARTITION DES SIÈGES

Voici la répartition des sièges au nouveau Parlement suédois. Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de sièges détenus par chaque parti dans le Parlement sortant.

Sociaux-démocrates	159 (166)
Conservateurs	76 (86)
Libéraux	51 (21)
Centristes	44 (56)
Communistes	19 (20)
Verts	0 (0)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F.
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Date de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F.

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Copédacteur en chef :

Claude Salas.

Imprimerie

de « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS 9

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Continuation paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

R. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Chaque abonnement définitif ou

provisoire (deux semaines ou plus) ; nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 Dh ; Tunisie,

400 ml. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Cuba, 3,00 CFA ; Danemark, 1,20 kr. ;

Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$;

G.-B., 55 p. ; Grèce, 30 dr. ; Irlande, 65 p. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$;

Luxembourg, 35 L. ; Norvège, 9,00 kr. ;

Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie,

238 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ;

Yugoslavie, 110 ml.

APRÈS LA VISITE DE M. BAYLET EN ALBANIE

Un accueil chaleureux, des perspectives modestes

De notre envoyé spécial

Tirana. — En recevant pour la première fois depuis près de quarante ans un membre du gouvernement français, en la personne de M. Jean-Michel Baylet (le Monde des 15-16 septembre), les dirigeants albanais n'ont pas fait les choses à moitié. L'accueil a été chaleureux, exceptionnel même par le nombre de personnes invitées par la même occasion : vingt-sept journalistes, une vingtaine d'hommes d'affaires et des personnalités aussi diverses que M^{me} Saint-Laurent — la mère du couturier — ou le professeur Jacques Ruffié, sans compter les « amis » de l'Albanie comme M. Robert Escarpit. Le secrétaire d'État français y a vu le signe de l'importance accordée à sa mission, et n'a pris soin de souligner que la délégation française n'est reçue avec nettement plus d'égards que le sous-secrétaire d'État italien venu à Tirana en mai dernier.

De leurs entretiens avec les officiels albanais, les Français tirent des conclusions sans surprise. L'Albanie se dit déterminée à suivre le chemin tracé par l'Europe, à mourir au printemps : nationalisme exacerbé, indépendance et refus de toute relation avec les superpuissances. Que M. Gorbachev ou un autre soit présent à Moscou n'y changera rien.

M. Baylet s'est félicité de la franchise des discussions et est reconnaissant à ses interlocuteurs de s'être exprimés clairement, sans recours à la langue de bois.

Naturellement, le désir de développer les échanges économiques a été souligné de part et d'autre. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire, et certains industriels français ont regretté de n'avoir été nullement invités aux entretiens qui les concernaient. La CGE souhaiterait pouvoir obtenir un nouveau contrat pour la construction d'un barrage, comme celui de Koman, actuellement en chantier. Les cinq ingénieurs français qui sont sur place sont très satisfaits du grand soin que leurs hôtes albanais prennent d'eux, et estiment que les responsables du chantier font preuve de beaucoup de compétence, même s'ils manquent d'équipements et de moyens modernes.

Les Albanais sont d'ailleurs très conscients de leur retard ; ils cherchent par exemple à moderniser leurs cimenteries, qui fonctionnent selon des procédés antiques ; ils savent aussi qu'ils devront bien finir par équiper l'aéroport de Tirana d'un système de radarisation moderne.

Le problème, c'est qu'ils veulent aussi vendre, et donc imposer des compensations, tout en refusant de tenir compte, dans ce troc, des produits qui trouvent naturellement preneur sur le marché — comme le cuivre et le chrome. Restent les cuisses de grenouilles, les racines de bruyère, les tissus et, surtout, le naphta et d'autres produits pétroliers. Au total, des échanges modestes, et qui devraient se développer modestement, car la concurrence, italienne en particulier, est vive.

J.K.

PRIX GONCOURT DE LA POÉSIE

Claude ROY



A la lisière du temps

GALLIMARD *unif*

PROCHE-ORIENT

Cisjordanie

Expulsion vers la Jordanie de dix-huit anciens détenus palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. - Israël a expulsé, dimanche 15 septembre, vers la Jordanie dix-huit anciens détenus palestiniens libérés en mai dernier lors du vaste échange de prisonniers conclu avec l'organisation d'Achmed Jibril. Ils appartiennent à un groupe de trente personnes installées après leur libération en Cisjordanie et à Gaza, mais qui, au regard de la loi israélienne, n'étaient résidents ni d'Israël ni des territoires occupés. Huit avaient déjà quitté le pays, et la Cour suprême venait de repousser l'appel interjeté par onze autres.

Le cas des expulsés est particulier. Originairement des régions conquises par Israël pendant la guerre de 1967, ils ne s'y trouvaient pas à l'époque. L'autorité d'occupation n'avait donc pas pu les enregistrer. Ils s'inscrivent par la suite en Cisjordanie et à Gaza, y commencent des « crimes contre la sécurité », pour lesquels ils furent condamnés et emprisonnés. Lors de l'échange, sous l'égide de la Croix-Rouge, de ces détenus considérés par Israël comme des citoyens jordaniens, l'organisation humanitaire

avait promis de faire son possible pour leur trouver un pays d'accueil dans les trois mois. Ce délai étant écoulé, Israël s'est estimé libre, après l'aval de la Cour suprême, de procéder aux expulsions.

Trois autres Palestiniens, quant à eux, résidents de Cisjordanie, sont sous le coup d'un ordre d'expulsion. Ils ont, eux aussi, saisi la Haute Cour. Depuis 1980, aucun habitant des territoires occupés n'a pu quitter le pays en règle. Le mois dernier, M. Khalil Abou Zyad, menacé d'expulsion, avait préféré s'exiler volontairement pendant trois ans aux termes d'un compromis avec les autorités israéliennes.

J.-P. L.

● **RECTIFICATIF.** - Une erreur de transmission a rendu incompréhensible la deuxième phrase de l'article de notre correspondant à Jérusalem faisant le bilan d'un an d'union nationale (le Monde du 14 septembre). Il fallait lire : « Le verdict des urnes ayant renvoyé des dos le Likoud et les travaillistes, la classe politique se résignait au compromis historique ».

OPPOSANTS IRANIENS EN EXIL

Les Moudjahidins du peuple songeraient à transférer leurs bureaux à Garges-lès-Gonesse

Polémique à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) autour de la vente d'un ancien immeuble de la société Manpower, inoccupé depuis près de cinq ans, situé dans la zone industrielle de la Murette ; au total 5 000 mètres carrés, vendus 4,8 millions de francs et imputés entre une cité de 12 000 habitants et le parking d'une grande surface. Cet immeuble serait-il le futur centre opérationnel des Moudjahidins du peuple d'Iran ou un simple bâtiment à usage d'habitation destiné à des réfugiés iraniens ?

Pour M. Jean-Louis Leveau, conseiller municipal RPR (le maire est M. Henry Chikerman, communiste), il s'agit ni plus ni moins de l'installation à Garges du bureau européen des Moudjahidins du peuple, établi depuis le 31 juillet 1981 non loin de là, dans le même département, à Avers-sur-Oise, dans un pavillon appartenant au propre frère du dirigeant des Moudjahidins, M. Massoud Radjavi.

S'appuyant sur des témoignages de riverains, qui seraient remarqués des allées et venues autour de l'immeuble depuis une quinzaine de jours, le conseiller municipal affirme que l'organisation aurait demandé trois cents lignes téléphoniques et qu'elle s'en serait abonnée, pour l'instant, qu'une quinzaine.

S'interrogeant de cette implantation à proximité d'une cité déclarée insalubre, M. Jean-Louis Leveau pose le problème de la sécurité : « Avec ses 44 % d'immigrés et ses cinquante-quatre ethnies, la cité de la Murette a déjà été baptisée les Minguettes de Garges ».

Pour M. Leveau, la raison de cette transaction est simple : le pavillon d'Avers-sur-Oise ne suffit plus. Des propos qui ont immédiatement fait réagir le bureau des Moudjahidins du peuple. Dès samedi 14 septembre, il faisait paraître un communiqué indiquant que si l'acheteur était bel et bien iranien,

il s'agissait en fait d'un commerçant exilé, lié au foyer Tobihi des corporations du Bazar de Téhéran (cette organisation des Moudjahidins), qui souhaitait à titre personnel « transformer le bâtiment en logements loués à bas prix à d'autres réfugiés iraniens ».

Quant à lui, l'acheteur, M. Ebrahim Mazandarani (1), en France depuis quatre ans, regrette la publicité faite autour de son projet, « qui risque maintenant de faire échouer une action personnelle, purement humanitaire, destinée à soulager la souffrance des réfugiés ». Le projet concernerait trente à quarante familles, dont la plupart des membres ont été exécutés, tel cet iranien de quatre-vingt-trois ans, en France depuis un an, qui a perdu ses trois fils. L'épouse et un des fils de M. Mazandarani ont été eux-mêmes torturés dans les prisons de l'imam Khomeiny.

Les craintes de M. Jean-Louis Leveau, qui risquent de s'étendre dans la population, sont peut-être en rapport avec la polémique opposant la municipalité au ministère de l'Intérieur. Ce dernier a, en effet, décidé de supprimer la brigade de gendarmerie de Garges-lès-Gonesse, qui, avec 40 185 habitants, ne possède aucun commissariat de police (le Monde du 24 juillet). D'où la question posée par l'én RPR : « Ce renfort de population particulière sera-t-il suivi d'un renfort de policiers et permettra-t-il à la brigade de gendarmerie actuelle de rester à Garges ? »

JACQUELINE MELLON.

(1) M. Ebrahim Mazandarani a longtemps cohabité à Avers-sur-Oise avec M. Massoud Radjavi. Il est devenu récemment le responsable des comptes bancaires de l'organisation des Moudjahidins, et son nom figure en tant que tel au bas des appels à des dons publiés dans leur hebdomadaire en langue persane.

18 SEPTEMBRE : LE MONDE ENTIER ADMIRERA LA FRANCE !

IL N'Y A QU'EN FRANCE QU'ON PEUT JOUER AU DERBY.



LE NOUVEAU DADA DES FRANÇAIS TOUS LES MERCREDIS DANS LES PMU

AFRIQUE

République sud-africaine

Vif débat autour de la rencontre entre des hommes d'affaires et l'ANC

Leurs parents se furent engagés à ne pas les laisser boycotter les cours.

Deux bombes atomiques par an ?

Un article paru dans le magazine *Optima*, publié par l'Anglo-Américain Corporation, fait sensation. L'Afrique du Sud est en mesure de fabriquer deux bombes atomiques par an à partir de combustibles nucléaires produits par une usine secrète d'enrichissement d'uranium, y affirme M. David Fisher, un ancien directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui fut aussi un diplomate sud-africain. Selon lui, l'Afrique du Sud a trois réacteurs nucléaires en activité, qui font l'objet d'examen de la part des experts de l'AIEA. Le site expérimental de Valindaba, proche de Hartbeespoort Dam (province du Transvaal), pourrait produire suffisamment d'uranium enrichi pour permettre la fabrication de plusieurs engins nucléaires.

Les inspecteurs de l'AIEA ne sont pas autorisés à visiter ces installations. La capacité de l'Afrique du Sud à fabriquer des bombes atomiques est considérée par beaucoup de pays, « et tout particulièrement par les nations africaines, comme un moyen d'intimidation », constate M. Fisher, ajoutant cependant qu'un éventuel usage de la bombe atomique par l'Afrique du Sud n'est guère plausible, en l'absence de « cible crédible ». (AFP).

Mozambique

Maputo est convaincu que Pretoria continue de soutenir les « bandits armés »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Le sommet des six pays de la « ligne de front » (1), qui s'est réuni, le dimanche 15 septembre, à Maputo, au Mozambique, a porté à sa présidence M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, qui succède à M. Julius Nyerere, son homologue tanzanien, qui doit, début novembre, se retirer de la vie politique. Cette courte rencontre a permis aux membres de cette alliance de faire le point sur les derniers développements de la situation en Afrique du Sud et au Mozambique, à la veille du voyage officiel aux Etats-Unis de M. Samora Machel, le chef de l'Etat mozambicain.

En mars, à Lusaka, les pays de la « ligne de front » avaient décidé d'apporter leur soutien au Mozambique, « compte tenu de la détérioration de la situation ». En juin, à Harare, le Zimbabwe et la Tanzanie s'étaient engagés, dans le cadre de la « coopération régionale », à accroître leur assistance militaire au régime de Maputo.

Bien que les dirigeants de Harare taient le nombre de leurs soldats engagés au Mozambique dans des opérations de maintien de l'ordre, on estime celui-ci à dix mille, soit environ le quart des effectifs de l'armée zimbabwéenne. Selon la radio mozambicaine, ces opérations conjuguées ont commencé le 1^{er} juillet. Elles ont abouti, dans les provinces de Sofala, du Zambéze et de Manica, à la prise de plusieurs camps de la Résistance nationale du Mozambique (RNM) et, le 28 août, après cinq heures de combats, à la chute de son quartier général, la

« Casa Banana », dans les montagnes de Gorgongo. Le porte-parole de la guérilla a dû admettre cette défaite sous couvert de « repli stratégique ». Conséquence de cette défaite, parmi les quatre otages étrangers, parmi lesquels treize Portugais, viennent d'être libérés par les « bandits armés ».

Engagé dans cette campagne de grande envergure qui menace ruine le camp de Gorgongo, considéré comme le siège de l'« académie militaire » de la RNM, les responsables de Maputo évitent de crier trop tôt victoire. Les « bandits armés » se sont encore manifestés la semaine dernière dans les faubourgs mêmes de la capitale en détruisant trois usines.

La saisie de divers documents et équipements, lors de la prise du quartier général de la RNM, a fini de convaincre les autorités de Maputo que l'Afrique du Sud continue de soutenir, directement ou indirectement, les « bandits armés » après la signature, en mars 1984 à Niamey, d'un pacte de non-agression avec le Mozambique. Le régime de Pretoria serait en train de négocier discrètement avec son voisin mozambicain des accords pour un « nombre significatif » de mercenaires étrangers, déjà prisonniers ou menacés de l'être. M. Louis Nel, vice-ministre sud-africain des affaires étrangères, s'était rendu, le 19 août, à « Casa Banana » pour tenter, avait-il dit, de rompre le dialogue entre les deux adversaires. En vain.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

ASIE

Philippines

UN ATTENTAT A LA GRENADE DANS UNE VILLE DU SUD AURAIT FAIT VINGT-CINQ MORTS

L'explosion de trois grenades dans une salle de cinéma de Marikina (île de Mindanao, sud des Philippines), dimanche 15 septembre, a fait au moins vingt-cinq morts et cent blessés dont plusieurs enfants, a rapporté la presse de Manille, qui a attribué cet attentat à des insurgés appartenant soit au Front de libération national Moro, à prédominance musulmane, soit au mouvement communiste.

D'autre part, les proches de quel que six cents Philippines présumées enlevées par les militaires ces dernières années ont créé samedi une organisation : Familles des victimes de disparitions injustifiées (FIND).

Enfin, des soldats philippins lancés à la poursuite de maquisards communistes ont décapité cinq personnes, dont un prêtre rebelle, et ont ensuite défilé en exhibant les têtes coupées sur des piques de bambou, a déclaré à une commission d'enquête ecclésiastique des habitants du village de Bakun, à 250 km au nord de Manille. Le chef des forces armées, le général Ramos a ordonné une enquête sur ces « actes barbares ». Le général Tomas Dumit, commandant de la région concernée, a cependant démenti les allégations des villageois. - (AFP, Reuters).

Chine

DIX « VÉTÉRANS » DU BUREAU POLITIQUE PRENNENT LEUR RETRAITE

Pékin (AFP). - Soixante-quatre dirigeants chinois, dont dix « vétérans » de la révolution chinoise, membres du bureau politique du PC, ont démissionné de leurs fonctions au sein du comité central à Pékin, lundi 16 septembre, l'agence Chine nouvelle. Les dix « vétérans » démissionnaires abandonnent aussi de fait leurs fonctions au sein du bureau politique. Ce sont les maréchaux Ye Jianying, Nie Rongzhen et Xu Xiangxian, MM. Ulanhu, Wang Zhen, Wei Guoqing, Li Desheng, Song Renqiong, Zhang Tingfa ainsi que M. Deng Yingchao, la veuve de Chou En-lai, a indiqué Chine nouvelle.

Ces démissions, justifiées officiellement par le grand âge des intéressés, ont été catégorisées par la section plénière du comité central du PCC qui s'est tenue lundi, a indiqué Chine nouvelle, qui a ajouté que la conférence nationale extraordinaire du PCC - la deuxième de son histoire - s'ouvrirait mercredi à Pékin. Avant ces démissions, le bureau politique du PC comptait vingt-quatre membres et le comité central trois cent quarante-quatre membres.

Thaïlande

LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE

Bangkok (AFP). - Les autorités thaïlandaises ont décidé de lever, lundi, l'état d'urgence décrété il y a une semaine au cours d'une tentative de putsch militaire. Considérant que la tension était suffisamment retombée, elles ont annoncé aussi la levée de l'alerte permanente des forces armées.

D'autre part, l'ex-colonel Manoon Ruengkachorn, considéré comme le principal instigateur de la tentative de coup d'Etat, a quitté Singapour pour Bangkok, a déclaré samedi un porte-parole de l'armée thaïlandaise. L'ancien officier avait été autorisé par les autorités thaïlandaises à se rendre à Singapour après le coup d'Etat manqué de façon à « apaiser les tensions ».

Le porte-parole de l'armée a précisé que les deux sergents soupçonnés d'avoir pris part au complot et qui avaient accompagné l'ex-colonel Ruengkachorn à Singapour, sont revenus samedi à Bangkok. Les deux hommes, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été conduits dans les locaux de la police de Bangkok pour y être interrogés.

Zaire

UN MILITANT SOCIALISTE BELGE CONDAMNÉ A DIX ANS DE PRISON POUR « COMLOT »

Kinshasa (AFP). - M. Ronald Van den Bogaert, ressortissant belge, âgé de trente-huit ans, et militant du parti socialiste flamand, a été condamné samedi 14 septembre, par la Cour de sûreté de l'Etat, à dix ans de détention pour propagande « séditionnelle » et « complot contre la sûreté de l'Etat ».

M. Van den Bogaert avait été arrêté le 18 juillet, à son arrivée à l'aéroport de Kinshasa, en possession de cassettes contenant des propos jugés « séditionnels » destinés à des opposants zairais. La cour lui a également reproché ses activités « publiques et clandestines » en Europe en faveur du parti d'opposition indépendant, l'Union pour le développement et le progrès social (UDPS).

Maroc

QUAND M. KADHAFI RECRUTE PAR ANNONCES...

Casablanca (AP). - Un avis de recrutement de « révolutionnaires » figurait en bonne place dimanche 15 septembre à la une de l'organe de l'opposition socialiste *Al Ittihad Al Islami* paraissant à Casablanca.

L'avis, qui émane de la représentation libyenne à Rabat, précise que ces « révolutionnaires » seront incorporés dans les rangs de la « garde verte internationale » appelée à accompagner le mouvement révolutionnaire international. M. Kadhafi lors de sa prochaine visite aux Nations unies, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'organisation.

L'avis de recrutement s'adresse aux « révolutionnaires qui refusent la soumission et l'humiliation ». Ils doivent adresser leurs candidatures au siège du Centre international de lutte contre l'impérialisme, le sionisme, le racisme et le fascisme à Tripoli.

Al Ittihad Al Islami est le seul quotidien marocain à publier cet avis. Le Maroc est lié à la Libye par un traité d'union d'Etat depuis août 1984.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

● **L'ENLEVEMENT DE LA FILLE DU PRÉSIDENT DUARTE.** - M. Jose Napoleon Duarte a déclaré, le 15 septembre, à l'occasion du cent soixante-quatrième anniversaire de l'indépendance de l'Amérique centrale, que l'enlèvement de sa fille aînée, M^{lle} Jose Guadalupe Duarte et de son amie Ana Villalón, dimanche 15 septembre, à l'université de San Salvador, devait servir à accélérer la pacification du pays. Les rumeurs s'ont toujours pas révélé leur appartenance et n'ont pas formalisé leurs revendications. Lors de cette première apparition publique depuis l'enlèvement de sa fille, le chef d'Etat est allé jusqu'à déclarer qu'il offrait sa fille en sacrifice « au nom de la démocratisation, dont le but est d'aboutir à la paix pour le peuple salvadorien ». - (AFP, UPI).

Liban

● **QUATORZE MORTS ET VINGT-SEPT BLESSÉS DANS DES COMBATS A TRIPOLI.** - Quatorze personnes, dont huit militaires, ont été tuées et vingt-sept autres blessées dans de violents accrochages qui appo-

sent depuis dimanche soir 15 septembre, dans le chef-lieu du Liban du Nord, deux milices rivales. Ces combats mettent aux prises le Mouvement d'unification islamique (MUL, intégristes sunnites) et le Parti arabe démocratique (PAD, proeyrien). - (AFP).

Libye

● **LE COLONEL KADHAFI AURAIT ÉTÉ CIBLE D'UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT.** - Selon l'agence officielle égyptienne Mena, des officiers auraient tiré sur le chef de l'Etat libyen, la semaine dernière, sans l'atteindre, blessant grièvement deux de ses gardes du corps. Ces officiers auraient été arrêtés.

Nicaragua

● **LE PRÉSIDENT ORTEGA SOUHAITE RENCONTRER SON HOMOLOGUE HONDURIEN.** - Le président Ortega a demandé, samedi 14 septembre, à son homologue hondurien, le président Roberto Suazo, de le rencontrer d'urgence, afin d'éviter une guerre qui, selon lui, enflammerait non seulement le Nicaragua, mais aussi toute l'Amérique centrale. M. Ortega fait allusion à l'inc-

dent de frontière qui a opposé les armées des deux pays et qui a entraîné la destruction d'un hélicoptère nicaraguayen. Le département d'Etat américain a, pour sa part, affirmé la légitimité du raid de l'aviation hondurienne, en imputant à Managua la montée des tensions entre les deux pays. Les ministres des affaires étrangères de Colombie, du Venezuela et du Pérou, réunis à Cartagena, ont envoyé un message à leurs homologues nicaraguayen et hondurien, les appelant à « demeurer sereins après les incidents du 13 septembre et à maintenir ouverts les canaux de l'entente ». - (AFP, AP, Reuters).

FORUM POUR L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX TIERS-MONDISME/ANTI-TIERS-MONDISME

Débat sous la présidence de Gérard BELOIN (député général du RPR), avec Le Dr ROSEY BRAUMAN, président de « Médecins sans frontières » et M. François GEZE, directeur des Editions La Découverte Le JEUDI 19 SEPTEMBRE 1985 à 20 h 30 FIAP, 30, rue Cabet, 75014 PARIS Pour tous renseignements, s'adresser au FIAP, 5, rue Jean-François-Garçon, 75006 PARIS - Tél. 222-77-75

صلى الله عليه وسلم

DIPLOMATIE

APRÈS UN NOUVEL INCIDENT SOVIÉTO-AMÉRICAIN EN RDA

M. Weinberger durcit le ton à l'égard de Moscou

De notre correspondant

Washington. - Le ministre américain de la défense a accusé, dimanche 15 septembre, les forces soviétiques stationnées en RDA d'avoir récemment retenu durant neuf heures deux soldats des patrouilles que les Etats-Unis sont autorisés à faire circuler dans ce pays. Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, qui est - comme l'ensemble des responsables civils (mais non militaires) du Pentagone - un partisan de la fermeté la plus grande à l'égard de l'URSS, a pris soin, en commentant cette affaire à la télévision, de préciser qu'il ne pensait pas qu'elle aurait des conséquences négatives sur le sommet soviéto-américain de novembre. Il n'en a pas moins ajouté que l'on pouvait, à sa lumière, voir « ce qu'est le comportement soviétique » : il est clair qu'elle apporte un peu d'eau au moulin de ceux qui s'opposent, au sein de l'administration, à la conclusion d'accords de limitation des armements impliquant d'importantes concessions à l'URSS.

De fait, M. Weinberger a indiqué qu'il ne pensait pas que « le président (Reagan) ait la moindre intention de faire de l'Initiative de défense stratégique une monnaie d'échange » dans les négociations avec l'URSS. Or cette question est au centre de la préparation de la rencontre de Genève, dans la mesure où l'objectif principal du Kremlin est de tout faire pour empêcher le développement par les Etats-Unis d'armes anti-missiles ou anti-satellites. M. Gorbatchev devrait donc, pense-t-on généralement, laisser entendre d'importantes gestes en échange de sévères limitations au

programme de la « guerre des étoiles ».

Si cette attitude était bien celle qu'adopterait Moscou, la Maison-Blanche risque fort d'endosser le mauvais rôle que l'URSS avait si bien su se réserver depuis des années. Cette perspective a, semble-t-il, conduit le département d'Etat à plaider à nouveau pour un assouplissement de la position américaine sur les armes anti-missiles - position dont il est, en fait, l'avocat depuis plus d'un an et que M. Weinberger a une fois de plus rejetée dimanche. « Le président », a déclaré le ministre de la défense, « présente au monde le concept le plus porteur d'espoir que l'humanité ait eu à connaître [depuis l'âge atomique] et n'a pas l'intention, pour autant que je sache, de retirer cet espoir ».

Le « meurtre » du major Nicholson

Selon les indications fournies par le Pentagone et M. Weinberger, des militaires soviétiques auraient délibérément heurté, le 7 septembre dernier, à 150 kilomètres au sud-ouest de Leipzig, un véhicule militaire américain avant d'y renvoyer, sous la menace de leurs armes, les deux soldats qui l'occupaient. Depuis la signature, en 1947, des accords autorisant les quatre puissances occupantes de l'Allemagne à patrouiller dans leurs différentes zones, les incidents auxquels donne lieu cet espionnage légal sont nombreux.

Il semble néanmoins que les Soviétiques les multiplient, ces derniers mois, à l'encontre des Etats-Unis. Après avoir tué, le 24 mars dernier, le major américain Nichol-

son, leurs sentinelles avaient embouti, en juillet, la voiture du commandant de la mission militaire dont dépendent les patrouilles.

Officiellement qualifiée de « meurtre » à Washington, la mort du major Nicholson avait provoqué de très vives protestations des autorités américaines qui avaient cru pouvoir annoncer qu'assurance leur avait été donnée que de telles violences ne se reproduiraient plus. Moscou avait toutefois par la suite démenti avoir pris quelque engagement que ce soit et n'aurait selon M. Weinberger, rien répondu de « positif » aux nouvelles protesta-

tions élevées par les Etats-Unis. « Ou bien les Soviétiques ne tiennent pas leurs promesses, ou bien la discipline de leurs unités est très faible », a ajouté le secrétaire à la défense.

Peu après, l'agence Associated Press citait, anonymement, un autre responsable américain affirmant qu'un officier soviétique avait, sur place, présenté des excuses et que M. Weinberger pourrait avoir « sur-dramatisé » ce dernier incident. Ce que le porte-parole du Pentagone, interrogé par le Washington Post, a aussitôt contesté.

BERNARD GUETTA.

SICOB 85

Le constructeur de votre micro-ordinateur sera-t-il encore là demain pour vous aider ? SVM a sélectionné pour vous 27 constructeurs sûrs. Ecoutez les conseils d'ami de SVM.

18 F. EN VENTE PARTOUT.

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS !

LES CAMBRIEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié. Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD. Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles. SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-85

POURQUOI N'Y AIT PAS DE MANIF LE 17 SEPTEMBRE !!

QU'ON PUISSE JOUER RONARDS AU DERBY !!

DERBY LE NOUVEAU DADA DES FRANÇAIS.

TOUS LES MERCREDIS DANS LES PMU.

M. Giscard d'Estaing regrette que la France n'ait pas davantage étudié le programme IDS

Interrogé lors du Grand Jury RTL-Le Monde, à propos de l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, M. Giscard d'Estaing a notamment répondu :

« Je suis allé deux fois aux Etats-Unis cet été ; j'ai rencontré l'ensemble des responsables de ce pays, et notamment tous ceux qui sont concernés par ce sujet. J'en ai retiré la conviction suivante : le programme américain va se poursuivre. C'est seulement dans l'hypothèse d'un accord global comportant une réduction très importante des armements nucléaires offensifs avec

l'Union soviétique que l'on peut imaginer une interruption de ce programme. En réalité, on va vers la poursuite du programme d'Initiative stratégique de défense des Etats-Unis. Il y a deux questions.

« La première question est celle de savoir s'il est bon que les entreprises européennes participent à ce programme. Lorsqu'il s'agit de contrats normaux, ma réponse est oui. Faut-il, d'autre part, que l'Europe de l'Ouest, et notamment la France, étudie de beaucoup plus près les conséquences d'un tel programme sur notre système de défense ? La réponse est évidemment oui. Jusqu'à présent, cette étude n'a pas été suffisamment conduite. »

A propos de la visite de M. Gorbatchev en France - du 2 au 5 octobre - l'ancien président de la République a déclaré : « M. Gorbatchev viendra à Paris, où il sera reçu officiellement, alors que les troupes soviétiques sont toujours en opération en Afghanistan. Je constate le fait.

« Il est utile qu'il y ait des rencontres et des échanges d'informations entre les dirigeants de l'Union soviétique et les dirigeants français. Ayant vécu ces rencontres, je peux vous dire que, loin de ce que l'on racontait à l'époque, ce ne sont pas des rencontres de compromission ou d'arrangement. Ces rencontres permettent une information réciproque, parfois une mise en garde, et aussi une recherche de solutions aux grands problèmes de l'heure. »

● **Mort de l'ambassadeur du Venezuela en France.** - L'ambassadeur du Venezuela en France, M. Fernando Parades Bello, a succombé, dimanche 15 septembre, à une crise cardiaque. Il présidait une cérémonie devant une délégation du Venezuela à Valmy (Marne), lorsqu'il a été terrassé par un infarctus. Il était en poste depuis le 13 septembre 1979.

[Né le 6 mars 1927, M. Fernando Parades Bello était diplômé d'une école militaire d'aviation des Etats-Unis. Plusieurs fois emprisonné pendant la dictature de Perez Jimenez, il avait été nommé lieutenant-colonel en 1964, général de division en 1975 et, la même année, ministre de la défense, avant de rejoindre Paris comme ambassadeur.]

AMÉRIQUES

Pérou

LE CHEF DU HAUT ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE A ÉTÉ LIMOGÉ

Lima (AFP). - Le général d'aviation Cesar Enrico, chef du commandement conjoint des forces armées, a dû donner sa démission, le dimanche 15 septembre, à la demande du président Alan Garcia.

Cette démission est liée à la demande d'enquête du gouvernement sur le massacre de paysans par des militaires dans des villages du département d'Ayacucho. Le chef de l'Etat avait donné soixante-douze heures aux chefs de l'armée pour fournir des explications. Le délai expirait dimanche soir.

Chili

● **Disparition du docteur Maria Paz Rojas Baeza.** - On nous signale de très bonne source l'arrestation et la disparition à Santiago du docteur Maria Paz Rojas Baeza, neuropsychiatre, ancien chef de service de l'hôpital universitaire de Santiago. M^{me} Rojas Baeza avait participé au mouvement pour le rétablissement de la démocratie au Chili. Elle a travaillé plusieurs années en France dans les services hospitaliers.

Haïti

● **Trente Haïtiens disparus en tentant de rejoindre les Etats-Unis.** - Les survivants d'une tentative malheureuse de rejoindre les Etats-Unis en bateau à voile ont déclaré à des diplomates américains à Haïti que trente autres passagers étaient tombés ou avaient été jetés par-dessus bord pendant le voyage, a rapporté, samedi 14 septembre, le Miami Herald. Le bateau avait été intercepté, le 4 septembre, par les garde-côtes américains, alors qu'il tentait d'atteindre la côte de Floride. - (AP.)

LA GUERRE DANS L'ESPACE

MARCEAU FELDEN

UN OUVRAGE FONDAMENTAL

18 x 21,5 cm - 327 p. - 120 F

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

“Je viens d'accorder trois nouvelles franchises, les miennes”

Peter Fitzsimon, Directeur Commercial d'Entré France et Peter Fitzsimon, futur franchisé Côte d'Azur.

Depuis 1984, Peter Fitzsimon est directeur commercial Entré France. Il est à l'origine de l'extraordinaire développement d'Entré dans l'hexagone. Il est l'un des premiers à avoir compris l'idée forte de la société : l'intégration dans un même centre du conseil, de la formation, de la distribution et du S.A.V. en micro-informatique professionnelle. Avec Entré, et avec l'équipe d'Entré France - plus de 20 personnes déjà en 85 - il fait du franchiseur le véritable soutien des franchisés : choix des matériels, marketing, formation, centralisation des stocks, publicité, etc... Chargé de trouver les entrepreneurs à même de promouvoir cette idée et de réussir sur ce créneau exceptionnel (plus de 40% de croissance en volume par an) il n'a aucun mal à le persuader.

Peter Fitzsimon est par ailleurs si convaincu de la formule Entré qu'il vient de s'engager pour 3 franchises sur la Côte d'Azur. Son successeur désigné, il quittera Entré France en 86 pour ouvrir ses centres.

Alors si comme lui, vous êtes convaincu de l'opportunité exceptionnelle que sont les franchises Entré, si vous avez 1 million de francs pour être franchisé, contactez dès aujourd'hui Entré France au

(1) 574.97.77. Peter Fitzsimon, comme les autres franchisés ayant signé plus d'une franchise, recherche aussi les hommes susceptibles de le seconder.

ENTRÉ COMPUTER CENTERS

AMÉRIQUES

Un entretien avec le président Alfonsín

(Suite de la première page.)

— Est-ce que votre projet de réconciliation entre les forces armées et le pays suppose que...
— Mon projet de réconciliation n'est pas séparable de la distinction que j'ai faite entre les trois degrés de responsabilité... Vous savez, d'un côté, une minorité de gens me disent que je suis trop indulgent, de l'autre côté, une autre minorité me dit que c'est horrible ce que je fais. Je le savais d'avance. Il faut qu'il en soit ainsi. Plus de 80 % des Argentins sont d'accord avec ce que je fais. Les organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas toutes la même position, d'ailleurs. Celles que vous avez vues, vous leur avez demandé ce qu'elles pensent de la subversion terroriste ?

— Non.
— C'est une question, pourtant, qu'un journaliste devrait poser. Ceux qui attaquent le gouvernement, demandez-leur ce qu'ils pensent des terroristes. Certains vous répondront qu'il s'agit de gens qui ont tué pour la justice... Ils défendent des gens qui ont eu un comportement élitiste, qui ont utilisé des méthodes répugnantes pour arriver au pouvoir.
— Mais la répression a été plus répugnante encore, et bien plus massive...
— Et tuer un gardien au coin de la rue, tout simplement parce qu'il était gardien ?

— Ça me répugne aussi. Mais entre la répression et le terrorisme, il n'y a pas eu de commune mesure.

— Vous n'allez tout de même pas me faire dire que la répression l'a toujours lutté et je continuerai de lutter contre ses méthodes, contre ce qu'elle représente. Je veux simplement vous dire quelle sorte de gens s'opposent à notre politique. Il est ridicule, tout de même, que je doive me défendre contre leurs accusations !

— Est-ce que vous ne pourriez pas expliquer davantage ce que vous entendez par réconciliation entre l'armée et le pays ?

— C'est la distinction que nous devons faire entre les mauvais chefs qu'a eus l'armée, et l'armée en tant qu'institution. Un pays ne peut fonctionner sans armée. Nous devons faire en sorte que celle-ci ait le prestige qu'elle doit avoir dans n'importe quelle société. Aux sceptiques de l'autre bord, à ceux qui se demandent comment on peut parler de prestige des forces armées sans qu'il y ait de nouveaux procès, je réponds : le prestige des forces armées est lié au fait que les mauvais chefs sont traduits en justice. C'est ce qui permet que les choses deviennent claires pour le reste de l'armée.

— Mais comme il est difficile de réunir des preuves contre les tortionnaires parce que la répression s'est faite dans la clandestinité et l'anonymat, avec des victimes aux yeux bandés, et des bourreaux qui ont peur de faux nous, on peut penser qu'il n'y aura guère de condamnations...
— Alors qu'est-ce que vous faites ? Je vous pose la question : qu'est-ce que vous faites ? Répondez-moi !

— Il n'y a rien à faire ?
— Répondez-moi, qu'est-ce que vous faites ? S'il n'y a pas de preuves, on va « fusiller » de la même façon ? Je crois qu'il y aura quelques cas où on pourra réunir assez de preuves pour condamner.

— Quelques cas ?

— Pour le moins. Je ne sais pas où en sont toutes les instructions en cours.

— Des personnalités de votre parti m'ont dit qu'il n'était pas bon pour le pays de multiplier les procès.

— Non, ce n'est pas bon. Tous les hommes politiques étrangers à qui j'en parle me disent : Finissez-en. Jusqu'à quand ça va durer ? Je réponds : Bon, c'est à la justice de décider. Je ne peux rien faire.

— Mais quand on parle de « loi du point final », qu'est-ce que ça veut dire ?

— La seule chose que j'ai dite, c'est qu'on ne peut mettre un point final par décret.

— Vous n'avez pas imaginé une consultation nationale sur ce sujet ?

— Non. Je crois connaître l'opinion de la population sur ce sujet.

— Vous n'avez pas l'impression que les gens sont fatigués de tout ça, qu'ils veulent en finir, passer à une autre étape ?

— Il est toujours préférable de regarder vers l'avenir. Mais la population veut aussi que les leçons soient tirées.

« Notre plan de rigueur est hétérodoxe »

— An début, vous avez semblé prendre vos distances à l'égard des exigences de la communauté financière internationale...
— Non, pas du tout. Ce que je voulais, c'est qu'on discute de notre projet pour surmonter la crise économique. Nous étions convaincus, en effet, que les recettes économiques appliquées avec l'aval du FMI pouvaient être valables — je ne le discute pas — dans certains pays développés, mais pas dans le nôtre. Alors, ce que nous avons essayé, pendant longtemps, c'est de convaincre le FMI d'accepter les critères que nous voulions suivre. Nous y sommes parvenus, et aujourd'hui, nous appliquons notre propre plan, qui est original, qui est d'une certaine façon hétérodoxe par rapport à la jurisprudence du FMI. Nous croyons qu'il va donner des résultats.

— En quoi est-il différent des autres plans de stabilisation ?

— Du fait que le blocage des prix ne plaît guère au FMI.

— Mais tout de même, il y a eu changement dans votre politique ?

— Nous ne pouvions pas appliquer notre plan tant qu'opéraient certains mécanismes à la Banque centrale, qui entraînaient une extraordinaire expansion monétaire. Et nous n'avons pu mettre un terme à cette situation qu'à la fin de l'année dernière. C'est ainsi que nous avons commencé notre dernière négociation avec le FMI, dans le but de mettre en place le plan austral, qui est en cours.

— Mais au début, vous pensiez pouvoir à la fois lutter contre l'inflation et obtenir un certain taux de croissance ?

— C'est ce que je continue de penser. Je crois que nous allons relancer l'économie. Je ne pense pas que notre plan soit récessif.

— Vous avez donné l'impression, au début, de vouloir relancer l'économie par l'augmentation du pouvoir d'achat. En août 1984, le pouvoir d'achat avait augmenté de 6 %.

— Aujourd'hui, avec le plan, il diminue.

— Ça se discute, et dans cette discussion je voudrais bien savoir qui, finalement, va l'emporter. Il y a eu diminution momentanée du pouvoir d'achat, sans doute. Mais si l'inflation cesse, cela signifie que le salaire gagné au début du mois garde sa valeur tout au long de ce mois. Vous ne croyez pas ?

— Les syndicats disent que, tandis que les salaires sont bloqués, l'inflation, elle, continue.

— Oui, mais supposez que, avec les salaires bloqués, nous ayons eu une inflation de 3 %.

— Avant, l'inflation était de 30 % par mois. Alors, arrivé au 15 du mois, de combien le salaire était-il dévalué (1) ? C'est pour quoi nous disons que la diminution du pouvoir d'achat n'est pas aussi grande qu'on le prétend. Il faut voir ce que signifie le maintien des prix tout au long du mois.

— Un autre thème brûlant, c'est le paiement ou non de la dette extérieure. En assumant votre mandat, vous avez dit que vous vouliez distinguer entre la part légitime de cette dette et celle qui n'est pas.

— La dette illégitime, c'est quand quelqu'un fait un dépôt clandestinement à l'étranger, et, avec ce dépôt pour garantie, obtient un prêt étranger. Un tel prêt ne peut être comptabilisé comme dette extérieure. Nous avons essayé de distinguer entre les deux dettes, la légitime et l'illégitime. Nous avons demandé des informations de tous côtés. C'est très difficile. Nous n'y sommes pas arrivés. Il y a des gens qui croient que la dette illégitime, c'était l'argent qui avait été dilapidé. Mais ça, c'est une dette légitimement contractée, du moins aux yeux des créanciers ! Sur ce point, nous n'avons pas changé, à aucun moment, par rapport à ce que j'ai dit pendant la campagne électorale...

— Mais Saul Ubaldini, le secrétaire général de la CGT...
— Est-ce que vous voulez m'interrompre en utilisant les arguments des uns et des autres ? Posez-moi vos questions à vous. Les arguments que vous évoquez n'ont rien à voir avec la réalité argentine.

— Mais ceux qui disent que la dette illégitime, c'est celle qui n'a pas servi à financer des équipements ou encore...
— Non, il ne s'agit pas de ça ! On alors il faudrait dire que 100 % de notre dette, ou du moins une grande partie, n'est pas légitime. Imaginez : quand la dette argentine était de 40 milliards de dollars, nous pensions que ce qui pouvait être considéré comme illégitime était de l'ordre de 3 à 5 milliards de dollars. Et même ce chiffre, nous ne sommes pas arrivés à le découvrir.

« Revendiquer un moratoire c'est de la basse propagande »

— Vous ne pensez pas que les pays latino-américains devraient s'unir pour affronter leurs créanciers ?

— Nous croyons à l'intégration de l'Amérique latine. Pas seulement pour affronter le problème de la dette extérieure, mais aussi ces problèmes de fond qui sont la détérioration des termes de l'échange, les discriminations dont nous souffrons dans notre commerce extérieur, l'agression commerciale des pays développés.

— Jamais l'Argentine n'a exporté autant de marchandises. Mais leur valeur ne cesse de diminuer. C'est le prix du maïs qui tombe de 30 %, celui du blé de 15 %, alors qu'il avait déjà chuté l'an dernier de 40 % ou de 50 %, celui du soja qui tombe aussi. Tout cela parce qu'on nous fait une concurrence déloyale. La Communauté économique européenne, par exemple, produit la viande à 2 500 dollars la tonne, mais elle nous prend des marchés sur la base de 1 000 dollars la tonne, un prix que nous ne pouvons pas soutenir, parce que nous produisons plus cher. Non seulement elle nous oppose un protectionnisme féroce, mais elle fait un dumping des pays tiers.

— C'est pour cela que nous devons nous unir : nous devons nous servir du poids que représente l'Amérique latine sur la scène mondiale pour obtenir un ordre économique international plus juste.

— La dette extérieure, je le répète, n'est pas tout. Nous devons faire un effort en commun pour éviter de creuser davantage le fossé technologique et scientifique qui nous sépare des pays développés.

— Mais cette union dont vous parlez, elle se fait ?

— Nous n'avons jamais été aussi unis qu'aujourd'hui. Jamais, au cours de ce siècle, il n'y a eu autant de réunions, d'échanges d'informations, d'amitié, même, entre chefs d'État latino-américains. Mais nous ne devons pas seulement revendiquer, nous avons aussi l'obligation d'être sérieux, fondamentalement sérieux, dans notre demande de plus de justice sociale, laquelle est la condition de la paix.

— Et une position commune en faveur d'un moratoire multilatéral ?

— Mais non, mais non ! C'est de la basse propagande, ça ! Nos problèmes sont différents, ils sont plus importants que ça ! Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas harmoniser nos politiques financières pour que chaque pays opère suivant ses conditions, et ses possibilités.

— Ex comment mettre fin, en Argentine, à ce que vous avez appelé dans un livre la « prospérité du capitalisme spéculatif aux dépens du capitalisme productif » ? Comment reconstruire l'Argentine sur des bases plus saines ?

— En faisant ce que nous faisons. Il faut d'abord gagner la bataille contre l'inflation, obtenir une certaine stabilité, et orienter le crédit vers la production. Nous allons moderniser l'Argentine, très rapidement. Nous avons déjà fait des progrès extraordinaires dans ce sens.

— En discutant avec des Argentins dans la rue, j'ai eu l'impression que beaucoup étaient arrivés au point de ne plus croire en leurs dirigeants et même en leur propre pays. Comment feriez-vous pour rétablir la confiance ?

— Vous n'avez pas eu de chance. En fait, plus de 70 % des Argentins ont confiance dans leur

gouvernement. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont tous les sondages.
— Oui, mais les sondages reflètent la réalité d'un moment. Je parlais d'un état d'esprit permanent...
— Il y a une autre façon de voir les choses. Le peuple argentin est en train de donner l'exemple à ses dirigeants. Un changement profond s'est produit dans ce pays. Les gens demandent du sérieux, ils veulent qu'on en finisse avec les slogans. Ils demandent un langage rationnel. C'est ce langage-là que nous voulons tenir. C'est de cette façon-là que nous serons à la hauteur des transformations qui se sont opérées ici.

— Pour être rationnel jusqu'au bout, le gouvernement sera-t-il fidèle à sa promesse de ne pas faire marcher la planche à billets ?

— C'est ce que nous faisons.

— Et si l'argent manque pour payer les fonctionnaires ?

— Il ne manquera pas... Mais, ma parole, vous voulez ma mort !

— Quel est le sens de votre prochaine visite en France ?

— Nous nous sommes toujours sentis proches de la France. La France collabora beaucoup avec notre gouvernement. Nous allons voir si nous pouvons attirer de nouveaux investissements, faire de bonnes affaires.

— Le fait qu'il y ait maintenant une démocratie en Argentine, cela facilite vos relations avec les autres pays ? Avec les membres du Club de Paris, par exemple ?

— Sans aucun doute ! Cela ne veut pas dire que nous allons changer la philosophie du Marché commun. Mais nous pouvons trouver quelques solutions à quelques problèmes.

Propos recueillis par CHARLES VANHECKE.

(1) Pour comprendre le raisonnement de M. Alfonsín, il faut savoir qu'avant le blocage les salaires étaient réajustés tous les mois. Le chiffre de 3 % cité par le président correspond effectivement au taux d'inflation du mois d'août.

Un homme hanté par le déclin de son pays

L'homme, physiquement, rappelle Bernanos, mais un Bernanos noué à la viande de bœuf plus qu'aux mystères de la charité. Comme lui, d'ailleurs, il a une grande aptitude à colérer, sans qu'on sache à quelles sources il puise ses colères. Il dit le droit et dénonce l'impérialisme, avec la vigueur d'un cocher.

Devant le journaliste, il n'a guère de patience. Il coupe les questions, répond comme s'il était agressé. Le dialogue, souvent, est vif, entrecoupé de lourds silences. Le cocher mène son attelage le fouet en main. Alors, il n'aime pas beaucoup les nouvelles du cocher. Au détour d'une question, voici lâché le nom d'Ubaldini, l'un des chefs de la CGT. Quelle imprudence ! Nous sommes le 29 août, et le syndicat a lancé deux cent mille de ses petits soldats — qui ne sont pas de plomb — contre la politique économique du président !

« Alfonsín n'aime pas Ubaldini, nous confiera plus tard un confère. Il l'a pris en grippe. Il est allé jusqu'à dire qu'il était un traître au public. » Voilà qui explique cette affolante qui nous avait intrigué, la veille, au siège de la centrale : « Pleurer est un sentiment, mentir est un péché. »

Il y a trois ans, c'était encore la tempête des pleurs, des vagues. Aux premiers jours de juin 1982, l'hygiène des Malouines n'était pas encore retombée. Dans son bureau d'opposant, M. Alfonsín avait le même visage d'impétuosité. Il n'était alors que le chef d'une tendance minoritaire au sein du Parti radical. Pas si minoritaire que ça, explique-t-il d'ailleurs avec force détails.

Les hommes politiques sont prodigues en démonstrations de ce genre. L'avenir devait prouver, pourtant, que M. Alfonsín ne bluffait pas. A la Casa Rosada, le palais présidentiel, régnait la dernière en date des généraux de cauchemar qui avaient plongé l'Argentine dans une sorte de stupeur. Alors que les cadavres se comptaient par milliers dans les souterrains du régime, alors que le mot « disparus » hantait la conscience d'un nombre croissant d'Argentins, il suffit d'un coup de main sur quelques tas — objet d'un vieux litige avec l'Angleterre — pour frapper le pays d'annexion.

On vit alors le bon peuple, et beaucoup de surréalistes de la démocratie, servir de chaque inopérante au général Galtieri. Essentiellement, vraiment tous « fous » des

Malouines, les Argentins ? Sans doute pas. Mais aux sceptiques, il manquait un homme, une autorité, pour prêter sa voix.

Or, partout, c'était le silence. A droite comme à gauche, au nom de la « lutte contre l'impérialisme », tout le monde était figé. Il n'y avait guère d'intellectuels, parmi les rassemblements, pour jouer le rôle, indispensable — du « traître » à son pays. Sur la place de Mai, quelques

contre l'impérialisme ; les ouvriers, qui avaient supporté « la rapine sans limite des richesses du pays » ; les intellectuels et les étudiants, « qui avaient vu détruire la liberté de penser » ; enfin « l'immense majorité des Argentins, qui ne voulaient plus être manipulés ».

Cet appel à la révolte évoquait aussi les militaires, il distinguait, entre eux, une majorité restée

l'Alliance anticomuniste argentine (AAA), dont les hommes de main employaient contre la guérilla de gauche et ses alliés supposés les mêmes méthodes qui allaient servir, plus tard, sous le règne de l'armée. Contrairement aux péronistes, hantés par une alliance avec les militaires, il aux sa campagne présidentielle de 1983 sur la thème des droits de l'homme, et sa victoire montra qu'il avait touché juste.

A la Casa Rosada, il a pris deux initiatives courageuses : dès son premier conseil des ministres, il a décidé d'envoyer devant un tribunal les neuf commandants en chef qui ont gouverné le pays de 1976 à 1982. Un an et demi plus tard, après avoir cru — comme tant d'autres — à la possibilité d'une relance de l'économie par la consommation et avoir rompu des lances avec le FMI — ce qu'il ne faisait pas — il a mis en route un plan de stabilisation d'une rigueur sans précédent en Amérique latine, s'exposant ainsi à l'accusation — facile — d'avoir cédé aux exigences des créanciers étrangers. Et, autre phénomène inattendu, les Argentins, dans leur majorité, ont applaudi.

Au-delà des réussites du moment, M. Alfonsín a commencé d'introduire dans la vie politique de son pays le grain de raison qui lui manquait cruellement depuis des décennies. Son langage carré, direct, impressionne ses compatriotes, qui ont surtout entendu, dans le passé, les horribles péronistes et les redoutables des casernes. En vingt mois de présidence, il semble avoir brisé, pour longtemps, la domination qu'exerçaient les fidèles de Peron. Son surréalisme l'a servi, et aussi son habileté politique, redoutable pour ses adversaires. A tel point que certains Argentins commencent à craindre un autre monopole, celui du Parti radical.

L'homme que M. Mitterrand va recevoir le 18 septembre à l'Élysée se définit comme un homme qui a publié en 1980 : « Je suis né il y a cinquante-trois ans, écrit-il, et, depuis cinquante ans, l'Argentine est sur la pente du déclin. » Dans la dédicace du livre, il disait : « A ma mère, et à l'espoir d'une Argentine forte, généreuse et solidaire, pour laquelle elle m'a appris à lutter. »

La hantise du déclin, le goût de la lutte et le « désir de force », voilà tout le président argentin.

Ch. V.

LE 18 SEPTEMBRE, VENDEZ VOS ACTIONS!

JOUEZ AU DERBY!



LE NOUVEAU DADA DES FRANÇAIS
TOUS LES MERCREDIS DANS LES PMU.

Alfonsin

Comment devenir capitaliste pour votre capital ?

4 PLACEMENTS INTERNATIONAUX DU GROUPE ROBECO 1^{er} INVESTISSEUR EUROPÉEN.

Entre les placements si tranquilles qu'ils ne rapportent presque rien, et ceux si aventureux qu'on peut y laisser sa chemise, quels placements vous offrent le meilleur rapport sécurité-profit ? Retenez ces deux mots-clés : Groupe Robeco.

Le Groupe Robeco existe et réussit depuis plus de 50 ans.

Il vous propose quatre types de fonds de placement investis en valeurs boursières et en programmes d'immobilier commercial, qu'il sélectionne dans le monde entier avec une compétence réputée.

Quel que soit votre objectif, l'un des quatre fonds permet d'y répondre fructueusement à moyen et à long terme.

Le Groupe Robeco, indépendant de tout à l'exception de ses souscripteurs, est en complète communauté d'intérêts avec eux. S'il est, aujourd'hui, le premier investisseur européen et l'un des tout premiers du monde, c'est qu'il leur permet d'être capitalistes pour leur capital.

Vous acquérez les titres du Groupe Robeco pour des montants très accessibles, par l'intermédiaire de votre banque ou de votre agent de change. Ils sont cotés sur 19 grandes places financières, dont Paris.

Robeco

Vous cherchez un profit à la fois par un dividende raisonnable et une plus-value appréciable du titre ? Vous pouvez vous orienter vers Robeco, fonds commun de placement investi en actions éprouvées telles que

Mitsubishi, Philips, American Express, entre autres...

Rolingo

Vous préférez vous axer principalement sur une croissance en capital, moins imposable ? Rolingo, fonds commun investi en actions sélectionnées d'industries de pointe, privilégie la plus-value sur les dividendes. Il est plus risqué que Robeco mais offre un potentiel de profit plus important.

Rorento

Si vous êtes attiré par une sécurité performante, appréciez Rorento, fonds commun investi en obligations et valeurs internationales à revenu fixe. Sa gestion en fonction du coupon, du cours des obligations et du cours des devises a pour but de vous procurer les meilleurs profits obligataires. Ses revenus, réinvestis et réincorporés à la valeur du titre, ressortent uniquement en plus-value, vous plaçant sous un régime favorable.

Rodamco

La pierre - celle de l'immobilier commercial qui rapporte - vous intéresse ? Rodamco vous permet d'accéder aux placements en immeubles de bureaux et dans les centres commerciaux les mieux placés, avec, notamment, une forte concentration aux Etats-Unis.

D'ailleurs, interrogez votre banque ou votre agent de change sur le Groupe Robeco et ses placements. Pour le faire en connaissance de cause, téléphonez-nous au (16.1) 342.01.01 ou adressez-nous le coupon ci-dessous.

Nous vous ferons parvenir une information gratuite, simple et détaillée, sur notre stratégie d'investissement, nos placements, leurs modalités et leurs résultats dont l'évolution à moyen et à long terme est remarquablement positive.

Adressez le coupon ci-dessous à : ROBECO, Service Information, 146-148, rue de Picpus 75012 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et ses fonds de placement :

Robeco ☐ Rolingo ☐ Rorento ☐ Rodamco ☐

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél : _____

GROUPE ROBECO

politique

APRÈS LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE PACIFIQUE

Impressions à l'Elysée

C'est paradoxal, mais c'est ainsi : M. Mitterrand paraît toujours beaucoup plus à l'aise pour répondre aux questions imprévues que pour prononcer un discours écrit à l'avance. L'exercice auquel il s'est livré le dimanche 15 septembre a permis de vérifier la pérennité de cette loi du mitterrandisme. Grave et solennel en lisant son texte, le président de la République s'est manifestement détendu ensuite, lors de son entretien informel avec les journalistes, sous les oreilles tourmentées du Napoléon III de l'Elysée. Et à plus forte raison à l'heure des petits fours, que la teneur du soir autorisait à prendre sur la terrasse en devisant.

Pour un homme d'Etat, la Concorde avait eu tant de mal à décoller, puis qui avait assisté à la destruction en vol d'une fusée porteuse de deux satellites et de beaucoup d'espairs français, et qui revenait tout juste d'un voyage équivalent au tour de la Terre, la forme était surprenante, l'air vif et la réplique patinale - ce qui faisait d'ailleurs probablement partie de la démonstration.

Au fil de la conversation, on a ainsi pu planer quelques appréciations présidentielles où la volonté de dédramatiser, après un voyage qui avait été « ordinaire puis long », et « simplement avancé » en raison des événements, ne résistait pas toujours au penchant de M. Mitterrand pour l'ironie.

L'activité des faux « époux Turange » en Nouvelle-Zélande ? « Rien de plus facile » s'il ne

n'agissait que d'une opération de renseignement dans un pays qui sert de plate-forme à des actions hostiles à la France. Sont-ils allés plus loin, ces agents du DGSE ? M. Mitterrand se refuse à le croire. Au demeurant, son rôle est de « défendre la France », et il le fait « autant qu'il le peut ».

L'Australie ? Comme elle s'est bien accommodée des essais nucléaires britanniques, dans l'atmosphère ceux-là, et sur son propre territoire, jusqu'en 1962 ! Le président de la République, à qui rien de scientifique n'est désormais étranger, éliminerait d'ailleurs beaucoup aller étudier sur place les effets de ces explosions sur l'environnement. Et les Etats-Unis, quel jeu jouent-ils aujourd'hui vis-à-vis de la France dans le Pacifique ? M. Mitterrand n'a pas à se plaindre d'eux. Ils ne vont tout de même pas condamner, eux qui s'y livrent régulièrement, les expérimentations nucléaires souterraines ! Quant à la Nouvelle-Calédonie, n'en ferez pas durant la seconde guerre mondiale leur plus grande base de la région ?

Compassion

Le président péruvien, M. Garcia, n'aurait-il pu utilement être rencontré lors de l'escalade de Lima (le Monde daté 15-16 septembre) ? Le chef de l'Etat « s'entend dire » qu'il avait refusé de le voir, mais assure avoir ignoré qu'une telle demande ait été formulée. D'ailleurs, vous avez vu quelle heure il était : on ne dérange pas les gens en pleine nuit.

Mais M. Garcia va être invité à Paris, et on l'a déjà rassuré par téléphone sur les excellentes dispositions de l'Elysée à son égard.

La présence présidentielle n'aurait-elle pas porté le poème à la malheureuse fusée Ariane, après avoir eu les plus fâcheuses conséquences sur le système de freinage du Concorde ? M. Mitterrand, modeste, se demande si l'on « n'exagère pas son influence sur les autres et sur les métaux ». Quant à son départ du centre de contrôle de Kourou, il n'a rien eu de précipité, contrairement à ce que l'on en a dit. Au contraire, le président était plein de fraternelle compassion pour les techniciens, dont certains avaient les larmes aux yeux (frisson d'émotion dans l'assistance). Et puis, héin ? La vie continue pour Ariane, dont les échecs ont été maintenus leurs commandes.

Et ce Comité de coordination du Pacifique sud convoqué en hâte pour la circonstance, quel avenir aura-t-il ? On va le réformer, d'un nouveau, d'ici quatre mois, on verra bien ça, peut-être en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie, ou même en métropole, pour quoi pas ? Mais il était important, après avoir solennellement réaffirmé que la France ne modifierait pas sa politique dans le Pacifique, ni ne renoncera à ses expérimentations nucléaires, de proposer aussi quelque chose de plus intéressant - du moins l'espère-t-on - aux pays riverains. « Nous ne voulons pas seulement être pour eux ceux qui font sauter leur bombe, tout de même ! » Champagne, Rideau.

BERNARD BRIGOLEUX.

M. Mitterrand veut renforcer le consensus

(Suite de la première page.)

Et, lorsque l'occasion se présente - comme ce fut le cas pour Mururoa - il se précipite. Et il marque des points.

La démarche du président revêt deux aspects. Le premier, et le plus apparent, consiste à accueillir, autant que faire se peut, progressivement, la cohabitation. Or, qui dit cohabitation dit consensus : celui-ci existe sur la nécessité pour la France de préserver sa souveraineté, de développer les moyens de sa défense et de conforter sa présence dans le Pacifique sud. Qui dit consensus, dit-il minimum, dit nécessairement compromis. « Nous aurons les moyens d'appliquer notre politique sans compromis », affirme pourtant M. Giscard d'Estaing. Cette position de principe, destinée surtout à faire pièce aux arguments de M. Barre, ne devrait pas résister à l'épreuve de la cohabitation, ne moins sur ces sujets essentiels que sont la défense et l'action extérieure de la France. S'agissant du premier sujet, M. Giscard d'Estaing - comme, aussi, M. Charles Pasqua - n'a d'ailleurs pas de problème avec les faits pour justifier son accord avec la démarche de M. Mitterrand, crédité d'un changement qui serait intervenu à l'épreuve du pouvoir, alors qu'il était accompli depuis 1978.

Tels sont, précisément, les deux secteurs qui forment le « domaine réservé » du président ; ou plutôt, si

l'on s'en tient à la lecture qu'il fait lui-même de la Constitution, le « domaine qui lui réserve » le texte fondamental de la République. « Bétonner » ce domaine-là, tel est l'objectif de M. Mitterrand, afin d'être, le jour venu, en position de cohabiter dans de bonnes conditions, c'est-à-dire sans être dépourvu de ses attributs.

Tout le monde a approuvé, le 18 août dernier, la « directive » présidentielle adressée aux armées pour neutraliser la campagne de l'organisation Greenpeace contre les essais nucléaires français à Mururoa. Qui, demain (c'est-à-dire après mars 1986), pourra lui contester le pouvoir d'adresser de nouvelles directives aux armées ? Tout le monde a salué le voyage à Mururoa et approuvé la politique qui le sous-tend. Qui, demain, pourra lui refuser le droit de réunir, autour de lui, un comité de coordination du Pacifique sud, et de décider de l'action diplomatique de la France dans ce secteur, et au-delà ? C'est donc, dès maintenant, une certaine idée du partage des pouvoirs que fait prévaloir M. Mitterrand.

Le chef de l'Etat s'emploie à faire ses preuves comme détenteur des fonctions de souveraineté attachées à sa charge. Il démontre qu'il est inattaquable comme incarnation de l'Etat et défenseur des intérêts fondamentaux du pays, alors qu'il devra peut-être s'effacer comme inspira-

teur de la politique gouvernementale. L'opposition lui concède l'un pour mieux lui contester l'autre, non sans redouter le piège que recèle la tactique présidentielle.

Le premier danger qui guette l'opposition, le plus apparent, est en effet de voir ce président-voyageur renouveler l'opération. « Qu'il nous fasse le coup tous les mois, disent en privé les responsables de l'opposition, et il capotera de remonter dans l'apoton ! ». Le second danger va bien au-delà. M. Alain Peyrefitte l'a parfaitement décelé, qui estime que M. Mitterrand prive l'opposition « de ses discours les plus faciles ».

Celle-ci, écrit l'éditorialiste du Figaro (1), « pouvait galvaniser les Français sur la liberté de l'enseignement, sur la liberté de la presse, sur les dangers du « socialisme communautaire », sur les libertés économiques, sur la défense nationale, sur la place de la France dans le monde ; ces cartes maîtresses risquent de lui être retirées ».

Si bien que se met en place une configuration paradoxale : plus le PS paraît seul (attaqué plus durement que jamais par le PCF, tandis que la MRG s'en détache), plus ce président socialiste paraît renforcer sa position.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Dans son numéro du 12 septembre.

« La France entend seulement faire respecter ses droits »

M. Mitterrand a déclaré, dimanche soir 15 septembre, à son retour de Mururoa :

« Mesdames et messieurs, j'ai assisté au lancement par Ariane de deux satellites. On sait que ce quinzième tir, comme avant lui le dixième et le cinquième, a échoué. J'en ai éprouvé, et beaucoup de Français avec moi, une vive déception, mais nous ne devons pas oublier les réussites qui, dans cette discipline, placent, avec Ariane, la France et l'Europe au premier rang du monde.

« J'ai admiré l'exceptionnelle qualité de nos équipes d'ingénieurs et de techniciens. Je les ai remerciés au nom de la France, pour les services rendus au pays. J'étais venu m'associer à leur joie, ma place était encore, plus encore, parmi eux alors qu'ils étaient dans la peine. Je leur exprime ma gratitude et mon dévouement. Quant au programme des tirs suivants, il s'exécute comme prévu, retardé sans doute d'un mois.

« A Mururoa, en Polynésie, j'ai visité le centre d'essais nucléaires - explosions souterraines - j'ai constaté, là aussi, la qualité du travail accompli. Ces essais n'ont eu aucun raté, l'environnement est protégé, trois mille personnes - Polynésiens et Européens - vivent sur le site, elles consacrent à leur tâche une foi, un dévouement, une compétence rares. Aucune d'entre elles, depuis le début, n'a souffert et ne souffre dans sa santé d'effets

radioactifs. Tous ont conscience de prendre une part déterminante à la défense de la France.

« J'ai réuni le comité de coordination du Pacifique sud composé des hauts commissaires, des commandements militaires et de nos ambassadeurs dans la région. J'ai rappelé mes instructions : d'une part, la France, puissance présente au Pacifique, entend y décider souverainement de ce qui touche à ses intérêts nationaux. D'autre part, en application de cette règle, elle poursuivra autant qu'elle le jugera nécessaire, comme le font de leur côté les quatre autres puissances nucléaires : Etats-Unis, Union soviétique, Chine et Grande-Bretagne, les expérimentations utiles à sa défense.

« J'ai proposé un plan qui permettra aux savants et aux experts français dans le Pacifique sud, civils et militaires, de travailler pour des projets scientifiques civils en coopération avec les pays de la région. Le gouvernement reprendra ses propositions et les mettra en œuvre dans un délai d'un mois.

« De même, j'ai dit au comité de coordination qu'il convenait de maintenir et d'accroître la présence de la langue et de la culture françaises dans le Pacifique sud. J'attends du gouvernement qu'il étudie, avec les représentants des populations des territoires français dans le Pacifique, la création d'un centre d'études supérieures franco-

phone. Cela est désiré, cela est attendu, cela est nécessaire.

« J'invite les chefs d'Etat et de gouvernement du forum du Pacifique sud à se rendre sur le site de Mururoa ; je renouvelle l'invitation déjà faite à leurs savants et à leurs techniciens, invitation qu'ont acceptée l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et qui a donné lieu à un rapport qui conclut à l'innocuité, à l'absence de tout danger.

« Je demande à cette occasion à l'Australie, qui a naguère accepté que les explosions nucléaires atmosphériques de la Grande-Bretagne aient lieu sur son territoire, d'autoriser les savants et les experts français à étudier sur place les effets des mesures prises depuis lors par les autorités australiennes pour effacer toute trace de radioactivité.

« Mesdames et messieurs, la France n'a pas d'ennemi dans le Pacifique sud, elle entend seulement faire respecter ses droits. Qui, en France et dans le monde, pourrait s'en étonner ?

« Merci. »

[Entre 1952 et 1962, l'Australie a mis à la disposition de la Grande-Bretagne, pour ses essais nucléaires, des sites de tirs sur l'île de Flag Island (dans l'archipel des îles de Montserrat) et à Maralinga, dans l'Etat d'Australie occidentale. L'époque, la Nouvelle-Zélande a prêté son assistance météorologique pour les essais britanniques. La Grande-Bretagne effectue aujourd'hui ses expériences nucléaires - une ou deux par an - sur les installations américaines de Nevada.]

Les écolos-marins voguent vers Mururoa

(Suite de la première page.)

On est loin, en tout cas, des systèmes d'écoute ultramodernes que certains imaginaient à bord du *Rainbow-Warrior* avant de le cauler. La plupart des gros navires, en particulier les pétroliers qui sont nombreux dans les parages, disposent de ce système. Il permet les liaisons par télex et les communications téléphoniques directes, sans passer par la radio et une station maritime.

Le *Rainbow-Warrior* n'avait pas prévu cet équipement, qui n'est indispensable que pour une large couverture médiatique. Et le *Greenpeace* ne l'avait pas prévu non plus pour sa campagne dans l'Antarctique. C'est l'attentat d'Auckland qui en a décidé autrement. Mais il a fallu, pour cela, faire quelques acrobaties « greenpeaceennes » : trouver un appareil pas trop coûteux et le faire livrer là où se trouverait le bateau, qui ne pouvait attendre indéfiniment à Amsterdam. Finalement, Radio-Holland leur a prêté un appareil de démonstration de fabrication norvégienne. Mais il en coûte quand même à *Greenpeace* quelque 3 000 dollars de location par mois à la COMSAT, la société américaine propriétaire du satellite. Sans compter le fret aéroporté depuis Amsterdam jusqu'à Cura-

çao via Miami (Saturn 3, étant hors gabarit, a dû être transbordé dans plusieurs avions-cargos), et non compris le coût de la transmission elle-même, qui revient à une quinzaine de milliers la minute ! Et il est question, pour procéder au réglage de Saturn 3, de faire venir un spécialiste d'Amsterdam à Panama !

Pour *Greenpeace*, c'est le prix à payer pour saisir une occasion unique : faire connaître, au jour le jour, l'expédition du défi. Défi à l'armée française, qui, par ses bombes, « souille le Pacifique » - sans oublier les « coups tardifs » de ses agents secrets. Défi à la marine française, qui prétend écarter en pacifique navire chargé seulement de matériel polaire, d'écologistes et d'observateurs. Défi, enfin, au président de la République française qui, la veille encore du départ de Curaçao, tenait « conseil de guerre » à Mururoa.

Les écolos devenus marins reviennent très vite à leurs premières amours : la nature et l'écologie. Dès le premier jour de navigation, il se trouve que les dauphins se sont donné rendez-vous au bateau, qui arbore, peint sur sa passerelle, un dauphin auréolé d'arc-en-ciel. Pas seule-

ment deux ou trois animaux égarés, mais de véritables troupes de ballet qui, à l'improviste, sont venues exécuter leurs gracieuses poussettes autour du *Greenpeace*. A plusieurs reprises, on a assisté à ce spectacle superbe, et - au dire des « vieux » marins du bord - assez rare, d'une troupe de dauphins fendant les flots collés à l'étrave de proue, comme les chevaux tirant le char de Neptune, cependant que d'autres faisaient des cabrioles à la poupe. Parmi la troupe des célicés cascadeurs, une *prima ballerina* a particulièrement attiré l'attention avec ses sorties en vrille, comme pour mieux montrer son ventre rose. Tous les écolos - y compris les mécaniciens en cambinaison graisseuse - sont alors devenus touristes, l'œil rivé à l'appareil photo. Et lorsqu'un saut particulièrement audacieux a soulevé un gerbe au soleil, produisant un arc-en-ciel éclatant, un frisson de ferveur a parcouru le public accablé au bastingage. Neptune est avec nous !

ROGER CANS.

Propos et débats

M. Mauroy : dure rigueur

La politique de rigueur « qu'a dû mener le gouvernement socialiste à partir de 1982 », explique que les Français soient « en difficulté avec la gauche », a estimé, le samedi 14 septembre, à Lille, M. Pierre Mauroy, l'ancien premier ministre, qui intervenait à l'occasion du congrès de la fédération du Nord du PS, évincé sa « dure » vie de premier ministre et rappelé qu'en mars 1983 il avait mis en balance son poste en affirmant : « Je continue la rigueur ou je ne continue rien. »

M. Sarre : pompier incendiaire

M. Marchais « excellent dans son rôle de pompier incendiaire » : face à « cette ligne folle » de la direction du PCF, « les socialistes doivent maintenir le bon cap et ne donner ni prétexte ni alibi » au secrétaire général du PCF, estime M. Georges Sarre, secrétaire national du PS et animateur du CERES, pour qui « le PCF s'installe durablement dans le sectarisme, l'isolement et le déclin électoral ».

M. Lecanuet : cohabitation impossible

« La cohabitation, estime M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, dans un entretien publié le 16 septembre par les Dernières Nouvelles d'Alsace, est impossible parce qu'elle n'est pas convertible, ni morale. On ne peut entrer avec le communisme et sortir avec le centisme. Ce n'est pas une évolution, mais une pirouette. »

M. Juppé : pas d'accord !

Le RPR ne jouera pas « la bouée de sauvetage du Parti socialiste », a affirmé, dimanche 15 septembre, M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, chargé du redressement économique et social. Invité de l'émission « Sept sur sept » sur TF 1, M. Juppé a ironisé sur les notions de consensus et de cohabitation en déclarant : « On assiste de nous faire croire que l'opposition et la majorité actuelle, à condition d'éliminer les plus extrémistes de chaque côté, seraient prêts à travailler ensemble. Eh bien, ce n'est pas vrai. On n'est pas d'accord. »

En France

M. Giscard d'Estaing : oui, mais...

Avant d'avoir eu connaissance de la déclaration de M. Mitterrand à son retour de Mururoa, M. Giscard d'Estaing a jugé, dimanche 15 septembre, le Grand Jury RTL « Le Monde » que le président de la République avait eu « raison d'affirmer la continuité de la politique de dissuasion nucléaire de la France. C'est un relèvement de sa part à l'effort lucide et courageux qui a été accompli par ses prédécesseurs depuis le général de Gaulle pour doter la France d'une force de dissuasion nucléaire (1). »

M. Giscard d'Estaing a d'autre part expliqué pourquoi il n'avait pas voulu s'exprimer au sujet de l'affaire Greenpeace : « Quel que soit le sentiment que j'éprouve sur la manière singulière dont a été conduite cette affaire, et si, je n'ai pas voulu qu'une phrase de moi puisse être utilisée contre mon pays. »

M. PASQUA : OUI, SI...

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, invité dimanche 15 septembre du « Club de la presse » d'Europe 1, a estimé que « le président de la République a eu raison d'aller à Mururoa si le message qu'il entendait donner était de confirmer que la France est une nation indépendante et qu'elle décide par elle-même de tout ce qui touche à ses intérêts vitaux. »

Il a souligné que M. Mitterrand avait été « obligé » de faire ce voyage « pour mettre les choses au point », parce que « certains pays riverains voyant la politique de renouveau en Nouvelle-Calédonie ont pu se dire que le moment était venu de pousser un peu les choses. »

LES RÉACTIONS

A l'étranger

Les premiers ministres néo-zélandais et australien déclinent l'invitation de se rendre à Mururoa

Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a vivement répliqué le dimanche 15 septembre, à Auckland, aux propos tenus vendredi à Mururoa par M. Mitterrand. Le chef du gouvernement de Wellington, qui s'exprimait avant que le président français ait prononcé sa déclaration de dimanche après-midi à l'Elysée, s'est notamment ému de la phrase de M. Mitterrand indiquant (le Monde daté 15-16 septembre) que « la souveraineté de la France ne peut être remise en cause » et que « personne ne peut se substituer à sa volonté lorsqu'il s'agit de ses intérêts dans le Pacifique, sauf à apparaître comme un adversaire ».

Pour M. Lange, Paris « considère la Nouvelle-Zélande comme une ennemie », mais Wellington « ne se déclare pas ennemie de la France ». Mais il a estimé que M. Mitterrand « travaille actuellement à créer en France une vague de nationalisme hystérique » dont le but serait « de justifier la présence d'explosions françaises en Nouvelle-Zélande ». Quant au « raid éclair » du chef de l'Etat à Mururoa, il répondait, selon le premier ministre néo-zélandais, au souhait de la France « de jouer à la fois le rôle d'une puissance dans le Pacifique et d'une puissance nucléaire tout court ».

Ce voyage, a poursuivi M. Lange, est « un bras d'honneur en direction de tous ceux qui pensent autrement que Paris. M. Mitterrand est également venu dans le Pacifique pour

faire savoir qu'il y disposait d'une colonie, à la fois « d'admirer » l'entente d'essais nucléaires qu'il le souhaite. » « Ce n'est certainement pas une façon d'agir qu'on connaît dans le Pacifique ou en Nouvelle-Zélande », a conclu M. Lange, mais cela apparaît comme un moyen de gagner les élections en France. »

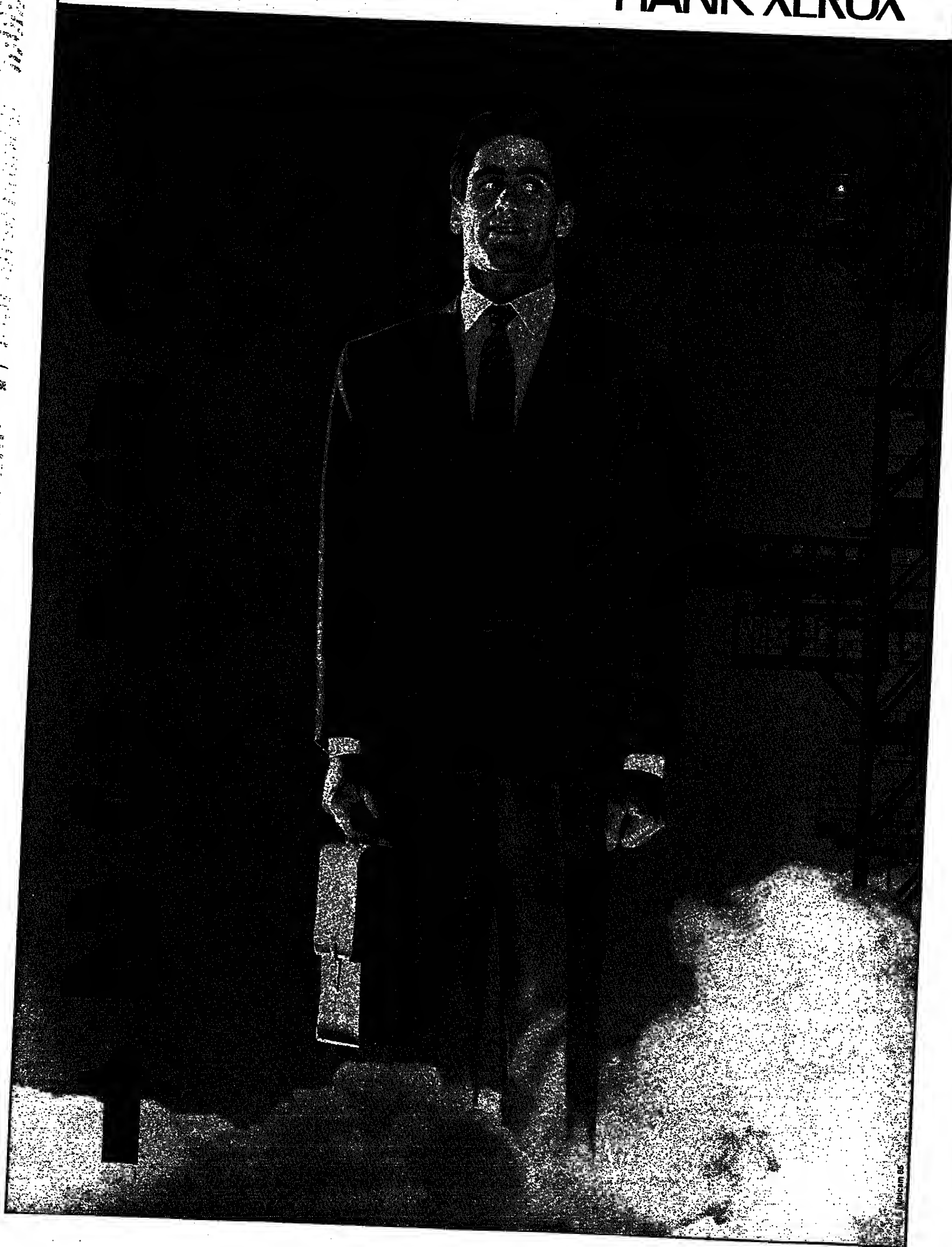
Le premier ministre néo-zélandais a indiqué qu'il avait proposé à M. Mitterrand de le rencontrer lors de son voyage éclair dans le Pacifique, mais, bien sûr, il n'a pas osé prendre de risques, il ne l'a pas répondu. Mais pouvait-on vraiment attendre une réponse de sa part ? « a ajouté M. Lange. Ce dernier, après avoir pris connaissance de la déclaration de M. Mitterrand, a repoussé l'offre faite à tous les chefs de gouvernement de la région de venir vérifier, à Mururoa même, l'innocuité des essais nucléaires français pour l'environnement, mais s'est déclaré prêt à rencontrer le président français à Paris, ou à l'accueillir à Wellington.

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a indiqué, de son côté, ce lundi matin à Port-Moresby, où il assiste aux cérémonies marquant le dixième anniversaire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qu'il repoussait également cette invitation.

« Si M. Mitterrand tient à se prouver à tous le monde dans la région que ses essais sont parfaitement sûrs, il n'a qu'à y faire procéder en France métropolitaine », a-t-il notamment déclaré. - (AFP.)

صك:امن الاصل

RANK XEROX



L'HUMANITE

le PS

Betha, cartes postales pour Mitterrand

Le Monde

société

Le budget de la défense pour 1986

Priorité à la marine, censée protéger les intérêts français à l'extérieur, et à la force d'action rapide, conçue pour être le « fer de lance » de l'armée de terre en Europe et outre-mer. Primauté, maintenant, de la force nucléaire de dissuasion, avec le tiers des investissements. Démarrage de l'effort consacré à une politique spatiale, pour disposer de satellites de communications et d'observation militaires.

En revanche, aucune commande prévue d'avions-radar et peu d'espoirs, pour l'armée de l'air, de pouvoir mettre en œuvre un missile stratégique mobile.

Telles sont, brièvement analysées, les grandes orientations du projet de budget de la défense pour 1986, qui sera examiné par le conseil des ministres du mercredi 18 septembre, en même temps que le reste des dépenses de l'État pour l'an prochain.

Ce projet de budget militaire s'élève à 158 350 millions de francs (non compris les pensions, qui se montent à 36 425 millions de francs), soit une augmentation de 5,4 % par rapport aux dépenses du ministère de la défense pour 1985. Si l'inflation constatée en 1986 est bien celle que le gouvernement prévoit aujourd'hui, soit 3,7 %, le pouvoir d'achat des armées devrait être supérieur à ce que l'on craignait qu'il soit lors de la préparation, il y a quelques mois, de l'ébauche du budget militaire.

Au ministère de la défense, on explique cet accroissement, en volume, des crédits militaires pour 1986 par l'intervention du premier ministre, M. Laurent Fabius, qui a arbitré le débat contre les propositions restrictives de l'administration des finances.

En 1986, les armées devraient consacrer 82 670 millions de francs à leur fonctionnement (titre 3 de la loi de finances) et 75 680 millions de francs à leur équipement (titres 5 et 6). Soit une hausse, respectivement, de 5,31 % et de 5,55 % par rapport aux « enveloppes » attribuées en 1985 à ces deux postes de dépenses.

Un nouveau sous-marin stratégique

Dans les crédits de fonctionnement, la priorité a été donnée aux dépenses d'entretien des forces et, comme la loi de programmation militaire 1984-1988 votée en 1983 par le Parlement le prévoyait, les effectifs militaires seront diminués d'environ cinq mille hommes ou femmes. Le prêt des appelés, qui n'avait pas été augmenté en 1985, sera augmenté de 1 F par jour dès le 1^{er} janvier 1986. La solde de certains engagés sera améliorée, et des contrats longs (de quinze ans, avec droit à pension proportionnelle) seront proposés à des sous-officiers. De même, la gendarmerie, qui s'est plainte cette année de ne pouvoir couvrir ses frais de carburant et de téléphone sans une « rallonge » budgétaire, devrait voir ses crédits de fonctionnement en hausse de 6 % en volume (et de 10 % pour ses seuls frais de carburant).

Mais ce sont les dépenses d'équipement, nucléaire et classique, que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a voulu privilégier, à la diffé-

rence d'autres ministères, civils, pour lesquels, au contraire, elles marqueront le pas l'an prochain.

Les armées françaises en sont, en effet, arrivées au stade où il leur faut penser à renouveler une grande partie de leur arsenal, parce que certains matériels sont en fin de génération.

Ainsi, les forces nucléaires bénéficieront de 25 200 millions de francs de crédits (environ 7,7 % d'augmentation par rapport à 1985), soit le tiers des dépenses d'équipement militaire en 1986.

- **Priorité à la marine et à la force d'action rapide**
- **Aucune commande d'avion-radar par l'armée de l'air**
- **Le tiers des investissements à la dissuasion nucléaire**
- **Démarrage d'une politique spatiale à des fins militaires**

Plusieurs programmes en cours continueront d'être exécutés : la transformation des Mirages IV en bombardiers capables de lancer le missile air-sol à moyenne portée (ASMP), l'adaptation de ce même missile nucléaire aux avions Mirage 2000 (version N) de l'armée de l'air et aux Super-Etendard de l'aéronavale, la mise en œuvre d'avions Transall-Astarté (qui servent de relais de transmission des ordres stratégiques), le développement du missile préstratégique Hadès, qui remplacera le Pluton de l'armée de terre, et la modernisation des sous-marins actuels (de la classe du Redoutable) en sousmersibles aptes à tirer des missiles M 4 à plusieurs têtes nucléaires comme ceux à bord de l'Inflexible.

Un sous-marin stratégique, dit de nouvelle génération, sera mis à l'étude, avec un dessin nouveau de la coque. Un effort pour réduire le bruit de ses déplacements devrait en rendre la détection encore plus difficile à l'horizon des années 2005-2010.

C'est l'été prochain que le gouvernement décidera si ce nouveau sous-marin sera armé de missiles dérivés de l'actuel M 4 ou d'un nouveau missile, le M 5, avec des têtes nucléaires plus légères, plus nombreuses (on parle d'une douzaine de charges explosives à bord d'un seul et même missile) et « durcies » pour mieux déjouer les réseaux adverses de défense antimissiles. Le sous-marin serait prêt en 1994 et le M 5, s'il est retenu, en 1997.

D'une manière générale, des crédits seront attribués en 1986 pour concevoir des « leurreurs » actifs et passifs contre les installations ABM (antimissiles) du début du siècle prochain. Ces « leurreurs » équipent toutes les têtes des missiles français, en priorité celles des sous-marins stratégiques. La moindre vulnérabilité des sous-marins et le « leurrage » de leurs missiles sont deux arguments avancés par le gouvernement pour expliquer qu'il a préféré, pour l'instant, ne pas commencer la fabrication d'un missile stratégique mobile, le SX, proposé par l'armée

de l'air. Le SX aurait été un missile aérotransportable par avion Transall et monté sur un camion banalisé, stocké sur des bases aériennes et déplacé, selon les besoins, sur ses sites prévus de lancement.

L'armée de l'air ne se prépare pas seulement à perdre le SX. Elle doit aussi abandonner l'espoir de disposer de deux ou trois avions-radar, du modèle Bacing-AWACS, qui auraient amélioré ses possibilités de détecter des raids adverses à basse altitude en Europe ou sur de lointains théâtres d'opérations outre-mer.

On estime au ministère de la défense que ce projet majeur, évalué à quelque 10 milliards de francs, ne doit pas être importé d'un pays étranger et que l'industrie française devrait pouvoir offrir des solutions de substitution à un moindre coût de revient.

Certes, en Europe, les AWACS déjà en service à l'OTAN ne laisseront pas la France sans informations sur la situation militaire. Mais, hors d'Europe, il faudrait pouvoir « bricoler » un système national, comme la nécessité en a été démontrée au Tchad.

Précisément, l'opération Manta au Tchad a illustré bien d'autres insuffisances du dispositif militaire français dans le cadre d'une intervention extérieure et lointaine. Le projet de budget pour 1986 cherche à y remédier. C'est ainsi que l'armée de terre sera autorisée à acheter au Canada des engins automatiques de reconnaissance CL-289 (des avions sans pilote, en quelque sorte, qui espionnent le champ de bataille), et à commander au constructeur français Panhard des véhicules blindés légers (VBL), qui commenceront d'équiper les unités de la force d'action rapide.

Outre ces matériels, l'armée de terre devrait consacrer environ 900 millions de francs au développement de deux programmes importants d'armements censés renouveler sa panoplie : d'abord, la mise au point de son nouveau char de combat qui, succédant à l'AMX-30, aura un nouveau blindage et pourra tirer en roulant ; ensuite, le développement de l'hélicoptère d'appui et de protection (le HAP destiné au combat antichar et à la lutte contre d'autres hélicoptères) en coopération avec l'Allemagne.

De son côté, la marine mettra en chantier son premier porte-avions à propulsion nucléaire, qui sera en service après 1994.

Assemblé à Brest, ce porte-avions de 35 000 tonnes devrait pouvoir embarquer l'avion de combat tactique, dérivé du Rafale, que Dassault-Breguet et la SNECMA ont proposé, en vain, lors des négociations entre cinq pays européens sur un

appareil commun. Un autre porte-avions du même type sera construit ultérieurement pour remplacer le Foch et le Clemenceau à la fin de la décennie. Symbole de la volonté de la France d'être présente sur tous les océans pour y protéger ses intérêts, la mise en chantier de ce porte-avions s'accompagne de la décision, longuement débattue, d'inscrire au budget de 1986 la construction d'un septième sous-marin nucléaire d'attaque, comparable au Rubis ou au Saphir. Ces sous-marins lancent des torpilles et des missiles, dits à changement de milieu, contre des navires de surface ou d'autres sous-marins. Le septième sous-marin nucléaire d'attaque sera, toutefois, plus silencieux que ses prédécesseurs : sa taille sera assez identique, mais l'avant de sa coque sera davantage profilé.

Avec ou sans les Allemands

Au total, compte tenu de tous ces programmes nouveaux, la marine nationale devrait commander en 1986 l'équivalent de 50 000 tonnes de bateaux, soit le sixième du tonnage global de la flotte.

Pour compléter cet arsenal de dissuasion nucléaire et de rétorsion classique, l'essentiel sera le lancement d'une véritable politique spatiale à des fins militaires. Le programme VEC se met en place : voir, écouter et communiquer en toute autonomie. Les objectifs ont été définis par l'état-major de l'espace désigné par M. Herau au début de l'année et, aujourd'hui, par le vice-amiral d'escadre Bernard Louzeau, major général des armées.

L'armée de l'air, qui devrait commander, en 1986 trente-cinq Mirage 2000 dont seize N à vocation nucléaire, est toute désignée pour gérer cette politique spatiale si son état-major sait prendre, à temps, le « tournant » de l'espace au lieu de s'accrocher à la survie, hypothétique, de ses missiles du plateau d'Albion.

En 1986, des crédits d'études et de développement seront réservés, dans cette perspective, à deux projets destinés à donner au commandement, le premier, les moyens de communiquer en permanence avec ses bases ou avec ses unités les plus éloignées de lui et, le second, de recueillir des renseignements militaires sur l'évolution des crises et des rapports de forces dans le monde.

Le premier programme vise, avec l'appui de satellites de communications, à disposer avant le milieu de la décennie prochaine d'un réseau de transmissions gouvernementales et militaires, sur la base de ce qui vient d'être tenté, à moindre échelle, avec le lancement du satellite français Télécom 1 de télécommunications civiles, dont les canaux sont utilisés par les militaires. L'opération Manta, au Tchad, en a montré toute l'urgence.

Le second projet concerne la mise au point de satellites d'observation militaire. Dans un premier temps, de tels satellites feraient appel à la technologie optique (par beau temps) et, lors d'une seconde étape, ils useraient de la reconnaissance radar (par temps couvert et de nuit). Il s'agit là d'un programme très ambitieux et pour lequel la France souhaite le concours d'un allié comme en témoignent ses discussions avec les Allemands.

De cette coopération avec l'Allemagne fédérale, les Français ne font pas une condition sine qua non. Le ministère de la défense affirme, en effet, qu'il continuera seul ce programme spatial si le gouvernement de Bonn, par son refus, choisissait de ne pas s'affranchir du bénéfice du réseau américain d'observation.

JACQUES ISNARD.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél : 633.81.23/329.03.71/354.45.57

LA CONFÉRENCE DE GÈNES SUR LA PROTECTION DE LA MÉDITERRANÉE

Eaux saines en haute mer

Les dix-sept pays signataires, avec la CEE, de la Convention de Barcelone sur la protection de la Méditerranée contre la pollution et l'amélioration de l'environnement, ont tenu leur quatrième réunion ordinaire du 9 au 13 septembre à Gênes (Italie), sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Cette réunion, à laquelle participaient dix

députés, chaque année, dans la Méditerranée. Sur ce chiffre les rejets d'hydrocarbures entrant pour 800 000 tonnes (de 1977 à 1984 cent accidents ou avaries de transport ont été recensés dans le seul secteur de la Méditerranée, soit un caractère de gravité). « Aucune mer, et en particulier aucune mer fermée dont les eaux ne se renouvellent qu'une fois tous les quatre-

La Méditerranée demeure encore relativement saine, mais certaines zones littorales sont dégradées et la lutte contre la pollution coûte de plus en plus cher.

ministres et, pour la première fois, des représentants de l'Albanie (1), marquant le dixième anniversaire du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM). Une occasion pour les parties contractantes de réaffirmer leur volonté politique de poursuivre et d'intensifier leur coopération. Sous l'impulsion de la France, dix objectifs prioritaires ont été, en particulier, adoptés. Mais au-delà des bonnes intentions des gouvernements, la lenteur de la mise en œuvre du PAM au cours des dix années écoulées incite qu'à un optimisme modéré.

« A Barcelone, il y a dix ans, ont été ouverts les volets de la coopération. A Gênes, aujourd'hui, affichons des objectifs qui fassent bouger les choses. » Plutôt que de s'attarder à « un quelconque succès », Mme Huguette Bouchard, ministre française de l'environnement, aura eu le mérite d'aborder franchement les difficultés auxquelles se heurtent le Plan d'action pour la Méditerranée.

S'il n'est pas négligeable le bilan de la première décennie du PAM est loin de correspondre, en effet, à l'ampleur et à l'urgence des problèmes posés. Le principal acquis réside dans la mise en place d'un réseau de surveillance continue et de recherche en matière de pollution : le programme MED-POL, qui a permis, avec la collaboration de plus de quatre-vingt centres de recherche nationaux, d'évaluer les sources les plus importantes de pollution marine. Les données ainsi recueillies, bien qu'incomplètes, ont servi de base au protocole sur les sources de pollution d'origine tellurique signé en 1980 (2). Elles ont surtout démontré que l'état général de la pollution en Méditerranée n'était pas aussi « mauvais » qu'on avait pu le penser.

Selon un rapport présenté à Gênes, à partir des renseignements collectés lors de la première phase de MED-POL (1976), « les eaux et les sédiments au large sont d'une qualité relativement acceptable que l'on peut comparer à celle de la haute mer dans les océans ».

Certaines zones littorales, proches des émissaires des grandes villes apparaissent, cependant, très dégradées et « le goudron s'accumule sur les rives de l'Afrique du Nord et de certains pays du Moyen-Orient en quantités qui sont, peut-être, les plus élevées du monde ». La pollution a, tout au plus, été contenue, mais les perspectives sont peu encourageantes si l'on tient compte du développement démographique, industriel et agricole des pays riverains et de l'accroissement des activités maritimes.

10 milliards de tonnes

Le directeur exécutif du PNUE, M. Mostapha Tolba, s'est déclaré, pour sa part, « déçu » par l'absence de beaucoup d'Etats à adopter les critères de lutte contre la pollution proposés par les organisations internationales.

Selon certaines estimations, 10 milliards de tonnes de déchets domestiques et industriels seraient

vingts ans, ne saurait résister à une telle agression », a souligné M. Tolba.

Le budget annuel du PAM, d'abord financé exclusivement par le PNUE, de 1975 à 1979, a atteint, en 1985, près de 4 millions de dollars. Une charge devenue lourde pour les parties contractantes et, surtout, mal répartie au détriment de la France (3). Mais quelles que soient les déceptions qu'il a pu engendrer, le PAM aura contribué à une évolution essentielle des mentalités en servant de cadre à une coopération utile entre les pays de la « famille » méditerranéenne.

A l'aube d'une nouvelle décennie, sa relance n'en est pas moins nécessaire ainsi que M. Bouchard l'a exprimé, avec force, à Gênes. Le ministre de l'environnement a rapporté un incontestable succès dans la capitale de la Ligurie en faisant adopter une dizaine d'objectifs « forts et réalistes » parmi lesquels figurent, notamment, l'implantation de stations de dépollution et de traitement des résidus huileux dans les ports pétroliers ainsi que de stations d'épuration dans toutes les villes de plus de 100 000 habitants et d'émissaires en mer (ou autres équipements appropriés) dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants.

Le texte de Gênes prévoit, également, en priorité, la réduction, de manière substantielle, des risques de transport des substances toxiques ou dangereuses, la protection des espèces marines menacées, telles que les phoques-morues ou les tortues de mer, l'identification et la protection d'au moins 100 sites historiques d'intérêt commun le long du littoral et d'au moins 50 nouveaux sites ou réserves marines. La déclaration invite, enfin, les gouvernements à proclamer une semaine annuelle de l'environnement méditerranéen. Elle lance, aussi, un appel aux 350 millions d'habitants des pays riverains de la Méditerranée ainsi qu'aux 100 millions de touristes visitant, chaque année, la région « pour qu'ils prennent davantage conscience des exceptionnelles valeurs naturelles, économiques et culturelles de la Méditerranée et pour qu'ils s'engagent, individuellement et collectivement, à la protéger ».

GUY PORTE.

(1) Tirana, qui n'a pas signé la Convention de Barcelone, était représentée par deux observateurs, le premier secrétaire, M. Nikola Nosi, et le conseiller pour les affaires politiques, M. Gazin Tepshi, de son ambassade à Rome.

(2) Quatre protocoles ont été signés sur les opérations d'immersion (1976), les cas de situation critique (1976), la pollution d'origine tellurique (1980) et les sites spécialement protégés (1983). Sous les deux premiers ont été ratifiés par toutes les parties contractantes.

(3) Les contributions dues par les parties contractantes sont calculées selon le barème d'évaluation des Nations unies, sans aucun plafond. En fonction de son produit national brut, la France a assuré, à elle seule, ces dernières années, plus de 40 % du budget.

L'École des Cadres

30 ans d'expérience au service des entreprises et de la réussite professionnelle

Des diplômés entrepreneurs

La preuve : 65 % de nos diplômés gagnent déjà plus de 150 000 F par an.

Pas de temps perdu à l'École des Cadres

La preuve : 81 % des jeunes diplômés trouvent un emploi dans les 6 mois suivant leur sortie de l'école (les étudiants sont formés en 3 ans à partir du baccalauréat, au lieu de 4 ou 5 ans ailleurs).

Une ouverture internationale

La preuve : des accords d'équivalence avec l'Angleterre, l'Espagne, les États-Unis (possibilité de faire un M.B.A. en 6 mois à Dallas).

Un investissement faible et facile

La preuve : 100 % du coût des études peut être financé avec un prêt cautionné par une mutuelle (taux = 9,75 %).

* Chiffres extraits d'une enquête faite par la Junior Enterprise de l'École et l'Association des Anciens Élèves.

Concours d'entrée : 10-11 septembre



ÉCOLE DES CADRES

70, Galerie des Damiens - La Défense N° 1 - 92400 Courbevoie. Tél. : 773.63.41 - 747.06.40

Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État.

L'École de l'entreprise

RANK XEROX



- 1**

A la base, Rank Xerox propose la gamme complète de copieurs, permettant de traiter des documents.
- 2**

Rank Xerox, c'est également l'écriture électronique de la petite machine à écrire électronique compacte pour le traitement de textes.
- 3**

Rank Xerox, c'est aussi l'ordinateur micro-ordinateur l'Opilux et l'Opilux fabriqué par la française Normat.
- 4**

Encore un secteur conquis par Rank Xerox: les postes de travail multifonctions avec leur logiciel intégré permettant le traitement des documents les plus complexes.
- 5**

Rank Xerox, c'est maintenant l'un des grands de l'impression et de l'édition électronique avec toute une gamme depuis l'imprimante de bureau jusqu'aux puissantes imprimantes pour les sites informatiques.
- 6**

Rank Xerox va plus loin avec les réseaux locaux d'entreprises dont il a été l'initiateur avec Ethernet. Sa politique d'ouverture multi-construc-teurs permet d'intégrer à son réseau de nombreux équipements d'autres fabricants.
- 7**

Dans la recherche et le développement Rank Xerox poursuit sa politique d'innovation. Les équipements qu'elle développe quotidiennement coûtent des millions de francs.

SICOB 85

**MISSION
RANK XEROX.
PROGRAMME
BUREAUTIQUE
MIS SUR ORBITE.**

SICOB 85, éditeur de l'imprimante de bureau, avec le programme bureautique.

سكنا من الامل

culture

MUSIQUE

OUVERTURE DE «MUSICA 85» A STRASBOURG

Saint Bach selon Kagel

Le ministre de la culture, Jack Lang, le président de l'Assemblée européenne, Pierre Pflimlin, le maire de Strasbourg, Marcel Rudloff, et de nombreuses personnalités, assistant avec quelque mille quatre cents spectateurs à une création contemporaine, c'est un de ces petits miracles dont le festival Musica 85 est contemporain. L'œuvre nouvelle de Jörg Widmann (et non de l'inconnu) par son titre traditionnel (et insolite) : *la Passion selon saint Bach*, de ce dynamisme sympathique dont on ne sait jamais s'il plaisante ou s'il est sérieux, Mauricio Kagel. L'accueil a été mitigé : plutôt chaleureux et, en même temps, quelque peu réservé.

On aura deviné que Kagel a traité la vie et le destin de Jean-Sébastien Bach comme ceux du Christ dans les *Passions selon saint Jean* et *saint Matthieu*, en confiant au ténor « évangéliste », un des premiers textes, véridique et naïf, sur l'existence douloureuse du Cantor (celui qu'écrivit son fils Carl Philipp Emanuel dès 1734) et à un récitant les mots mêmes de Bach, en les entourant d'airs de solistes et de chorals sur des paroles tirées des *Cantates*. Il aura suffi pour cela de remplacer Dieu ou Jésus par Jean-Sébastien, dont on n'est pas sûr qu'il eût tellement apprécié des adaptations telles que : « Me voici venu vers ton trône, ô Bach ! », ou bien « Bach notre Père s'en occupe, notre Père et Saint-Esprit ».

La révérence de Kagel à l'égard du maître de Leipzig ne fait pas de doute. Il s'explique logiquement, dans la somptueuse plaquette éditée à cette occasion (1), tant sur l'importance de cette musique pour lui-même et pour tous les compositeurs que sur le travail cryptique et cabalistique qu'il a opéré sur les structures et le nom même de Bach pour écrire son œuvre de façon quasi sacrée. Et ce respect est d'autant plus évident que, s'il imite la forme littéraire de la *Passion*, jamais il ne caricature la musique, à laquelle il ne fait que de discrètes allusions.

Pour autant, l'adoption d'un modèle aussi caractéristique détermine chez Kagel un langage néo-classique, d'ailleurs très personnel, utonal, d'une extrême habileté, plein de charme, d'harmonie et de malice, mais sans agressivité apparente, qui en rend l'écoute fort agréable, avec

« Il se peut que tous les musiciens ne croient pas en Dieu ; pourtant, tous croient en Bach » : tel est l'aphorisme qui introduit la nouvelle œuvre de Kagel...

un sens descriptif et une vivacité de réaction aux suggestions du texte que Bach n'aurait pas désavoués. L'orchestre est très sage, mendelssohnien, tout juste pimenté par le piano, le clavier et les percussions.

Parodies impies

On ne peut ici que survoler cette œuvre (qui dure une heure trois quarts), dont il faudrait tourner les pages pour goûter chaque savoureux détail, et l'art digne d'un peintre à fresque et d'un miniaturiste : mentions, par exemple, les invocations contemplatives qui saluent chaque nom des ancêtres de Bach, la fureur du chœur d'enfants (avec percussions, xylophone, etc.), stigmatisant les tourments qui lui furent infligés dans sa jeunesse, la joliesse de l'orchestre français que Bach découvre à Hambourg (avec flûte, piano, clavier et trompette), la scène burlesque du consistoire d'Arnstadt, où il se fait musicalement taper sur les doigts (avec un fouet), le ravissant madrigal du mariage avec Maria Barbara, etc.

Mais Kagel montre le bout de l'oreille quand il dit que le poste de Weimar obligeait Bach à composer pour le culte : « Jean bien-aimé, quel crime as-tu commis ? », chante alors un chœur rempli de diabolos. Plus tard, après l'amusant épisode du duel manqué avec Louis Marchand, le chœur explose de

colère, réclame que « le soleil devienne ténébreux », entonne un immense choral aux plaintes lamentables : « O homme, pleure amèrement ton péché », parce que le roi de Dresde a omis de payer au grand musicien les 500 thalers qu'il lui avait promis !

Les diabolos feront pareil tintamarre quand l'ordonnance de l'office divin à Leipzig oblige Bach à « chanter l'acte de foi », et plus tard entonneront un formidable *Alléluia* avec trompette et grands coups de gong en l'honneur de l'oculiste anglais qui a coigné la cataracte de Bach - *Alléluia* se terminant par un *Kyrie eleison* et un conae, lorsque l'opération tourne mal. Enfin le Cantor meurt sur un choral désaccordé et détonnant qui s'arrête sec, comme un bruit de guillotine, laissant assez fâcheusement présager de l'autre monde...

Ce ne sont là que quelques points saillants de l'œuvre, significatifs cependant du relatif ébece de Kagel : il lui est bien difficile de faire de Bach un Christ, même si Jean-Sébastien « est resté cloué durant des décennies à la croix de ses fonctions officielles ». Dès lors, quelles que soient ses bonnes (?) intentions, il nous amuse plus par ses parodies impies qu'il ne nous émeut par sa glorification quelque peu forcée de Bach. Mais ne nous avait-il pas prévenu par cet aphorisme banal inscrit à la première page de son œuvre : « Il se peut que tous les musiciens ne croient pas en Dieu ; pourtant, tous croient en Bach » ?

On regrette qu'une œuvre si pleine de talent, fruit d'un travail gigantesque de quatre années, manque ainsi d'assise véritable. Elle était magistralement interprétée par ceux qui en avaient donné la créa-

tion mondiale, le 9 septembre à Berlin, la Jeune Philharmonie allemande, le chœur de chambre du Rias de Berlin, le chœur de la Radio de Stuttgart, les Petits Chanteurs de la cathédrale de Limbourg et quatre excellents solistes, sous la direction du compositeur.

Programme franco-anglais

Une foule presque aussi nombreuse assistait au second grand concert de Musica 85, patronné par la SACEM, un superbe programme d'œuvres françaises comprenant le *Fragment d'Apocalypse* d'Alain Banquart, créé il y a deux ans à Metz, fresque impressionnante dont on regrette seulement la rigidité rythmique ; *Alt*, le fantastique voyage au royaume des ombres de Xenakis, un de ses grands chefs-d'œuvre (le Monde du 29 septembre 1984), et les *Métaboles* de Dutilleul, dont la pureté toute classique, le lyrisme frémissant et mystérieux, ont rarement paru aussi évidents. Elles étaient magnifiées par Theodor Guschlbauer et son Orchestre philharmonique de Strasbourg, qui ont atteint dans tout ce programme insolite pour eux, à une qualité sonore et à une puissance visionnaire vraiment exceptionnelles.

Le London Sinfonietta, dirigé par Elgar Howarth, avait auparavant donné, avec la musicalité et la perfection exemplaires qu'on lui connaît, un ensemble de « non-voicés » anglaïses quelque peu décevant. On en retiendra cependant *Kites*, du jeune Simon Holt, petite musique pétillante et primosauteuse, inspirée par une bataille de cerfs-volants japonais, et *Zanza*, de Nigel Osborne, une partition qui déborde de vitalité dans un tissu ébamarré, d'une écriture serrée, fort bien conduite, qui mérite d'être réécrite.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Par Musica 85, les Dernières Nouvelles d'Alsace et le ministère de la culture, avec le texte intégral et sa traduction.

ROCK

UN BALADIN A BERCY

Higelin haute voltige

Pour sa rentrée, Jacques Higelin a fait le pari de rassembler trois cent mille spectateurs en un mois de concerts au Palais omnisports de Bercy, dans une mise en scène de Patrice Chéreau. Le prince du rock n'a pas eu peur du gigantisme du lieu. Il le fait oublier magnifiquement dans un jeu d'échanges avec le public. Un triomphe.

Jacques Higelin prend le contrepied du raisonnable dans une aventure romantique, parfois un peu naïve, qui dure déjà depuis vingt-cinq ans. Comédien, chanteur, musicien, il repousse toujours les règles, les limites, il affirme son indépendance, le droit à l'extravagance, au délire, qu'il a trôné de temps à autre le goufre.

Higelin épouse le mouvement perpétuel de la vie. En vrai baladin, il croit en la grâce des rencontres, avec les lieux, où il se glisse naturellement et qu'il transforme à chaque fois en un nouveau cercle magique lui permettant de voyager à travers les musiques, de se libérer par des mots durs ; avec les gens, qu'il pousse subrepticement dans un dialogue à la volée, dans des rapports beaux et fragiles.

Affronter Bercy durant vingt-trois représentations relève du défi, mais surtout du goût du panache, du besoin insatiable d'émerveillement. Financièrement, le pari n'est pas encore gagné : dix salles de douze mille places ont été louées jusqu'à présent. Mais le spectacle est une réussite exemplaire.

Constitué d'éléments mobiles, le dispositif scénique (75 mètres sur 35) est à la hauteur du palais démesuré et occupe la plus grande partie de la piste. Il est complété par une machinerie sophistiquée, des astuces de mise en scène (une batterie sur une jeep, le piano sur une plaque tournante), des éclairages superbes et un son impeccable. Comme un chat, Jacques Higelin court d'un point à un autre, réduit à presque rien la différence entre le plateau et la salle. Affamé d'humour et de danger, il pose son univers d'encre, il crie, pleure, rit (...). Insouciant. Egaré dans l'âme du printemps. Cœur battant, cœur serré par la colère, par l'éphémère beauté de la vie.

Ces derniers mots sont ceux de Tété en l'air, la chanson œuvre la concert. Higelin, qui s'y pré-

servir les rêves de l'adolescence mais subit, comme chacun, les chocs du monde extérieur, trouve aussitôt un écho : ce qu'il dit, beaucoup des douze mille spectateurs le ressentent de la même manière.

Alors le chanteur part dans des coups de gueule, dans des exigences, des inquiétudes et des fantasmes, dans des désirs, des nostalgies angoissantes et des envolées amoureuses, dans un humour proche de la dérision. Les sentiments joués, chantés, aboutissent à une sorte de folie générale. Le baladin se soude de public et réciproquement. Une intimité formidable s'installe. Tout devient beau, limpide. Avec une soif de vivre et un besoin de jouissance.

Plateau-parking

La voix gouailleuse chante *Hold Tight*, *Monsieur Klaxon*. Je ne peux plus dire je t'aime. Et aussi les nouveaux titres comme *Mamy*, *Coup de lune*, *Victoria*. D'une chanson à l'autre, Higelin place des climats apparemment opposés mais qui se répètent, se complètent. Le plateau devient un parking, une ville déserte, les toits des immeubles d'une grande ville, un territoire qui abolit les frontières, brise les barrières, exige toujours plus d'air, toujours plus d'espace.

Les musiciens participent étroitement au jeu des émotions : l'équipe fidèle du baladin bien sûr, avec Patrick Gauthier au synthétiseur, Yvon et Alain Guillard aux claviers, Eric Serra à la basse, Diabolo à l'harmonica, Michel Santangeli à la batterie et Pierre Chereze à la guitare ; mais aussi les percussionnistes, les guitaristes, les saxophonistes, les trompettistes et les danseurs des deux grilles africains que sont Mory Kants (magnifique à la corne, une harpe à vingt et une cordes) et Youssou Ndirou (la voix étonnamment puissante et haute). Ensemble, ils offrent notamment en guise de finale, une gerbe musicale éblouissante avec *Nascimo*.

Tout le spectacle - dont on prend seulement conscience de la durée (plus de quatre heures) en sortant du Palais, tellement le plaisir était grand et fort - épouse l'appel fraternel et la folie, la pudeur et la délicatesse, l'élégance de cœur d'un funambule en quête de bonheur.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Palais omnisports de Bercy, 20 h 30.

CINÉMA

LE FESTIVAL AMÉRICAIN DE DEAUVILLE

Voyageurs de l'histoire, de la vie, de l'espace

Le Festival de Deauville s'est terminé le 15 septembre. Les films américains qui ont été présentés sortent progressivement des salles. Pour les amateurs d'épouvante : le nouveau *Tobe Hooper*, *Life Force*.

On nous avait annoncé que le Festival de Deauville présenterait, désormais, chaque année, « une œuvre française ayant un rapport avec les États-Unis, soit par le réalisateur, les acteurs, le sujet ou la production ». Ce fut le *Neveu de Beethoven*, de Paul Morrissey (1), déjà présenté au Festival de Venise, coproduction franco-allemande, avec parmi les interprètes, deux actrices du cinéma français, Jane Birkin et Nathalie Baye.

La version originale est en langue anglaise. Curieux choix, qui engendra un malentendu : beaucoup attendaient un nouvel *Amadeus*. Il ne s'agit d'un drame intimiste sur les

rapports tyranniques et passionnels qu'entretenait Beethoven avec son neveu Karl. Le scénario, tiré d'un roman de Luigi Magnani, a été écrit, avec Morrissey, par Mathieu Carrière, qui tient également dans le film le petit rôle de l'archiduc protecteur des musiciens.

L'affrontement entre Beethoven vieillissant et Karl, adolescent, a été mis en scène dans une suite de tableaux qu'on pourrait qualifier de « distancés » si le jeu excessif de Wolfgang Reichmann (il rappelle Emil Jennings) ne venait semer une sorte d'incohérence au sein des images belles et oniriques du directeur photo Hannu Polak et des décors de Mario Garbuglia (qui travailla avec Visconti).

Le jeune Dietmar Prinz a la présence physique ambiguë des acteurs comme les aime Morrissey. Mais, sorti de son univers américain habituel, de son esprit de dérision, lancé dans une entreprise qui se veut, sans doute, internationale, le cinéaste n'a pas réussi à donner un point de vue auquel on puisse s'accrocher.

Jeunesse, western, humour

A en juger par ce festival qui, pour une bonne part, fut celui des avant-premières, le cinéma américain se maintient sur ses positions (*Alamo* Bay, de Louis Malle occupant une place spéciale), ses genres commerciaux, ses thèmes - celui de la jeunesse a dominé, et sa bonne qualité technique.

Le grand western traditionnel, exaltant, revêt dans *Silverado*, de Lawrence Kasdan, l'hommage d'un cinéaste dont on sent le plaisir de filmer l'aventure, l'espace, les exploits de héros pittoresques opposés à des « méchants » qui trouveront leur châtiment au bout du compte.

L'humour baigne *Retour vers le futur*, de Robert Zemeckis, film passé lui aussi par le Festival de Venise (le Monde du 30 octobre), savoureuse variation sur le voyage dans le temps cher aux romanciers et aux cinéastes de science-fiction.

Tobe Hooper, qui avait ravi les amateurs d'épouvante à gros effets, avec *Massacre à la tronçonneuse* et *Poltergeist*, a manifesté plus d'ambition avec *Life Force* (2). Bien sûr, on peut relever des influences d'*Alien* et de *la Nuit des*

morts vivants, mais les trucages d'un voyage dans l'espace et de la destruction de Londres par la contamination d'êtres vivants d'ailleurs sont très réussis.

Et - détail important - l'histoire est située en août 1986 comme s'il y avait un présage à brève échéance.

Un vaisseau spatial anglo-américain allant observer la comète de Halley a découvert un OVNI à bord duquel s'élevaient des êtres et des corps parfaitement conservés de deux hommes et d'une femme. Ces humains soûlés ramènent sur Terre vont déclencher un mal foudroyant en absorbant, pour renouveau, le fluide vital de tous ceux qui passent à leur portée.

Là serait, apprend-t-on, l'origine du vampirisme depuis la nuit des temps.

Mais n'y a-t-il pas une fable sociale dans cette visite d'extraterrestres fascinants (Mathilda May, John Keegan, Christopher Jagger), capables de se glisser dans d'autres corps sans distinction de sexe, et transmettant, érotiquement à l'occasion, une maladie épouvantable ?

On aimerait privilégier, en attendant une sortie qui n'est pas fixée, *Desert Hearts*, de Donna Deitch, premier long métrage de fiction d'une réalisatrice de films expérimentaux et de documentaires. C'est tiré d'un roman de Jane Rule. En 1959, une femme de trente-cinq ans, professeur d'université, très bon chic, bon genre, vient à Reno pour divorcer. Elle loge dans un ranch tenu par une ancienne entraîneuse et rencontre une fille très indépendante qui s'est affranchie des conventions par des aventures homosexuelles.

Agée différente, milieux différents, conceptions de la vie différentes : une belle et tendre histoire d'amour naît, non sans difficulté, culpabilité et complications entre ces deux personnages interprétés

(1) Sortie à Paris, mercredi 18 septembre. Un livre de Mémoires imaginaires de Karl van Beethoven, publié par Jacques Grenier en 1958 chez Julliard, republié aux éditions Belfond/Lafont sous le même titre que le film (192 p., 89 F.). Le disque de la musique du *Neveu de Beethoven* sort en même temps (Deutsche Grammophon).

(2) Sortie à Paris le mercredi 18 septembre.

avec beaucoup de nuances et de finesse par Helen Shaver et Patricia Charbonneau. N'en disons pas plus et prenons date : Deauville doit aussi servir à cela.

JACQUES SICLIER.

THÉÂTRE

MORT DE JULIAN BECK

La légende des années 60

L'acteur et metteur en scène américain, Julian Beck, fondateur du Living Theatre, est mort le 14 septembre d'un cancer à l'hôpital Mount Sinai de New-York. Il était âgé de soixante ans.

Chevalier de Christ, ail messianique, Julian Beck symbolise le mouvement des années 60. Dans le domaine du théâtre, il l'a mené, avec sa troupe, sa tribu : le Living Theatre.

D'abord, le Living est une compagnie d'avant-garde new-yorkaise fondée par Julian Beck et sa femme, Judith Malina en 1947. En 1958, il découvre Antonin Artaud, le théâtre de la cruauté.

Le Théâtre des Nations invite à Paris *Connection*, de Jack Gelber - des drogués attendant leur fournisseur - et *The Brig* (la Tasle), entièrement construit sur le règlement des prisons de l'armée américaine en Corée. Les comédiens ne simulent pas, ils s'infirment et subissent réellement de cruelles brimades. Hyper-vérisme impressionnant, mais c'est à partir de 1963 que Julian Beck trouve sa voie, quand, pour des raisons de fisc et de censure, il s'exile en Europe avec sa communauté de somnambules aux cheveux longs, hommes et femmes parés de bijoux barbares, vêtus de robes indiennes de jeunes effrangés, décorés de miroirs. Le Living conteste toute autorité, refuse la propriété, la société de consommation, prêche la révolution par la poésie, la civilisation de l'herbe qui fait planer, de l'acide qui ouvre des

mondes inconnus. Julian Beck se dit anarchiste non violent, mais la violence de ses spectacles fait scandale.

Les acteurs se mettent en transe, descendent parmi les spectateurs, les agrippent pour les obliger à participer, à ne pas « consommer ». A Bordeaux, invité par Sygma, le Living et Sylvano Bussotti commencent un happening qui tourne bientôt à la bagarre. Julian Beck et ses comédiens (géants aux trois quarts nus) font une démonstration de force tranquille, assis en lotus sur scène... A l'Odeon, toujours pour le Théâtre des Nations, Julian Beck, seul sur le plateau éclairé aux bougies, proteste contre la guerre du Vietnam en psalmodiant « *Freedom now, peace now* » au milieu d'un ébahissement hystérique. En 1968, la prise de l'Odeon - se fait sous sa bannière.

En juillet, à la demande de Jean Vilar, le Living Theatre donne à Avignon son fulgurant spectacle, *Paradise now* au Ciotre des carmes. Les contestataires, plus ou moins manipulés, se regroupent autour de Julian Beck, qui, dépassé, continue à prêcher l'amour.

Aujourd'hui, c'est vrai, l'idéologie de Julian Beck - *mystico-vasouillard* - selon l'expression de Roger Planchon, apparaît seulement naïve. Mais son théâtre ne l'était pas. Julian Beck et Judith Malina arrivent à un moment où l'avant-garde des années 50 épaise ses recherches sur la destruction du langage, où Brecht mal compris, recodé exsangue, se désagrège en termes copies du Berliner Ensemble. Julian

Beck donne aux acteurs un rôle créateur essentiel. Il est, avec Crotowski, celui qui change la manière de jouer et de voir jouer. Ses excès mêmes font croquer les habitudes, les traditions d'un rationalisme pesant, cassent les formes sclérosées.

On a pu croire que *Paradise Now* marquait la naissance d'un théâtre sauvage et libre. C'en était l'opposé et la fin. Les années 70 voient des centaines de groupes, accrochés à la marginalité, « livingists » qui ne sont que de terribles copies...

Julian Beck et Judith Malina retournent aux États-Unis, mais les temps ont changé, et ils sont imperturbablement eux-mêmes. Ils vont au Brésil, se font expulser, reviennent en Europe, s'installent en Italie, joignent, de festival en festival, d'anciens et de nouveaux spectacles, avec des comédiens qui n'ont plus la force nécessaire. En Europe aussi, les temps ont changé, leur théâtre de l'« ici et maintenant » est devenu un théâtre d'hier. Et les subventions que lui accorde Jack Lang n'y peuvent rien.

Le Living Theatre est mort. Julian Beck abandonne la scène. Il est malade. On le redécouvre acteur, presque méconnaissable, amaigri, cheveux courts sous un feutre, et sa bouche généreuse, son regard de sagesse infinie, petit juif, homme de main qui naît et meurt dans une poubelle. On le redécouvre ainsi dans *Coron Club*, le film de Coppola. On le voit, étrange et bouleversant, un acteur, un homme unique.

COLETTE GODARD.

COMMUNICATION

A RENNES

Premier studio de production d'images numériques

Rectifier la cadrage, changer les couleurs d'une image déjà enregistrée, intégrer un personnage dans une scène déjà tournée, multiplier les trucs sans perdre la qualité ni la définition de l'image : telles sont quelques-unes des possibilités révolutionnaires du studio de télévision numérique inauguré le 13 septembre à Rennes par M. François Schoeller, président de Télédiffusion de France (TDF).

La plupart des grandes télévisions possèdent déjà quelques équipements numériques, qui permettent la régénération de l'image, le ralenti ou la répétition immédiate d'une courte séquence, mais c'est la première fois au monde que se trouve réunie toute une chaîne de production, de la caméra au mélangeur, utilisant ce nouveau standard.

Le numérique est l'avenir de la télévision. Codée sous forme de séries binaires, comme les données informatiques, l'image offre une qualité et une souplesse d'utilisation incomparables. Seul obstacle à sa généralisation : la diffusion de telles

images exige quatre fois plus de fréquences que la télévision aux standards traditionnels. Insoluble en diffusion hertzienne classique, le problème sera résolu par l'utilisation des réseaux câblés en fibres optiques.

La France possède donc un atout de poids dans cette nouvelle bataille technologique. C'est sans doute ce qui pousse industriels et organismes publics à passer rapidement de l'expérimentation au développement. Les trois partenaires du studio de Rennes, TDF, FR 3 et Thomson vidéo équipement, ont créé un groupement d'intérêt économique pour son exploitation.

Loué aux chaînes publiques comme aux producteurs privés, à un tarif proche d'un studio classique, le nouvel équipement va fonctionner en vraie grandeur. Ce qui permettra de tester ses possibilités, d'évaluer son marché et d'affiner ainsi le lancement des premiers produits commerciaux d'ici deux ans environ.

J.-F. L.

VU

Angkor, encore

Il n'y aura pas avant longtemps d'Année du Cambodge, comme cette Année de l'Inde, qui nous permet de découvrir les monuments, les temples splendides du sous-continent. Pour le Cambodge, et pour Angkor, le plus célèbre de ses ensembles architecturaux, il faut à nouveau prendre le virement de l'explorateur, à nouveau tailler dans la forêt si l'on veut retrouver la pierre. Le film de Pierre Philippe, diffusé dimanche 15 septembre par FR3, est le récit nostalgique d'une telle expédition, la première depuis plusieurs années à pouvoir tourner sur le site, avec l'accord et même la coopération des autorités vietnamiennes.

Exceptionnel témoignage que ce récit documentaire, loin de la sécheresse qui fait souvent la loi en matière de reportage télévisé. Nous y avons vu les temples à nouveau avalés par la forêt. Il n'y a plus rien à faire là-bas, pour l'instant du moins. Les archéologues peinent, les historiens de l'architecture ou de la religion se lamentent. Pourtant, et ce n'est pas le moindre intérêt de ce film que de l'avoir revu, il y a en France de quoi travailler.

L'équipe conduite par Pierre Philippe a en effet retrouvé les moulages effectués sur le grand temple d'Angkor Vat, à l'occasion de l'Exposition coloniale de 1931. Comme les moulages du Musée des monuments français, ils peuvent devenir un jour la seule trace intacte d'une statue disparue. Si du moins ces moulages perdus ne sont pas détruits à leur tour par l'indifférence. Il serait curieux de se scandaliser de l'abandon d'Angkor au Cambodge si l'on ne fait pas, en France, le tout petit geste qui permettrait d'en garder au moins le souvenir.

FREDERIC EDELMANN.

NOUVELLE MAQUETTE POUR « LE MATIN DE PARIS »

Le *Matin de Paris* a inauguré, lundi 16 septembre, sa nouvelle maquette. Révolution plus qu'innovation, on y retrouve les tendances modernes : mise en pages aérée, caractères typographiques en nombre limité, absence de filets verticaux (sauf à la « une »), « titraille » abondante, souplesse de l'utilisation.

A la « une » de cette première édition nouvelle formule, une enquête-sondage sur « Les Français en l'an 2000 ». Dans son éditorial, le directeur de la publication, M. Max Théret, annonce de nouvelles rubriques et réaffirme la position du quotidien : « Le *Matin de Paris* veut mettre les idées en lumière, tenter de sortir le débat politique de son microcosme souvent médiocre, contribuer aux nécessaires clarifications (...). Sans mettre son drapeau dans sa poche, il soutiendra les idées de l'avenir - les valeurs, non les dogmes - en toute liberté à l'égard des structures comme des hommes politiques. »

La rédaction du *Matin* a été presque entièrement renouvelée depuis la vente du journal, en février, par M. Claude Perdriel, PDG du *Nouvel Observateur*, et fondateur du quotidien de la rue Hérold. Elle est dirigée par Max Gallo, écrivain, ancien porte-parole du gouvernement de M. Mauroy et parlementaire européen, et par Richard Liscia.

MÉDECINE

L'ÉPIDÉMIE DE TRICHINOSE EN RÉGION PARISIENNE

Le vecteur cheval

Une épidémie de trichinose sévit depuis plus d'un mois dans la région parisienne (le *Monde* du 30 août). Elle semble actuellement bien circonscrite dans deux foyers, à Melun et dans le quatorzième arrondissement de Paris. Les premiers cas ont été dépistés dès le 12 août mais la grande majorité des sujets atteints s'est présentée dans la semaine du 19 au 26 août. Deux cent cinquante malades sont actuellement recensés, mais ce chiffre est naturellement très sous-estimé en raison de la banalité de nombreux cas. Une enquête épidémiologique est actuellement en cours.

Cette affection parasitaire cosmopolite, provoquée par un ver de quelques millimètres de long (*Trichinella spiralis*), est commune à l'homme et à plusieurs mammifères. Les vers adultes vivent quelques semaines dans le tube digestif de l'animal parasité. Les femelles, s'enfonçant profondément dans la muqueuse intestinale, donnent naissance à de nombreuses petites larves qui gagnent la circulation sanguine. Ces larves sont alors disséminées dans tous les muscles, où elles s'enkystent, restant vivantes pendant plusieurs mois. Si un autre animal, ou un homme, ingère ces muscles (qui sont canibales !), divers carnassiers sauvages (renards...) et enfin, très souvent le porc.

Mais, en France, la maladie est très rare car la viande de porc est consommée très cuite. Quant au mode d'infestation du cheval, il reste hypothétique.

Chez l'homme, quelques jours après l'ingestion de la viande parasitée survient une diarrhée d'intensité variable. Mais ce n'est qu'au moment de la dissémination des larves (au quinzième jour) dans l'organisme et dans les muscles que les symptômes sont les plus marqués : fièvre élevée, asthénie intense, myalgies et courbatures, œdème de la face et des paupières et éruption cutanée. De discrets troubles neurologiques sont parfois observés (troubles sensitifs, troubles de la vision...). Le traitement par des corticoïdes et des drogues antihelminthiques améliore rapidement l'état des malades.

Les origines

A Paris et à Melun, les premiers symptômes ont été observés dès le début du mois d'août. Mais, compte tenu de la durée d'incubation, on peut estimer que la majorité des contaminations se sont produites dans la dernière semaine de juillet. Comment avons-nous pu trouver l'origine de l'épidémie ?

1) Tous les patients, sans exception, étaient des consommateurs de viande de cheval, consommée crue ou peu cuite la plupart du temps.
2) Les membres des familles des patients qui partageaient les mêmes repas sans consommer de viande de cheval n'ont jamais présenté les signes de la maladie.
3) Les patients se rappelant la date d'achat de leur viande de cheval témoignaient d'un achat pendant la dernière semaine de juillet.
4) Enfin, dans beaucoup de deux foyers épidémiques, la majorité des consommateurs s'étaient fournis dans un seul point de distribution.

Cette convergence simultanée autour de deux pôles de distribution de viande chevaline évoquait une contamination par un seul animal. Cette hypothèse a pu être confirmée grâce à la coopération des professionnels concernés : c'est bien une même carcasse de cheval importée des États-Unis, débitée en deux morceaux, qui a été livrée le 22 juillet aux deux détaillants de Melun et du quatorzième arrondissement.

La seule mesure préventive consiste donc à se débarrasser de la viande de cheval abattue à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août dans ces deux endroits, en l'adressant aux services compétents pour analyse.

La transmission interhumaine est impossible. Quant au cheval, son infestation est exceptionnelle puisque seuls les carnivores peuvent en principe se contaminer. Depuis 1976, deux millions cinq cent mille chevaux ont été consommés en France, sans aucun incident ; et le risque d'une nouvelle épidémie est infime. Une cuisson prolongée de cette viande permettrait évidemment une sécurité totale, mais peut-on raisonnablement bouleverser, devant cet incident, la tradition culinaire du steak tartare, si apprécié en France ?

Docteur THIERRY ANCELLE
Docteur JEAN DUPOUY-CAMET,
service de parasitologie,
hôpital Cochin.

CARNET DU Monde

Naissances

- Nathalie ERES
et Jérôme BUREAU,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Alice,
à Paris, le 12 septembre 1985.
8, rue Valentin-Hally,
75015 Paris.

- Hubert et Valérie DADRE,
Florian et Bérangère,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Tristan.
33, cours Xavier-Arnozan,
33000 Bordeaux.

Fiançailles

- M. Alain FOURMENT
et M^{me} Chantal MIGEOT,
M. Yves DESJEU
et M^{me} Jacqueline POUZET,
sont heureux d'annoncer les fiançailles
de leurs enfants,
Stéphanie et Pierre-Yves.
92100 Boulogne.

Décès

- M^{me} Alain Audiat,
son épouse,
M^{me} Sophie Audiat,
sa fille,
M. et M^{me} Michel Audiat,
son frère et sa belle-sœur,
M. et M^{me} Christian Raillier,
son beau-frère et sa sœur,
ont la profonde douleur de faire part
du décès accidentel de

Alain AUDIAT,

survenu le 10 septembre 1985, à Saint-Tropez (Var), dans sa soixante et unième année.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 13 septembre, à Saint-Tropez.

Un service religieux sera célébré le jeudi 19 septembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, à Paris (75016).

Cet avis tient lieu de faire-part.
65, rue Raynoud, 75016 Paris.

- Le président,
Le conseil d'administration,
Le directeur général,
Et le personnel de l'Association technique de l'importation charbonnière,
ont la tristesse de faire part du décès
accidentel de son secrétaire général,

Alain AUDIAT,

vice-président du comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, officier de l'ordre national du Mérite, officier de l'ordre de la Couronne de chêne du Grand-Duché de Luxembourg,

survenu dans sa soixante et unième année, le 10 septembre 1985, à Saint-Tropez (Var).

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 13 septembre, à Saint-Tropez.

Un service religieux sera célébré le jeudi 19 septembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, à Paris (75016).

Cet avis tient lieu de faire-part.
149, rue de Longchamp, 75116 Paris.

- Salency (Oise).
M^{me} Maurice Grabois,
son épouse,
M. et M^{me} Oswald von Carlowitz-Grabois,
Le docteur et M^{me} Jérôme Grabois,
son enfant,
Hélène, Antoine et Armand,
ses petits-enfants,
Les familles Duprez, Weill et Vandermotte,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Maurice GRABOIS,
médecin honoraire
de l'hôpital de Noyon,
survenu dans sa soixante-dixième année.

Selon la volonté du défunt l'incinération a eu lieu dans l'intimité, le lundi 16 septembre 1985.

60400 Noyon, Salency.

SÉMINAIRES
DE LECTURE
RAPIDE 233.34.34.
Lectika
SYSTEM
12, rue Vauvilliers, 75001 PARIS.

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^e
320-74-52

- M^{me} Eugénie Musset,
sa mère,
Coline Musset, née Vidal,
son épouse,
Frédérique, Danièle et Roland
Musset,
ses enfants,
Adel Bilal,
son futur gendre,
Les familles Charpak, Lattard, Le
Noane, Tempé, Vidal, Wackenheim,
Et tous ses amis,
ont la grande tristesse d'annoncer le
décès accidentel, à l'âge de cinquante-
deux ans, de

Paul MUSSET,

physicien supérieur au CERN,
survenu le 4 septembre 1985, dans le
massif du Mont-Blanc.

L'incinération a eu lieu le 10 septembre
dans l'intimité.

Une cérémonie réunira ceux qui l'ont
aimé, le 21 septembre, à 10 heures, en
l'église de Prévalan, près de Fumey-
Voltaire.

Route Bellevue,
01210 Prévalan.

- Ses amis,
Ses anciens collègues,
Ses anciens élèves,
ont la profonde peine d'apprendre la
mort de

Yolande PIETU,

survenue le 9 septembre 1985.

- M. et M^{me} Stéphane Ullmann,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Bonitzer,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Léon ULLMANN,

née Germaine Bloch,
survenue le 7 septembre 1985, dans sa
quatre-vingt-quinzième année.
L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité, le 12 septembre, au cimetière du
Père-Lachaise.
4, allée Florent-Schmitt,
92210 Saint-Cloud.
8, rue Dagès,
75016 Paris.

- M^{me} Rosa Landau,
M. Théophile Vatel,
M. et M^{me} Daniel
et enfin Joseph-Daillly
et leur fille, Emmanuelle,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Mamella VATEL,

survenue à son domicile parisien, le
14 septembre 1985, au terme d'une lon-
gue et cruelle maladie.

Les obsèques auront lieu le mardi
17 septembre, à 14 h 30, au cimetière
du Montparnasse (entrée principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.
6, avenue de Lowendal,
75007 Paris.

Remerciements

- M^{me} Simone Adda,
Mr. et Mrs. Ph. Hammer
et leur enfant,
M^{me} Carole Adda,
M. et M^{me} Victor Adda
et leurs enfants,
profondément touchés de la sympathie
que vous leur avez témoignée lors du
décès de

M. Charles ADDA,

vous prient de trouver ici l'expression de
leurs sincères remerciements.

- M^{me} Henri Flammarion
et ses enfants,
très sensibles aux marques de sympathie
qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Henri FLAMMARION,

adressent leurs plus sincères remercie-
ments aux personnes qui se sont asso-
ciées à leur peine.

Anniversaires

- Il y a dix ans, le 15 septembre
1975, disparaissait

Philippe BERNARD,

maître-assistant à Paris-L.
Que ceux qui l'ont connu et aimé
aient aujourd'hui une pensée pour lui.

Avis de messes

- Le président
et les membres du Cénacle des Amis
informent qu'un service religieux aura
lieu à la mémoire de leur président
d'honneur,

Arthur Wellesley BARNETT,

le mardi 24 septembre 1985, à 9 heures
précises, en l'église anglicane Saint-
Michel, 5, rue d'Aguesseau, à Paris-8^e.

Le Cénacle des Amis,
59, rue de Richelieu,
75002 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

TRANCHE DU VENDREDI 13
GROS LOT
5 MILLIONS
DIXIÈME 10^e - ENTIER 92^e
TIRAGE LE 18 SEPTEMBRE
loterie nationale
VENDREDI 13

مكتبة الأمل

sports

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX DE BELGIQUE DE FORMULE 1 Senna gagne, Prost assure

Le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault) a donné une nouvelle preuve de sa virtuosité sur piste humide en remportant, dimanche 15 septembre à Spa-Francorchamps, le Grand Prix de Belgique de formule 1 automobile, dont le départ avait été donné sur le circuit encore détrempé par les pluies de la nuit et de la matinée.

Remarqué l'an dernier lors du Grand Prix de Monaco, puis vainqueur cette année du Grand Prix du Portugal, depuis tous deux sous la pluie, le jeune Brésilien a pris la tête

dès le départ de la course, pour terminer avec 28 secondes d'avance sur le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda), 55 secondes sur le Français Alain Prost (McLaren-TAG Porsche), et 1 minute 15 secondes sur le Finlandais Keke Rosberg (Williams-Honda). Philippe Streiff (Ligier-Renault) a fini neuvième à son tour.

Alain Prost, qui s'est contenté d'une place d'honneur sans prendre trop de risques, a fait un nouveau pas vers le titre mondial des conducteurs.

Alors qu'il ne reste, théoriquement, que trois grands prix à disputer, il possède désormais seize points d'avance sur l'Italien Michele Alboreto, contrainct à l'abandon au quatorzième tour, ayant cassé l'embrayage après qu'il eut dû utiliser au dernier moment sa voiture de réserve. En marge du duel Prost-Alboreto, la formule 1 fait l'objet de deux sujets de préoccupation : le maintien du Grand Prix d'Afrique du Sud, le 19 octobre à Kyalami, et les mesures à prendre pour que les petites écuries ne se retrouvent pas prochainement en panne de moteurs.

ser les écuries aux budgets modestes. Les moteurs de qualification, dont la durée de vie n'exède pas quelques tours, seront sur la sellette. Leur suppression entraînerait une réduction de près de 30 % des budgets de certains motoristes.

Bernard Dudot estime qu'il faudrait aller plus loin encore, en s'attaquant aux systèmes de suralimentation des turbos. « Il faudrait décourager les systèmes trop sophistiqués, du type multi-étages, dit-il. On pourrait limiter la pression à un nombre déterminé de bars. Ça ne remettrait pas en cause l'acquis sur la suralimentation, mais, comme au temps des moteurs atmosphériques, tout le monde travaillerait avec le même niveau de pression. » L'unité de vues est pourtant loin d'être de mise chez les motoristes, dont certains ont d'importants programmes d'investissement en cours, comme c'est probablement le cas chez Honda.

Pour Ferrari, le seul constructeur qui a participé à tous les championnats du monde depuis 1950, le pessimisme n'est pas de mise pour l'avenir de la formule 1. « Il faut donner acte à la FISA d'avoir su faire adopter le règlement actuel, basé sur des défis techniques comme la consommation (le maximum d'essence autorisée pour un grand prix passera de 220 litres cette année à 195 litres la saison prochaine) ou la maîtrise des turbos, qui ont attiré les grandes marques du monde entier, dit Marco Piccini. La formule 1 est devenue une guerre technologique où le Japon, l'Amérique - avec le retour de Ford -, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, et pourquoi pas encore la France, sont désormais représentés. Le vrai gaspillage serait de gommer ce défi technologique. »

GÉRARD ALBOUY.

(1) La firme japonaise a participé au championnat de F1 de 1964 à 1968.

MOTOCYCLISME

Japonaises au Bol d'or

Dernier en date dans la saison des épreuves du championnat du monde d'endurance - mais aussi la plus prestigieuse d'entre elles, - le Bol d'or a eu lieu sur le circuit de Castellet les 14 et 15 septembre. L'équipage Christian Sarron-Espie-Corani sur Yamaha a mené la course pendant vingt heures mais a dû abandonner, laissant la voie libre à la Honda de Coudray et Igoa, associés à Vieira, qui remportent l'épreuve et le titre mondial.

De notre envoyé spécial

Le Castellet. - « Cette Yamaha Genesis marche vraiment très bien. Le moteur tourne comme une horloge. A ce rythme-là, nous sommes bien partis pour gagner. Alors, tant pis pour les autres. » Christian Sarron faisait cette déclaration quelques heures après le départ du quarante-neuvième Bol d'or (retardé d'une demi-heure par une averse). A ce moment, il n'avait aucune raison de s'inquiéter. L'équipe Yamaha-Gauloises, bien habituée aux courses de vitesse, avait tout à gagner : en juillet dernier, aux huit heures de Suzuka (Japon), la Genesis, en tête, cassait une soupape et devait abandonner. Mais sans perdre l'espoir de briller un jour dans une épreuve d'endurance.

Quand le départ est donné, Christian Sarron prend les commandes de la course. Il les gardera pendant près de vingt heures. Derrière lui, la Honda Rothmans, pilotée par son frère cadet Dominique, suivie de la Honda n° 1, meilleur temps des essais avec, à son guidon, Gérard Coudray, premier exequo au classement provisoire du championnat avec son équipier Patrick Igoa. Pour eux, un impératif : assurer le titre en arrivant avant les Suzuki de Motocou, Oudin, Hubin, de Radiguet.

Depuis cet hiver, les points récoltés sur des épreuves de vingt-quatre heures comptent double : Honda ne doit pas, comme l'année dernière, laisser échapper un titre que tout le monde considérerait comme acquis. Très vite, l'écart se creuse entre les trois machines de tête et les quelques quatre-vingts autres concurrents qui perdent en moins d'une heure de un à vingt-cinq tours.

Nouvelle venue, la Yamaha Genesis se comporte mieux que les bolides plus expérimentés. Avec une régularité agaçante, elle boucle les 5,8 km du circuit Paul Ricard en quelque 2 mn 10 s, à une moyenne d'environ 155 km/h. Quand elle faillit à cette constance, c'est pour s'offrir le record du tour.

La nuit tombe. Christian Sarron impose toujours à cette épreuve de fond un rythme de grand prix. La partie nocturne apporte traditionnellement son lot d'abandons : une vingtaine ce week-end. Le petit matin n'est guère plus magnanime : les pistons percent les cylindres, les boîtes de vitesses sautent (une trentaine de machines abandonnent, soit un tiers des engagés). En tête, malgré quelques petits bouillversements, Sarron résiste, talonné à deux tours par la Honda de Coudray. Avec cinq tours de retard, la Suzuki de

de Radiguet n'est que quatrième. Tout en queue, la dernière machine a coté cent cinquante-six tours ; dans huit heures, elle en aura perdu quatre cents.

Soudain, dix-neuf heures et demie après le départ, le moteur de la Genesis lâche Jacques Cornu. Le pilote pousse l'engin jusqu'à son stand : transmission primaire cassée, abandon sans appel. Dès lors, la Honda prend la tête et ne la perd pas au cours des cinq dernières heures. Igoa et Coudray conservent leur titre de champions du monde conquis l'année dernière. Vieira s'y associe.

Cumul

Une autre Honda se classe deuxième devant la Suzuki : le classement inverse de 1984. Honda redevient champion des constructeurs. Bonne affaire pour la firme japonaise, qui remporte son septième Bol d'or en dix ans. Elle était déjà comblée par les exploits de Freddie Spencer en grand prix : pour la première fois, un pilote a cumulé les titres en 250 et 300 centimètres cubes.

A l'issue de ce Bol d'or, Honda met k.o. ses adversaires. Toutefois, Yamaha montre le bout de son nez. Christian Sarron, le casse-cou, peut sans aucune doute à l'avenir mener sa Genesis très loin au Castellet (la Yamaha ne participera qu'à une ou deux épreuves d'endurance par an, se consacrant essentiellement à la vitesse). On a pu voir que le Bol d'or reste aussi populaire auprès du public qu'il est prestigieux chez les professionnels.

Tous les inconditionnels des deux-roues étaient là. Venu de l'Europe entière à leur pèlerinage annuel, ils plantaient dès le samedi matin leurs tentes aux abords du circuit, après avoir acquis les 140 francs que coûte l'entrée.

Certains ont passé la nuit sur les gradins, emmitouflés dans leur sac de couchage. Il y avait le loulou de banlieue qui pétaarde sur son engin trafiqué ; le père de famille et sa Gold Wing équipée grand tourisme ; le pseudo « Hells Angel » sur son chopper. Il y avait aussi Nigel, l'Anglais, qui, à soixante-trois ans, a traversé la Manche pour la quarante-neuvième fois sur sa BSA d'origine. Tout ce petit monde se retrouve, pacifique, mange, boit, dort ensemble. Et discute inlassablement et exclusivement, vingt-quatre heures durant, de celles qu'on a eues, qu'on n'a pas eues, qu'on aura...

S. DURAND-SOUFLAND.

De notre envoyé spécial

Spa-Francorchamps. - Pour du péril jeune qui s'attaquerait à la formule 1 automobile après le sport motocycliste, on simple problème de communication ? Dans ce milieu longtemps confiné aux écuries britanniques, italiennes et françaises, les motoristes japonais de Honda (1) font encore bande à part, ce qui ajoute un peu plus à leur mystère. De l'avis unanime, le moteur Honda qui équipe depuis deux saisons les Williams de Keke Rosberg et de Nigel Mansell est devenu le plus puissant. « Il est en plein développement, estime Gérard Larrousse, le directeur sportif de l'écurie Ligier. On a l'impression qu'il dispose d'un peu plus de chevaux à chaque course. »

A Monza, le 6 septembre, Rosberg semblait s'envoler vers la victoire lorsqu'il a dû abandonner, moteur cassé, à six tours de la fin. A Spa, le Finlandais semblait être le seul à pouvoir inquiéter Ayrton Senna, s'il n'avait pas détérioré ses pneus en tentant vainement de doubler son propre équipier Nigel Mansell. « Honda a sûrement une petite avance sur tous les autres moteurs, pense Bernard Dudot, le directeur technique de Renault-Sport. Son problème est d'améliorer sa fiabilité. »

En introduisant le moteur turbo dans la formule 1, en 1977, les responsables de Renault ne se doutaient pas qu'ils apporteraient une bombe à retardement, qui menace aujourd'hui cette discipline. Ce défi technologique relevé par BMW, Ferrari, Porsche, Honda, Alfa-Romeo, et la saison prochaine par Ford, est devenu l'objectif de la formule 1, car il est devenu indispensable pour la constitution d'un plateau d'une vingtaine de monoplace.

« Avec l'apparition du turbo, les grands constructeurs sont devenus les nouveaux maîtres de la formule 1, remarque Gérard Larrousse. Eux seuls peuvent supporter les contraintes et les

coûts de cette technologie de pointe. » Des moteurs atmosphériques Cosworth de 3 litres avec 160 chevaux par litre, les moteurs de formule 1 sont passés à 520 chevaux pour 1,5 litre avec le premier turbo Renault, pour atteindre aujourd'hui près de 1 100 chevaux en qualification et 900 en course.

« Les limites du turbo sont infinies, indique Bernard Dudot. Les 1 500 chevaux peuvent être accessibles la saison prochaine si on y

mille 1 regrette, bien sûr, le retrait de l'écurie Renault des compétitions, mais ils redoutent plus encore un désengagement progressif du principal fournisseur de moteurs. La Régie a, certes, décidé d'honorer ses contrats d'un an avec Tyrrell et de deux ans avec Lotus, mais elle n'a pas encore fait connaître son choix entre un nouveau plan de développement moteur de trois ou cinq ans - qui pourrait nécessiter un investissement supérieur à

Les responsables de la formule 1 regrettent le retrait de l'écurie Renault, mais ils redoutent plus encore le désengagement progressif du principal fournisseur de moteurs

met le prix. Pour augmenter encore la suralimentation par turbocompresseurs, on peut mettre au point un système à multi-étages en plaçant les compresseurs les uns derrière les autres pour multiplier les pressions et obtenir un boost très élevé. C'est très compliqué et surtout très cher. Si cette escalade continue, il ne restera bientôt que trois ou quatre motoristes capables d'équiper une écurie chacun. »

Un seul écurie

A l'inverse de Renault, qui vend aussi ses moteurs à Ligier, Lotus et Tyrrell, et, à un degré moindre de BMW et d'Alfa-Romeo, qui fournissent deux écuries, les autres grands motoristes Ferrari, TAG Porsche, Honda et McLaren Ford, ont choisi de se limiter à une seule écurie. « A ce niveau de technologie, c'est indispensable, estime Marco Piccini, le directeur sportif de Ferrari. La collaboration doit être trop étroite entre les motoristes et les autres concepteurs de la voiture. »

Devant cette nouvelle tendance, les responsables de la for-

100 millions de francs - et une solution moins ambitieuse.

En remportant sa troisième victoire de la saison avec Lotus, le moteur Renault a démontré qu'il reste très compétitif, mais, note Bernard Dudot, « un moteur qui n'évolue pas est désormais dépassé au bout de trois ans ». Or Renault ne peut pas se permettre une contre-publicité.

Si on ajoute qu'Alfa-Romeo s'interroge sur sa poursuite de la compétition, que le motoriste britannique Brian Hart, qui équipe les écuries Ram, Toleman et Lola, traverse une période difficile, on comprend mieux que les responsables de la formule 1 veulent stopper l'escalade financière pour ne pas se retrouver en panne de moteurs.

Plusieurs mesures ont déjà été envisagées et seront discutées, le 25 septembre, lors de la prochaine réunion de la commission de formule 1, qui pourrait les soumettre, le 6 octobre, à la ratification du comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA). Les essais devraient être interdits sur les circuits qui accueillent un grand prix dans l'année, afin de moins pénali-

La FIA maintient le Grand Prix d'Afrique du Sud

Le grand cirque de la formule 1 automobile devrait faire étape à Kyalami le 19 octobre pour le Grand Prix d'Afrique du Sud. Alors que la plupart des fédérations sportives internationales ont, à la suite du Comité international olympique, exclu l'Afrique du Sud de leurs rangs dès les années 70 pour sa politique d'apartheid, le comité exécutif de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a estimé, le 13 septembre, que l'évolution de la situation dans ce pays, unanimement condamné dans le monde, ne justifiait toujours pas l'annulation du Grand Prix réclamée par les gouvernements finlandais et français. L'Automobile-Club d'Afrique du Sud a en effet donné le 11 septembre « toutes garanties à la FIA pour la sécurité du public et des participants. »

En attendant de se retrancher dans le ghetto de Kyalami, protégé par l'armée et la police sud-africaines, les responsables de l'automobile ont donc choisi de s'abriter derrière leur propre règlement. Leur seul interlocuteur restera l'Automobile-Club d'Afrique du Sud qui « a toujours respecté l'article 2 des statuts de la FIA » en ne pratiquant pas de discrimination politique, raciale ou religieuse dans ses compétitions. Le comité exécutif de la FIA estime même que « la violation de l'article 2 de ses statuts créerait un très grave précédent en ouvrant la porte à l'arbitraire aux pressions politiques de toutes natures qui conduiraient inéluctablement à l'écroulement, puis à la disparition de la FIA. »

Par son refus de céder aux pressions politiques, le comité exécutif de la FIA a, certes, manifesté son indépendance, même si on pouvait attendre un peu plus de hauteur de vues et de pensées de la part de di-

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DE MARATHON A ROME

L'équipe de RDA (Hellmann, 2 h 11 mn 28 s ; Peter, 2 h 14 mn 27 s ; Eberding, 2 h 16 mn 4 s) a remporté comme en 1983 la Coupe d'Europe de marathon disputée à Rome le 15 septembre, devant l'équipe de France (Lefrand, 2 h 16 mn 16 s ; A. Gonzalez, 2 h 15 mn 59 s ; Madelon, 2 h 15 mn 47 s).

Automobilisme

GRAND PRIX DE BELGIQUE DE FORMULE 1

Classement. - 1. Senna (Lotus-Renault), 28.420 km en 1 h 34 mn 19 s 89 (189,511 km/h) ; 2. à 28 s 42, Mansell (Williams-Honda) ; 3. à 55 s 10, Prost (McLaren-TAG-Porsche) ; 4. à 1 mn 15 s 29, Rosberg (Williams-Honda) ; 5. à 1 mn 17 s, Fiquet (Brabham-BMW) ; 6. Warwick (Renault).

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

1. Prost (Fr.), 69 pts ; 2. Alboreto (It.), 53 pts ; 3. Senna (Brésil), 32 pts ; 4. De Angelis (It.), 31 pts ; 5. Johansson (Suède), Fiquet (Brésil) et Rosberg (Finl.), 21 pts ; 6. Lenda (Autr.), 14 pts ; 7. Mansell (G-B), 13 pts ; 10. Tambay (Fr.), 11 pts ; 11. Laffite (Fr.), 10.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Villeurbanne b. Limoges... 101-74 ; Orléans b. Antibes... 84-76 ; Le Mans b. Caen... 113-103 ; Avignon b. St-François... 98-81 ; Monaco b. Châlons... 101-74 ; Racing-Cl. b. Vichy... 69-52.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division (Dixième journée) : Nancy b. Lens... 2-1 ; Laval et Metz... 1-1 ; Rennes b. Marseille... 2-1.

LES RÉSULTATS

*Brest b. Toulon	2-1	GRUPE B	
*Auxerre b. Strasbourg	2-0	R.C. Paris bat *Valenciennes	3-0
*Paris-SG b. Le Havre	2-1	*Guingamp et Dnakerque	1-1
*Bordeaux b. Nantes	2-1	*Lorient bat *Nantes	1-0
*Toulon b. Bastia	3-1	*Abbeville et Quimper	1-1
*Lille et Monaco	2-2	*Angers bat Nîort	1-0
*Nice b. Sochaux	2-0	*Limoges bat Rouen	1-0
		Breuvais bat *Lorient	2-0
		*Sedan bat Besancon	1-0
Classement. - 1. Paris-SG, 20 pts ;		Classement. - 1. RC Paris, 18 pts ;	
2. Bordeaux, Nantes, 15 pts ; 4. Lens,		Guingamp, 16 ; 3. Mthouse et	
Nancy, 14 pts ; 6. Toulon, Rennes,		Quimper, 15 ; 5. Abbeville et Reims,	
12 ; 6. Metz, Monaco, Nice, 11 pts ;		12 pts.	
11. Auxerre, Toulon, Lille, 10 pts ;			

Deuxième division

(Dixième journée)

GROUPE A

*Le Puy bat Martignes	1-0
*Alès bat Red Star	1-0
*Lyon bat Sète	1-0
*Béziers et Saint-Etienne	0-0
*Montpellier bat Thonon	1-0
*Grenoble bat Nîmes	3-2
*Tours et Istres	0-0
*Montceau bat Caenn	3-1
*Chamois et Gueugnon	0-0

Classement. — 1. Le Puy et Alès, 15 pts ; 3. Saint-Etienne et Sète, 12 ; 5. Lyon, Thonon, Montpellier et Montceau, 11, etc.

l'équipe d'Europe (Salusteros, Langer, Lyle, Falda, Torrance, Clark, Pinaro, Wyle, Centaric, Woodman, Brown et Glover) a battu les Etats-Unis (Green, Sutton, Strange, Kite, O'Meara, Zoeller, North, Wedkins, Floyd, Peete, Jacobsen, Stadler) 16,5 à 11,5 dans la Ryder Cup, qui met traditionnellement aux prises tous les dix ans les meilleurs joueurs des deux continents.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Première journée)

Poule 1	
Toulouse bat Boucan	11-9
*Narbonne bat Lombez-S.	23-9



SICOB 85

Ils arrivent : TO9 de Thomson en avant-première. Atari 520 ST au banc d'essai. Chaque mois, SVM sélectionne et teste les meilleurs matériels et logiciels.

18 F. EN VENTE PARTOUT.

Mont-de-Marsan et Béziers	9-9
Romans bat Bagnères	25-3
Graulhet bat Brive	15-6

Poule 2	
Bayonne bat Lavelanet	12-15
Toulon bat Pau	39-13
Biarritz bat Valence	36-12
Oléron bat Hyères	6-4
Aurillac bat Castres	19-9

Poule 3	
Agen bat Montauban	22-6
Haguenau bat Tyrosse	4-3
Tulle et Lourdes	12-12
Le Crusot bat Dax	18-6
Aurillac bat Nîmes	23-3

Poule 4	
RCF bat Bègles-Bord	10-9
Monferré bat Marmande	15-0
Tarbes bat Carcassonne	24-6
Grenoble bat Perpignan	15-12
Nice bat Bourges	16-10

Tennis

TOURNOI DE PALERME
Demi-finale. - Tulasne (Fr.) b. Muster (Autr.), 6-0, 6-4 ; Nyström (Suède) b. Perez (Uruguay), 7-6, 6-4.
FINALE : Tulasne (Fr.) b. Nyström (Suède), 6-3, 6-1.

NATIONAL A AIX-EN-PROVENCE
Simple messieurs.
Demi-finale. - Dadillon b. Benhabiles, 7-6, 2-6, 7-5 ; Forget b. Delaître, 6-2, 6-3.
Finale. - Forget b. Dadillon, 3-6, 6-3, 6-1, 6-1.

Simple dames.
Finale. - N. Tauziat b. P. Paradis, 6-4, 7-5.

Double dames.
Finale. - N. Herremans-S. Amiaich b. P. Paradis-C. Suire, 7-6, 7-5.

Double messieurs.
Finale. - Potier-Vanier b. Champion-Winogradsky, 5-7, 6-1, 6-3.
Double mixte.
Finale. - P. Paradis-Février b. C. Vanier-Vanier, 6-2, 6-2.

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	65,00	77,09
OFFRES D'EMPLOIS	19,00	22,53
DEMANDES D'EMPLOI	50,00	59,30
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur expansion

Lille - Roubaix - Tourcoing - Un établissement public à caractère économique crée, en liaison avec les collectivités locales, une association de promotion industrielle pour laquelle elle recherche un directeur. Sa mission consistera à promouvoir, à l'échelle européenne, les capacités d'accueil de la métropole. Il sera chargé de concevoir et de conduire des actions de prospection auprès d'investisseurs étrangers - notamment dans les pays industrialisés. Il prendra en charge les dossiers et facilitera la décision d'implantation par la recherche du site, des systèmes de financements et des aides publiques. Ce poste qui nécessite beaucoup de diplomatie et une grande disponibilité pour de fréquents déplacements, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'école supérieure (ENA, HEC, ESSEC, IEP, Ponts...) ayant participé à des programmes d'expansion d'entreprises pour le compte de groupes privés ou d'établissements publics. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle d'une seconde langue souhaitée. La rémunération annuelle sera fonction des références et du potentiel du candidat. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4680M

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur général

Alpes maritimes - 450.000 F

Matériel de forage - Un important groupe international recherche le directeur général de l'une de ses filiales françaises, située à proximité de Nice, dont la vocation est de fabriquer et de commercialiser du matériel de forage. Placé sous l'autorité immédiate d'un directeur de division basé à l'étranger, il assurera, avec l'assistance d'une équipe de direction composée de 5 personnes, l'ensemble des responsabilités que suppose une société de production-vente regroupant 100 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 60 millions de francs. Ce poste de haut niveau s'adresse à un cadre supérieur confirmé âgé de 38 ans minimum, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ou pouvant justifier d'un niveau équivalent) et maîtrisant bien la langue anglaise. Il devra impérativement justifier d'une expérience de management d'une société de production, par exemple dans le domaine des composants mécaniques en grande ou moyenne série, et dans le contexte d'un groupe international. Il devra également faire état d'une bonne maîtrise des relations sociales. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 450.000 francs, sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à JP ROUGIER en précisant la référence A/R 9115M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société de Conseil de Notoriété Nationale et Internationale cherche pour sa filiale spécialisée en traitements informatiques, comptables (70 personnes - 60 millions C.A. environ)

Un Directeur Général Adjoint

pouvant être appelé à devenir Directeur Général.

Le poste suppose :
- une formation de haut niveau unissant si possible technique et gestion,
- une expérience approfondie de l'organisation appliquée à l'informatique,
- des qualités accentuées d'homme de terrain ainsi que l'habileté d'animer une équipe de collaborateurs et de gérer un budget lié à la marge d'exploitation. En contrepartie, nous offrons des responsabilités immédiatement autonomes et motivantes, pouvant à terme offrir des possibilités d'évolution dans un secteur en pleine expansion. Une expérience dans une Société de même type et de taille équivalente serait très appréciée.

Poste basé à Neuilly.
Ecrire avec C.V. et prétentions à :
Mme D'ORNANT - FIDAL PARIS
18 Bis rue de Villiers
92203

FIDAL PARIS LEVALLOIS-PERRET

Filiale française d'un important groupe industriel international, nous recherchons notre :

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Depuis notre siège social situé dans la proche banlieue Nord de Paris, vous exercerez vos fonctions auprès de nos différents établissements de province. Membre du comité de direction, vous bénéficierez du concours actif de la direction européenne des ressources humaines du groupe. Ce poste intègre tous les aspects de la fonction Personnel avec la volonté de promouvoir une gestion moderne et imaginative des ressources humaines. Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé justifiant d'une expérience réussie en milieu industriel. De nombreux déplacements tant en France qu'à l'étranger nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais. Votre expérience du vécu, votre souci du concret, votre implication, vos qualités d'homme de conseil et de dialogue vous permettront de réussir à ce poste de responsabilités. La rémunération proposée est de nature à motiver le candidat de valeur que vous êtes. Les perspectives de carrière à l'intérieur du groupe, directement liées au niveau de performances, seront réelles et attractives.

Envoyez votre dossier de candidature avec prétentions à :
ADVANTAGE 35, rue Brunel 75017 PARIS sous la référence 8501. Discretion assurée.

Paris

X, Centrale, HEC, ESSEC...

30 ans environ

Adjoint Directeur Commercial

Déjà bien parti dans la vie professionnelle, vous avez la volonté d'assumer rapidement des responsabilités personnelles dans le développement de votre entreprise.

Société de services, CA 600 MF, filiale performante d'un très puissant groupe industriel français, nous sommes en plein essor par la diversification de nos activités, la conquête de marchés nouveaux, le développement d'innovations techniques.

Nous recherchons pour Paris l'adjoint de notre Directeur Commercial. Etroitement associé à la définition de notre politique commerciale, il sera chargé d'animer l'action de nos agences, de mener personnellement des négociations de haut niveau avec certains clients nationaux, de définir et de conduire notre politique de communication externe.

Ce poste prépare à des fonctions de larges responsabilités dans notre entreprise.

Adressez votre dossier de candidature s/réf 2565 M à Cépied, 135 avenue de Wagram, 75017 PARIS.

STÉ FINANCIÈRE DE GROUPE cherche son

DIRECTEUR H.F.

- pour gérer et développer son département, et cautionner la formation bancaire indispensable, notamment en matière de bilan et d'appréciation du risque ;
- nécessité d'animer les contacts avec le clientèle, le poste étant technico-commercial ;
- ce poste comportera responsabilités et grande autonomie. Adr. C.V., photo et prétentions, N° 4002, Publications Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Importante Librairie Midi de la France (C.A. annuel 20.000.000 F) recherche

son directeur

responsable de la gestion intégrale et de l'administration d'une équipe de 20 personnes. Grande expérience en librairie exigée. Envoyer CV et prêt. sous réf. 1334 à L'ASSCOM - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ASSOCIATION DE TOURISME recrute

DIRECTEURS DE VILLAGES

- RESPONSABLES DE CENTRES D'HÉBERGEMENT FAMILIAUX DE 300 LITS ENVIRON.
- Les candidats seront une expérience de la gestion et de la restauration collective.
- Postes à pourvoir dans LE FOREZ et aux SABLES-D'OLONNE.
Position cadre, emploi permanent. Lettre motivationnelle, C.V., et photo, n° 82976 à MAVAS, 63002 CLERMONT-FERRAND Cedex.

Recherchons directeur(trice). Entreprise culturelle 19 employés. Expérience direction souhaitée. Env. candidature : CAVL, 24, rue Victor-Fortin, 44400 REZE.

GROUPE IMPORTANT DE TRAVAIL TEMPORAIRE

DIRECTEUR COMMERCIAL ou DIRECTRICE pour toute la branche administrative. Expérience nécessaire. Vm direction générale. Carte ETI créée en 1985 est ap à Paris. Vos réponses confidentielles peuvent exister certains noms. Ecr. n° 4.785 Publicités-Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

COMPAGNIE PRIVEE D'ASSURANCE SUR LA VIE recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT

Le poste nécessite :
- une formation de bon niveau unissant technique et gestion,
- une expérience approfondie de l'assurance vie et de l'organisation commerciale appliquée à des réseaux d'agents et de courtiers.

Cette situation dont les perspectives d'évolution sont importantes peut convenir à un Inspecteur Général ou un Contrôleur Général possédant un fort potentiel.

Adressez candidature manuscrite avec CV, photo et niveau de rémunération souhaitée à MAZET, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Merci de préciser sur l'enveloppe la réf 7584.

Directeur des ventes electrotechnique, électronique de puissance

Marseille

Notre PMI, spécialisée en Electrotechnique et Electronique de Puissance, occupe une position importante sur un marché très porteur en particulier dans le domaine des ALIMENTATIONS STABILISEES.

En liaison directe avec notre PDG, vous participerez à la définition de la politique commerciale, assurerez une équipe d'ingénieurs d'affaires, négocierez directement avec les gros clients, superviserez l'élaboration des devis, la gestion des contrats ainsi que le suivi des chantiers.

Après environ 30 à 40 ans, votre formation d'INGENIEUR ELECTROTECHNIQUE (option électronique souhaitée) a été de préférence assortie d'études commerciales. Votre itinéraire professionnel a permis de vous affirmer comme technicien, mais aussi en tant qu'homme de stratégie, de terrain et d'animation.

La salarie proposé, d'un très bon niveau, comprendra un intéressement au développement des affaires. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence 8532 à J. Carlot - CAPFOR Aix-Marseille - CA Evolu - Bouteille Blanche - B5 - 13127 VITROLLES, qui traitera confidentiellement les candidatures.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MAISEILLE - NANTES - CAEN - ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIMES - QUIMPER - RENNES

Société Française dans le cadre de sa réelle expansion, recherche

directeur administratif et financier

Compétent pour assurer une responsabilité internationale.

Ses connaissances et expériences indispensables devront être complétées par une très bonne pratique de la langue anglaise.

Merci d'adresser CV et prétentions de salaire s/réf. 48063 à COFAP - 39, rue de l'Arcade - 75008 Paris. Confidentialité garantie.

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Un projet socio-économique ambitieux
Innover, mobiliser, former

UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL, leader mondial sur ses marchés, filiales dans 5 continents, poursuit et amplifie sa politique de mobilisation - formation - développement et responsabilisation des hommes considérée par sa Direction Générale comme un élément clef de sa stratégie et de sa réussite recherche

RESPONSABLE PREMIER PLAN

Collaborateur du Directeur du développement socio-économique ou niveau du Groupe.
Son profil : de formation supérieure ingénieur (X, ECP, Mines...) ou gestion (HEC, Sciences Po...) ayant acquis un savoir-faire complémentaire en sciences humaines.
Son expérience : 5 à 10 ans en milieu industriel dans un grand groupe ou un cabinet spécialisé de haute notoriété ayant initié et guidé des opérations d'envergure de FORMATION-ACTION.
Sa mission : "Architecte" d'un vaste projet de formation et de développement :
- promouvoir au niveau du Groupe et mettre en œuvre le changement ;
- FORMATIONS, ACTIONS QUALITÉ, GROUPES DE PROGRES...
- valoriser les initiatives, favoriser le dialogue et animer des groupes de réflexion de dirigeants et cadres supérieurs.

Poste à Paris.
Ecrire sous réf. DK 125 AM
Discrétion absolue

Rémunération : 350.000 F. +

4, rue Massenet 75116 Paris



Directeur France

bilingue allemand

presses à injection plastique

Fabricant allemand de machines à injection plastique, présent sur tous les marchés internationaux, recherche le futur **Directeur de sa Filiale de Vente en France**.

Il prendra en charge l'ensemble des activités de vente et de gestion sur le marché français et exercera sa mission en étroite coopération avec la maison-mère en RFA.

Son profil : très bonne formation d'ingénieur, excellent vendeur avec une solide expérience dans le domaine des biens d'équipement industriels ; bon gestionnaire, sachant diriger et organiser ; fiable, efficace, pragmatique, loyal, esprit d'équipe, sens de la responsabilité.

Pour la dialogue avec la maison-mère (en Allemagne du Sud), la connaissance de la langue allemande est indispensable.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite + photo, sous la référence 2544, à

Conseillers de Direction
franco-allemands
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 563.49.24
interconseil

BIENS D'ÉQUIPEMENTS LOURDS

(technologies avancées)

LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ
+ de 60 % A L'EXPORTATION
FAISANT PARTIE D'UN ENSEMBLE INDUSTRIEL
NATIONAL EN EXPANSION MONDIALE,
rech. pour l'une de ses unités
à 150 KM DE PARIS (à 25 km d'une grde ville)

DIRECTEUR D'USINE

250 personnes

Rattaché à la D.G., avec une DÉFINITION LARGE DE LA FONCTION. Il assume en priorité LA DIRECTION DE LA PRODUCTION (150 pers.). Conception, Méthodes, Usinage, Montage, Mise en route chez le Client - ORGANISATEUR, ANIMATEUR vigoureux de ses équipes, il a le souci constant des performances techniques, des coûts, des délais (outil de production exceptionnellement moderne et performant).

Réelle opportunité

POUR UN HOMME DE TERRAIN
« BATTANT »

- INGÉNIEUR diplômé électromécanicien
- JEUNE (1- de la quarantaine). Parlant ANGLAIS
- DES TALENTS ET UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE D'ORGANISATION DE PRODUCTION et/ou DE DIRECTION D'USINE, avec utilisation de l'INFORMATIQUE

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 6296 à
SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

CHIMIE

Directeur recherche-développement

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN DES GRANDS GROUPES LEADER DE LA CHIMIE INTERNATIONALE recherche son Directeur Recherche-Développement.

Directement rattaché au Président, il devra dynamiser et coordonner l'activité d'une quinzaine d'ingénieurs et techniciens chargés de la recherche-développement ainsi que de la qualité. Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste diplômé grande école (+ Doctorat apprécié) ayant 8 à 10 ans d'expérience en recherche-développement de produits industriels et ayant l'habitude d'animer des équipes.

La connaissance des colles, mastics, produits de protection de surfaces, serait un atout mais une expérience dans le domaine des polymères, résines de synthèse ou corps gras pourrait convenir.
La réussite dans ce poste implique d'excellentes capacités de contacts (avec clients, fournisseurs et autres laboratoires du groupe), ainsi que de la rigueur, du dynamisme et des qualités d'organisation et d'innovation.
Parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable.

Poste : 200 km sud Paris.
Ecrire sous réf. M 153 CM
Discrétion absolue

Rémunération : 300.000 F. +

4, rue Massenet 75116 Paris



Directeur juridique international

UN PUISSANT GROUPE DE NOTORIÉTÉ MONDIALE, produits grand public, CA supérieur à 7 milliards (dont 1/3 réalisés à l'étranger) et dont la croissance ces dernières années a dépassé 15% par an, recherche son Directeur Juridique.

Le titulaire du poste se verra confier à l'échelon du groupe des responsabilités particulièrement importantes dans les domaines : contrats internationaux, marques, droit des sociétés, assurances...
Ces fonctions conviendraient à un Docteur en Droit ou niveau équivalent IEP, IDA, ayant 5 à 8 ans d'expérience internationale acquise dans un grand groupe ou Cabinet juridique de forte notoriété. Il aura notamment de très bonnes connaissances en droit des marques et il parlera couramment l'anglais.
Ses compétences, son dynamisme, son imagination en feront l'interlocuteur avisé de la Direction du Groupe et des Directeurs de filiales.

Poste à Paris.
Ecrire sous réf. RK 154 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Prestigieuse société de notoriété internationale fabriquant et commercialisant des produits de grand luxe. PARIS

450.000 F

Directeur financier

Rattaché au Président, son rôle consistera à consolider les systèmes en place de façon très opérationnelle compte tenu de la croissance exceptionnelle du Groupe. Sa responsabilité portera sur : les comptabilités générale et analytique des Sociétés, les fonctions de contrôle (contrôle de gestion, budget, tableaux de bord, etc.), la trésorerie, l'information.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction financière et dans une société à forte notoriété pour sa gestion. Une première expérience dans un Cabinet d'Audit serait un plus.
Bonnes connaissances du secteur de la PME et de ses impératifs ainsi que du fonctionnement des filiales à l'étranger exigés.

Formation supérieure + DECS et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables.
Précis, rigoureux, le candidat doit avoir un grand sens de la communication et de l'animation.
Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25014-M.

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michélin, 92522 Neuilly.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Compagnie
Européenne
d'Accumulateurs

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Cette importante société (filiale du groupe CGE) est spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de batteries de démarrage et de batteries industrielles. Elle accroit très sensiblement sa présence sur les marchés étrangers.

Au sein d'une équipe jeune, performante et motivée, le titulaire du poste prend en charge le développement des ventes de batteries industrielles sur l'Europe du Nord et de l'Est. La distribution des produits est assurée à travers un réseau diversifié : filiales, agents, importateurs...

Nous souhaitons rencontrer un tempérament commercial de formation supérieure. Il possède déjà une première expérience significative de la vente à l'export. Il maîtrise l'anglais et l'allemand et peut effectuer depuis Paris de fréquents déplacements.

Les conditions offertes et les perspectives de carrières sont de nature à intéresser des professionnels de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 19/431 P, à :

EGOR PROMOTION
65, rue de Pontlieu 75008 Paris.

PHILIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDOERF LONDON MADRID TOKYO



Très importante entreprise de bâtiment recherche pour Riyadh (Arabie Saoudite) un

Programmeur système

- possédant :
- 3 ans d'expérience sur matériel IBM 370 ou 43 XX sous DOS/VSE VSAM et CICS.
 - Langages : COBOL - Assembleur.
 - La connaissance d'autres langages sera un atout.
 - Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.
- Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Média-System.
2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris sous réf. 9991 qui transmettra.

Expert-Comptable en Afrique dans un Cabinet International

450.000 FF +

De formation supérieure et diplômé expert-comptable ou mémorialiste, vous avez acquis une solide expérience de l'audit en cabinet. Nous souhaitons vous confier la responsabilité d'un de nos bureaux en Afrique de l'Ouest francophone dans une ville importante de la côte. Vos excellentes qualités relationnelles, vos aptitudes à diriger et vos capacités techniques de généraliste font de vous l'homme de la situation pour assurer le suivi, la gestion et le développement des grandes sociétés clientes et de leurs sous-traitants. Nous vous donnerons les moyens nécessaires pour y parvenir : autonomie et formation à nos méthodes. Les avantages liés à l'expatriation sont importants : logement, frais de mission, retour en France 2 mois par an. La pratique de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser votre dossier à Alain Nerval, 15, rue du Louvre 75001 Paris (réf. 15 AB 1), mandaté par le Cabinet PETITEAU SCACCHI & Associés pour effectuer cette recherche.



nervet pont conseil

BCEOM,
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE
AUX PREMIERS RANGS DES EXPORTATEURS
DE SERVICES.

RECHERCHE

ECONOMISTES

aptes à analyser des projets dans les pays en voie de développement. Ils auront une expérience de l'économie des infrastructures et des transports et/ou du développement urbain.

Des séjours ou des missions de moyenne durée en Asie ou en Afrique sont à prévoir.

Merci d'écrire à BCEOM - 15, square Max-Hymans - 75015 PARIS.



UNIVERSITÉ DE GENÈVE

LA FACULTÉ DES LETTRES ET LA FACULTÉ DES SCIENCES

ouvrent une inscription pour un poste de

PROFESSEUR ORDINAIRE D'HISTOIRE ET PHILOSOPHIE DES SCIENCES

Charge : il s'agit d'un poste à charge complète. Le futur titulaire donnera une partie de son enseignement en Faculté des Lettres et l'autre en Faculté des Sciences. L'enseignement se donne en français.

Titre exigé : doctorat en sciences.
Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1986 ou date à convenir.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le 30 novembre 1985 au Secrétaire de la Faculté des Sciences, 20, quai Ernest-Ansermet, CH-1211 Genève 4, auprès duquel peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le cahier des charges et les conditions.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RHONE-ALPES

Etablissement financier
siège à Lyon

**ANALYSTE FINANCIER
CHARGÉ(E) D'ÉTUDES**

Formation :
Après votre formation supérieure - commerciale, gestion entreprise, - vous avez acquis 5 ans d'expérience professionnelle minimum et maîtrisez les problèmes de financement dans l'entreprise.

Mission :
Rattaché(e) au siège et bénéficiaire d'une large autonomie de fonctionnement, le gérant des responsabilités confiées à vos motivations vous dispose à organiser votre activité sur une zone géographique étendue (département), sous la responsabilité du directeur de l'exploitation.

Votre mission comprendra :
- La prospection et le développement d'un fonds de commerce constitué d'entreprises industrielles et commerciales ;
- L'instruction, le montage et la présentation pour décision finale de dossiers de financement.

Rémunération :
Motivante et évolutive.
Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. et photo ainsi que vos prétentions à **REACT-PRESS** sous le n° 334 M, 7, 2 de Muret, 75332 Paris Cedex 07.

Chez un équipementier majeur...

Combina la conception de systèmes de navigation aérienne

Notre Division Aérospatiale lance actuellement plusieurs projets d'étude et développement de systèmes de navigation pour le marché français et l'étranger. Vous êtes ingénieur (ENSAE, ESE, ENSICA...) et vos cinq ans d'expérience en étude de produits de haute technologie vous donnent l'envie d'aller plus loin. Nous vous proposons de prendre la direction d'une équipe-projet pluridisciplinaire chargée de concevoir un produit, du cahier des charges aux essais en vol. Les deux postes à pourvoir offrent intérêt technique de premier ordre, possibilité de manager une équipe de jeunes ingénieurs et techniciens, et perspectives d'évolution intéressantes. Ces postes sont à pourvoir à Valence.

Référence CPMA/LM



Chez un leader dans le domaine de la commutation...

Conduire l'industrialisation et les méthodes

Notre département commutation fabrique plus d'un million de produits par mois, avec un millier de références. Les produits nouveaux, les modifications, les automatisations à lancer donnent à ce poste son rythme et sa variété. Ingénieur, vous avez pratiqué au moins cinq ans l'industrialisation de pièces de grande série (de préférence dans l'électromécanique). Une équipe de huit agents de méthodes, collaborateurs avec du lancement. Dépendant du directeur du département, vous serez en liaison avec les responsables des études, de la fabrication. Vous conduirez toutes les opérations d'automatisation des chaînes de montage et ferez évoluer les méthodes en visant la productivité maximum.

Concevoir des équipements de commutation industrielle

Ingénieur électromécanicien (ENSMM, ENSEM, INSA...), votre première expérience industrielle vous a permis de maîtriser l'ensemble des exigences d'un projet destiné à des produits de série. Vous possédez de bonnes connaissances en allemand. Nous vous offrons la responsabilité de l'étude de notre gamme de commutation industrielle destinée au marché automobile européen : notre savoir-faire et les moyens que nous mettons en œuvre nous donnent de solides atouts pour ce secteur. La responsabilité de ces projets s'étend de la définition des produits en collaboration avec les clients. Jusqu'à la pré-série. Une équipe de techniciens collabore à ces développements.

Ces postes, basés à Valence offrent d'excellentes perspectives d'évolution au sein du groupe

Référence COMET/LM

Référence COMAUT/LM

Envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie, au responsable du recrutement, Crouzet S.A. Direction du Personnel, 26027 Valence cedex

LIMAGRAIN

Au sein de la Division des Affaires Internationales nous offrons à un

INGÉNIEUR AGRONOME

la responsabilité du BUREAU DE VIENNE EN AUTRICHE. Chargé de fonctions diversifiées tant dans le domaine commercial que technique, il aura au sein de ce poste largement autonome, la mission d'assurer principalement :

- les relations avec nos principaux partenaires dans les pays de sa zone (Europe Centrale),
- la promotion des variétés et des ventes,
- le suivi des productions sous licence et des essais variétaux.

Il pourra également être chargé de missions concernant plus spécifiquement le secteur de la Recherche. Ce poste exige, outre la maîtrise de la langue allemande et de bonnes connaissances d'anglais, de réelles capacités de négociations commerciales.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 350, à LIMAGRAIN - BP 51 - 63360 GIBET.

LIMAGRAIN

Le maïs de la France.

IBM France

Centre d'approvisionnement des composants électroniques BORDEAUX

recherche

• DES INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES H/F

débuts ou ayant quelques années d'expérience pour des postes de responsables de la caractérisation et de l'évaluation des composants VLSI.

• DES INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES H/F

connaissant les procédés de fabrication des semi-conducteurs et ayant plusieurs années d'expérience en fabrication industrielle pour des responsabilités au sein du Département Assurance de la Qualité et de la Fiabilité.

• UN STATISTICIEN H/F

diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur (Bac + 5) pour une activité d'études et de Conseil au sein du Département Assurance de la Qualité.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable pour l'ensemble de ces postes.

Merci d'envoyer lettre de candidature et C.V. à IBM Service du Personnel B.P. 27 - 33610 CESTAS.



Filié d'un groupe international, nous sommes un des leaders de l'impression de formulaires pour l'informatique. Nous recherchons pour notre principale imprimerie située près de Nancy

INGENIEUR D'ENTRETIEN

de formation AM ou équivalent spécialisé en mécanique et électricité, vous êtes débiteur ou vous avez une première expérience réussie. Dépendant du Directeur de Production, vous serez chargé du contrôle et de l'animation des services entretien. Vous aurez la responsabilité de la définition de la politique d'entretien, de sa mise en œuvre et de son suivi budgétaire. La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand sera un atout important. La rémunération est de 150 000 F et de réelles possibilités d'évolution sont envisageables au sein d'un groupe en expansion. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) à M. DECOGNIER - FERRY PETER - 4, rue du Champy, 54210 Saint-Nicolas-de-Port.

Bougez, Vivez... à Valbonne Sophia-Antipolis

La Division Terminals (Europe) et le Centre Technique (Europe) de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE continuent leur important développement. Dans le cadre d'activités à vocation européenne et pour faire face à notre expansion, nous créons le poste de

Comptable Financier

DECS, BTS comptabilité ou DESS gestion

Vous possédez 3 à 5 ans d'expérience dans un environnement international, une bonne pratique de l'informatique et une excellente connaissance de la fiscalité française.

Vous aurez pour mission de superviser :
• la comptabilité industrielle,
• les activités de comptabilité générale, et vous participerez à l'élaboration et la mise en place des systèmes, des procédures de gestion et contrôle.

Votre goût du travail en équipe et votre sens des responsabilités seront des atouts pour réussir dans cette fonction, puis évoluer.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Si vous correspondez à ce profil, écrivez nous sous réf. 83M DIGITAL EQUIPMENT, Division du Personnel, BP 29 Sophia-Antipolis 06560 VALBONNE Cedex.



2 INGENIEURS MECANICIENS à fort potentiel

Nous sommes une compagnie internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière, spécialisée dans la cimentation et la stimulation des puits de pétrole. Nous recherchons pour notre centre RHONE-ALPES 2 Ingénieurs mécaniciens.

1 INGENIEUR PASSIONNÉ PAR LA RECHERCHE

Mission :
Etudier les problèmes de manutention de matériaux liquides et solides. Concevoir de nouveaux équipements.

1 INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Mission :
Diriger la conception, l'étude et la réalisation d'unités spéciales et superviser l'industrialisation.

Profil :
Quelques années d'expériences, vous êtes ingénieur INSA, ENI, ARTS et MÉTIERS... et possédez une excellente maîtrise de l'anglais. Créativité, mobilité, sens de la communication sont impératifs.

Opportunités de carrière dans le Groupe pour des candidats de valeur. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 307, à MEDIA P.A. Rhône Alpes - 72, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON, qui transmettra ou téléphonera au (77) 32.64.23, poste 101.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Futur responsable développement et produits nouveaux

Une carrière évolutive dans ce premier groupe mondial du verre plat

BOUSSOIS

filiale de P.P.G. renforce les structures de sa branche automobile et offre un poste formateur et évolutif à un jeune ingénieur AM, ECAM, INSA, IDN...

Dans un premier temps, il fera partie de l'équipe investissements-méthodes, afin d'obtenir une solide connaissance des matériels, des produits et des clients. Cette formation concrète lui permettra d'assurer ensuite des responsabilités importantes de développement, un contact étroit avec des constructeurs automobiles en France et à l'étranger. Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant une première expérience (dans un service développement, qualité ou technico-commercial) dans une industrie de transformation très automatisée. De réelles qualités de dynamisme et de contact sont indispensables ainsi que la maîtrise de l'allemand (connaissance complémentaire de l'anglais appréciée). Poste à Boussois (proximité Maubeuge).

Ecrire sous réf. CO 103 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



assistant (e) de direction

ANNECY

Premier exportateur français dans sa branche d'activités 800 millions de CA 327 personnes, cette société recherche un jeune Assistant (e) de Direction qui sera chargé (e) de seconder l'adjoint à la direction générale, responsable des services administratifs et financiers. Les techniques de gestion sophistiquées, dans un environnement très dynamique, nécessitent que la personne retenue ait une formation supérieure (ESSEC, SUP de CO, option finances et comptabilité) et une première expérience dans un poste similaire.

Transmettre votre dossier de candidature (C.V., photo et rémunération actuelle), sous réf. 3660 à I.C.A., 3, rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A.

International Disposition Advisory NEW YORK PARIS

La technique super plus

Nous sommes une PMI (60 MF, 80 p.) mondialement connue dans le domaine de machines spéciales destinées aux industries agro-alimentaires, chimiques. Notre notoriété s'appuie sur un savoir-faire très spécifique, une grande capacité d'innovation technique, une forte impulsion commerciale (75% à l'export). Nous recherchons un

INGENIEUR D'ETUDES

pour lui confier, à la tête d'une petite équipe, la responsabilité de conception et d'industrialisation d'une de nos lignes de produits. Ce poste doit évoluer rapidement vers la responsabilité globale du Bureau d'Etudes. C'est un jeune ingénieur (AMI, INSA...) pouvant se prévaloir d'une première expérience réussie dans un secteur proche (mécanique, automatisme, électronique...). Il dispose d'excellentes aptitudes managériales lui permettant, à terme, d'encadrer une équipe importante. L'anglais courant est indispensable. Le poste est basé à 150 km à l'ouest de Paris.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 509261 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie

BK&C
PARIS-NEW YORK

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



MACHINES FRANÇAISES LOURDES

LE NOUVEAU LEADER FRANÇAIS DE LA MACHINE-OUTIL LOURDE regroupant FOREST-LINE et BERTHIEZ-ST-ETIENNE (technologies avancées)

EN EXPANSION MONDIALE (+ de 50% A L'EXPORTATION) étoffe son Département SYSTÈMES et recrute le

Responsable de l'INFORMATIQUE DE PILOTAGE DES CELLULES & ATELIERS produits par M.F.L.

Basé dans l'un des sites de Province, il participera à l'écriture du cahier des charges des modules, supervisera la confection des logiciels, intégrera les modules dans le calculateur pour les adapter à chaque application et ira superviser la mise en service chez les clients en France et à l'étranger.

Un informaticien process

- INGÉNIEUR diplômé, de préférence Mécanicien. Parlant ANGLAIS
- 5 à 8 ans d'EXPERIENCE INDUSTRIELLE AVEC PILOTAGE DE PROCESS EN TEMPS RÉEL.
- Connaissance de la COMMANDE NUMÉRIQUE et si possible du Calculateur DEC

S.C. GARANTIT UNE DISCRETION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 8304 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



CRÉDIT & MUTUEL DE NORMANDIE

Nos résultats, nos investissements, nos effectifs sont en progression constante. Notre Groupe s'est fixé des objectifs de développement ambitieux. Confirmant sa structure, il recrute son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Cette importante fonction exige :
 - Une solide expérience acquise dans le secteur bancaire (8 ans minimum).
 - Une connaissance approfondie des procédures administratives et comptables et des circuits de recouvrement.
 - La pratique du contrôle de gestion.
 - La capacité d'animer une équipe, et le sens de la communication.

Possibilités d'évolution dans l'Entreprise. Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions à : CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE), 27, rue de la Miséricorde B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX - Discretion assurée.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

recherche pour son développement en province

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIÉTÉS

- P.V. d'Assemblée, Conseils, etc.
- Constitutions, modifications statutaires, etc.
- Expérience indispensable (3 ans minimum exigé).
- Situations comportant larges responsabilités et autonomie.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions et photo s/réf. 4870 qui seront transmis par :

Pierre Lichon S.A. - 10, rue de Louvois 75003 PARIS Cedex 02

Conception et développement produits nouveaux

airborne Bordeaux. Cette entreprise moyenne (100 millions de francs de chiffre d'affaires, 290 personnes), est spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de mobilier de bureau. Filiale du leader européen de l'aménagement de bureau, elle connaît depuis 4 ans un important développement et crée un bureau d'études conception autonome dans l'une de ses unités de production. Elle recherche, pour le prendre en charge, un responsable qui, rattaché au directeur commercial et en liaison étroite avec le bureau d'études de la maison mère, aura comme objectif, à partir des informations marketing et vente, de concevoir et réaliser les produits nouveaux et d'assurer le suivi et la mise au point des prototypes. Cette fonction, stratégiquement très importante, convient à un jeune candidat capable à la fois de concevoir, de mettre en œuvre et de manager un projet. Sa formation, si possible double (design et technique) est au minimum de niveau BTS ou école Bachelier. Son expérience d'au moins trois ans l'a amené à développer des projets dans une équipe de conception, ou en milieu industriel. Pour ce poste, basé à Bordeaux, la rémunération pourra atteindre 180.000 francs, mais sera éventuellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A.T. 7044M

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune Ingénieur mécanicien ou chimiste

Filiale automobile d'un grand groupe prestigieux, notre marché est situé sur des créneaux pointus et porteurs. Nous utilisons des techniques originales.

Nous confierons, dans un premier temps, à un Ingénieur Débutant ou ayant une première expérience, la responsabilité de la Fabrication Peinture (180 personnes, une maîtrise de professionnels hautement qualifiés).

Les moyens à mettre en œuvre pour obtenir une meilleure "productivité-qualité" lui seront donnés. Il devra analyser les problèmes, proposer des améliorations.

Ses capacités de jugement, d'organisation et de méthode, son autorité personnelle lui permettront de réussir dans cette première étape de sa carrière au sein de notre Groupe avant d'y évoluer.

Notre unité est basée à 200 Kms au Sud de Paris. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous référence RP/97 à notre conseil

KEYMEN
29, Bd Jean Jaurès 45000 Orléans

Formation

LYON

Nous sommes une équipe d'Intervenants-Formateurs d'une dizaine de personnes, fondée en 1973.

Nous intervenons pour bâtir et mener des actions de formation dans les entreprises sur le territoire national.

Nous recherchons celui qui viendra renforcer notre équipe. Il sera chargé progressivement de plusieurs missions :

- animer des actions de formation et en assurer le suivi,
- créer de nouveaux axes de formation et les développer.

Vous êtes un généraliste, vous avez au moins 35 ans, une formation supérieure, une expérience de terrain dans un poste à responsabilité hiérarchique d'environ 5 ans, une motivation pour les problèmes humains de l'entreprise.

Envoyez-nous votre C.V. : **faral** 132, Crs Charlemagne 69002 LYON



COURTIER EN MATIÈRES PREMIÈRES

Vous possédez d'indiscutables qualités de vendeur-négociateur et vous aimerez les mettre à profit au sein d'une société leader dans son secteur d'activité. Cambiste expérimenté du milieu boursier, homme de terrain spécialiste de l'affrètement maritime ou encore diplômé d'une grande école, votre profil nous intéresse.

Notre société est en mesure de vous garantir une rémunération qui sera le reflet de votre activité. Si vous maîtrisez parfaitement l'anglais plus une deuxième langue (allemand ou espagnol) et si le secteur des matières premières et les marchés internationaux vous attirent, envoyez nous C.V. et lettre manuscrite à G.T.L.P. - Département Ressources Humaines - 395, chemin de l'Hostellerie - 30000 NIMES.

DÉPARTEMENT DU GRAND SUD-OUEST

Recherche son ATTACHÉ DE RELATIONS PUBLIQUES (H.-F.)

De formation supérieure, doté d'une bonne plume et du sens de l'animation, le candidat aura une solide expérience acquise dans la presse ou dans la publicité.

Sa mission sera de concevoir et de mettre en œuvre la politique de communication et de relations publiques du Conseil général.

Une disponibilité immédiate sera un atout supplémentaire.

Envoyer votre c.v. détaillé avec lettre manuscrite, photo et prétentions, sous référence n° 7.767

Le Monde Publicité SERVICE ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SPÉCIALISTE DROIT FISCAL

pratique antérieure dans administration ou cabinet nécessaire.

Adresser c.v. à RÉGIE-PRESSE n° 311.836 M 7, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

ALSTHOM

LYON

La Direction Générale de la DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE, 5 établissements, 4 filiales dont 2 à l'étranger, 5000 personnes, C.A. 3 milliards, recherche

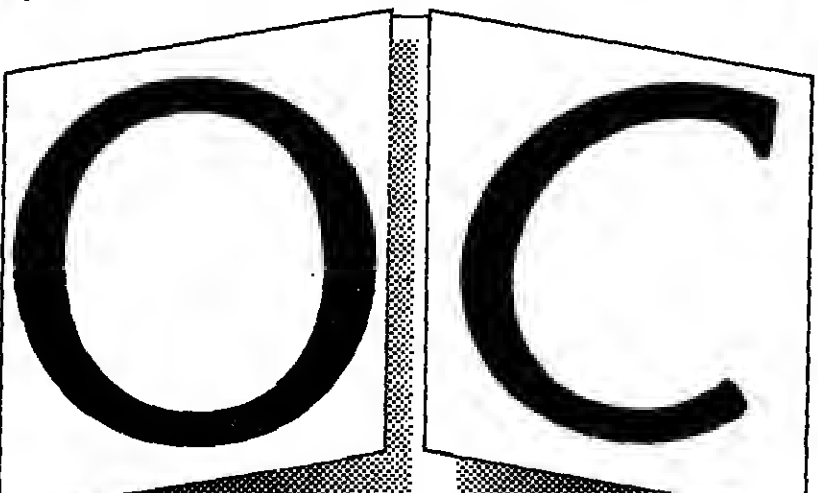
auditeur interne

Il contrôle la bonne application des normes comptables. Il assure des missions d'audit au sein des différents établissements et filiales françaises et étrangères. Il étudie le bon fonctionnement des systèmes de gestion et participe à l'élaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 26 ans, de formation GRANDE ECOLE DE GESTION + DECS, il est souhaitable qu'il ait une expérience d'au moins un à 2 ans dans un Cabinet d'Audit et un fort potentiel.

Intéressantes possibilités d'évolution à moyen terme.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous réf. 3625-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



OC Conseil ouvre à Lyon

Au fait des réalités humaines et économiques grâce à 10 ans de pratique du recrutement en région Rhône-Alpes, Françoise Gautier assistera les entreprises dans la recherche de cadres, idéale à la conception des ressources humaines développées par OC Conseil depuis 3 ans.

OC conseil - Françoise Gautier 54 cours Lafayette - 69003 Lyon. Tél. 78.95.22.93.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS conçoit, développe et produit des systèmes de haute technologie destinés à la recherche pétrolière. La place primordiale attribuée par la Société à la qualité et la fiabilité de ses systèmes de mesure, la conduise à créer un poste de :

INGENIEUR METHODES MECANICIEN / ELECTROMECHANICIEN

Vous serez responsable de la mise en œuvre et du développement d'importants moyens de contrôle. Avec le concours de 2 techniciens, électronicien et mécanicien, vous devrez établir les gammes ou spécifications de contrôle des nouveaux produits et développer les méthodes de tests des produits existants.

Vos solides bases en informatique vous seront utiles pour étudier les possibilités d'utilisation de la CAO. Vos qualités relationnelles vous permettront de dialoguer avec les Etudes, la Production, la Qualité et les Fournisseurs pour définir les besoins futurs du Service et participer à la mise en Assurance Qualité de nouveaux Fournisseurs.

Vous êtes diplômé AM, INSA, avec une première expérience Méthodes. Votre anglais est bon. Votre goût du concret et votre intérêt pour la robotique sont des atouts.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous réf. IM à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26, Rue de la Cavée 92140 CLAMART.

Schlumberger

PECHINEY aluminium

1^{er} Producteur Européen d'Aluminium recherche un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT ELECTRICITE

Diplômé(e) ESE - N7 - IEG

Sa mission :

- promouvoir, sur les marchés français et étrangers, l'aluminium et ses alliages comme conducteurs électriques et plus particulièrement les fils et câbles,
- contribuer à une meilleure connaissance de ces mêmes marchés et proposer toutes actions de nature à y renforcer les positions de la Société,
- piloter les travaux de recherche appliquée.

Son profil :

- expérience souhaitée dans le domaine des lignes, conceptions et construction électriques ; expérience du marketing électrique appréciée.
- âge : 32 ans environ ; anglais lu, écrit, parlé.
- lieu de travail PARIS (voyage France / étranger).

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et prétentions), sous réf. AP 11 18, Pechiney Aluminium, Service Recrutement, 23, rue Balzac 75008 PARIS.

LES MATERIAUX DU PROGRES

GEO prima

En 6 années d'existence notre Groupe est devenu l'un des leaders de la Presse Magazine, grâce au succès commercial de ses titres et à la qualité de ses méthodes de gestion.

Pour faire face à la croissance de nos activités et assurer une gestion dynamique de notre personnel (250 personnes), nous créons le poste de :

Responsable de la gestion du personnel Paris

Rendant compte au directeur administratif, en charge de la politique des relations humaines, vous aurez pour missions principales :

- d'animer et superviser un service d'administration du personnel déjà en place (6 personnes) ;
- d'organiser le recrutement et la formation ;
- de conseiller les responsables opérationnels dans l'application des lois sociales et des règles spécifiques à la profession ;
- de mettre en place des procédures internes et des outils de gestion du personnel (budgets, statistiques, études...).

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (juridique ou de gestion), vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction au sein d'une société prestataire de services. Votre sens du dialogue, votre ouverture d'esprit, votre rigueur, votre diplomatie, vous permettront d'intervenir à tous les niveaux de la hiérarchie. L'anglais ou l'allemand courant est indispensable.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature en précisant votre salaire actuel. Il la traite confidentiellement sous la référence 51332.

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

emplois régionaux

Dans le cadre de son développement, la BANQUE HERVET recherche pour ses succursales de BOURGES et CHATEAUROUX

EXPLOITANTS H/F classe V

pour assurer le développement et la gestion d'un portefeuille de clientèle d'entreprises

Votre expérience de 2 à 4 années dans la fonction s'appuie sur un diplôme d'enseignement supérieur ou baccalauréat.

Ces postes présentent de réelles possibilités d'évolution pour des candidats souhaitant mettre à profit leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite accompagnée d'un CV, photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel de la Banque Hervet - B.P. 126 - 18003 BOURGES CEDEX.

BANQUE HERVET

Mutualité agricole de l'Île-de-France recherche

LE RESPONSABLE DÉPARTEMENTAL DE SES SERVICES EXTÉRIEURS DES YVELINES

Il sera chargé :

- de coordonner et animer sur le terrain l'action des équipes sociales, médicales, de renseignements et de contrôle ;
- d'assurer la représentation auprès des autorités locales ;
- de développer les relations avec les adhérents.

Les candidats ayant une formation de type ÉCOLE DE COMMERCE, DE GESTION, D'AGRICULTURE, possédant une expérience professionnelle dans un domaine similaire.

Ils sont dotés d'aptitudes en matière d'organisation et disposent d'une autorité naturelle, de dynamisme et de qualité relationnelles.

Ils doivent être disponibles pour de fréquents déplacements à l'intérieur de l'Île-de-France.

Résidant dans le secteur attribué (Yvelines) et avoir une bonne connaissance du milieu rural seront des atouts appréciés.

La prise de fonctions sera précédée d'une formation complémentaire.

Envoyer CV, photo récente et prétentions à : F.M.A. ÎLE-DE-FRANCE
Service des personnels - Section recrutement
29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS

SCOR

Premier groupe français de réassurance, implanté sur les cinq continents, nous avons réalisé en 1984 un C.A. supérieur à 4,5 milliards de francs. Le souci constant de faciliter par des structures évolutives notre efficacité et notre développement, nous amène à rechercher pour notre siège à La Défense, un nouveau collaborateur qui parle anglais pour être :

L'adjoint du responsable de la comptabilité générale

La trentaine, vous avez 5 ans d'expérience de comptabilité générale comme adjoint ou chef d'un service. Vous serez responsable pour notre siège et ses filiales françaises, de l'ensemble des déclarations comptables et fiscales, de la liaison tant interne avec les comptabilités auxiliaires qu'externe avec un certain nombre d'organismes. Patron en second du service, vous en serez bien sûr aussi l'organisateur et l'animateur (9 personnes).

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2153M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julliet
Psycom

Membre de Syntec

DESTINATION LOGICIELS



Décollage immédiat pour l'avenir. Télésystèmes, une des toutes premières SSI françaises, détient une position-clé en matière de développement de logiciels, de conseil et d'assistance tout comme en matière d'ingénierie de réseaux et de systèmes ; de banques de données ; de services télématiques ; de centres informatiques. Si les logiciels sont, comme pour nous, votre destination, rejoignez-nous.

Notre dessein : renforcer nos équipes pour accroître notre avance et nos performances.

Votre objectif : approfondir vos connaissances et les appliquer dans les secteurs de pointe les plus porteurs. Avec Télésystèmes, participez à la conception et à la réalisation de produits ou d'applications spécifiques dans un environnement BULL, IBM, CDC, DEC (grands, mini, micro), à la réalisation d'applications videotex de dimensions internationales adaptées aux normes TELETEL, ASCII, NAPLPS, CAPTAIN... ; affirmez vos compétences en conseil, audit et méthodologie.

Les postes offerts : Ingénieurs systèmes support technique, chefs de projets, responsables d'applications.

DONNEZ DES AILES À VOTRE AVENIR

Écrivez dès aujourd'hui à : Télésystèmes, Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 PARIS. Tél. : (1) 544.38.98. Ou venez nous rendre visite au SICOB : stand 3 DE 3452.



Telesystèmes
Gagnons ensemble.

Ingénieur commercial



Un leader mondial en Europe - ATT, l'un des plus importants groupes mondiaux (plus de 360.000 personnes), développe ses activités « composants » en Europe, à partir d'une large gamme de produits : micro-processeurs 32 bits, 1 Mbit DRAM's, ASIC's, MOS, circuits standards, bipolaires et hybrides, fibres optiques, composants électromécaniques divers... ATT Microelectronics GmbH a la charge, à partir de Munich, de toutes ces activités ATT, et bénéficie du support des systèmes CAD et de la technologie avancée de Bell Laboratories. ATT Microelectronics met en place un réseau européen de centres d'études et de succursales marketing / ventes, et souhaite actuellement recruter un ingénieur commercial. Basé près de Paris, il aura la responsabilité des ventes de la gamme de composants pour une région française déterminée, utilisant notamment des distributeurs locaux. Il bénéficiera du support technique du futur centre d'études français, du siège européen de Munich et des USA. Les candidats seront, de préférence, diplômés de l'enseignement supérieur technique et dotés d'une expérience de trois ans minimum dans la vente de composants électroniques (si possible IC's). La pratique de l'anglais courant est indispensable et la connaissance d'une autre langue européenne serait appréciée. Une formation aux USA est prévue. Merci de téléphoner et/ou d'adresser votre dossier de candidature (impérativement en anglais) à Michael SOROKIN, en précisant la référence M/443N.

PA

PA Personalberatung
Ohmstraße 8, 8000 München 40, Tél. : 0 89/34 10 51
Ein Unternehmen der PA Consulting-Gruppe

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SIEMENS

dans le cadre de notre expansion nous recherchons pour notre
DIVISION COMPOSANTS
service composants actifs

des Ingénieurs Technico-Commerciaux

cartes et systèmes micro-ordinateurs
Ils seront chargés de la promotion et de la vente de nos produits sur l'ensemble du territoire français.
Ces postes, basés à Paris, conviendront à des ingénieurs électroniques (environ 30 ans) ayant une expérience de quelques années en travaux d'usine ou autres activités techniques dans le domaine des micro-ordinateurs.
Des stages de formation étant prévus dans nos usines en R.F.A., la connaissance de l'allemand ou, par défaut, de l'anglais est souhaitable.
Les candidats intéressés adresseront leur dossier avec C.V. détaillé et photographies, en précisant bien la référence suivante à : Département du Personnel BP 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01
Siemens S.A.

Ingénieur chimiste poste opérationnel en usine

Cdf Chimie Résines.

spécialisée dans le domaine des polyester, résines phénoliques et résines de pétrole, filiale du groupe CDF CHIMIE, recherche un Ingénieur Chimiste. Celui-ci se verra confier la responsabilité d'un secteur de fabrication fonctionnant en continu et comprenant un effectif de 30 personnes environ.

Ce poste très formateur, permettant de faire ses preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes, conviendrait à des ingénieurs chimistes diplômés grandes écoles, ayant quelques années d'expérience ou débutants, témoignant de qualités marquées d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire. Larges possibilités d'évolution dans le groupe.

Poste à pourvoir dans le Pas-de-Calais.

Ecrire sous réf. AT 162 AM
Discrétion absolue

etap

Membré de Syntec

ESSEC, ESCP, ESCAE, SCIENCES PO... Nous recrutons les meilleurs et nous savons les garder

Lyonnaise des eaux

La Lyonnaise des eaux est le chef de file d'un groupe de sociétés de service de 35.000 personnes. Son implantation est internationale et ses unités opérationnelles sont à taille humaine.
Au sein de ce groupe, une mobilité intelligente favorise des carrières dynamiques pour des cadres motivés, animateurs, ayant un fort potentiel de développement. Si vous êtes débutant ou si vous avez une première expérience de 1 à 2 ans, nous vous proposons de commencer chez nous dans des fonctions d'Attachés de Direction, dont la polyvalence vous donnera une solide formation. Vous assumerez des responsabilités concrètes dans des domaines variés : organisation administrative, informatisation, comptabilité, gestion, personnel.

Deux postes sont actuellement à pourvoir :

- Bordeaux
- Paris

réf. YR 160 AM
réf. ZS 161 AM

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

etap

Membré de Syntec

Senior audit international parfaitement bilingue anglais-français

UN GRAND GROUPE AMÉRICAIN, leader mondial dans ses activités, offre une possibilité de carrière internationale à un Audit Senior.

Basé à Paris, il exercera ses fonctions (essentiellement audit opérationnel) sur plusieurs pays d'Europe pour des filiales industrielles et/ou commerciales et, selon les missions, il pourra avoir à encadrer une équipe.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une expérience réussie de 4 ans minimum au sein d'un cabinet d'audit (ou comme audit interne d'un grand groupe) et parfaitement bilingue anglais-français.
La réussite dans ce poste particulièrement formateur lui ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière. Le candidat retenu effectuera au départ un audit de 6 semaines aux USA.

Ecrire sous réf. CV 164 CM
Discrétion absolue

etap

Membré de Syntec

Deux ingénieurs tout premier plan

Génie chimique référence : TM 156 AM

Génie biochimique référence : UN 157 AM

pour responsabilités de recherche développement de procédés

RHÔNE-POULENC SANTÉ division du groupe Rhône-Poulenc est le premier français et un des dix premiers mondiaux de l'industrie pharmaceutique.

Au sein de centres de recherches dotés de moyens importants, nous offrons deux postes évolutifs, à deux ingénieurs de haut niveau et de fort potentiel, l'un en génie chimique (chimie fine), l'autre en génie biochimique. Ils auront une formation ingénieur grande école (+ doctorat, Master ou PhD apprécié), 10 ans d'expérience en développement procédés, (une expérience, même courte, en fabrication serait un atout). Ils témoigneront de capacités de dialogue et d'animation d'équipes, de qualités d'imagination et de rigueur scientifique, de goût pour l'expérimentation, allié au goût pour la modélisation des résultats. Connaissance de l'anglais nécessaire. Rémunération à l'échelle de la valeur des candidats recherchés. Postes à Paris.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

etap

Membré de Syntec

Société nouvellement acquise par un Groupe dynamique qui procède à la modernisation, tant sur le plan des implantations industrielles, que de l'informatisation de la gestion de production, recherche son

CHEF D'ETABLISSEMENT à dominante production et gestion

Cette firme (200 personnes environ) met en œuvre des matériaux (bois-verre-céramique...) pour fabriquer des produits "design" destinés à l'habitat ayant la qualité artisanale et réalisés en petites séries.

Rattaché au Directeur Général, le Responsable du poste aura l'objectif de participer activement à la modernisation et à l'amélioration de la productivité, et dans ce but, il devra :

- animer et diriger des équipes de fabrication,
- développer des services méthodes et logistique,
- assurer la gestion du personnel et superviser la comptabilité.

Ce poste implique :
• une formation d'ingénieur allée à une expérience de direction de production (minimum 5 ans) acquise de préférence dans les domaines : ameublement, éclairage, maroquinerie, etc.,
• des qualités réelles d'entrepreneur dynamique ayant un sens aigu du commandement et de la rentabilité.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Poste : région Grenoble. Rémunération motivante.

Ecrire sous réf. KD 148 CM
Discrétion absolue

etap

Membré de Syntec

CEGF

Cie DES ENTREPOTS ET GARES FRIGORIFIQUES
16 filiales dont 8 gérées directement, en EXPANSION et PROFITABLE
470 MILLIONS F - 900 personnes recrutées pour Siège PARIS 8^e

Jeune CADRE FINANCIER Futur D.A.F. Adjoint (à terme d'un an)

Après une année de mise au courant et devenant D.A.F. Adjoint, IL ASSISTERA LE D.A.F. dans toutes ses tâches de supervision et d'animation des fonctions FINANCIÈRES, COMPTABILITÉ, TRÉSORERIE, FISCALITÉ, Administration générale, Vie sociale, juridique et administrative des sociétés (20 personnes au total).

Ce poste requiert :

- LA TRENTAINE et une FORMATION SUPÉRIEURE DE GESTION : E.S.C. option Fin/Contr. ou Maîtrise de Gestion, plus D.E.C.S.
- une EXPÉRIENCE (2 à 5 ans) Financière & Comptable acquise en CABINET D'AUDIT ou D.A.F. d'Entreprise.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8273 à :

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Dans le cadre de son développement

BEFEC-MULQUIN ET ASSOCIÉS

recherche

AUDITEURS CONFIRMES

EXPERTS-COMPTABLES STAGIAIRES

Ils travailleront au sein d'une organisation réputée pour la variété de ses interventions auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Les candidats devront avoir une expérience d'un mois 2 ans en cabinet d'expertise comptable et d'audit français ou international et au minimum le DECS complet.

Les formations de CPA ou de chartered accountant seront appréciées de même que la maîtrise de l'anglais et de l'allemand, certaines missions se déroulant dans le cadre de notre groupe international S.D.O.

De larges possibilités de carrière sont ouvertes.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre de candidature manuscrite, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. B-009 à : BEFEC - MULQUIN ET ASSOCIÉS, Département du Personnel 12, rue Marguerite - 75017 PARIS.

Responsable des achats

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION ET DE NÉGOCE INTERNATIONAL, leader dans son secteur (pièces détachées, cycles, mobilier...), filiale d'un groupe important, modifie ses structures et crée la Fonction Achats (CA 150 millions de francs).

Elle recherche son Chef de Service Achats qui aura pour mission :

- de mettre en place les moyens et les méthodes (outils de gestion, fichier, procédures...),
- d'animer l'équipe composée de 4 personnes,
- d'analyser et de développer les sources d'approvisionnement,
- de mener les négociations avec les fournisseurs.

Ce poste sera confié à un candidat d'une trentaine d'années, disposant d'une expérience d'achat d'au minimum 3 à 4 ans dans le domaine de la distribution (contrôles, grossistes...), de solides qualités d'organisateur, de gestionnaire et d'animateur. Anglais courant indispensable.

Evolution possible dans le Groupe.

Poste situé à Dreux.

Rémunération : 180.000 F/an

Ecrire sous réf. LS 132 AM
Discrétion absolue

etap

Membré de Syntec

WANG

Choisissez la Croissance

- Dans le monde un C.A. de plus de 2,5 milliards de \$ plus de 30.000 personnes.
- En France un C.A. de plus de 520 millions de Francs 520 personnes - 5000 systèmes installés.
- Une croissance de 40% ces dernières années.

Pour renforcer notre filiale française spécialisée dans les financements, nous recherchons un

CADRE FINANCIER HF

Vous êtes responsable du suivi et du développement de la comptabilité de nos Sociétés de Location et de Credit Bail.
Vous procéderez à l'élaboration des résultats mensuels et des documents fiscaux.
Vous analyserez les comptes et êtes chargé du reporting à la Maison Mère.
Vous assurerez le suivi des comptes clients, l'encaissement des loyers, les relations avec nos banques et le suivi de la trésorerie.
De formation Ecole de Commerce ou équivalent... + DECS, vous avez une première expérience et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre C.V. à Christian REVERT - Responsable du Recrutement WANG FRANCE S.A. - Tour Gallieni 1 - 75-80, Avenue Gallieni - 93174 BAGNOLET CEDEX

Jeune Juriste d'Entreprise HF

groupe Camaud leader de l'emballage métallique et plastique en France (C.A. : 6,2 milliards, plus de 20 sociétés) recherche pour son établissement de Boulogne-sur-Seine un JURISTE D'ENTREPRISE, ayant une bonne pratique de l'anglais et si possible de l'allemand. Il aura déjà 2 à 4 années d'expérience, principalement en Droit des Sociétés, dans un service juridique d'entreprise ou au sein d'un Editeur.

Son acquis juridique, mais aussi son sens des responsabilités dans la conduite des dossiers le feront reconnaître comme un interlocuteur crédible auprès des opérationnels (y compris les filiales situées à l'étranger) et des meilleurs spécialistes extérieurs dans la résolution des problèmes de Droit des Sociétés et des autres missions qui lui seront confiées : Conseil et Assemblées Générales ; titres ; contentieux ; immobilier...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel) sous référence 557401 M, à Christian SUTTER qui garantit la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Les paiements électroniques tout le monde en parle. Soyez un précurseur !

PAYMATEC, division du Groupe Schlumberger, axe son activité sur les publiphones, terminaux points de vente, cartes à mémoire, lecteurs de cartes à mémoire... Des produits qui montent et qui nécessitent des énergies nouvelles : c'est pour l'un d'eux que nous recherchons aujourd'hui un

Ingénieur Commercial

(Basé à Colombes)

Nous vous confions l'un de nos principaux produits. A vous de l'imposer sur le marché. Pour cela, vous élaborez la stratégie de vente et la mettez en application. Vous définissez les objectifs et les réalisez. Vous décidez de la politique promotionnelle pour votre produit. Une mission passionnante car elle touche aux techniques d'avant-garde, promises à un bel avenir. Tout comme le vôtre, peut-être... : le Groupe Schlumberger offre de nombreuses opportunités d'évolution.

A la fois commercial et marketing, c'est un poste que nous destinons à un jeune ingénieur en électronique (débutant ou première expérience). L'idéal : une formation complémentaire commerciale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel de Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC

Schlumberger

Systèmes de paiement électronique

Responsable SAV :

une fonction à créer et à développer...

... Au sein de PAYMATEC, division récemment créée du Groupe Schlumberger. Nos produits : publiphones, terminaux point de vente électronique, cartes à mémoire.

Il vous appartient de négocier des contrats de maintenance avec la clientèle, laquelle maintenance est assurée par différentes sociétés de services dont vous suivrez la fiabilité. C'est vous aussi qui détectez les problèmes rencontrés chez le client ; vous en tirez les analyses nécessaires et faites remonter l'information pour optimiser la qualité du service.

Vous animez une petite équipe chargée entre autre de la formation des sous-traitants. Bon gestionnaire, vous établissez et planifiez votre propre budget.

Pour bien tenir ce poste, une formation supérieure (Ingénieur Electronicien), ainsi qu'une expérience du SAV dans le domaine de l'électronique sont nécessaires. Lieu de travail : Colombes.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle au service du Personnel, Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC

Schlumberger

Pour participer au développement de nouveaux systèmes de paiement :

Un ingénieur... ingénieux !

PAYMATEC, division du Groupe Schlumberger, développe des produits d'avant-garde : publiphones, terminaux points de vente, cartes à mémoire, lecteurs de cartes à mémoire... Activité en forte croissance, qui nous amène à renforcer nos compétences par le concours d'un

Jeune Ingénieur d'Etudes

D'abord intégré à une équipe puis, très vite, responsable à part entière de projets, vous allez imaginer et concevoir des produits nouveaux pour des applications cartes à mémoire dans le domaine des Télécommunications. « Professeur Nimbus » ? Pas seulement ! Vous aurez dans votre fonction à assurer des contacts importants avec la clientèle. SUPELEC, TELECOM, INPG : vous pouvez avoir une première expérience des études en milieu industriel électronique ou être complètement débutant. L'essentiel est votre formation de base, axée sur le HARDWARE et, si possible, complétée par des connaissances en informatique industrielle.

Le poste est basé à Colombes. Il est votre premier pas dans le Groupe Schlumberger qui vous offrira, au fil des années, de nombreuses opportunités de carrière.

Envoyez votre dossier de candidature au Service du Personnel de Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC

Schlumberger



International Management

CONSULTANTS EN RECRUTEMENT FINANCIER

8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS

Un IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche pour son SIEGE PARISIEN un jeune

CADRE FINANCIER INTERNATIONAL

Vous avez 27-30 ans, un diplôme grande Ecole de Commerce, et votre anglais est courant.

Vous avez une première expérience financière orientée de préférence sur la Trésorerie Internationale au sein de la Direction financière d'une grande entreprise ou dans une importante banque d'affaires.

Nous souhaitons vous confier la Direction du Service TRESORERIE et à ce titre, vous assurerez avec une équipe de 6 personnes la gestion informatisée au jour le jour de la Trésorerie France et Devises (Encaissements, décaissements, budgets, prévisions) ainsi que les relations avec les organismes financiers, bancaires et douaniers, et la Gestion du risque de Change.

De réelles perspectives d'évolution sont envisagées au sein du Groupe pour un candidat ayant des qualités de leader et faisant la preuve d'un fort potentiel.

Vous pensez être le candidat que nous cherchons ; alors adressez rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CFI/09 à notre Conseil Patrick BRUNETEAU.

APC/REM 1985

La diversité et la puissance du Groupe Bouygues pour des Auditeurs juniors ou seniors

L'université de Riyadh, le pont de Bubiyan, la Tour Elf, le Musée d'Orsay... autant de réalisations associant prestige, audace et compétence.

Mais pour l'auditeur que vous êtes, insistons plutôt sur notre dimension (25.000 personnes, 31 filiales), les diversifications (para-pétrolier, électricité, eau...) et les résultats (25 milliards de CA avec triplement en 3 ans).

Qu'ils soient débutants ou confirmés, qu'ils interviennent dans les trois domaines COMPTABLE - GESTION - OPERATIONNEL ou qu'ils se spécialisent en INFORMATIQUE, les auditeurs que nous recherchons ont une solide formation :

DECS, EXPERTISE COMPTABLE, DESS D'AUDIT INTERNE, GRANDE ECOLE DE COMMERCE, OPTION FINANCES-COMPTABILITE.

Energiques et tenaces, ils apprécient le style BOUYGUES ; diplomates, ils ont un grand sens de l'adaptation et du concret. Responsables et ambitieux, ils seront à l'unisson des fortes personnalités qui ont bâti le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence AM à Danièle PETIT BOUYGUES - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

BOUYGUES



Seita

Société Nationale de 8 500 personnes, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France avec 6 milliards de CA HT. La Direction des Programmes recherche un

Jeune diplômé ESC maîtrise de gestion

Paris

Sous l'autorité du directeur du Département "Centralisation, Outils de Gestion", au sein d'une petite équipe expérimentée, vous participerez à la mise en place d'une nouvelle comptabilité analytique et à l'organisation des procédures notamment informatiques. Ce poste s'adresse à des candidats de formation commerciale supérieure ou de gestion attirés par l'informatique de gestion.

Bj FORCES vous remercie d'écrire sous réf. 776/1M (CV + photo) 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Un département de Bernard Julbiat Paycom

BJ FORCES

Une société spécialisée en services énergétiques appartenant à un grand Groupe Français à vocation internationale prépare l'avenir :

Elle recrute plusieurs Responsables Régionaux de développement.

(PARIS - ROUEN - BORDEAUX - LYON - MARSEILLE)

- Vous êtes diplômé d'une grande école,
- Vous avez une expérience minimum de 3 ans en Bureau d'Etudes, Ingénierie, Société de Services ou Entreprise de Travaux,
- Votre profil est celui d'un commercial,
- Vous aimez les contacts à haut niveau,
- Vous avez des connaissances en thermique,
- Introduction Régionale appréciée.

Envoyer curriculum-vitæ, photo et prétentions à :



France Communication - F.C.
53, rue Claude Lorrain
75016 Paris

Jeune et Dynamique Assistant Controller

Région Parisienne Sud-Ouest

FF 200.000+

Une opportunité très intéressante pour un jeune comptable (26-31 ans) d'occuper un poste à responsabilité dans la filiale française (CA FF 63 M) d'une société britannique (CA £350 M). Notre client a récemment développé et commercialisé des produits de haute technologie très innovants.

Vos qualifications et votre expérience vous ont permis d'acquiescer :

- une technique comptable parfaite
- une bonne connaissance en informatique
- un excellent sens du contact humain
- un anglais courant

Vos responsabilités comprennent :

- l'élaboration des rapports financiers et rapports internes
- participation à la gestion des stocks
- la prévision mensuelle des cash flows
- le développement et l'amélioration des systèmes
- la direction de l'équipe comptable

D'excellentes perspectives de carrière seront proposées au candidat, tant au sein de la société qu'au sein du groupe britannique sur un plan international.

Dans le cas où vous pensez posséder les aptitudes nécessaires pour ce poste, veuillez contacter James Forte au 19 441 831 0431 ou lui envoyer un CV complet sous la réf. JP/1074/LM à Michael Page International, 39-41 Parker Street, London WC2B 5LH, United Kingdom.



Michael Page International

Specialists in Finance Recruitment
London Brussels New York Sydney

Société commercialisant micro-ordinateurs P.C.

Recherche

Ingénieur commercial

Diplômé ESC ou équivalent
expérience en informatique appréciée
Rémunération élevée selon expérience
Lieu de travail : Paris.

Entre à l'Agence Presse N° 31200004, 7, rue de Montesson - 75007 Paris, qui transmettra.

مركزنا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 septembre 1985 - Page 29

a 3

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Filiale de la multinationale américaine, nous sommes en France le 1^{er} fabricant et le 1^{er} exportateur d'aspirateurs. Avec 900 personnes, nous réalisons un C.A. de 480 MF, dont 300 MF à l'export. Nous souhaitons afin de développer nos produits en France et à l'étranger :

A côté de notre PDG un ingénieur pour notre marketing

250 000 F

De la découverte des attentes des consommateurs à la réalisation de vos produits en passant par l'établissement des cahiers des charges avec les services techniques, vous êtes responsable de notre développement France et international.

32 ans environ, vous êtes ingénieur avec une formation et une expérience complémentaire marketing. Si à l'exercice d'une fonction proche de celle-ci, vous alliez des qualités de communication et de conviction, vous réussirez dans ce poste. Vous parlez anglais et si possible allemand ou italien. Basé à Dijon, vous vous déplacerez fréquemment.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 1244M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



**Bernard Juhiet
Psycom**

Membre de Syntec

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour sa Direction
des Etudes à Paris

MACRO-ECONOMISTE

niveau 3^e cycle ou équivalent,
possédant quelques années
d'expérience, de préférence sur
la conjoncture française.
Poste évolutif exigeant de larges
aptitudes à l'expression tant écrite
qu'orale.

Adresser C.V. et photo sous référence M11
à L. & A. 33, rue Vermet 75008 PARIS.

Responsable commercial

300.000 F



Ce très important groupe américain spécialisé dans les vêtements de loisir (répète notamment pour le marché «Fruit of the Loom»), bien implanté en Europe, souhaite renforcer sa présence sur le marché français et a décidé de créer sa propre organisation. Il recherche aujourd'hui son responsable commercial qui sera basé à Paris et placera sous l'autorité immédiate de la direction générale européenne située en Allemagne. Sa mission sera de mettre en place une organisation commerciale efficace (approche marketing, choix des produits, adaptation des collections, politique de distribution), recherche de représentants, et de développer les ventes en conséquence. Ce poste s'adresse à un cadre connaissant bien les secteurs mode et habillement (de préférence vêtements de loisir), justifiant d'une expérience commerciale d'au moins trois ans dans la distribution des produits correspondants, et parlant couramment l'anglais. De bonnes perspectives de carrière peuvent être envisagées en cas de réussite. Fonction de l'expérience offerte : la rémunération annuelle brute sera de l'ordre de 300.000 francs, mais pourra être nettement supérieure pour un spécialiste reconnu de la profession. Pour ce poste, les dossiers de candidature seront transmis directement à notre client. Des informations complémentaires peuvent être obtenues en téléphonant à Michael SOROKIN, PA Munich «A» 19.49.89.34.10.51. Dans tous les cas, écrire impérativement en anglais à PA Nentley, qui transmettra en précisant la référence M669M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsables études

300.000 F

Paris - Cette très importante société, filiale d'un groupe français mondialement connu, conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipement à dominante électromécanique pour lesquels elle est leader en Europe et premier exportateur au monde. Actuellement en plein développement, elle crée des postes de responsables études. Ils prendront en charge la conception et les études complètes des différents matériels, depuis le cahier des charges jusqu'au plan d'exécution. Ils définiront les produits sous-traités. Ils assureront les contacts avec les fournisseurs, les clients et les usines. Ils seront assistés d'une équipe de collaborateurs qu'ils animeront. Ces opportunités s'adressent à des ingénieurs impérativement diplômés grandes écoles (ECP, ECL, AM, ENSI), âgés d'au moins 32 ans, ayant acquis une solide expérience dans un bureau d'études à dominante mécanique. Les candidats devront posséder le potentiel suffisant pour accéder rapidement à des responsabilités plus importantes au sein de l'une des usines. La pratique de l'anglais est souhaitée. Les rémunérations seront fonction de l'expérience acquise ; elles pourront atteindre 300.000 francs. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3856M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef du Département Finances-Gestion

Grande Banquière Parisienne

La Société MATRA ELECTRONIQUE (effectif 400 personnes - C.A. 180 Millions de Francs), spécialisée dans la production d'ensembles électroniques et aéronautiques extrêmement performants, recherche son CHEF DE DEPARTEMENT FINANCES-GESTION.

Sous l'autorité du Directeur Général, il assumera les responsabilités se rapportant à la fonction (comptabilité, trésorerie, banques...); mais il aura prioritairement à mettre en place une comptabilité analytique industrielle en liaison avec les services Fabrication, Gestion de production et Informatique. Membre de l'équipe de Direction, il participera au choix des orientations de la Société. Il entretiendra également des relations avec les services centraux du Groupe MATRA. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure «Gestion» et possédant quelques années d'expérience de la gestion acquise en milieu industriel avec impérativement la connaissance et la pratique de la comptabilité analytique. Ce poste est à pourvoir à Compiègne, ville universitaire.

Ecrire sous référence 757 à GRH conseils 3, avenue de Ségur - 75007 Paris

MATRA ELECTRONIQUE



Ingénieurs électroniciens chefs de projet

Au sein de l'équipe commerciale, vous êtes chargés pour les applications en contrôle non destructif dans le domaine de l'énergie nucléaire de :

- l'étude et du développement d'appareils nouveaux,
- du suivi des affaires, de leur initiation jusqu'à leur aboutissement.

• de la coordination des activités électroniques de la Division nucléaire au point de vue développement et maintenance.

Diplômés d'une grande école d'ingénieur et spécialisés en électronique, vous avez acquis une expérience de quelques années en gestion de projets industriels et possédez des connaissances en techniques analogiques et digitales ainsi qu'en micro-processeurs. Réf. 3072/M

Ingénieurs «terrain»

Responsables opérationnels et techniques sur site nucléaire d'une équipe d'inspection de cuves de réacteurs, vous encadrerez une trentaine de techniciens chargés des contrôles par ultrasons et assurez les liaisons avec le client.

Ces fonctions conviendraient à des diplômés d'une école d'ingénieur ou possédant un 3^e cycle universitaire, expérimentés en CND, notamment en ultrasons. Réf. 3073/M

Ces postes sont basés à Rungis mais comportent des déplacements, en France comme à l'étranger (20% du temps pour les premiers, 60 à 80% du temps pour le second). La connaissance de l'anglais est un atout. Une formation à nos techniques de pointe est assurée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération) en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil : Claudine FERRY-CLEMENT, Sélis-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.

**Sélis
CEGOS**

Communiquer notre maîtrise de l'informatique

Nous sommes un groupe de renommée mondiale spécialisé en ingénierie informatique au service des entreprises privées et du secteur public. La division des Systèmes IBM, en forte croissance (plus de 250 spécialistes), recherche

Formateur méthode

réf. 10628/M

Conception et élaboration de modules de formation dans le domaine méthodologique, en particulier AXIAL. Formation et monitoring de nos clients aux méthodes AXIAL, MERISE et à nos outils de génie logiciel.

Ces deux postes s'adressent à des candidats :

- de formation ingénieur ou universitaire, possédant une bonne maîtrise de l'environnement technique ou méthode et souhaitant transmettre cette expérience.
- désireux de faire évoluer leur carrière vers des responsabilités de management (gestion d'équipe) ou techniques (prise en charge de projets de recherche appliquée à nos méthodes et outils).

Participer à notre ambition informatique et adressez votre candidature en indiquant la référence du poste choisi, à Maria Christine GILLES, responsable du recrutement.

Formateur technique

réf. 10629/M

Conception, mise à jour et animation de séminaires internes ou clients dans des domaines allant des techniques de base de l'informatique aux systèmes les plus complexes : IMS, CICS, DB2, etc.

ISI SEMA-METRA

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex

Jeune ingénieur électronicien

160.000 F

Technico-commercial Paris - Cet important constructeur français de matériel électrique et électronique (+ de 600 personnes, 250 millions de francs de chiffre d'affaires), dont le siège social est situé dans le sud-ouest, connaît un développement constant. Il recherche pour son agence de Paris un jeune ingénieur commercial. Intégré au sein de l'équipe en place, il aura pour mission de fidéliser une clientèle existante et de développer un nouveau marché à partir de produits intéressants les télécommunications et la télématique. Ce poste évolutif s'adresse à un candidat ayant une solide formation électronique (niveau ingénieur). Les candidatures de débutants seront acceptées. La connaissance de l'anglais serait appréciée. Les entretiens pourront avoir lieu à Paris. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T 7091M

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Philips Eclairage

Leader dans le domaine de la fabrication de sources lumineuses

JEUNES INGENIEURS

- en fabrication
- en développement
- en organisation industrielle
- en maintenance.

pour ses Centres Industriels hautement mécanisés et à vocation internationale de :
CHALON S/SAONE (tubes fluorescents)
CHARTRES (lampes automobiles)

Une première expérience dans le domaine industriel et une bonne maîtrise de l'anglais seront des atouts supplémentaires pour de jeunes ingénieurs de valeur souhaitant pouvoir évoluer dans une grande entreprise à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre, CV et photo) en précisant le poste choisi à PHILIPS ECLAIRAGE
Direction des Affaires Sociales 120, avenue Charles de Gaulle
92522 NEUILLY S/SEINE Cedex.

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

"International controller"

270 000 +

Entreprise française multinationale, nous sommes de celles qui comptent au plan mondial dans notre domaine des services ; nous attachons la plus grande importance à la gestion de nos filiales à l'étranger. Celles-ci sont autonomes et rapportent à notre directeur international basé à Paris.

Vous êtes en toute rigueur et compétence proche collaborateur de ce directeur international pour le management de l'ensemble des filiales. Vous saurez les convaincre et leur faire admettre des évolutions en termes d'organisation, outils, structures, etc.

30 ans ou plus, vous êtes HEC, ESSEC ou ESCP, option gestion finance. Parlant parfaitement bien l'anglais, vous avez impérativement une expérience de plusieurs années de contrôle de gestion au sein d'une multinationale, d'une banque ou d'un grand cabinet d'audit. Votre action qui s'est déroulée sur plusieurs pays fait de vous un "international minded" aussi dynamique et créatif que convaincant et diplomate. Ce poste basé à Paris implique des déplacements à l'étranger.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2241M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

A Londres une nouvelle carrière au-delà de la technique, pour un ingénieur

270 000 +

Dans notre secteur, nous sommes l'un des 5 premiers. Le réseau de nos bureaux et filiales couvre la planète. Appartenant à cet univers professionnel du tertiaire de haut niveau qui touche tant à la finance qu'à l'industrie, nous faisons appel à des compétences multiples d'hommes venant d'horizons divers.

Pour renforcer la structure de notre filiale anglaise et assurer son développement, nous avons décidé d'intégrer un ingénieur français qui sera basé à Londres. Vous serez en tant que responsable d'un secteur complet de notre activité sur le marché U.K., l'animateur d'une équipe de qualité. Bien sûr nous vous apprendrons notre métier...

35 ans ou plus, parfaitement bilingue anglais, une formation Mines, Centrale plus un MBA ou l'INSEAD, vous avez été, par exemple, pendant plusieurs années ingénieur d'affaire dans une grande société d'ingénierie. Aujourd'hui votre envergure et votre acquis vous font décider de rechercher une évolution de carrière au-delà de la technique...

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2242M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

ROSIERES

1600 personnes, 700 millions de Francs de C.A., notre société est spécialisée dans les équipements de cuisine pour particuliers, professionnels ou collectivités. Nous avons sur notre marché une position significative dont nous sommes fiers... l'évolution de notre structure nous amène à rechercher notre :

Responsable administratif

210 000 +

De tout ce qui concerne le droit du travail, jusqu'au contrôle des services généraux de l'entreprise et à la sécurité, en passant par la fiscalité et la vie administrative et juridique de la société (contrats, actionariat, assemblées, conseils...) vous êtes l'homme des solutions. Vous êtes donc en un mot le collaborateur sur qui s'appuie notre Directeur Général dont vous dépendez, pour les décisions opérationnelles qui touchent à l'administratif et au juridique.

35 ans environ, passionné par la vie des affaires, vous êtes bien sûr juriste. Vous avez une expérience dans une fonction similaire au sein d'une entreprise de bonne taille. Ce poste qui demande rigueur et rapidité autant que pondération et souplesse est basé à Bourges.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2243M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE DE GESTION

HEC, ESSEC, ESCP

Vous parlez couramment l'anglais et avez au moins 10 ans d'expérience financière orientée vers l'exportation dans la banque ou l'industrie.

Vous souhaitez vous voir confier des responsabilités de haut niveau dans une entreprise performante.

Vous voudrez bien adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 15815 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL D'ASSURANCE

leader sur son marché, recherche

Jeune chargé d'études

H/F

FORMATION : maîtrise Sciences-Eco, ou équivalent. Une formation complémentaire en Droit ou en Assurances serait particulièrement appréciée. Il devra participer à la conception et à la réalisation des produits d'assurance, ainsi qu'à des missions d'aide et de conseil auprès des échelons régionaux.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 7635 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

AGRI-AGRO, ZURICH : de l'Assistant de Direction...

au Maître d'Ouvre de projets européens...

Au sein d'une division d'un groupe AGRO-ALIMENTAIRE important, vous avez eu l'occasion d'effectuer des missions ponctuelles auprès du Marketing, de la Production, de la Recherche-Développement... Il est temps "pour" vous maintenant, de SYNTHETISER cette connaissance des besoins, attentes et « réflexes » de tous ces responsables, en devenant notre

Scheduling project manager* - 230 000 F +

pour nos nouveaux projets de PRODUITS ALIMENTAIRES INTERMEDIAIRES.

Véritable « catalyseur » des initiatives de toutes les parties précitées, vous saurez MAINTENIR LE CAP... et les DELAIS, en bref créer le synergie optimale pour que les projets avancent... et aboutissent, avec le souci constant de leur extension au niveau européen. Une fonction de contacts, en anglais le plus souvent, en allemand parfois, nécessitant : rigueur, sens de l'organisation et bonne humeur...

René DAGRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence C/SPM/LM, pour entamer le dialogue.

* Responsable ordonnancement de projets
Raymond Poucin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ARCOREM 1111



CISI PETROLE

Spécialiste Français de l'Informa-
tique Pétrolière recherche**Ingénieur offshore**

- Formation Grande Ecole ou équivalente.
- Expérience 3 ans en calcul de Jacks.
- Pratique STRUDL, SACS ou ASAS.
- Connaissances VAX/VMS ou IBM/VM.
- Anglais indispensable.

Envoyer CV à Département du Personnel CISI PETROLE SERVICES - 53 Avenue Gabriel Péri 92503 Rueil-Malmaison Cedex.

S PÉCIALISTE DES MOYENS DE PAIEMENT

Important Groupe Bancaire recherche un spécialiste des moyens de paiement connaissant l'exploitation bancaire.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans ce domaine et une bonne connaissance du milieu bancaire.

Dans le poste que nous vous proposons, vous aurez pour mission :

- de représenter notre Groupe dans les instances de concertation interbancaires,
- d'aider et de conseiller le réseau en matière de moyens de paiement (mise en place de nouveaux produits, relations banque-commerciaux...).

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant votre rémunération actuelle et en indiquant sur l'enveloppe la référence 3678 à BSCG CARRIERS-48, rue St Ferdinand 75017 PARIS. Discrétion assurée.

OFFRES

GESTIONN
JURISTI

H/F

exploiran
grandes enne

DES IN

Erospective

Jeun

ST

in

automat

مركزنا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 septembre 1985 - Page 31

a 3

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TRÈS IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE (proximité RER - 15^e Etappe) recherche

GESTIONNAIRES JURISTES

HF

maîtrise en droit (options droit des assurances ou droit de la construction appréciées) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 9183 à :

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Banlieue Nord-Ouest RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

Cet important groupe industriel français, qui a acquis dans le domaine des produits de haute technologie, une réputation mondiale de premier ordre, recherche pour une de ses unités de production de 2 500 personnes, un Responsable de la comptabilité analytique.

Sous l'autorité du Chef Comptable de l'usine, il anime une unité de 20 personnes. Il veille au maintien des procédures comptables et au respect des délais de reporting mensuel destiné à la maison mère. Il s'assure de la cohérence de l'information analytique. En tant qu'utilisateur, il participe à l'élaboration du futur système de traitement informatique.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité (Ecole Supérieure de Gestion et/ou DECS). Il justifie d'une expérience de 3 à 5 ans en comptabilité analytique acquise nécessairement dans une entreprise industrielle.

Ses compétences et sa personnalité doivent lui permettre de progresser à terme dans le Groupe.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous réf. M 11/1296 E. à :

EGOR SA
8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

Gérer 4 milliards de CA dont 60 % à l'export

CHEF DU SERVICE FINANCIER

Participer à l'élaboration de la politique financière et en suivre l'exécution, gérer la trésorerie en francs et en devises, établir les plans de financement, assurer les liaisons avec les organismes financiers, négocier les conditions avec les banques, suivre, sous l'angle financier et comptable, les filiales commerciales étrangères, animer un service de huit personnes dont deux cadres. Ce sont les missions principales de ce chef de service rattaché au directeur financier de deux sociétés d'un groupe industriel français qui en compte une centaine.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC, ESCP ou équivalent) dont l'expérience professionnelle (5 ans minimum) a été acquise dans une banque et/ou dans une société industrielle ou commerciale. A ces compétences techniques en matière de trésorerie et de finances doit s'ajouter une réelle capacité à négocier habilement pour contribuer à diminuer la charge financière des deux entreprises. Il maîtrise la langue anglaise et il peut voyager facilement.

Les perspectives de développement de carrière à l'intérieur du groupe sont multiples et variées.

Pour recevoir les informations complémentaires, merci d'écrire sous :

réf. M 4/477 AG à :

EGOR SA
8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

INTEGRER LA DIRECTION DU PERSONNEL D'UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

ANIMATEUR DE FORMATION EN RELATIONS HUMAINES

Réf. M 28/632 D

Il conçoit et anime des séminaires de management et de communication et intervient comme Conseil auprès des cellules de Formation technique.

RESPONSABLE DE RECRUTEMENT

Réf. M 28/632 E

Il prend en charge les actions de recrutement de jeunes Cadres qui lui sont confiées (analyses des postes, entretiens individuels ou de groupe, rédaction des rapports de candidatures).

Pour ces postes basés à PARIS, nous recherchons des diplômés de l'enseignement supérieur (débutants ou première expérience) type DESS de PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE OU CLINIQUE, ECOLE DES PSYCHOLOGUES PRATICIENS, DESS GESTION DU PERSONNEL, SOCIOLOGIE.

Chacun d'entre eux fera partie d'une équipe autonome et pourra bénéficier de larges possibilités d'évolution de carrière dans la fonction Personnel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, compl. photo et rémunération actuelle, en précisant la référence du poste choisi, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Pontbriou 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

Région Parisienne Est FUTUR RESPONSABLE DES EQUIPEMENTS OPTIQUES

Filiale d'un grand groupe industriel, cette Société, en forte croissance, (400 personnes, 150 millions de chiffre d'affaires) détient une place de tout premier ordre dans les produits et équipements optiques, destinés à l'aéronautique, l'armement, le médical et le chirurgical.

Le département des équipements à base de fibres optiques étudie, fabrique et commercialise des lignes de lecture, analyseurs, systèmes de visualisation et de codage. A terme, seront abordés les produits opto-électroniques.

Il recherche son futur responsable. Chargé, dans une première phase transitoire, du développement commercial auprès d'une clientèle industrielle bien ciblée, vous assurerez rapidement la responsabilité totale de l'activité. Vous en assurerez notamment l'évolution technologique et de production, dirigerez et animeriez le personnel.

De formation supérieure technique, âgé de plus de 28 ans, vous avez une expérience de 4 ans minimum d'une fonction similaire en entreprise liée à la mécanique de précision et/ou à l'optique.

Le poste offre une rémunération attractive et de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et prétentions sous réf. M 5/1459 A

EGOR TECHNOLOGIES

Département Industrie
19, rue de Berni 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

UBAF BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE recherche

exploitant(e) grandes entreprises

Le candidat âgé de 28 ans minimum de formation supérieure aura une expérience bancaire d'au moins 4 ans et devra posséder une bonne expérience de l'exploitation, des produits bancaires domestiques et internationaux, le sens du risque et une très bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à la Direction du Personnel UBAF.

190, av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY.

aérospatiale

DIVISION ENGIN TACTIQUES

NOUS SOMMES des femmes et des hommes dont l'imagination et la créativité sont à l'origine de nos succès.
NOUS AVONS des moyens de recherche et de production modernes adaptés aux techniques de pointe développées au sein de nos principales Directions.
NOUS RECHERCHONS

DES INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

Enthousiastes, ayant le goût du contact, de l'imagination, des qualités d'animation.

De conception et de mise au point d'équipements d'avant garde dans des domaines très variés :

• autodiagnostic électromagnétique, infrarouge,
• guidage inertiel, gyroscopes,
• calculateur à base de microprocesseurs,
• micro-électronique hybride,
• CAO, éléments finis.

De définition, de développement, d'intégration des missiles et de leurs installations de lancement.

Adresser CV détaillé à aérospatiale Division Engin Tactiques

Service Relations-Formation, 2 rue Béarnaise, BP 84, 92322 Châtillon Cedex.

aérospatiale

Jeune chargé de recrutement HF

CONTRAT DE DUREE DETERMINEE : 9 MOIS MINIMUM

Nous sommes une entreprise européenne à forte notoriété, notre activité commerciale est tournée vers la distribution de produits de loisir, 4 unités sont ouvertes sur Paris, 17 sur la province où nous poursuivons notre expansion.

Ce jeune cadre, intégré à la Direction des Affaires Sociales basée à Paris, participera, en liaison étroite avec l'équipe actuelle, aux diverses missions de recrutement. Ce poste, bien que fonctionnel, met en avant des aptitudes « terrain », sens des contacts, dynamisme, combativité, mais également compréhension et prise en

compte des contraintes commerciales. Il nécessitera également de fréquents et courts déplacements sur l'hébergement. Il conviendrait à un débutant de formation supérieure (Psychoprat - DESS de Psycho Indus - ou équivalent) ayant déjà à son actif une courte expérience professionnelle dans ce domaine.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 4190 à Média-System 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



STEIN HEURTEY

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE N° 1 MONDIALE DANS SA SPÉCIALITÉ
CONÇOIT, ÉTUDE, RÉALISE ET MET EN SERVICE
DES ÉQUIPEMENTS THERMIQUES INDUSTRIELS

ingénieur

"automatisation par calculateur"

Vous développerez des logiciels d'automatisation au sein d'une très jeune équipe de 15 personnes. Vous participerez à la définition du projet technique, élaborerez les programmes correspondants et en assurerez la mise en service.

Cette mission nécessite des déplacements à l'étranger et implique la maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue étrangère est un plus (allemand, espagnol, russe, chinois).

Vous êtes ingénieur diplômé Grande École, débutant, ou mieux, avec une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine.

Les perspectives d'évolution au sein de notre Société sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Martin DUVERNE

STEIN HEURTEY - B.P. 99 - 91002 EVRY CEDEX

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS recherche

PROF. DE FRANÇAIS

(+ législation et économie familiale).

8 h hebdo le mercredi.

Ecr. avec C.V. à CFAEC, 64, rue

Blaise-Maisel, 75002 Paris.

URGENT temps complet

SURVEILLANT expérimenté,

Tél. : 769-46-35.

SOCIÉTÉ GROSSE

DE PARFUMERIE

en développement recherche

VENDEUR QUALIFIÉ

pour son bureau parisien.

Envoyez nous le n° 312 007 M

réf. 1000-PHRESE

7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

THE CHASE MANHATTAN

recherche son

RESPONSABLE

TITRES

CADRE CLASSE V

- Bac + niveau L.T.S.

- Expérience min. de 5 ans,

dans la comptabilisation,

l'administration et la fiscalité

des titres français et étrangers.

- Anglaise souhaitée.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. et photo à l'attention de Denise Thuillier,

41, rue Cambon, 75001 PARIS.

Les applications de la Haute Technologie Logicielle INGENIEURS D'AFFAIRES CONSULTANTS

Débutants ou confirmés

Le leader mondial de la gestion de projet, vous connaissez ?

C'est ARTEMIS, 80 millions de dollars en 1995 pour ce seul produit créé en 1977 par METIER

MANAGEMENT SYSTEMS. Il est présent sur les cinq continents. Implanté en France depuis 2 ans,

ARTEMIS, promu par une équipe de 15 personnes en forte croissance, se développe très rapidement et représente déjà 35 millions de francs.

Vous avez une formation d'ingénieur grande école et une première approche professionnelle, même courte, des produits de quatrième génération ou de bases de données. Vous aimerez conseiller à haut niveau dans une ambiance d'affaires internationales. Après une solide formation à ARTEMIS et à ses applications,

vous prendrez en charge, en appui technique des responsables commerciaux, un volant de clientèle appartenant aux grands secteurs d'activité (engineering, aéronautique, énergie, construction, etc.) dont vous serez le conseil avant et après la mise en place du système.

Ces postes très évolutifs et bien rémunérés s'adressent à des éléments brillants et mobiles et sont à pourvoir à Paris (Sèvres) et Lyon (Tour Créteil Lyonnais), Lyon couvrant la moitié sud de la France.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques Scarinoff sous réf. M/32/1469 A

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Berni 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

banque privée OPERATIONS FINANCIERES

PARIS

Une Banque Privée de haute valeur, aux équipes restreintes très spécialisées, souhaite intégrer deux personnalités à sa nouvelle cellule "Opérations financières, Entreprises" introductions en Bourse, augmentations de capital et emprunts obligataires.

responsable montage des opérations financières

Ce poste convient à un Cadre de Banque hautement qualifié, excellent technicien de l'ingénierie financière incluant l'aspect juridique et fiscal, et des opérations liées au capital, en relation avec la Bourse et le marché financier. (réf. 553-10)

responsable des relations extérieures des opérations financières

Jeune Cadre (35 ans environ) de formation supérieure, il justifiera d'une expérience éventuellement courte mais significative, en ingénierie financière et d'un talent pour les contacts aux plus hauts niveaux. (réf. 553-10)

Les rémunérations élevées prévues sont liées à la qualité de l'établissement et aux compétences très spécifiques en jeu. Si besoin est, appelez M. BELLAS au (1) 265.74.34 avant même toute candidature, pour quelques éléments d'information.

Les dossiers de candidature de lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle sont à adresser, en précisant la référence du poste souhaité au Cabinet R.C.C., 6, avenue du Coq, 75009 Paris.

Le Cabinet R.C.C. garantit le secret des candidatures.

REI

Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes entrepreneurs, prenez vos responsabilités dans un groupe solide

Diplômés d'Etudes Supérieures, vous avez une expérience de 3 à 5 ans. Devenez opérationnels dans un milieu exigeant qui sait couronner les succès. Si nous sommes l'un des plus grands dans un marché concurrentiel, nous le devons à la ténacité de nos commerciaux et au sérieux de nos équipes. Le GROUPE BRUNO PETIT réunit 5 marques de maisons individuelles et plusieurs sociétés (services, industrie, foncier). Aujourd'hui, nous poursuivons une politique de décentralisation intense qui répond à notre souci du service clientèle et à une volonté accrue de responsabiliser les hommes. La qualité de votre acquis professionnel vous permet d'envisager une responsabilité complète dans la fonction de votre choix : bureau d'études, gestion complète d'unités de travaux, encadrement de force de vente, direction d'un centre de profit. Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer de véritables animateurs d'hommes, gestionnaires rigoureux ayant le goût du challenge, une bonne maturité et possédant une grande capacité de travail.

Rejoignez le GROUPE BRUNO PETIT, nous saurons récompenser vos performances et vous faire progresser dans votre carrière. Adressez une lettre manuscrite, CV et prétentions à Isabelle Le Garsmeur GROUPE BRUNO PETIT BP 33 - 92180 MEUDON qui vous garantira la confidentialité.

GROUPE BRUNO PETIT



Promouvoir les produits TYMNET... dans un staff marketing international

Au sein du Groupe McDONNELL DOUGLAS, devenu l'un des leaders dans les télécommunications publiques et la communication d'entreprise depuis l'intégration de TYMSHARE en 1984, donnez à votre carrière une DIMENSION INTERNATIONALE en venant rejoindre l'équipe Marketing aux postes de

Chefs de produits réseaux

Vous trouverez de nouveaux créneaux pour la technologie TYMNET en relation avec les équipes commerciales. Vous aiderez à la vente par des analyses précises sur le positionnement des produits et par la conception des opérations promotionnelles. Vous serez à l'écoute des utilisateurs en participant aux différentes manifestations nationales ou internationales. Vous interviendrez dans les réponses aux appels d'offres auprès des Grandes Administrations ou des sociétés multinationales. Vous serez présents dans les organismes de normalisation. Soit vous maîtrisez les réseaux et avez la volonté de dépasser cette technique pour du marketing, soit, en tant qu'utilisateur, vous êtes déjà familiarisé avec le monde des réseaux. L'anglais parlé et écrit est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous réf. LCPM à notre Conseil Philippe BLANG qui vous garantira toute discrétion.

AFICOREM 857



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

valoriser votre expérience dans l'un des premiers groupes industriels français?

FISCALISTE MF

Vous prendrez progressivement mais rapidement la responsabilité des problèmes fiscaux de la Société et de certaines filiales françaises : taxe professionnelle (100 MF), TVA, impôts sur les bénéfices, pré-contentieux, contentieux. Dans l'ordre, vous utiliserez vos connaissances en fiscalité, en Droit des Affaires, en Finance.

Le poste sera proposé à un candidat de 32 ans minimum, Maîtrise de Droit (3ème cycle apprécié), Ecole des Impôts, IEP... Une bonne connaissance de l'anglais, non indispensable, constituerait un plus pour le développement de carrière.

Merci d'adresser votre CV détaillé et niveau de salaire sous référence M/203/AV à notre Conseil qui vous garantira la discrétion d'usage et vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Banquier ou trésorier... Développez la clientèle "entreprise" de notre banque

200 000 +

Nous sommes filiale d'un grand groupe international. Nous commercialisons sur les marchés français et internationaux certains produits bancaires où notre valeur ajoutée est forte. Notre spécificité réside dans la personnalisation que nous offrons à nos clients grâce à une structure légère. Nous recherchons pour notre direction Exploitation Bancaire un collaborateur à dominante commerciale.

Vous vous ferez connaître comme l'homme du "sur-mesure" bancaire. Vous développerez notre présence chez les clients que nous vous confierons et prendrez, en accord avec votre hiérarchie, les décisions en tenant compte de vos évaluations des risques encourus. Nous vous demanderons aussi de mener, sur une cible d'entreprises choisies en fonction de l'importance de leur CA, des actions de prospection.

La trentaine ou plus, vous êtes, entre autres, compétent en analyse financière. Créatif, vous savez répondre aux demandes du marché. Vos qualités de contact et votre sens commercial sont parmi vos atouts.

5 années d'expérience en milieu bancaire ou financier comme trésorier d'entreprise ont assis votre professionnalisme. Bien entendu, vous parlez anglais et êtes diplômé de l'enseignement supérieur.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7188M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec



GAMMA INTERNATIONAL, filiale du Groupe HAY (1200 consultants dans 27 pays) connaît un important développement. Pour y faire face, nous recherchons de

jeunes ingénieurs

De formation Grande Ecole, vous n'avez pas encore 30 ans, mais vous possédez déjà une courte expérience acquise dans une fonction « ORGANISATION » au sein d'une Entreprise ou dans un cabinet de Conseil, ainsi que de solides compétences en Informatique.

Nous vous invitons à rejoindre notre équipe forte de succès déjà importants dans un contexte d'expansion et d'internationalisation de nos activités.

Vous y prendrez en charge des missions d'organisation auprès d'une clientèle diversifiée : industries, banques, compagnies d'assurances, administrations...

Nous traiterons avec la plus grande discrétion votre candidature adressée, sous la référence 5008, à Madame BORDES - GAMMA INTERNATIONAL - 3, place de Valois - 75001 PARIS.

GAMMA INTERNATIONAL

BIAO

AFRIBANK

proposé à de jeunes diplômés (libérés des O.M.) HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP ecofi, ou équivalent, de les préparer à une carrière internationale en leur confiant dans un premier temps des postes de

Chargés d'Etudes

au sein de ses départements Analyse de crédits et Contrôle de gestion

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. + photo) devront être adressées, sous réf. 11, à la Direction du Personnel - BIAO 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

CABINET D'AUDIT et de COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

AUDITEURS CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESCP, IEP

Pratique 2 à 4 ans dans des fonctions similaires.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 55816 à PROJET 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en temps voulu.

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES (90 personnes)
recrute à PARIS (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

GESTION ET DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES

Relevant du Responsable de la sous-direction Economie Céréalière, il sera l'interlocuteur de dirigeants d'entreprises de transformation de céréales et sera chargé notamment de :

- analyser les secteurs - amidonnerie, moutonnerie, meunerie, panification - afin d'en dégager les principales évolutions ;
- établir le diagnostic économique et financier des entreprises concernées ;
- proposer et négocier des interventions financières après analyse critique du plan de développement de ces entreprises et en assurer le suivi à travers leur évolution. Courts déplacements en province.

Le candidat - 27 ans minimum - aura une formation supérieure et une expérience (2 à 3 ans) de gestion en entreprise.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. U 38 M en précisant votre salaire actuel, à notre conseil : Richard BÉNATOUIL - GROUPE BEC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS - Discrétion absolue et réponse rapide assurées à tous les candidats.

مكتبة من الأمل



Seita

Société nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de F de CA HT. Nous sommes leader du marché des cigarettes en France. Pour notre département de contrôle interne, nous recherchons des

Auditeurs internes débutants et confirmés

Paris

Au sein d'une équipe, il appréciera, sous l'angle comptable et financier, la qualité et le respect des procédures internes, la fiabilité du système d'information, la juste application de la législation et des instructions données par les directions et examinera la sauvegarde des actifs de la société. Pour ce poste très évolutif, nous souhaitons rencontrer des professionnels du contrôle interne de formation commerciale supérieure ou de gestion, complétée par un DECS, valorisée par une expérience de 2 à 8 années en audit interne. De plus, nous apprécierons une expérience dans le conseil en organisation. A ce poste basé à Paris, les nombreuses missions opérationnelles exigent mobilité et disponibilité auprès de nos établissements dans toute la France. BJ FORCES vous remercie d'écrire sous réf. 777/IM (CV + photo) 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Un département de Bernard Julhiet Peycom

BJ FORCES



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Le Département Polymères en constant développement, recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente de matières plastiques de haute technicité.

Âgé de 25 ans minimum, ingénieur mécanicien, électricien ou chimiste, vous parlez couramment anglais.

Une première expérience dans le domaine des matières plastiques, dans la vente ou l'étude de produits techniques constituerait un atout. Après une formation complémentaire à Genève vous prendrez la responsabilité d'un territoire de vente ou d'une ligne de produits.

Au sein d'une société performante, nous offrons une rémunération motivante, une voiture de société et des avantages sociaux importants. Veuillez adresser C.V. et prétentions au

Service du Personnel

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

ÊTRE BIEN DANS SON MÉTIER



Aux PTT, nous sommes exigeants avec la qualité, et nos cadres sont exigeants. C'est pourquoi les PTT (Postes et Télécommunications) sont une entreprise qui innove, qui investit, qui recrute. Vivre bien sa vie de travail, être bien dans son métier c'est ce que nous vous offrons aux PTT avec :

- Trois filières (Électronique, Informatique, Commerce-Gestion) et des métiers diversifiés.
- Deux niveaux de recrutement (BAC + 3 et BAC + 5) pour des personnalités mobiles, polyvalentes, talentueuses.
- Jeunes diplômés des Grandes Écoles (Ingénieurs et Commerce-Gestion), des Instituts et des Universités, barrez la route aux préjugés et venez tester votre potentiel à l'un de nos concours. Ils vous donneront accès à de nouveaux domaines d'activités. Ils vous assureront une évolution vers des métiers variés.
- Ils seront un tremplin vers votre accomplissement professionnel.

Pour en savoir plus, téléphonez au (1) 200.34.34* ou (1) 543.43.43* *Appel gratuit.

PTT
le contact



Notre siège social est situé à Paris-La Défense et emploie environ 2 000 personnes. Notre mission de Conseil et de Management s'exerce sur l'ensemble des pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient. Notre Service du Personnel souhaite renforcer son équipe.

VOUS ÊTES UN(E) JEUNE JURISTE

- Maîtrise de Droit + DEA ou DESS
- ou Sciences Po. Spécialiste Droit du Travail

Vous avez une expérience d'entreprise de 3 ans minimum. Vous vous exprimez et rédigez correctement en anglais. Vous avez des qualités relationnelles, d'autonomie et d'initiative. Votre mission au sein du Service des Relations Humaines sera de suivre l'évolution de la législation sociale et de seconder la Direction dans ses négociations avec les partenaires sociaux. Ce poste rempli avec succès vous permettra d'évoluer dans les structures de notre Société. Envoyer votre C.V. et lettre manuscrite sous réf. EUR à notre Conseil, Scribe, 4, av. Hoche, 75008 PARIS.

Compagnie Française de Produits Industriels
C.A. 700 millions de Frs - effectif 800 personnes
recrute pour sa DIRECTION MARKETING

INGÉNIEUR CHIMISTE MARKETING

Vous êtes ingénieur diplômé. Vous avez complété votre formation de base par une formation économique. Vous êtes à l'aise avec l'anglais et avez autant de goût pour la recherche d'informations technico-économiques, que pour les contacts humains.

Débutant ou ayant une première expérience, nous vous offrons de commencer votre carrière dans notre Société, comme

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING ET RESPONSABLE DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT.



Si vous êtes intéressé, adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. 621 à CFPI - Direction des Relations Humaines - 28, bd Camille Desmoulins - 92233 Gennevilliers.

Groupe Français de Premier Plan
Recherche dans le cadre de son développement:

ADJOINTS AUX CHEFS COMPTABLES
B.T.S. ou expérience réussie de la fonction.

RESPONSABLES ANALYSES DES MARGES
Niveau B.T.S. Première expérience de la fonction.

Leur dynamisme et leur potentiel de communication leur permettent une évolution rapide à des postes de responsabilité.

Merci d'adresser candidatures manuscrites, C.V. Photo récente et prétention à notre Conseil Marcel GARCIA.



43, rue de Chateaudun 75008 PARIS

Société anonyme d'HLM
région parisienne
recrute

UN GÉRANT D'IMMEUBLES

Chargé du recouvrement des loyers et charges, de la maîtrise des budgets, de l'animation du personnel administratif et de gardiennage, des relations avec les usagers, de l'entretien courant. Il sera tenu compte de l'expérience du candidat.

Adressez C.V., photo et prétentions à :
REGIE-PRESSE sous n° 311.995 M
7, rue de Montreuil, 75332 PARIS Cedex 07-q. r.

OFFRE A UN^(*) PAUVRE, RICHE D'UNE IDÉE

Un bureau, une secrétaire, des sous et la casquette d'un grand groupe pour réaliser votre ambition dans le domaine de la communication. Ça vous intéresse ? Venez vite raconter votre idée au responsable du développement de C.L.V. (on la protégera par un document contractuel). Appelez Jean Buclet au (1) 225 63 35 pour un rendez-vous.

(*UNE)

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

EXPERIENCE BANCAIRE OU INTERNATIONALE

CADRE COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Nous recherchons le responsable du futur service de coordination comptable de notre Direction des Affaires Internationales.

Votre diplôme (expert-comptable ou niveau équivalent) et votre solide expérience acquise de préférence dans le secteur bancaire vous ont préparé à exercer cette fonction.

Vous superviserez les travaux de consolidation comptable, mettez en place un système de contrôle performant, coordonnerez l'activité de plusieurs cellules comptables et assurerez la formation de leurs membres.

Votre potentiel humain et votre compétence technique, en même temps qu'ils vous confèrent l'autorité et la crédibilité indispensables à ce poste, sont les gants de votre réussite.

Nous recherchons pour notre Direction des Affaires Internationales et nos Services Centraux plusieurs cadres comptables qui seront chargés d'assurer la responsabilité comptable de certains services du siège ou de participer à des travaux d'études comptables.

Les candidats doivent :

- être diplômés d'une école de gestion ou titulaires du DECS ;
- justifier d'une expérience professionnelle d'un minimum de 3 années dans une banque ou un établissement financier ;
- être à même de diriger une équipe de plusieurs collaborateurs.

Une bonne connaissance de la comptabilité des opérations bancaires internationales serait un avantage.

Les postes sont basés à Paris et la rémunération sera en rapport avec l'expérience et la valeur des candidats.

Des perspectives importantes d'évolution de carrière peuvent être envisagées au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions, en précisant la référence choisie, à Marie-Thérèse JOLLY

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin 75009 PARIS

Faites-leur aimer Apple !

PASSIONNÉ D'APPLE, vous êtes prêt à faire partager votre amour... et votre parfaite connaissance technique.

Vous êtes pédagogue.

Vous avez de l'aisance dans les contacts à tous les niveaux.

Vous êtes très disponible.

Vous savez aussi retoucher vos manches et travailler en équipe.

Bref, vous ajoutez votre charme et votre savoir-faire à ceux de la gamme APPLE.

VOTRE RÔLE : Dépendant du Directeur des Relations Publiques, vous organiserez la rencontre entre les ordinateurs APPLE et certains leaders d'opinion (personnalités, journalistes, chefs d'entreprise) utilisateurs de notre matériel.

A vous de faire les présentations, d'assurer la formation, mais aussi de dépanner et de résoudre tous problèmes : en toutes occasions, vous saurez rendre la technique familière à vos interlocuteurs.

Adressez lettre et C.V. avec photo (sous réf. MNF/FORM) à Marie-Noëlle Féraud
APPLE - Av. de l'Océanie - ZA de Courtabœuf - BP 131 - 91944 LES ULIS Cedex

Apple

INNOVER DANS LE CREDIT

Recherche et Développement pour un Ingénieur débutant

Etablissement financier, nous sommes le partenaire privilégié des distributeurs d'auto, bateaux et caravanes, notamment dans les domaines financiers.

Nous cherchons le conseiller technique de notre équipe Recherche et Développement.

Votre mission : explorer, observer, repérer les idées techniques, les produits nouveaux, en particulier informatiques. En un mot, être à l'écoute du monde qui nous entoure.

Ieu d'une Grande Ecole, vous êtes curieux, mobile, vous avez une excellente culture mathématique et un goût prononcé pour les techniques nouvelles.

Ce poste est un excellent tremplin pour évoluer vers des fonctions aux responsabilités élargies.

Veillez adresser votre dossier de candidature (lettre men. et CV) sous réf. 502 à notre Conseil

UNIOG 9 rue Alfred de Vigny 75008 Paris

Région Parisienne

MEMBRE DE SYNTIC - Informatique

MVS sans maintenance

Pour intervenir dans un environnement dynamique et techniquement performant (gros système IBM, MVS en central, réseau mini-ordinateur) sont recherchés :

- **Responsable système** - Pour prétendre à ce poste, il faut impérativement 3 ans de pratique MVS, connaître les gros systèmes, CICS, VTAM, VSAM, TSO ainsi qu'une base de données relationnelle. Le responsable système mènera les études sur les nouveaux matériels et les nouveaux logiciels à envisager pour aider à la décision finale puis participera à l'optimisation des choix arrêtés. Réf. A/2697M.
- **Ingénieur système** - Un an de pratique MVS est nécessaire pour tenir ce poste. Il faut également maîtriser VTAM et CICS. Sous l'autorité du responsable système, l'ingénieur système continuera à parfaire ses connaissances MVS et en communication. Réf. A/2697M.

Les deux candidats recherchés ont acquis idéalement leur expérience professionnelle dans l'industrie et sont multiproduits. Ils travaillent sous la responsabilité directe du directeur informatique d'un groupe multinational de l'agro-alimentaire (chiffre d'affaires : plusieurs milliards de francs). Les postes sont à pourvoir dans le sud de Paris. La rémunération annuelle dépendra de l'équation personnelle du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence du poste choisi.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

La Direction des Affaires Internationales de la **BANQUE HERVET** renforce ses structures et recherche un

PROFESSIONNEL

DES CRÉDITS DOCUMENTAIRES H/F

gradé III/IV

Il sera chargé :

- de superviser l'ensemble des opérations crédits documentaires et d'assurer directement les traitements des plus complexes ;
- de dispenser une formation technique et pratique au personnel du service et développer l'utilisation des procédures SWIFT.

Une pratique d'au moins 5 années des crédits documentaires acquise au sein d'un établissement de taille moyenne et incluant la connaissance des procédures SWIFT est requise.

Cette fonction fait appel à des qualités personnelles de diplomatie, un sens de la pédagogie et de réelles aptitudes à l'animation d'une équipe.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel - **BANQUE HERVET** - 127, Av. Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-S/SEINE.

BANQUE HERVET

Vente à haut niveau de haute technologie

Notre société (350 personnes - 150 MF) possède à son actif des réalisations prestigieuses dans le domaine des techniques de pointe : mécanique générale et de précision, robotique, automatismes, technique du vide. Notre particularité est d'offrir à nos clients une gamme complète de services, allant de l'étude à la réalisation de machines spéciales, de pièces prototypes ou d'outillages spécifiques. Notre domaine de compétence nous amène à travailler aussi bien pour des centres de recherche scientifique que pour des industries aussi variées que le nucléaire, l'aéronautique, l'informatique, l'armement, le spatial, l'automobile, la marine... Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

Ingénieur commercial

Sous l'autorité du Directeur de notre établissement parisien, il aura pour mission de développer notre activité, principalement auprès des industries manufacturières (agro-alimentaire, parachutisme, pharmacie...).

Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, si possible ingénieur de formation et ayant acquis une expérience commerciale réussie dans un contexte mettant en œuvre des techniques de pointe et où la notion de service est très présente. Il sera responsable de la totalité de son action commerciale, de la prospection jusqu'à la signature des contrats et du suivi de sa clientèle. Compte tenu de nos perspectives, une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Sur ce marché à fort potentiel, un candidat de valeur peut être assuré d'une évolution de carrière prometteuse.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (H/F) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence S21 M.

j.l. parichon

38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

aérospatiale

DIVISION ENGIN TACTIQUES

recherche

UN INGENIEUR QUALITE LOGICIEL

H/F

3 à 10 ans d'expérience dans la réalisation de logiciels temps réel ou scientifiques.

L'intéressé sera chargé :

- du contrôle qualité du développement et de la maintenance de logiciels embarqués ;
- de la participation au suivi de la sous-traitance des logiciels ;
- de l'analyse de la documentation logicielle et du suivi de la configuration des logiciels.

Le candidat retenu de formation ingénieur, informaticien ou électronicien devra connaître les langages évolués (Pascal, LTR, Fortran) et l'assembleur, ainsi que des méthodes et outils d'analyse (SADT, PDL, ...).

Adresser CV détaillé à : **aérospatiale** Division Engins tactiques Service Recrutement Formation 2, rue Béanger BP 84 92322 Châtillon Cedex.

Saint Gobain Vitrage

Recherche

Le Responsable Aéronautique France de sa Filiale S.P.S.

S.P.S. (250 personnes) est la Société en France fabriquant des vitrages pour l'aéronautique (pare-brise d'avions, coupoles d'hélicoptères et d'avions de chasse...).

Assisté d'une équipe commerciale, le responsable aéronautique assurera les relations commerciales avec les constructeurs aéronautiques français. Il travaillera en étroite collaboration avec les responsables de la Société, en particulier avec la Fabrication et la Recherche - Développement. Le poste est basé à Longjumeau (Essonne), les déplacements sont fréquents en France.

Les candidats sont diplômés d'une école d'ingénieurs, parlent un anglais courant et ont une première expérience dans le domaine de l'aéronautique.

Envoyez lettre manuscrite et Curriculum Vitae à

Madame Françoise TRIDON
Direction du Personnel - SAINT GOBAIN VITRAGE
Cédex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous recherchons pour notre
DEPARTEMENT DOCUMENTATION

RESPONSABLE DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Chargé(e) d'organiser le service documentation lié au développement en vision artificielle, opto-électronique et mécanique de précision.
Maîtrise scientifique ou équivalente.
Parfaitement bilingue anglais. Bonne connaissance en allemand appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions 40-44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.

**CENTAURE
ROBOTIQUE**



recherche pour son
Département MARKETING

UN INGÉNIEUR - CHEF DE PRODUITS

- Il (elle) assurera la gestion d'une gamme complète de produits.
- Il (elle) participera à l'élaboration des stratégies produits et coordonnera le développement des nouvelles gammes.
- Il (elle) analysera le marché, la concurrence, les ventes et définira le plan marketing de sa ligne de produits.
- Il (elle) apportera appuis et conseils techniques aux réseaux commerciaux.

Ce poste, basé à PARIS, sera confié à un (e) diplômé(e) d'une école d'ingénieurs, pratiquant l'anglais et possédant une première expérience de deux à trois ans acquise en milieu industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions, réf. M09 à: EUROPHONE, Mme Nicole RABIER, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.



recherche pour sa
DIRECTION EXPORT

UN RESPONSABLE DE ZONE

Ingénieur de formation (électricité ou mécanique), avec une expérience commerciale de 2 à 3 ans dans un contexte international, de préférence sur des produits techniques.

SES MISSIONS ESSENTIELLES SERONT:

- Le développement des ventes à l'intérieur de sa zone pour l'ensemble de nos produits;
- La recherche de nouveaux agents;
- La prospection, les réponses aux appels d'offres.

Ce poste nécessite une pratique parfaite de l'anglais; la connaissance d'une autre langue est souhaitable.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, réf. M10, à l'attention de: Nicole RABIER - EUROPHONE - 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

L'E.N.S.T.

Ecole Nationale Supérieure
des Télécommunications

LE CHEF DU DÉPARTEMENT ÉLECTRONIQUE ET PHYSIQUE

PROFIL:
Ingénieur ou universitaire de très haut niveau (docteur d'Etat ou équivalent) ayant une forte expérience de l'enseignement et de la recherche dans le champ de l'électronique.

UN ENSEIGNANT-CHERCHEUR EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

PROFIL:
Agrégation de sciences économiques de secondaire ou équivalent et quelques années d'expérience dans la gestion des entreprises, l'innovation dans la filière électronique.

Envoyer C.V. et prétentions à:

DIRECTION DE L'E.N.S.T.
46, rue Barrault, 75634 PARIS Cedex 13.

Jeune ingénieur technico-commercial

Notre Société élabore des matériaux de haute qualité destinés aux secteurs industriels de pointe: aéronautique, aérospatiale, nucléaire, pétrochimie, automobile, constructions mécaniques...

Pour renforcer notre équipe de collaboration technique avec la clientèle, nous recherchons un jeune ingénieur de formation A et M ou équivalent.

Le candidat aura quelques années d'expérience, si possible au sein d'un laboratoire métallurgique ou d'un atelier de traitement thermique. Dynamique et accrocheur, il aura le goût de la négociation technique et une aisance certaine en clientèle.

Le candidat retenu pourra faire valoir rapidement ses qualités au sein d'un service aux structures légères.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3682/LM, à MEDIA P.A. - 8, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



Equipements pour l'Aéronautique et l'Automobile - 7 500 personnes - 20 usines en France - 11 filiales à l'étranger - C.A.: 2,2 milliards de francs, recherche dans le cadre du développement de ses activités à l'étranger.

DIVISION CABLAGE AUTOMOBILE

Leader sur le marché français. Produits exportés en Europe - Etats-Unis - Afrique.

JEUNE CADRE EXPORT

de formation commerciale possédant déjà une première expérience de la vente de biens industriels dans un contexte international.

Il sera chargé du suivi de la clientèle et du développement du chiffre d'affaires du secteur Europe du Nord.

Ce poste nécessite une parfaite connaissance de l'Allemand et de l'Anglais. Déplacements fréquents à l'étranger.

Lieu de travail: Bois-d'Arcy (78).



Merci d'adresser C.V. et prétentions à Précision Mécanique Labinal - Direction des Affaires Sociales - 5, avenue Newton - 78390 Bois-d'Arcy.

Agence de presse

recherche pour région parisienne

AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL CONFIRMÉ

Pour maintenance d'installations à base de mini et micro matériel et logiciel. Anglais indispensable.

Envoyer C.V. à REUTER MONITOR GIE
19/21, rue Passenheim, 75002 Paris
A l'attention de Monsieur C. FLORIT.

Chef du département comptabilité trésorerie

REGION PARISIENNE

Fabricant de peintures et revêtements pour le bâtiment, cette société, filiale d'un grand groupe pétrolier est leader sur le marché en France et contrôle un réseau de filiales de production à l'étranger. Elle réalise un CA consolidé de 650 millions de francs et emploie 1.100 personnes.

Elle recherche son Chef du Département Comptabilité Trésorerie. Responsable de la Comptabilité, de la Gestion de Trésorerie et de la Fiscalité, outre ses tâches de gestion habituelles, il participera à la conception et à la mise en place de nouveaux systèmes de gestion informatisés et d'une consolidation groupe et créera une fonction d'audit interne. Le candidat de formation supérieure (ESCP, ESSEC, HEC ou équivalent plus DECS) justifiera d'une expérience de 3/5 ans en cabinet ou entreprise. Les perspectives d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7624 à:

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

En pointe dans notre métier d'assurance, nous le sommes aussi au niveau de l'analyse et la prévention des risques, et développons notre Service Engineering en créant deux nouveaux postes de:

JEUNES INGENIEURS Etude technique, prévention et garantie des risques industriels

Après une formation approfondie et une intégration progressive, d'abord en binôme avec un sénior, vous:

- évaluez les entreprises sur le terrain (usines, bureaux, entrepôts...) sur les plans incendie explosion, pertes d'exploitation et autres risques;
- élaborez avec les chefs d'entreprise des plans de prévention;
- rédigez à leur attention des rapports de synthèse;
- étudiez et négociez des contrats d'assurances "sur mesures";
- suivez la politique de prévention des entreprises clientes.

Nous vous proposons à la fois un travail très autonome dans un climat de délégation et responsabilité élevées, et de nombreux échanges au sein d'une petite équipe d'ingénieurs. Base Paris-Orléans, fréquents déplacements de courte durée en province.

Ingénieur débutant ou ayant une première expérience industrielle, vous connaissez l'anglais.

Adresser lettre, CV, photo sous référence 930 M à M. d'Aboville, Résidence 80, rue Fabbaud 75009 Paris.

BANQUE FRANÇAISE d'importance nationale recherche

EXPLOITANT ÉTRANGER H/F

pour développer la clientèle à vocation internationale d'une importante agence parisienne et coordonner l'information et la formation étranger de l'équipe d'exploitation de cette unité.

Ce poste nécessite une bonne connaissance des opérations internationales et une expérience d'environ 5 années de l'exploitation étranger où vous aurez apporté en outre la preuve de votre dynamisme commercial.

La réussite dans cette fonction détermine votre développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1244 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris, qui transmettra.

ANATOR S.A.

recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCEAUX

TELE-TRANSMISSION
Commercialisation de numérateurs téléphoniques automatiques et de systèmes micro-informatiques clé en main. Bonne connaissance des équipements de transmissions de données (modem) indispensable.

CONTRÔLE D'ACCÈS, GESTION DE TEMPS, ENCAISSEMENT ÉLECTRONIQUE
Commercialisation de la gamme de nos produits et systèmes auprès d'une clientèle très diversifiée.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant:

- Une formation supérieure;
- Une bonne connaissance des systèmes informatiques temps réel;
- Trois ans d'expérience minimum;
- Âgé de trente ans au moins.

Envoyer C.V., manuscrit + photo + prétentions à:
ANATOR S.A.
18, rue de Serrouville, 95240 Commenailles-en-Parisis.

Crédit Mutuel d'Ile de France
recrute pour PARIS

Analystes de crédit

Ils se verront confier l'étude et la mise en place des crédits aux personnes morales ou aux particuliers. Ces postes nécessitent une bonne connaissance en matière d'analyse de bilans et de la réglementation du crédit. Les candidats s'intégreront au sein d'une équipe et participeront également à un travail de recherche et de mise en place de procédures et de produits nouveaux. Une solide formation bancaire, de bonnes bases juridiques sont nécessaires. Une première expérience dans la fonction est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle en précisant la référence AC 109, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.

Les Uns les Autres.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FIABILITE ET SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION SONT DES PREOCCUPATIONS MAJEURES DE L'ENTREPRISE
Vous êtes spécialiste en ce domaine, ou vous désirez le devenir. Alors venez nous rejoindre soit à PARIS, soit à LYON, pour une carrière en :

audit informatique

Dans le cadre d'un Cabinet International d'Audit et de Conseil, leader en France, nous vous offrons un réel développement associé à des interventions très diversifiées. Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure ayant une expérience informatique de plusieurs années sur gros systèmes.

Veuillez adresser votre candidature à G. PETIT - H.S.D.
Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris, La Défense 2 sous référence MS



La Compagnie Internationale
des Wagons-Lits
et du Tourisme

recherche pour la Direction Internationale
de son Secteur Ferroviaire à Paris

1 Contrôleur de Gestion

qui aura pour mission de participer à l'élaboration des plans à moyen terme et budgets de ses succursales et filiales européennes et d'en assurer le contrôle.

Ce poste, qui implique de courts déplacements à l'étranger, s'adresse à un candidat de formation supérieure en gestion, ayant une première expérience professionnelle. Connaissance de l'espagnol ou/et de l'allemand souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt à la Direction du Personnel - M. PAMS
40, rue de l'Arcade 75008 Paris

Département TELECOMS d'une SSII en forte croissance, spécialisée dans les projets clés en mains de haute technicité recherche

CHEF DE PROJET A FORT POTENTIEL

Profil : plusieurs années d'expérience de direction de projets importants en SSII, dynamisme, méthode.

Fonction : suivi technique et budgétaire, relations fournisseurs et clients, gestion d'une équipe de 15 à 20 personnes.

Projet : dans le cadre de la réalisation d'un important RESEAU A VALEUR AJOUTEE sur une gamme moderne de matériels à base de microprocesseurs, développement de logiciels systèmes (protocoles de communications, techniques nouvelles de communication interne-machine, etc...) et des logiciels d'application.

Réelles perspectives de carrière pour candidats de valeur. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 4025 PUBLICITE REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Nous sommes une société jeune et dynamique. Nos ingénieurs ont prouvé par leurs réalisations qu'ils étaient sur le marché les meilleurs spécialistes de l'E.A.O. et des S.E.

SI VOUS ETES PASSIONNES DE PEDAGOGIE
SI L'E.A.O. DE QUALITE ET LES SYSTEMES EXPERTS VOUS INTERESSENT :
VENEZ REJOINDRE NOTRE EQUIPE.

NOUS RECHERCHONS URGENT :

2 INFORMATIENS

niveau MIAGE, maîtrise ou DEA informatique, connaissance DMG appréciée, débutants ou 1 an d'expérience. Réf. 10.01.

3 INGENIEURS

grandes écoles mêmes débutants aimant rédiger en français et connaissant bien l'anglais. Réf. 10.02.

1 DIRECTEUR COMMERCIAL

très introduit dans les domaines informatique et formation. Rémunération très importante selon résultats. Réf. 10.03.

Envoyer C.V., photo, prétentions : REGIE-PRESSE n° 311.507
7, rue de Montessuy, 75007 Paris Cedex 07 qui transmettra.

Aérazur EFA
Groupe Zodiac
recherche

INGENIEUR D'ETUDES

ENSITM - ENSICA - ENSAM
ou écoles équivalentes

Pour projets d'équipements aéronautiques. Débutant ou quelques années d'expérience. Lieu de travail : ISSY LES MOULINEAUX.

Envoyer CV, photo au Service du personnel
58, boulevard Gallieni
92130 ISSY LES MOULINEAUX.

PRODUCTEUR D'ALLIAGES DE NICKEL LEADER EUROPEEN
RECHERCHE POUR ACCROITRE SA FORCE DE VENTE

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

25-30 ANS

Nous faisons partie du groupe INCO et disposons de deux principales unités de production : WIGGIN ALLOYS en Grande-Bretagne et HUNTINGTON ALLOYS aux Etats-Unis, présentant ainsi le programme le plus complet d'alliages de nickel dans le monde.

Ce poste s'adresse à un ingénieur métallurgiste ayant de préférence une expérience commerciale dans des secteurs tels que l'aéronautique, l'industrie chimique et pétrochimique, l'ingénierie.

Bonne connaissance de l'anglais indisp. et aptitude à la négociation commerciale. Poste basé en région parisienne comportant de nombreux déplacements en France.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération souhaitée sous référence 60034 EAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

Société française à vocation tertiaire (1 milliard 1/2 de C.A.)
recherche pour son siège

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au contrôleur de gestion et en étroite relation avec celui-ci.
• Vous participez à la préparation et au suivi du processus budgétaire.
• Vous élaborez le compte d'exploitation mensuel et faites l'analyse des écarts.
• Vous êtes responsable de la mise à jour du tableau de bord de la société et intervenez pour des analyses ponctuelles.

Cette fonction implique un esprit rigoureux et la capacité de dialoguer avec les services comptables et informatiques de la société.
Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure type universitaire ou ESC (option finance comptabilité).

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 604 à VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02

Société de Produits Chimiques,
filiale d'un Groupe Américain,
recherche

CHEF DE LABORATOIRE

de formation supérieure (ingénieur ou docteur).

Le candidat devra justifier d'une expérience minimum de 3 à 5 ans dans un poste similaire de recherche et de développement en synthèse organique.

La connaissance des produits pétroliers sera appréciée.
Parfaite maîtrise de l'anglais nécessaire. Poste à pourvoir en Région Parisienne.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 16088 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

Dynamique filiale française d'un important groupe pharmaceutique spécialisé en équipement médical.

recherche pour son contrôle gestion

UN(E) CANDIDAT(E)

minimum 28 ans bonne maîtrise :

- De la mise en place de systèmes informatiques ;
- De reportings mensuels et annuels ;
- De budgets et prévisions ;
- De la gestion de stock (physique et financière) ;
- De bonnes connaissances en anglais souhaitées.

Si vous êtes organisé et méthodique alors vous avez le profil idéal pour la création de ce poste dont la rémunération annuelle est environ de 180 000 F.

Adresser votre C.V. avec photo à l'attention de :
M. YOUNG Société Medical Systems
119, rue de Paris, 92100 Boulogne.

PIRELLI FRANCE

recherche pour sa division

« Articles chaussants légers et boots en caoutchouc »

UN AGENT COMMERCIAL

auquel nous voudrions confier le marché français.

NOUS DEMANDONS :
- expérience de vente, de préférence dans le même secteur ;
- âge : 25-35 ans environ ;
- voiture personnelle ;
- disposé à voyager sur tout le territoire français ;
- libre à partir du 1^{er} décembre.

NOUS OFFRONS :
- contrat d'agent commercial avec taux de commissions incitatif ;
- minimum garanti pour la première année ;
- cours de formation assuré par la maison mère en Italie du Nord.

Prière de faire parvenir C.V. dté. à PIRELLI FRANCE,
Direction du Personnel - 3, rue Scribe, 75009 PARIS.

IMPORTANT BANQUE D'AFFAIRES
recherche pour sa SALLE DES CHANGES un

CAMBISTE DEPOT H/F

Dans un cadre de travail en pleine évolution, le candidat (gradé H/F) possèdera :
- un tempérament dynamique
- une rapidité et une fiabilité dans le traitement des opérations
- une expérience de 2 à 3 années dans une salle des changes
- si possible une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 15952 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discretion assurée : préciser banque à laquelle votre CV ne doit pas être transmis.

Banque d'affaires internationale
recherche

ANALYSTE DE CRÉDIT CONFIRMÉ (niveau cadre)

Fonction : Analyse technique et financière des dossiers de crédit avant présentation au comité de crédit. La fonction comprend également l'étude des risques pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou commerciale.

Profil :
- Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié mais non exigé) ;
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession acquise de préférence dans un département international ;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrit/parlé) ;
- Bonnes connaissances de comptabilité.

Env. C.V. et prêt. sous n° 7732 le Monde, service Annonces Classées, 3, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

Entreprise secteur tertiaire
Paris
recherche

FUTUR CADRE

Pour CONTRÔLER et ANIMER des équipes décentralisées de 20 personnes, en région parisienne et traitant, sous procédure informatisée, des dossiers administratifs.

Ce poste, essentiellement opérationnel, suppose :
• Personnalité sachant s'affirmer et pouvant concilier prise en charge de la gestion et respect des objectifs.
• Si possible, une première expérience de relations avec l'informatique en tant qu'utilisateur.

Les candidats, de préférence de formation supérieure, devront justifier si possible d'une première expérience professionnelle d'encadrement.

Ce poste, basé à PARIS, suppose de nombreuses missions à travers la région parisienne et exige donc disponibilité et mobilité (Possession d'un véhicule personnel).

Env. C.V., photo récente et prétentions à :
REGIE-PRESSE - Sous n° 311.850 M
7, rue de Montessuy, 75332 PARIS Cedex 07, qui trans.

GRUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
D'INVESTISSEMENT

recherche

RESPONSABLE LEASING

Le candidat choisit aura la responsabilité du développement et du contrôle des activités de crédit bail et de location en France.

IL DEVRA :
• posséder une très bonne connaissance du marché français du crédit bail et de la location ;
• maîtriser parfaitement les langues française et anglaise ;
• être âgé de 30 ans environ.

Envoyer C.V. et prétentions s/n° 7.734
le Monde Pub., service Annonces Classées,
3, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Groupe **fim fimotel**
22, Place Vendôme Paris 1^{er}

recrute dans le cadre de son expansion son

RESPONSABLE COMPTABLE

poste évolutif pour candidat motivé
DECS minimum exigé :
expérience en cabinet souhaitée.

Ecrire au Groupe **fim fimotel** avec CV.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL MALMAISON (92)

recrute dans le cadre de la recherche sur les moteurs et les carburants pour automobiles

INGENIEUR

motivé par la recherche

Diplômé Grande Ecole (Centrale, Chimie Paris, ENSI...) option énergie. Spécialisation ENSPM appréciée pour des études d'adaptation moteur-carburant (essence sans plomb, gas-oil).

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 15972 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Nous recherchons pour notre
DEPARTEMENT MAINTENANCE

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT MAINTENANCE

2 ans d'expérience minimum. De formation ingénieur, vous devrez organiser entièrement le service de maintenance de machines spéciales associant optique, électronique et mécanique de précision.

Envoyer CV, photo et prétentions 40-44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.



CENTAURE ROBOTIQUE

Important Groupe Immobilier
(C.A. 1.1 Milliard de loyer dans le secteur commercial et de l'entreprise), recherche

cadre confirmé (H/F)

Pour suivi d'une partie de son Patrimoine aux plans administratif, financiers, juridiques et fiscaux.

Le candidat de formation supérieure assurera l'animation d'une petite équipe. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Madame ROBIN
37, rue de Surène - 75008 Paris

CIGREF
ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche pour
étude de prospective informatique
inter-entreprises

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Formation gestion appréciée. Débutant ou première expérience pour études et animations de groupes de travail.

Envoyer C.V. avec photo à CIGREF,
21, avenue de Ménilmontant, 75008 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE TECHNICIEN MÉCANICIEN

EMPLOI AFRIQUE ou AUTRES PAYS
convierait pour agro-aliment. ou T.P.
Libre de suite, urgent.
Ecrire sous n° 2 949 *le Monde Pub.*,
service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INFORMATICIEN

CONCEPTEUR, ANIMATEUR, GESTIONNAIRE

35 ans. Formation professionnelle

8 ans de responsabilités au plus haut niveau en S.S.I.I.
Excellente connaissance du monde professionnel
(Consultants, Constructeurs, S.S.I.I.)
Directeurs généraux et informatiques)
Relations privilégiées et compétences approfondies
dans le SECTEUR BANCAIRE
Autres domaines connus :
Gestion de Production-Gestion immobilière
ARGE DISPONIB. Bonne pratique de L'ANGLAIS.
Recherche poste de HAUT NIVEAU
dans un ÉTALISSEMENT FINANCIER
et/ou en GRAND GROUPE INTERNATIONAL
Ecrire à RÉGIE-PRESSE, sous n° 311 622 M
7, rue de Montesson, 75352 Paris Cedex 07 qui ur.

PROGRAMMEUR VIDEOTEX
22 ans
qualifié en : - TÉLÉMATIQUE
- INFORMATIQUE
- VIDEO
recherche emploi auprès d'entreprises dynamiques.

**TRADUCTEUR
TECHNIQUE**
ESVT, angl., français,
corréat et collaboration
anglais correspondant.
nence, à temps partiel.
840-75-32 rep.

INT. DECS, connais-
sances réf., com-
pétences.

JH 32-ans, DEA SCI humaines,
français-anglais, exp. formation
tourisme tech. Recherche emploi
modifiant le secteur rel. hum.
commerce, etc. Tr : 589-10-65

Intellectuel, 38 ans, dipl. ans,
sup., exp. très div., créatif,
dynamique, aimerai jouir avec les
mots et les idées.

et bancaire est
us le n° 311.608 M
GRES PRESSE
de la Messagerie,
Paris Cedex 07 q. tr.
maîtrise d'entretien,
bénéficiaire, recherche
Connexions : hy-
pneumotique, va-
s, régulation,
026-32-82.

ch. poste à resp.
opédie. Allmand.
hollandais, anglis.
53-20-30.

cadre export dipl.
commerce internat.
anglais, espagnol
d'exp. vente
ement. Ch. situa-
sion. Ligne pr
dites proposi-
tions.

REGIE PRESSE

Femme, expér. polyvalente
chère poste responsable ca-
dres administratifs et commer-
ciaux, relations fournisseurs et
clients. Dynamique, bon
contacts, bonne notion
comptabilité-gestion.

Téléphone : 381-65-51.

J. F. ESC., adjoint direction
person. Ch. Poste Evolutif.
Exp. 1/2 an.

format, univers-
exp. édition (di-
ctions) et librairie
complet, totale
cadres potentiels
tr. ch. emploi de
responsabilités
branches.

M. VALIN
75011 Paris.
05-28017

**NIEUR
ULTANT**

AUT NIVEAU
et spécialiste
OPRESSIONNELLE
ciences, relat. hu-
munications
le **QUALITE**
nformatique,
contrôlables.

l'enveloppe le
numéro de l'annonce
les intéressant et de
vérifier l'adresse,
selon qu'il s'agit d'
« Monde Publicité »
ou d'une agence.

**représentation
demandes**

Plusieurs directeurs des ventes regroupés en société recherchent tout produit ou service à commercialiser animation et création force de vente.

Ecr. s/n° 8.79 à la Grande Pub., services ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail

à domicile

Je tipe à domicile sur machine
à traitement de taxes. Téléph. :
538-54-91 (heures bureau).

**cours
et leçons**

Anglais. Adultes. Cours su-
périeurs. 10 Rathfragh
Park, Ess.

Bénévolement
séances de conversation en anglais, tous niveaux et anglais d'affaires. Tél. : 819-41-82.

Jours femme 1^{er} Prix conserv. donne à dom. lec. piano et de rythme, 236-02-79 ap. 20 h.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Flat 500 L. juin 1971, bleue,
inter. noir, moteur 96.000 km.
Ps 4.000 F. Tél. : 889-34-29.

de 5 à 7 C.V.

Garbriol Peugeot 304 S 1973.
Moteur 90.000 km. Peinture
refaite, capote, pot, freins
neufs, hard-top, porte bagages,
pneus clous. T.B. état général.
Px 18.000 F à déb. ap. 20 h.
(1) 298-40-86 ou (77) 32-83-18.

Le Monde ECONOMIE

La nouvelle offensive de Moulinex

Du moulin à légumes
au four à micro-ondes,
cinquante ans d'aventure industrielle

A quatre-vingt-cinq ans le 19 septembre prochain, M. Jean Mantelet, fondateur, animateur, président et principal actionnaire de Moulinex, annoncera un « changement de dimension » de la société, qui « va fonder tête baissée » dans la cuisine électrique des aliments et littéralement « s'éclater » dans une gamme complète de fours, notamment à micro-ondes. En prime, une nouveauté : l'adjonction d'un arrosage automatique par un petit moulin à aubes qui puise le jus dans le plat de cuisson et le déverse en continu sur le haut du rôti ! « Une révolution mondiale », assure M. Mantelet, qui permettra aux femmes — ou aux hommes — de ne plus se brûler les doigts.

C'est une nouvelle invention — une de plus — de ce fertile octogénaire, qui, au début des années 30, pour se débarrasser des grumeaux dans la purée cuisée par sa femme, imagina de remplacer le traditionnel pilon de bois par un moulin à légumes à manivelle, la célèbre Moulinette. Il décida, aussi, de la fabriquer dans son atelier de 40 m² à Belleville, où, depuis 1922, après s'être brouillé avec son père et lui avoir chipé un contremaitre, il produisait de façon plutôt artisanale des colliers de douche, puis des pompes à main et des pulvérisateurs pour l'agriculture.

Telle fut l'origine de la réussite de M. Mantelet, avec, en 1937, une première décentralisation à Alençon, pour cause d'expansion, puis, en 1956, le passage décisif et obligatoire, compte tenu de l'évolution des moteurs, de la manivelle au moteur électrique, véritable point de départ de « l'aventure Moulinex ».

Aujourd'hui, la société vend encore deux millions de moulins à légumes mécaniques par an ; mais elle est devenue le premier producteur européen de petits appareils électroménagers électriques : robots de cuisine (batteurs, mixeurs, hacheurs, moulins à café, cafetières, grille-pain, friteuses,

sèche-cheveux, aspirateurs, etc.). Elle emploie dix mille personnes dans douze usines en Normandie et réalise plus de 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 68 % à l'exportation.

Cette réussite, toute la France la connaît. Pendant vingt ans, la firme a bénéficié d'une expansion spectaculaire, avec des taux de croissance parfois vertigineux — des doubléments de volume en trois ans — sur des marchés continuellement porteurs, avec une clientèle potentielle considérable de ménages encore sous-équipés. Dans toutes ses implantations normandes — (Argentan, Bayeux, Falaise, Saint-Lô, Caen) — où les municipalités, soucieuses d'occuper une main-d'œuvre féminine abondante, l'accueillaient avec enthousiasme, M. Mantelet appliquait rigoureusement ses idées industrielles d'intégration verticale : tous les composants fabriqués sur place, y compris les moteurs électriques, pour diminuer les prix de revient et, surtout, ne pas dépendre de sous-traitants dont la moindre défaillance serait catastrophique.

Essoufflement

Toutefois, à partir du milieu des années 70, au lendemain du premier choc pétrolier, et surtout du début des années 80, la belle croissance s'essouffle, les ventes plafonnent et les bénéfices diminuent. En France, un concurrent, SEB, parti de la Cocotte-Minute, s'est lancé aussi dans l'électroménager avec la friteuse électrique « sans odeur », et est devenu le numéro un du fer à repasser (Calor) sous l'impulsion de la famille Lescure. A l'étranger aussi les concurrents se sont réveillés, notamment en Allemagne, premier marché pour Moulinex, avec Braun, filiale de Gillette, et Krups.

En Europe, Rowenta (RFA) représente la principale menace, puis le Hollandais Philips, tandis qu'à l'horizon se profilent les Américains, avec Black et De-

ker, qui a racheté à General Electric son secteur appareils ménagers, et Alleghany (marque Sunbeam). Dans l'avenir, il n'est pas exclu de voir apparaître les Japonais en Europe, où ils ne sont présents que dans le haut de gamme.

En outre, et surtout, les besoins des ménages sont presque satisfaits et le marché n'est plus alimenté que par une demande de produits nouveaux dont le succès est incertain. « C'est devenu difficile, reconnaît M. Mantelet. Tout ce qui n'est pas nécessaire souffre. Les gadgets ? cela ne fonctionne plus ! ».

Les concurrents électriques ? Cela ne marche plus en France. Les yaourtières ? Pourquoi pas les yaourts tout faits ? Les machines à fabriquer les pâtes fraîches ? A 650 F, « c'est un échec face à la concurrence des pâtes du commerce ».

En outre, dès le milieu des années 70, des conflits sociaux très durs viennent secouer les usines normandes de la société, la sous-qualification de ses ouvriers sur les chaînes constituant le revers de sa réussite. « Moulinex libère la femme, mais exploite ses travailleuses », clame la CFDT, qui retourne le slogan publicitaire de la firme. De plus, la révente du petit électroménager en France et en Europe au début des années 80 et le gonflement des stocks conduisent au chômage technique et aux réductions d'emplois.

Le fondateur et animateur se refuse à licencier, mais envoie, fin 1980, en préretraite près de 500 personnes sur 11 000, tandis que les résultats chutent. C'est l'époque où Jean Mantelet, âgé de quatre-vingt ans, sans enfants pour lui succéder ni dauphin désigné — il a fait le vide, disent les

mauvaises langues, — est pressé de passer la main. Il s'y résout et l'annonce ouvertement. Du coup, les spéculations se déchaînent : on parle de la CGE, de Thomson-Brandt, plus tard de Philips, du suédois Electrolux, et même de Black et Decker. Mais toutes ces rumeurs ne débouchent sur rien.



SZLAKMANN.

Entre-temps, M. Mantelet et ses collaborateurs ont entrepris de moderniser et d'adapter l'outil de production. Face au laminage des marges et à la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché, une solution : robotiser à mort, comme le fait de son côté Georges Chavanes, président des moteurs Leroy-Somer à Angoulême.

les produits surgelés, dont le marché « explose ». L'Europe, après un démarrage avorté, est très en retard : 180 000 fours par an en France et 150 000 en RFA contre 1 million en Grande-Bretagne et 9 millions aux Etats-Unis. Pour Moulinex, c'est le grand virage vers un secteur que la firme estime n'avoir pas été vraiment défriché, de même que celui des plaques de cuisson à résistance « dont on s'occupe activement ».

Sur le plan social, aussi, un gros effort a été fait. Un accord de formation en faveur des femmes a été signé avec les syndicats en 1983, et, après 1 000 suppressions d'emplois, l'embauche a repris : 129 personnes en 1984, mais exclusivement des jeunes et surtout des cadres spécialisés. La proportion des OS (50 %) diminue au profit des ouvriers qualifiés et des techniciens. Une seconde usine va être ouverte à Caen pour les fours à micro-ondes dont la demande ne peut plus être satisfaite.

Tout cela a coûté fort cher : 700 millions de francs d'investissements en quatre ans (1982 à 1985), « plus que la valeur nette de la société ». Comme celle-ci

n'a pas voulu emprunter à long terme — « c'était trop coûteux, surtout en période de désinflation » — elle a emprunté à court terme et, face à la dégradation des marges brutes, elle a littéralement été asphyxiée, avec une chute des bénéfices et une réduction des dividendes en 1984.

Un partenaire américain

Pour la première fois, Moulinex a dû demander de l'argent à ses actionnaires. 185 millions de francs l'été dernier. En outre, M. Mantelet a enfin trouvé, grâce à la BNP, banque d'affaires de la BNP, un partenaire aux Etats-Unis, après avoir mis fin à une expérience américaine antérieure peu convaincante, avec la petite firme Regal. Il s'agit, on le sait, de la société Scovill, rachetée fin 1984 par le groupe canadien Belzberg, et dont la division Hamilton Beach est le numéro trois de l'électroménager outre-Atlantique. Cette division — les deux tiers de Moulinex — n'est pas présente en Europe, a des trous dans sa gamme (la cuisson notamment) et n'est pas intégrée industriellement. Elle a donc besoin de produits finis (30 à 40 millions de dollars par an) et de pièces détachées (plusieurs dizaines de millions de dollars par an).

D'ores et déjà, 1 million de petits moteurs électriques ont été commandés aux chaînes automatiques de Moulinex. Scovill a, de plus, acheté 20 % du capital de sa société à M. Mantelet, dont la part est ainsi ramenée à 43 %, la partie étant dans le public. Les Américains voulaient même 33 %, mais le fondateur a refusé.

« Scovill n'aura jamais Moulinex. Quant à ma succession, j'ai déjà refusé les groupes candidats, qui voulaient tous réduire encore les effectifs chez moi... Après le partenaire américain, je recherche d'autres partenaires et actionnaires en France dans la banque, l'industrie et l'assurance. Après moi, le patron sera élu par les actionnaires. » Ainsi parle cet homme de quatre-vingt-cinq ans, qui arrive tous les matins à 8 heures à son bureau, et qui, de l'aveu de ses collaborateurs, qui ont toujours un peu tremblé devant lui, reste encore le moteur de l'entreprise.

« C'est le « vieux » qui nous a poussés sur le four à micro-ondes : on n'y croyait pas tellement... » En privé, ils tempèrent l'optimisme irrésistible de leur patron, qui croit percevoir dans son entreprise « un tonus invraisemblable, un changement jamais vu ». Mais, qu'en croit-on non, dans sa vieillesse encore verte, M. Mantelet continue à inventer et à parier sur l'avenir. Du moulin à légumes au four à micro-ondes, quel chemin !

FRANÇOIS RENARD.

LE CONTROLE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

Quinze ans de quotas au Canada

A l'heure où les Européens restaurant... des quotas dans le secteur de la production laitière et s'interrogent sur les effets de cette nouvelle politique, l'observation de l'expérience canadienne est riche d'enseignements. Le contingentement de la production de lait fonctionne maintenant depuis environ quinze années au Canada et semble faire l'objet d'un large consensus, malgré les critiques des économistes les plus libéraux.

Il faut dire que, à la différence de leurs homologues européennes, les organisations de producteurs canadiens ont adhéré, dès l'origine, aux principes d'une politique de limitation quantitative de l'offre, dont elles ont, du même coup, largement contrôlé les conditions de mise en œuvre. Aux termes de l'accord qui s'est ainsi progressivement dégage entre pouvoirs publics et producteurs de lait, les dépenses gouvernementales de soutien du marché laitière sont contenues dans d'étroites limites, mais elles garantissent, malgré tout, un certain niveau de revenu aux exploitants ; celles-ci ont obtenu, en contrepartie du contingentement, l'indexation du prix du lait, ce qui explique largement que le compromis puisse être durable.

Pour comprendre la politique laitière canadienne, il est nécessaire de connaître certaines particularités de l'organisation des marchés. L'une de ces particularités est l'existence de deux secteurs : le secteur du lait de consommation et le secteur du

Les dépenses publiques sont contenues, mais le contingentement avec indexation pousse à la hausse des prix

par JEAN-PIERRE BUTAULT et DENIS HAIRY (*)

lait de transformation, chacun disposant de son propre niveau de prix et de son propre système de quotas. A l'origine de cette distinction, se trouve la volonté des industriels de s'approvisionner en lait de qualité, pour la consommation nature, auprès des producteurs les plus performants. Ces derniers se sont eux-mêmes organisés, et ont figé cette situation privilégiée en négociant leurs « droits à produire » du lait nature — leurs quotas — dans le cadre de « plans conjoints » de production locaux, puis provinciaux.

Aujourd'hui, tous les producteurs fournissent du lait de qualité sensiblement égale, mais ceux qui disposent d'un quota de lait nature ont vendu ce lait, au Québec, à 46 dollars (1) l'hectolitre en 1983, alors que le prix moyen était alors de 36 dollars pour le lait de transformation. Avec l'augmentation de la demande de lait nature, et aussi sous la pression des organisations syndicales, des quotas de lait nature ont été ont été distribués aux producteurs qui n'en possédaient pas. Cette distribution est toutefois très progressive, et n'annule donc pas tous les privilèges du « club » des anciens producteurs de lait nature. Ces

derniers jouissent par ailleurs d'une meilleure situation structurelle : selon le réseau comptable québécois, ils produisaient en moyenne 2 700 hectolitres de lait, alors que les livraisons moyennes des producteurs de lait de transformation n'étaient que de 1 500 hectolitres. Au total, les exploitations laitières québécoises élevaient alors trente-neuf vaches sur une surface de 70 hectares.

Le gouvernement fédéral, à travers la Commission canadienne du lait (CCL), n'intervient que dans le secteur du lait industriel ; le lait nature reste aujourd'hui du domaine de la réglementation des gouvernements provinciaux. Cette intervention consiste d'abord en la fixation d'un quota national correspondant aux besoins intérieurs estimés (42,8 millions d'hl), augmenté d'une marge de sécurité de 4 % (1,7 millions d'hl) et d'une certaine quantité pour un programme d'exportation (2,2 millions d'hl). Cette fixation s'accompagne d'un contingentement strict des importations (essentiellement du fromage). Un certain pourcentage du quota national est ensuite alloué à cha-

que province, en fonction essentiellement de la répartition de la production entre les provinces au moment où le contingentement a été institué. C'est, de même, sur des bases « historiques » qu'a été effectuée la répartition initiale des « droits à produire » entre producteurs de chaque province.

Dans le cadre de ce quota national, le marché du lait de transformation est soutenu par les pouvoirs publics. La commission canadienne du lait fixe ainsi chaque année un prix visé pour la campagne (41 dollars l'hectolitre en 1983) : pour atteindre ce prix, la CCL verse une subvention directe aux producteurs de lait industriel (6 dollars l'hectolitre), et procède aussi à des achats de beurre et de poudre de lait à des prix « affichés » en début de campagne. Les stocks ainsi constitués sont utilisés pour régulariser le marché entre les provinces et entre les saisons, le surplus étant exporté. La CCL ne prend en fait en charge que les frais de transport et de stockage de ces produits : les pertes encourues pour la vente du surplus sur le marché mondial sont réparties aux producteurs sous forme d'une taxe prélevée sur l'ensemble de la production (5 dollars l'hectolitre en 1983). Au-delà de leur quota, les producteurs paient évidemment une taxe très dissuasive (28 dollars l'hectolitre, soit 80 % du prix de base).

(Lire la suite page 41.)

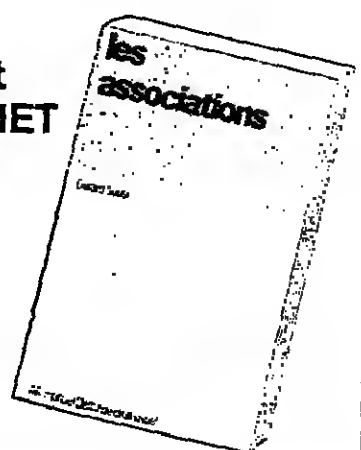
(*) Chercheurs à l'Institut national de la recherche agricole (INRA).

(1) 1 dollar canadien = 6,5 francs.

LES ASSOCIATIONS

Gérard SOUSI et
Bernard THÉVENET

Le cadre
juridique de la loi
du 1^{er} juillet 1901
et ses
applications.



MANUELS DALLOZ DE DROIT USUEL

L'angoisse du créateur d'entreprise au moment de la décision

Choyés, dorlotés, les créateurs d'entreprise peuvent aussi connaître le doute et cultiver la vague à l'âme, comme d'autres, à l'aventure moins exaltante.

La sollicitude dont ils sont entourés et même le climat ambiant, favorable à leur expérience, n'y changent rien. Promus héros

des temps de crise, ils souffrent de leur solitude.

Exaltés ou désemparés, selon le moment, ils se découvrent démunis à l'instant de la décision, encore pris dans les contraintes de leur passé et irrésistiblement attirés par un avenir pavé de certitudes.

Trois d'entre eux, exemplaires s'il en fut, aidés comme personne, vivent à quelques dizaines de kilomètres de Pau. Qu'ils s'apprêtent à sauter le pas ou qu'ils viennent de rompre la dernière amarre, leur itinéraire est chaque fois significatif.

Il y a toujours une histoire pour expliquer

les ressorts de la création d'entreprise, ses affres et ses servitudes. Et tous en sont arrivés à la même conclusion provisoire, en forme de paradoxe : « C'est quand ça va mal pour l'économie que l'argent est le plus facile à trouver. »

ALAIN LEBEAUCHE

Dans l'attente inquiète des premières commandes

« **D**EPUIS cet été, ma femme vit de nouveau avec moi. » Installé au milieu des champs de maïs, entre un chemin vicinal et une coopérative agricole, sur le territoire de la commune de Miramont-Seneq (Landes), qui lui a fourni terrain et locaux neufs (1), M. Michel Lefils, PDG de la société EDMO-MECA, annonce la nouvelle qui lui redonne courage. « Elle a obtenu un congé sans solde de deux ans de la banque parisienne qui l'emploie. »

Cette fois, quinze mois après avoir fondé officiellement son entreprise, il n'est plus question de revenir en arrière. EDMO-MECA, spécialisée dans l'emboutissage et le découpage de pièces métalliques, doit trouver des clients, développer son marché.

Moralement, l'épisode qui vient de s'achever a été éprouvant. Chômeur depuis février 1982, M. Lefils a été « subventionné » par son épouse quand, plutôt que de rechercher un nouvel emploi dans sa branche — il était directeur d'une PME employant soixante-dix-sept salariés, — il s'est mis en tête de créer sa propre société.

Ses raisons ? « Après trente et un ans passés dans l'emboutissage-découpage, je me suis dit que je mettais trois années pour découvrir, éventuellement, ce qu'il pourrait y avoir de sérieux dans la prochaine boîte que je dirigerai et que, ayant alors quarante-neuf ans, il serait trop tard pour moi », explique-t-il d'abord. « Mais je ne me sentais pas lancé pour faire comme les autres, ajoute-t-il aussitôt. Je l'ai fait uniquement parce que je pensais disposer d'une bonne technique et du produit qui correspond à l'évolution du marché. »

Une trouvaille

Créateur d'entreprise, M. Michel Lefils a, en effet, commencé par être un inventeur. En juillet 1982, il a déposé un premier brevet pour protéger sa trouvaille, un dispositif qui permet d'utiliser pour les petites et les moyennes séries (3 000 pièces à l'heure environ) la presse traditionnelle réservée à la production de masse. Grâce à une structure d'acier équipée de vérins, ce système de platines amovibles autorise l'emploi de moules différents dont la mise au point ne coûte, selon les cas, que de 30 000 à 50 000 francs.

Ainsi, on peut fabriquer, en une seule opération, des pièces métalliques qui nécessitent plusieurs interventions successives. « Le coût est abaissé de 30 % », prétend M. Lefils, et cela au moment même où le marché de cette sous-traitance particulière bascule. Très soumis à l'industrie automobile, ce marché est envahi par des commandes de

Recevoir moins d'argent mais plus longtemps

petite et moyenne série auxquelles il ne peut être répondu valablement faute de matériel adéquat et, souligne le nouveau PDG, d'un personnel qualifié chez les outilliers. L'idée d'origine était à ce point intéressante et novatrice que l'une des filiales du groupe Thomson, l'usine S20 de la Roche-sur-Yon, prenait contact dès juillet 1982 et avait acquis une licence, utilisait déjà le procédé. Séduite, l'ANVAR fournissait à son tour une aide de 75 % non remboursable pour que l'inventeur s'assure avec des brevets dans la Communauté européenne, en Espagne, au Japon, au Canada et aux États-Unis.

« Pour ma femme, cela commençait à aller mieux », raconte M. Michel Lefils, qui, malgré ces premiers succès, dut encore patienter pour réaliser son rêve. Indemnité par l'UNEDIC jusqu'en juin 1984, il passa tout son temps à monter son dossier, à trouver des financements (2) et, enfin, à découvrir sa future implantation. Hormis la période pendant laquelle, de septembre 1982 à septembre 1983, il suivit un stage de gestion — « un domaine où je me sentais plus faible », concède-t-il, — il s'est consacré à son projet tout en pointant à l'ANPE.

« Depuis vingt-cinq ans, je viens en vacances juste à côté, et tout le monde me connaît », dit-il pour expliquer son choix, facilité par les origines landaises de sa femme.

Conscient d'avoir été réellement soutenu, puisqu'il a pu glaner toutes les aides possibles — de la SOFREA, filiale d'Elf-Aquitaine et de l'ANVAR, la Caisse d'équipement des PME, la région et le département — le créateur d'entreprise est, malgré tout, angoissé. Sa machine, livrée en décembre 1984, est enfin au point depuis mai dernier, mais il

(1) Le terrain a été vendu pour 1 F symbolique. Le bâtiment et la viabilisation ont coûté 1 million de francs hors taxes. Il sera cédé à EDMO-MECA, dans quinze ans, pour 550 000 F.

(2) La SOFREA, filiale d'Elf-Aquitaine, a prêté 200 000 F à rembourser sur sept ans au taux de 8 %. Le Crédit d'équipement des PME a avancé la même somme (sur neuf ans, à 7 % les deux premières années puis à 9 %) et la Société de développement régional EXPANSO a prêté 350 000 F (à 9,25 % sur douze ans). L'ANVAR a fourni 411 000 F dont 120 000 F de subvention, remboursable en cas de succès. Les départements et la région subventionnent pour 72 000 F et 108 000 F respectivement.

faudrait maintenant que les premières commandes arrivent. Sinon, il sait qu'il risque d'être tenté de vendre une nouvelle licence d'ici à la fin de l'année et, ensuite, de transformer son atelier en salle d'exposition pour prospecter ce marché, évalué à vingt millions de licences « au moins ».

Dans cette période de décollage, le drame, estime M. Lefils, « c'est que nous devons nous faire connaître et faire nos preuves. Il faudrait mieux recevoir moins d'argent dans l'immédiat, mais pendant plus longtemps. » Préoccupé, le PDG d'EDMO-MECA redoute de disparaître trop tôt. Il connaît désormais l'anxiété des chefs d'entreprise, alors qu'il n'a pas encore embauché les treize salariés prévus pour les deux ans à venir. Une autre course d'obstacles commence.

A. L.

Au nom de la vengeance

Plus d'un million de francs d'aides

SOLIDE comme un roc, blond comme à s'adieu, « seul Gersolo d'origine hollandaise », M. Antoine Gysberg, trente-quatre ans, doit à son côté fleur bleue sa motivation pour créer sa deuxième entreprise. Parce que son premier et unique employeur, spécialisé dans les distributeurs de boissons chaudes pour les collectivités, avait fait du mal à l'une de ses amies, il a décidé qu'un jour il se vengerait « sur le terrain économique ».

Toutefois, de cette obsession, entretenue tout au long de recherches menées depuis 1976, M. Gysberg a su faire un point fort. Elle l'a conduit à imaginer un autre distributeur de boissons, plus léger, moins encombrant, simple d'utilisation et d'entretien, qui devrait en outre être peu coûteux. « Je suis arrivé à un prix de 1 400 à 1 500 francs, alors que la concurrence en situait entre 5 000 et 8 000 francs », affirme le patron de la société AG-Technics, qui s'était fixé pour objectif de produire son appareil avec une heure de main-d'œuvre et est parvenu à son montage en un quart d'heure.

A l'entendre, les perspectives du marché pour un tel matériel sont considérables. Pour servir du café, du thé ou du chocolat est devenu une exigence pour les entreprises. A la dernière foire de Hanovre, qui attire les industriels du monde entier, la présentation d'un prototype a suscité plus que de l'intérêt, et de nombreux contacts, prometteurs, ont été pris.

Seulement voilà, pressé de conclure, habitué à conduire sa petite entreprise de location de distributeurs implantée dans la région de Pau, M. Antoine Gysberg s'est un peu trop vite imaginé dans la peau d'un industriel et a failli, comme il le reconnaît lui-même, anéantir ses chances de succès. En juin dernier, les experts de la SOFREA, la filiale d'Elf-Aquitaine, qui a misé sur

le projet depuis mars 1984, lui ont adressé un rappel à l'ordre.

« Tenez votre plan, vous avez dévié de votre route », ont-ils déclaré au bouillant entrepreneur en lui signifiant que l'aide fournie prévoyait la fabrication de trois cents appareils à la fin de l'année 1985 pour tester la valeur du produit. Ensuite, et seulement au vu des résultats obtenus, une deuxième phase pourrait être engagée avec — et cela avait été précisé dès l'origine — « un partenaire, un coéquipier, un sous-traitant ».

« Puisque j'avais su mettre au point, je croyais qu'il était facile de produire, avoue M. Gysberg. J'ai eu l'ambition de fabriquer un produit industriel, mais j'ai commis l'erreur de sous-évaluer le problème industriel. » Confronté, le jeune chef d'entreprise fait d'autant plus facilement son autocritique aujourd'hui qu'il s'est rendu compte que « le moindre détail technique entraîne deux mois de retard ».

Revenu à une conception plus réaliste de son rôle, à travailler dans les locaux d'une entreprise de moulage plastique, elle aussi aidée par la SOFREA, et y met la dernière main à son appareil. « Je me suis trop avancé sur le plan commercial », admet-il volontiers, maintenant qu'il s'est entièrement mobilisé pour sortir son appareil dans des conditions idéales.

La revanche, la réussite, ce sera pour demain, car tout est désormais réuni pour que cette affaire soit un succès, patiemment préparé. Après tout, en disposant d'un 1,4 million de francs en aides, subventions et prêts venus de toutes parts (la SOFREA, la SDR Expanso, l'ANVAR, M. Gysberg n'a-t-il pas la preuve que tout le monde croit en son idée ? Si tout marche bien, il y aura du travail pour les sous-traitants et de l'emploi grâce à une société qui n'a pas encore de locaux fixes.

A. L.

SOLDES EXCEPTIONNELS

sur les derniers modèles 85

- 2 505 SR Diesel Turbo (GRIS FUMÉ)
- 2 505 GTI (BLANCHE, GRIS FUMÉ)
- 1 305 GTX (GRIS WINCHESTER)
- 1 305 GLD (BLEU MAGELLAN)
- 2 Cabriolets SAMBA (BLANC, GRIS LUNAIRE)

PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 82160.21
227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro - Mairie de St-Ouen

Il faut être totalement fou...

deux, il pourra enfin utiliser la machine, venue des États-Unis, grâce à laquelle son projet prendra forme.

Dans le domaine des tuyauteries en matériaux composites, tous les fabricants butent sur la même difficulté. Dès que l'on doit réaliser les accessoires, et surtout les manchons ou les coudes, il faut en revenir à un procédé artisanal de confection à la main, ou utiliser une machine sophistiquée qui coûte 5 millions de francs. Or ces pièces, fragiles de surcroît, n'assurent que 5 % du chiffre d'affaires et trois sociétés seulement ont pu s'équiper en conséquence.

Directeur financier dans cette branche toute nouvelle, après bien d'autres fonctions à Paris, M. Michel Bourgain s'est beaucoup intéressé à ce maillon faible. Il a eu, assez vite, l'idée d'une solution, réalisable techniquement selon les spécialistes, mais qui exigeait « trois années de recherches ». C'est alors qu'il apprit, à mi-1984, l'existence d'un procédé similaire « sur le continent américain » et que, pour gagner du temps, il se décida à en rechercher l'unique utilisateur.

« Il fallait faire vite », la SOFREA, à qui j'avais confié mon dossier, venait de conclure une précédente étude sur les tubes en fibre de verre en s'interrogeant sur le problème des accessoires ; un groupement des industriels français du secteur s'était mis sur la même piste... », se souvient M. Bourgain, qui avait déjà quitté son emploi pour tenter l'expérience.

La chasse

Après le Canada, où il croyait trouver son homologue, il le dénicha dans la banlieue de Los Angeles, et s'y rendit en août 1984, flanqué d'un ingénieur d'Elf-Aquitaine. « C'était une véritable chasse, raconte-t-il. J'ai découvert une société de douze salariés, animée depuis huit ans par deux frères, américains moyens. Ils réalisent 1 million de dollars de chiffre d'affaires, dégageant la moitié de gains par an et sont les seuls au monde à faire ça. »

A toute vitesse, « d'une poignée de main », un accord est conclu, et la machine miracle achetée pour 1 500 dollars. Pendant dix ans, prévoit le contrat, les Américains fournissent leur technologie en exclusivité pour l'Europe et en priorité pour le Moyen-Orient, moyennant 25 % du capital de la société française et des royalties s'élevant à 5 % du chiffre d'affaires.

« J'ai le droit de dupliquer la machine fournie et de créer des

sociétés filiales majoritaires », précise encore le PDG de CJS Développement, les deux partenaires devant en outre « examiner les apports réciproques en matière de technologie » avant de poursuivre leur collaboration, passée cette première période.

Parallèlement à l'exploitation du procédé, M. Bourgain entend en effet développer son propre système avec l'aide de spécialistes et associés qui vont le rejoindre dans les prochaines semaines. Il fourmille d'idées et envisage de nouveaux produits. Avec les six machines qui fonctionneront au printemps, il vise « la captation d'un marché » et souhaite « occuper le terrain » pour acquiescer « la crédibilité ». Rapidement, il pense réaliser un chiffre d'affaires de 10 millions de francs sur un marché global évalué à 100 millions, mais, insiste-t-il, « il s'agit bien d'une innovation. »

Paradoxe

Soutenu, à ce titre, par l'ANVAR, la SDR Expanso, la SOFREA, et ayant bénéficié de toutes les aides possibles — y compris du prêt participatif simplifié, supprimé depuis, — il s'est engagé à créer 10 emplois au début de 1986 et à embaucher 25 salariés en 1987.

Sans nul doute, M. Bourgain est un créateur d'entreprise privilégié, et, pourtant, cela ne l'a pas empêché de connaître, comme ses « confrères », des difficultés, grandes ou subalternes. « Je vis financièrement grâce à ma femme restée à Paris. C'est elle qui me fait bouffer », souligne-t-il en ironisant sur le paradoxe du chef d'entreprise potentiel qui se fait entretenir. « C'est délicat, avoue-t-il, et en plus nous n'avons pas les moyens de nous voir souvent. »

Pendant des mois, perdu dans la campagne paloise — « Une merveille. J'ai la plus belle baignoire de France avec vue sur les Pyrénées », — il a partagé son temps de célibataire forcé : « Le matin j'étais créateur d'entreprise, l'après-midi je devenais électricien ou maçon pour retaper ma vieille baraque à l'abandon. »

Ce qui le fait courir ? « Mes quatre enfants d'un premier mariage sont fiers de me voir réaliser quelque chose à mon âge », se plaît-il à observer, en signalant que, à son exemple, son fils de vingt-cinq ans vient de se lancer à son tour. « Il y a quatre ans ce n'était pas possible. Le climat s'est modifié en faveur de l'entreprise et de l'homme. Aujourd'hui, on peut risquer et on peut réussir », veut-il croire. Tout en affirmant qu'il « faut être totalement fou » pour entreprendre.

A. L.

POUR AMÉNAGER ET RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

2 guides pratiques

ANACT
agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail
7, bd Romain-Rolland, 92128 MONTRouGE Cedex

« INVESTIR DANS LE TEMPS DE TRAVAIL »
Juin 1985
100 F TTC Franco de port

« INTRODUIRE LE TEMPS CROISIÉ DANS L'ENTREPRISE »
Novembre 1984
50 F TTC Franco de port

Acheter, vendre, louer...

par MINITEL

Laissez votre message sur PRISME par le 615-91-77, puis GP1 ou GP2 et PRISME (ou choix 9 du menu)

LE GUIDE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

80 domaines traités qui résument la vie économique, démographique et sociale de la France.

Une présentation claire, des utilisations multiples font des TEF 85 un ouvrage de recherche et de référence nécessaire à la culture générale de chacun.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

bon de commande à retourner à CNGP - INSEE - 23, rue Robert de Luzarches BP n° 2718 - 93027 Amiens Cedex

Veuillez m'adresser : ☐ exemplaire(s) des TEF 85 - Prix : 94 F

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Coint en règlement la somme de _____ F

☐ Mandat ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal à l'ordre de l'INSEE

A travers les revues étrangères

Le salaire réel diminue-t-il quand l'emploi augmente ?

Keynes et les néo-classiques
mis en cause
par une étude de cas individuels

par DANIEL VITRY (*)

L'ÉVOLUTION des salaires réels au cours du cycle économique est l'un des quelques points d'accord entre Keynes et les économistes néo-classiques de l'entre-deux-guerres. Tous estiment qu'en règle générale l'augmentation de l'emploi ne peut que s'accompagner d'une baisse des salaires réels. En effet, à court terme, c'est-à-dire à équipements installés constants, lorsque l'emploi augmente, la productivité du travail, et, de ce fait, le salaire réel, diminuent ; et réciproquement. Les mouvements des salaires réels sont donc contra-cycliques. Or toutes les études économétriques ne confirment pas le raisonnement théorique. Dès 1938, certains travaux statistiques avaient jeté un doute sur ce point.

Dans le dernier numéro (1985, n° 4) du *Journal of Political Economy*, Mark J. Bils présente une analyse sur « l'évolution des salaires réels au cours du cycle, étudiée sur des données individuelles ». Son originalité provient de ce que l'auteur n'utilise pas des séries chronologiques agrégées. Celles-ci présentent en effet un inconvénient majeur : en raisonnant sur le salaire réel moyen, elles laissent supposer que la structure de l'emploi reste la même pendant tout le cycle économique. Or cela est manifestement abusif ; le cycle économique ne se traduit pas pour tous les travailleurs de la même façon. Il est vraisemblable, par exemple, que les salaires de ceux qui conservent leur emploi et de ceux qui le perdent, pendant un temps au moins, n'évoluent pas de la même façon.

L'utilisation de données individuelles permet d'éviter cette objection. L'auteur utilise des données provenant d'entretiens effectués en 1966 auprès de plus de cinq mille Américains âgés de quarante à vingt-quatre ans à l'époque, et recommandés, après des années, pratiquement tous les ans jusqu'en 1980. La variable qui doit décrire le cycle des affaires est la variation du taux de chômage de l'économie américaine d'une année sur l'autre.

Les résultats obtenus sont les suivants : contrairement à ce que beaucoup pensent, les salaires

réels varient de façon procyclique : une augmentation d'un point du chômage entraîne une baisse du salaire réel de 1,5 à 2 points. Cette évolution est encore plus accentuée pour les Noirs que pour les Blancs. Lorsque l'on distingue parmi les personnes interrogées celles qui ont changé d'emploi, le mouvement procyclique du salaire est deux fois plus prononcé : c'est ainsi qu'une diminution de chômage de 1 point s'accompagne d'une augmentation du salaire réel de 3,5 points chez les Blancs et de 4 points chez les Noirs. Mais pour les personnes qui ont eu la chance de conserver leur emploi, la diminution du chômage des autres ne s'accompagne pas d'une hausse très sensible de leur salaire réel personnel. Les individus qui conservent leur emploi sont donc largement à l'abri des effets du cycle économique.

Trente cycles

Le *Journal of Economic Literature* a publié, dans son numéro de juin 1985, un article de Victor Zarnowitz : « Travaux récents sur les cycles des affaires, mise en perspective historique ». Zarnowitz est professeur à l'université de Chicago et membre du National Bureau of Economic Research (NBER) ; c'est un spécialiste mondial du cycle de la théorie des cycles. L'histoire économique confirme l'existence de fluctuations de longue durée du produit national brut, alternant des phases d'expansion et de récession.

Depuis le milieu du dix-neuvième siècle jusqu'à 1982, les États-Unis ont connu trente cycles, avec des phases d'expansion d'une durée moyenne de trente-trois mois, et des phases de récession de dix-huit mois. Cependant, la durée des cycles et leur amplitude sont irrégulières ; depuis 1949, les États-Unis ont connu sept phases d'expansion d'une durée moyenne de quarante-six mois ; la plus courte a duré douze mois (juillet 1980-juin 1981), la plus longue cent six mois (février 1961-décembre 1969).

Si tous les secteurs d'activité n'ont pas la même évolution, on peut cependant dégager quelques grandes caractéristiques. Prenons le cycle du PNB comme référence : l'agriculture obéit naturellement à d'autres lois ; mais la production des biens durables et celle des services encore plus faible. L'évolution du chiffre d'affaires des grossistes a une amplitude plus grande que celle des détaillants, mais plus faible que celle des fabricants ; parallèlement les prix de gros varient plus que les prix de détail. Enfin, les carnets de commandes varient de façon plus ample que la production.

Il existe certains indicateurs avancés du cycle. Tous les projets d'investissement varient bien avant la production et l'emploi ; de même, la productivité horaire de travail précède le cycle. Le profit par unité de produit chute avant les ventes. Enfin, les anticipations et les projets d'achat des consommateurs précèdent largement le cycle du PNB.

Comment expliquer les cycles ? Il y a, en prenant le risque de simplifier, deux familles de théories du cycle. Dans la première famille, ce fait du cycle n'est que le résultat d'un processus interne au système ; le cycle est engendré soit par l'investissement, soit par le crédit, soit enfin par la relation prix-coût-profit. Dans cette approche, les chocs extérieurs sont secondaires ; la dynamique du système est interne. Ainsi, en 1898, le Suédois Knut Wicksell expliquait le cycle par l'écart entre le taux d'intérêt du marché et le taux d'intérêt naturel ; ou encore, en 1939, Joseph Schumpeter expliquait que la croissance était le résultat

du progrès technique et de la concentration d'innovations majeures à certaines époques, ces époques privilégiées revenant de façon cyclique.

Entre 1930 et la fin des années 40, on a assisté à une floraison de modèles décrivant le cycle de façon endogène, en combinant deux relations plus ou moins mises à jour par Keynes, le multiplicateur qui explique le niveau du produit national par celui de la demande, et l'accélérateur qui explique la demande d'investissement par les variations de la demande de produit final. Ce sont les retards entre les variables, la forme linéaire ou non des relations, et l'explication de l'investissement qui permettent de différencier les modèles. Malheureusement, ces modèles laissent presque toujours de côté les aspects monétaires et financiers.

La deuxième famille fait du cycle une réponse de l'économie à un choc extérieur, qui peut être une guerre, une variation de la population, un changement technologique, une modification de politique monétaire ou fiscale, ou encore une variation brusque du prix des matières premières, comme dans le cas des chocs pétroliers. Dès lors, c'est le poids accordé aux facteurs réels ou au contraire aux facteurs monétaires qui permet de classer les modèles. Par exemple, pour les monétaristes, les variations du revenu national dépendent des variations du stock de monnaie. L'origine des cycles dans la théorie de Milton Friedman réside dans l'alternance de forte croissance de la masse monétaire et de ralentissement. C'est donc l'irrégularité de la politique monétaire qui déstabilise l'économie, en particulier son secteur privé.

(*) Professeur à l'université de Paris-IX.

L'un des développements récents de la théorie néoclassique contemporaine est la théorie des anticipations rationnelles. Cette théorie a pour ambition de construire un modèle de cycle respectant scrupuleusement deux idées de la théorie de l'équilibre général : les agents économiques poursuivent leurs intérêts personnels, et les marchés sont en équilibre. Selon cette approche, les agents économiques anticipent exactement comme le ferait l'utilisateur de la meilleure théorie économique de l'époque.

Lorsque la politique monétaire est parfaitement connue, ses effets sont prévisibles, toutes les variables nominales vont s'adapter en conséquence et il n'y aura pas de cycle économique. Les fluctuations des variables réelles ne peuvent s'expliquer que par les variations aléatoires de la masse monétaire qui provoquent des mouvements de prix inattendus et des erreurs de calcul des agents. Reste à savoir si ces fluctuations peuvent durer. Signalons enfin un très important courant de pensée qui recherche l'origine des cycles dans les rigidités de l'économie, en particulier du fait de la présence des contrats à long terme et de l'indexation des salaires.

Surprises américaines

L'examen de la phase actuelle de l'expansion américaine réserve bien des surprises. Le produit national brut a augmenté exactement comme il l'avait fait en moyenne au cours des phases de reprise des autres cycles, 12 % en deux ans par rapport au point bas de la récession. Mais l'investissement a bien plus augmenté qu'au cours des autres phases de reprise, alors qu'il n'avait pas plus baissé au cours de la récession de 1980-1982 qu'au cours des autres récessions. En effet les dépenses d'équipements durables, qui augmentaient en moyenne de 20 % en deux ans au cours des reprises des cycles précédents, ont augmenté cette fois de 40 % en deux ans. Pour les équipements de bureau, la croissance, qui était en moyenne de 26 % en deux ans, est de 59 % cette fois.

La reprise de l'investissement n'a du reste pas profité qu'à l'industrie américaine, une partie de ces investissements ayant été importée. Puisque le produit national brut a connu la reprise traditionnelle, ce n'est pas lui qui peut expliquer le boom de l'investissement. Dans un article paru dans le dernier numéro des *Brookings Papers*, Barry Bosworth se demande s'il n'y a pas une relation entre « l'impôt et la reprise de l'investissement ». Des mesures fiscales prises en 1981 et 1982 ont en effet beaucoup diminué le taux d'imposition des revenus d'investissements nouveaux. Le coût du capital s'en est trouvé modifié.

L'auteur a utilisé les modèles traditionnels d'investissement sans grand succès ; ceux-ci sous-estiment en effet l'investissement. Il a donc construit un modèle désagrégé, car il estime que les mesures fiscales prises n'ont pas eu un effet identique sur tous les types d'investissement. En mesurant l'impact des mesures fiscales de 1981-1982 par la variation du taux d'imposition, l'auteur montre que ces mesures n'ont eu qu'un très faible effet, contrairement à toute attente. Certains investissements (équipements de bureau, camions) supportent même un taux d'imposition plus élevé qu'avant.

En mesurant maintenant l'impact des mesures par l'évolution du coût du capital, l'auteur montre que ce coût n'a baissé en moyenne que de 4 %. En définitive, il ne trouve aucune corrélation entre l'évolution des dépenses d'investissement et les changements fiscaux. Cela ne signifie pas que les mesures fiscales n'ont pas eu d'effets : elles en ont eu, en particulier à court terme, sur le *cash flow* des entreprises. L'auteur estime que le système fiscal américain est devenu tellement complexe que les mesures prises n'ont pas nécessairement les effets attendus. La fiscalité est une sorte de boîte noire, en somme, que l'administration Reagan cherche à simplifier. Puisse-t-elle ne pas en faire une boîte de Pandore.

Quinze ans de quotas au Canada

(Suite de la page 39.)

On comprend que, dans ces conditions, les dépenses gouvernementales en faveur du soutien du marché du lait ne s'accroissent que modérément (310 millions de dollars en 1983, contre 283 millions en 1976). Le quota national excède les besoins intérieurs, mais ce sont, en définitive, les producteurs qui financent l'exportation de ce surplus. Ce qu'ils perçoivent en subventions directes, ils le reversent sous forme de taxes. Pour quelques raisons les producteurs demeurent-ils donc attachés à ce système ?

Il apparaît tout d'abord que, dans le cadre de cette organisation du marché, les fédérations de producteurs de lait se trouvent en position de force dans leurs négociations avec l'industrie. Dans certaines provinces, comme l'Ontario, la fédération exerce, en effet, un monopole complet sur les ventes de lait et règle la répartition des livraisons entre les laitières, qui sont soumises, de fait, à un quota global d'approvisionnement. Ces laitières paient d'ailleurs le lait selon l'utilisation qu'elles en font, la fédération assurant une péréquation entre les producteurs.

Les producteurs ont en outre obtenu, comme on l'a déjà dit, l'indexation du prix du lait. En

1975, le prix visé par la CCL a été calculé pour couvrir le coût de production d'une exploitation moyenne ; depuis cette date, il est ajusté annuellement en fonction d'un indice prenant en compte l'évolution des charges de la production et le niveau général des prix. Le revenu des producteurs a donc évolué favorablement sous l'effet de cette indexation des prix. D'autres facteurs ont également joué dans ce sens : l'instauration de quotas s'est notamment accompagnée d'une très forte restructuration du secteur - le nombre des producteurs livrant à l'industrie revenant de 123 000 à 50 000 entre 1972 et 1982, - et la dimension économique des exploitations s'est accrue.

Les difficultés ne sont pas, bien entendu, pour autant absentes dans le fonctionnement du système. La fixation du quota national en fonction des débouchés extérieurs peut conduire à des ajustements brutaux : c'est ainsi que ce quota a dû être réduit de 18 % en 1976 (les capacités d'absorption du marché intérieur avaient, semble-t-il, été largement surestimées au cours des campagnes précédentes) ; il a encore diminué de 4,5 % en 1983.

La répartition de ce quota national entre les provinces est, également, source de tensions.

Ainsi, en 1983, a-t-on vu la Colombie britannique « faire sécession » du système national de gestion des approvisionnements laitiers : sa production ne correspondait qu'à 35 % de sa consommation, et elle s'adressait plus que le système de gestion nationale ce lui permette pas d'augmenter son degré d'autoapprovisionnement. Elle a maintenant fixé ses propres quotas au-dessus de ce qui lui était autorisé par le plan national. Ses producteurs ne perçoivent plus la subvention directe versée par la CCL, mais ne paient plus la taxe destinée à financer les exportations.

La situation déficitaire de la Colombie britannique la met en fait dans une position de force par rapport aux autres provinces. Celles-ci sont en effet perdantes dans ce contexte ; et que la Colombie ne leur achète plus elle-même le surplus à exporter sur le marché mondial, les taxes payées par leurs producteurs pour financer le coût de ces exportations augmentent donc nécessairement. On peut imaginer que certains pays déficitaires de la CEE pourraient être tentés d'adopter une attitude semblable à celle de la Colombie britannique, si le gel des situations devait se prolonger...

Une véritable barrière

Le système de contingentement a en fait conduit à une prise de valeur des quotas qui constitue maintenant une véritable barrière à l'entrée de nouveaux producteurs, et accroît les difficultés lors de la transmission des exploitations. Il faut être conscient que, dès qu'un droit de produire est créé et devient de ce fait un bien rare, il acquiert nécessairement une valeur et fait l'objet d'un échange, même si celui-ci est réglementairement interdit. Dans presque toutes les provinces, les solutions administratives de redistribution des quotas ont été abandonnées, et les fédérations ont organisé un marché sur lequel se vendent et s'achètent les quotas. En Ontario, il s'agit d'un marché de type boursier. Jusqu'à présent, les ventes se faisaient aux enchères dans la province du Québec ; à cet automne, un marché de

type boursier va être également mis en place.

Depuis quelques années, la valeur des quotas a pas cessé de s'accroître. Ainsi, au Québec, le prix de l'hectolitre annuel de lait de transformation est passé de 36 à 72 dollars entre 1980 et 1983 ; la valeur du quota correspond donc à deux recettes laitières annuelles, et la mise en production d'une vache supplémentaire coûte à un producteur environ 3 600 dollars. L'achat d'un quota est donc d'un coût élevé pour les exploitants, mais ce coût constitue

aussi un facteur d'attachement des producteurs au système actuel : il est en effet évident qu'un éleveur qui vient d'acheter des quotas pour plusieurs milliers de dollars ne peut pas souhaiter une déréglation du secteur qui annulerait la valeur de son investissement.

L'expérience canadienne révèle ainsi l'intérêt d'un système de contingentement de la production, et aussi la nature des problèmes qu'il ne manquera pas, à terme, de poser. Les quotas fournissent un instrument de régulation de l'offre - et de limitation des

dépenses publiques - indéniablement efficace. Mais le blocage des quantités mises en marché semble bien avoir pour contrepartie l'apparition de fortes pressions à la hausse des prix à la production : le système d'indexation des prix qui lui est lié constitue sans doute aujourd'hui, dans un contexte de lutte anti-inflationniste, l'un des points les plus sensibles du débat engagé sur l'avenir des quotas laitiers au Canada.

JEAN-PIERRE BUTAULT
et DENIS HAIRY.

Bouleversement en Europe

Comment
vont s'effectuer
les transferts
de quotas

Le système canadien met en relief l'importance déterminante, dans ce type de régulation du marché, des mécanismes d'allocation et de transfert des quotas. Une triple question se pose ici : comment assurer dans le cadre d'une politique de stabilisation du volume global de l'offre, les nécessaires ajustements des structures d'exploitation ? Est-il possible de veiller, conjointement, à la prise en compte d'un certain nombre d'impératifs d'ordre socio-économique (préservation du caractère familial des exploitations, maintien des équilibres régionaux) ? Sur quel type d'organisation s'appuyer pour y parvenir ?

Après de multiples expériences, les Canadiens ont répondu clairement à ces questions : le mode de régulation qui a été adopté consiste à « faire confiance » au marché pour assurer le transfert des quotas entre producteurs ; ce marché - cependant très strictement organisé sous l'égide du syndicat agricole - n'est pas, dans ce dispositif, la prise en charge « directe » des objectifs d'ordre socio-économique. Les conséquences de ce choix fondamental sont claires : la concentration de la production s'est activement poursuivie, la prise de valeur des quotas constituant pour les producteurs financiers les moins bien dotés une incitation puissante à quitter le secteur en réalisant la valeur capitalisée de leurs droits à produire. En

contrepartie, l'apparition de cette nouvelle rente a bien évidemment allourdi les charges financières des agriculteurs susceptibles de s'engager dans un processus d'expansion de la production.

Dans quelle mesure cette situation est-elle transposable aux cas de l'Europe et de la France ? Il faut souligner, tout d'abord, que les mutations structurelles, dans notre pays, sont loin d'être achevées ; au cours des dernières années, le maintien d'un rythme élevé de croissance de la production a constitué, du moins pour les exploitants les plus jeunes, le plus sûr moyen d'accéder à des niveaux de revenus « équilibrés ».

Il paraît donc évident que de fortes pressions vont s'exercer pour que les « transferts de quotas » s'effectuent avec le plus de souplesse possible. La procédure actuellement engagée, et qui vise, pour l'essentiel, à désigner administrativement les catégories de producteurs « prioritaires » et à réduire le niveau des taxes en organisant une « péréquation » entre producteurs, au sein de chaque région, voire entre régions, ne peut que trouver ses limites.

Qu'advient-il de la suite ? Des pressions se sont déjà exercées, au Grand-Bretagne notamment, pour que le marché agricole, en dernier ressort, les transferts de quotas entre exploitants. Il y a gros à parier que cette tendance se renforcera dans l'avenir. Des formes « hybrides » de gestion pourraient cependant être trouvées, qui verraient coexister une répartition « administrative », sous l'égide de l'office du lait par exemple, d'une fraction annuelle des quantités libérées, et dans le cadre de laquelle serait assurée la réalisation d'objectifs socio-économiques généraux (installation des jeunes, maintien de la production en zone de montagne, etc.), avec une gestion « par le marché » des transferts « privés » de quotas entre producteurs ou entre laitières.

Cette formule aurait sans doute - l'expérience canadienne en fait foi - le mérite de la transparence. Elle contraindrait toutefois, dans son principe, au règlement communautaire actuel, lequel lie strictement tout transfert de quota à celui d'un « support » foncier. Il paraît donc difficile de dépasser ici le stade des simples conjectures ; nul doute, cependant, que les règles du jeu qui régissent, depuis longtemps, les processus de concentration et d'intensification de la production laitière ne soient profondément bouleversées au cours des mois et des années à venir.

J.-P. B. et D. H.

**PLANIFICATION STRATÉGIQUE
PROSPECTIVE INDUSTRIELLE**

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Cours du soir de 18 h 15 à 20 h 30

1^{er} cours : le vendredi 11 octobre 1985
au C.N.A.M. - Salle 39-3-45
2, rue Conté - 75003 Paris.

Renseignements auprès de Michel Godet, professeur associé.
Tél. : 271-24-14, p. 530.
Inscriptions : C.N.A.M., 282, rue Saint-Martin - 75141 Paris Cedex 03.

La chronique de Paul Fabra

La retraite-frustration

B IEN que le nombre de personnes directement touchées doive sans doute rester inférieur à 20 000, ce n'est pas une mince affaire que ce projet de loi visant à décourager les cumuls emploi-retraite que M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est en train de préparer en toute urgence, comme s'il s'agissait d'un dangereux courant à endiguer avant qu'il ne devienne irrésistible. La raison de cette hâte n'est évidemment pas sans rapport avec le fait que le premier ministre avait annoncé, dans son émission télévisée du 5 septembre, qu'il allait agir dans ce sens.

Les mesures qui vont être prises ont en effet un caractère hautement dissuasif, ce qui pourrait sembler être une autre façon pour le gouvernement de prouver sa détermination à s'opposer à la prolifération d'une pratique qu'il juge génératrice de chômage. La cotisation de solidarité mise à la charge des « cumulards » d'une pension de retraite et d'un emploi rémunéré sera très fortement relevée, selon un système de pénalisation à deux étages impliquant une abrupte progressivité.

Pour les titulaires d'une pension de retraite qui continuent à travailler, et qui reçoivent pour leur travail une rémunération au plus égale à deux fois et demie le SMIC, soit environ 11 000 F par mois, la cotisation en question, versée aux régimes d'indemnisation de chômage (UNEDIC, Fond de solidarité, CANCAVA, selon le cas) — et non pas au fisc, — est doublée. Elle passe de 5 % à 10 % aussi bien pour le salarié que pour son employeur. Raisonons sur l'exemple simple d'un retraité qui touche une pension d'un montant supérieur au SMIC (si elle est inférieure à ce montant, le cumul n'est pas « pénalisé ») et perçoit en plus pour la fonction qu'il occupe une rémunération de 11 000 F. La cotisation de solidarité, qu'il est tenu, par les taxes en vigueur depuis avril 1983, de verser, revient à imputer son salaire (ou ses honoraires) de 550 F aujourd'hui (5 % de

11 000 F) et de 1 100 F demain, quand la nouvelle loi sera votée. Quant à la cotisation mise à la charge de l'employeur, elle a pour effet de majorer de la même somme le coût total des services qu'il demande au « cumulard » : 11 000 F + 550 F aujourd'hui et + 1 100 F demain. La cotisation s'ajoute, bien sûr, aux charges sociales.

MICHEL DELEBARRE a indiqué, à l'occasion du dernier conseil des ministres, que, au cas où la rémunération dépasserait 11 000 F, la cotisation de solidarité sera portée à 100 %, partagée entre l'employeur et celui qu'il emploie. Le ministre n'a pas fait preuve d'humour noir. Comme cela ressort clairement de l'exemple cité, les 100 % de cotisation dont il a parlé ne signifient pas que le « cumulard » sera privé sans autre forme de procès de la totalité de ses gains, hors pension, dépassant 11 000 F. Il reste que la tranche supérieure de sa rémunération, égale à 8 000 F dans notre hypothèse (19 000 F - 11 000 F), sera très sévèrement amputée, puisqu'il n'en recevra que la moitié (cotisation de 50 % à sa charge). Cela vaudra-t-il encore la peine pour lui de travailler ? Et son employeur n'y regardera-t-il pas à deux fois avant de l'embaucher, vu que, pour lui, cette deuxième tranche correspondra à un débours effectif de 8 000 F + 4 000 F = 12 000 F, sans parler des charges sociales ? La volonté de découragement paraît bien animer les auteurs du projet.

Un doute s'introduit toutefois dans l'esprit quand on s'avise de la portée probable de la mesure envisagée. On ne compterait guère plus de 18 000 à 19 000 « cumulards » déclarés, car ils ne sont mis à contribution qu'à concurrence de leur déclaration auprès des organismes de recouvrement — lesquels ne disposent pas de moyens d'investiga-

tion efficaces. La question s'est posée de savoir si le gouvernement profiterait de l'occasion pour assortir de sanctions le non-versement des cotisations de solidarité. Elle a été tranchée par le négatif, bien que l'administration soit persuadée qu'une fraude importante ait lieu.

En revanche, il n'a même pas été sérieusement envisagé d'augmenter le nombre des personnes visées en pénalisant le cumul pour les retraités âgés de moins de soixante ans. Par une telle extension, on eût atteint certaines catégories de fonctionnaires, tels les anciens militaires ou d'anciens membres du personnel de certaines entreprises du secteur public. Le renoncement du gouvernement peut s'expliquer de trois façons : ou bien il ne croit pas vraiment — faute de pouvoir y apporter la moindre commencement de preuve — à son raisonnement selon lequel en combattant le cumul on combat le chômage ; ou bien il n'a pas osé mécontenter un trop grand nombre de « cumulards » ; ou bien encore il redoute que, en dissuadant de travailler des hommes et des femmes pas encore assez vieux pour être présumés incompetents, il fasse éclater au grand jour les inévitables conséquences de son parti pris. Aurait-il eu le souci de donner une satisfaction de façade aux syndicats qui s'élèvent avec le plus de vigueur contre le cumul ?

R IEN ne serait plus erroné qu'un calcul cynique fondé sur l'idée qu'en touchant finalement très peu de monde on obtient un grand avantage psychologique auprès de toute une partie de l'opinion publique prompt à voir dans tout « cumulard » un homme qui occupe le poste convoité par un chômeur. La vérité serait plutôt qu'on risque, par une mauvaise appréciation des effets psychologiques réels d'une telle mesure, d'aggraver le malaise dont souffrent un nombre

non négligeable de Français et de Françaises implicitement accusés d'accaparer des emplois.

Les adversaires du cumul ont trop beau jeu de répondre que, après tout, personne dans ce pays n'est absolument obligé de prendre sa retraite à soixante ans : précisons qu'en droit, sinon en fait, cette obligation n'existe pas davantage à soixante-cinq ans, car il n'y a pas, contrairement à une croyance quasi universellement répandue, d'âge légal de la retraite, en tout cas pas pour les salariés du secteur privé (pour le secteur public, la question est juridiquement moins claire). A telle enseigne que la légalité des rares conventions collectives qui stipulent la mise à la retraite à soixante ans pourrait être contestée devant les tribunaux.

DANS les faits, la situation se présente de façon très différente, même si on peut penser que le vieillissement progressif de la population conduira dans l'avenir beaucoup plus de gens qu'aujourd'hui à faire valoir, le troisième âge venu, leur droit au travail ; un mouvement de ce genre se manifeste déjà aux Etats-Unis. S'il n'est pas douteux que la faculté donnée par l'ordonnance de mars 1982 de faire valoir ses droits à la retraite dès l'âge de soixante ans a été bien accueillie par une grande partie de la population, il n'en est pas moins vrai que beaucoup de nos concitoyens n'en ont pas fait usage parce qu'on les a poussés à le faire. C'est la même chose à son décret d'application d'avril 1983 qui a institué la cotisation de solidarité, laquelle, il convient de le rappeler, s'applique aux salariés, artisans et commerçants, mais non aux membres des professions libérales ni aux agriculteurs parce que le régime de la retraite à soixante ans ne leur a pas été accordé.

La règle posée est que, pour demander son admission à la retraite,

il faut cesser de travailler dans l'entreprise qui vous emploie. Une présomption que le gouvernement a lui-même raisonnablement sur l'hypothèse que, dans de nombreux cas, la renonciation au travail dès l'âge de soixante ans serait ressentie comme une frustration est qu'il a voulu d'emblée, comme pour rétablir l'égalité, pénaliser ceux qui trouveraient un emploi de remplacement.

C E faisant, il n'a fait qu'accroître la pression morale qui s'exerce désormais sur les hommes (et les femmes) de soixante ans pour qu'ils abandonnent « volontairement » un emploi auquel ils sont en général d'autant plus attachés qu'ils le remplissent utilement. Leur fermer les débouchés de substitution et ponctionner sans pitié la rémunération supplémentaire qu'ils en tirent, c'est courir le risque, comme le dit Dominique de La Martinière, ancien et brillant directeur général des impôts (1967-1973), puis directeur général dynamique et inflexible de l'IDF (1975-1984), de « mettre hors circuit économique l'expérience acquise ». C'est aussi — de nombreuses et souvent émouvantes lettres reçues l'attestent — culpabiliser de nombreux Français et Françaises qui continuent à travailler tout simplement parce qu'ils ont à faire face à des charges de famille encore lourdes.

Dans son article 6, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclame que « tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, ils sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ». La même principe de non-discrimination veut pour la marche de l'emploi. Il se fait que, lorsqu'ils sont conçus avec clarté, les grands principes du droit ne contredisent pas les lois de l'économie. Mais on sait que les technocrates n'aiment pas le droit ; on commence à soupçonner qu'ils ne connaissent pas aussi bien l'économie qu'on l'avait cru.



SEPTEMBRE 85

SICOB 85

Comment comparer les performances et les prix de tous les micro-ordinateurs ? Ce travail de Titan, SVM l'a fait pour vous et a sélectionné les 50 meilleurs. Ecoutez les conseils d'ami de SVM.

18 F. EN VENTE PARTOUT.

L'HOMME ET LES VILLES

MICHEL RAGON

7000 ans d'architecture, de philosophie, de politique et d'ouverture

20 x 28 cm - 290 p. - 250 F. - 220 F.

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

DANS LES 9 BHV JUSQU'AU 28 SEPTEMBRE 1985

-20% SUR TOUS LES MEUBLES

SIEGES, LITERIE, meubles de cuisine et de salle de bains.


Offre valable du 9 au 28 septembre 1985. Livraison gratuite Paris et région parisienne à partir de 1000 F d'achats. *Dans la mesure où le rayon correspondant existe.

REVOL/PARY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE-ÉPINE/ROSNY 2/CRÉTEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

SICOB 85

niveau 3 zone D E

"Ne passez pas à côté de Nixdorf"



Président-Directeur Général de Nixdorf Computer S.A., je tiens à m'adresser personnellement à tous les décideurs, à tous les chefs d'entreprises, à tous ceux pour qui le sens du concret n'est pas un vain mot. Les meilleurs ambassadeurs de la réalité Nixdorf sont nos résultats internationaux : une progression constante de 23 % par an de notre chiffre d'affaires. Implanté dans 41 pays, Nixdorf fait partie du peloton de tête des constructeurs informatiques. Position de leader consacrée par le succès du titre Nixdorf en Bourse. Des faits qui sacrent une entreprise « moteur » du développement des pays et des régions dans lesquels elle est implantée.

L'informatique Nixdorf prouve quotidiennement son efficacité dans les domaines les plus variés. De la banque à l'agriculture, de l'automobile aux professions de santé, plus de 2.500 entreprises en France ont déjà découvert et adopté les performances de l'informatique Nixdorf ; et ce sont les utilisateurs eux-mêmes qui la qualifient de véritable outil de productivité s'intégrant immédiatement à toutes les organisations ! Être concret, c'est voir le présent et regarder l'avenir. Notre évolution se poursuit vers des systèmes de communication globale intégrant toutes les technologies de pointe.

Et chez Nixdorf, nous aimons le langage des faits. Un langage que vous découvrirez au Sicob sur le stand Nixdorf. Là, d'un poste de travail à l'autre, des micro-ordinateurs aux grands systèmes, à travers des applications professionnelles et générales, tout en participant à un concours, vous gagnerez peut-être un voyage aux U.S.A. C'est ce qui s'appelle un cadeau concret, comme l'informatique Nixdorf. Alors, au Sicob, ne passez pas à côté de Nixdorf.

Christian SIMON
Nixdorf Computer S.A.

NIXDORF COMPUTER

Nixdorf Computer S.A.
7/13, boulevard de Courbevoie - 92000 NEUILLY-8/SEINE
Tél. 747 12 70 - À partir du 25 10 1985 - 47 47 12 70

économie

COMMERCE EXTÉRIEUR

LES CRÉDITS A L'EXPORTATION

Les banquiers et le ministère des finances cherchent un point d'accord

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, voudrait d'ores et déjà la baisse des taux, et même quelque peu anticiper sur elle, pour donner un premier coup de pioche dans une des plus importantes et des plus hétérogènes constructions érigées par le zèle interventionniste des pouvoirs publics français. Il s'agit du dispositif qui leur permet, à coups de subventions d'État, de plus de 11 milliards de francs, d'aider les exportateurs en abaissant artificiellement le coût des crédits qu'ils consentent à leurs clients étrangers. Par ce moyen, nos grandes entreprises peuvent exporter des produits vers les pays qui leur achètent de gros matériels d'équipement, voire des usines clés en main, qu'il est de plus en plus difficile de vendre.

Tout en étant d'accord sur l'orientation générale de cette politique qui devrait avoir l'avantage de leur offrir un nouveau champ d'activité en battant en brèche le monopole dont jouit la Banque française du commerce extérieur (BFCE) pour l'octroi et pour la mise en œuvre de ces crédits, les banques françaises rechignent, car elles redoutent de devoir supporter des risques supplémentaires.

Les taux du marché intérieur sont tombés légèrement au-dessous du niveau des taux de faveur que la France comme les autres pays à taux intérieurs élevés est autorisée par l'OCDE à accorder aux pays classés par cette dernière institution

comme « relativement riches », l'URSS et plusieurs pays pétroliers étant les principaux (le Monde du 20 août).

Ces taux minimaux sont de 12% pour des crédits compris entre deux et cinq ans et de 12,25% pour des crédits relatifs à des matériels dont le paiement est échelonné sur plus

leur marché intérieur, qui peuvent être nettement plus bas que les taux dits du consensus ou « taux matriciels », qui viennent d'être cités.

Mais, là encore, la communauté internationale, souvent échaudée, a pris une précaution qui consiste à enregistrer, pour chacun des pays à monnaie forte, et donc à taux bas,

M. Bérégovoy veut mettre les banques en concurrence pour financer l'exportation, domaine quasi exclusif jusqu'à présent de la Banque française du commerce extérieur (BFCE). Mais les banquiers trouvent cette activité bien risquée

de cinq ans. En conséquence, la Rue de Rivoli a exprimé son intention de supprimer, pour cette catégorie d'acheteurs, les subventions. Celles-ci resteraient en vigueur pour les clients de la catégorie intermédiaire (catégorie B), tel le Brésil, pour lesquels les taux arrêtés au sein de l'OCDE sont respectivement de 10,7% et de 11,2%. Il en serait de même a priori pour les pays classés comme « relativement pauvres », ceux de la catégorie C, pour lesquels le taux est, toutes déductions, de 9,85%.

Il est bien sûr entendu que les pays qui n'ont pas besoin de subventionner de cette façon leurs exportateurs sont censés offrir les taux de

un « taux d'intérêt commercial de référence » (CIRR, d'après le sigle anglais). La France pourrait demander qu'un tel taux de référence lui soit attribué en ce qui concerne ses exportations vers les pays de la catégorie A. Cela supposerait qu'entemps soit réglé le différend qui oppose la Rue de Rivoli aux banques.

Mécanisme protecteur

Ces derniers estiment que la Rue de Rivoli est trop exigeante. Leur argumentation est la suivante : on nous demande de financer nous-mêmes les exportations vers les « pays relativement riches ». Or nous pourrions nous trouver les res-

sources ? Une première possibilité serait d'émettre des emprunts obligataires dont les taux sont actuellement de l'ordre de 11,30% à 11,40%.

Les banques jugent cet écart très insuffisant, sous-entendu pour leur assurer une rentabilité suffisante. Une deuxième possibilité serait d'adresser au marché dit monétaire, c'est-à-dire au marché des créances à court terme, où les taux sont actuellement plus bas, actuellement de l'ordre de 9,75%. Cela reviendrait donc pour elles à financer des prêts à moyen ou long terme, assortis d'un taux fixe, par de l'argent emprunté à court terme. Dans les circonstances actuelles, le risque paraît trop grand aux banques. Elles menacent de ne plus offrir aux clients étrangers que des prêts à taux variable, ce qui mettrait les exportateurs français dans une situation d'infériorité vis-à-vis de la plupart de leurs concurrents.

Un argument supplémentaire des banques françaises est que M. Pierre Bérégovoy anticipe quelque peu le mouvement de baisse des taux français, or il est probable qu'au mois de décembre prochain les taux matriciels de l'OCDE soient abaissés d'un demi-point.

En conséquence, les banques demandent qu'on prévienne en leur faveur ce qu'elles appellent un « mécanisme protecteur », qui existe dans plusieurs autres pays, dont la Grande-Bretagne, les États-Unis et même le Japon, mais pas en Allemagne, où ce sont les entreprises exportatrices elles-mêmes qui supportent le risque inhérent à la variation des taux.

Qu'à cela ne tienne, rétorque M. Bérégovoy, que les banques mobilisent leurs réserves ! A quoi le ministre de l'économie, des finances et du budget ajoute une autre demande : qu'elles diminuent l'exorbitante commission de 1% qu'elles exigent sur tous les crédits à l'exportation alors que ces crédits sont garantis à concurrence de 95% par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), organisme d'État. Ce à quoi les banques répliquent à leur tour : les impayés absorbent environ le quart des marges allouées à nos opérations à l'exportation.

Les vertues

L'enjeu véritable dépasse les intérêts des exportateurs organisés en puissants groupes de pression. A travers un mécanisme plus ou moins complexe, les banques françaises ont la possibilité de récupérer un taux privilégié de 7,5 %, et pratiquement sans limite, les crédits à l'exportation qu'elles consentent. Autrement dit, c'est l'Institut d'émission qui finance les crédits accordés à nos clients des pays de l'Europe de l'Est, de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique.

Les créances ainsi accumulées par la Banque de France, qui s'élèvent à plus de 80 milliards, coiffent le bilan, qui comporte encore quelques autres vertus de même genre, dont l'une n'est autre que les bons du Trésor représentant le financement par la monnaie du déficit budgétaire.

Si M. Bérégovoy obtenait gain de cause, on pourrait voir ce portefeuille, pour la première fois depuis plus de dix ans, se dégonfler d'une somme qui pourrait se situer entre 5 et 10 milliards de francs. Cette amélioration, toutefois, serait plus apparente que réelle, car le marché monétaire sur lequel les banques se procurent les nouvelles ressources est lui-même largement alimenté par l'Institut d'émission.

PAUL FABRA.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$E.U.	8,2390	+ 100	+ 115	+ 200
Sw.	8,2310	+ 17	+ 46	+ 33
Yen (100)	3,6574	+ 93	+ 182	+ 194
DM	3,0497	+ 124	+ 135	+ 258
Fl.	2,7131	+ 81	+ 89	+ 169
£ (100)	16,7131	+ 18	+ 145	+ 148
S.E.	3,6948	+ 144	+ 160	+ 385
L. (100)	4,5486	+ 135	+ 95	+ 252
£. franc.	11,7811	+ 283	+ 165	+ 388

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	8/8	9/8	10/8	11/8	12/8	1/9	2/9	3/9	4/9	5/9	6/9	7/9	8/9	9/9	10/9	11/9	12/9
\$E.U.	7/8	8/8	9/8	10/8	11/8	12/8	1/9	2/9	3/9	4/9	5/9	6/9	7/9	8/9	9/9	10/9	11/9	12/9
DM	4/8	5/8	6/8	7/8	8/8	9/8	10/8	11/8	12/8	1/9	2/9	3/9	4/9	5/9	6/9	7/9	8/9	9/9
Fl.	5/8	6/8	7/8	8/8	9/8	10/8	11/8	12/8	1/9	2/9	3/9	4/9	5/9	6/9	7/9	8/9	9/9	10/9
£ (100)	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
S.E.	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
L. (100)	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
£. franc.	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

REPÈRES

Dollar : nouveau repli à 8,85 F

Sur des marchés des changes assez agités, le dollar a poursuivi sa baisse lundi 16 septembre, revenant de 2,92 DM à 2,9050 DM et de 8,89 F à 8,85 F environ. Cette baisse avait été amorcée à la veille du week-end, après publication d'indicateurs américains (voir ci-dessous).

Politique économique : la Banque inter-américaine de développement critique le Fonds monétaire international

Les pays endettés d'Amérique latine ont de « solides motifs » pour contester les politiques économiques qui leur sont prescrites par le Fonds monétaire international (FMI), estime un rapport publié par la Banque interaméricaine de développement (BIAD). Dans son étude annuelle sur la développement économique et social de l'Amérique latine, la BIAD estime que les mesures prises par le FMI pour résoudre la crise frappant un pays ne sont que des « palliatifs à court terme », dont l'effet n'a été que d'exacerber les tendances inflationnistes et de compromettre les perspectives à long terme. Dans une partie du rapport, rédigée par M. Albert Fiehow, professeur d'économie à l'université de Californie, il est indiqué que le charge de la dette de l'Amérique latine est deux fois supérieure à celle qui incombait à l'Allemagne au titre de réparations après la première guerre mondiale et que ce pays jugeait insupportable.

Renault : toujours premier exportateur français en 1984

Renault reste en tête des exportateurs français en 1984, d'après le vingt et unième palmarès annuel, les *Leaders de l'exportation*, publié par le *Moniteur du commerce international* (MOCI). La Régie a réalisé 37,6 milliards de francs de ventes à l'étranger, devançant de peu le deuxième exportateur français, PSA (34,2 milliards de francs). Les deux groupes automobiles ont assuré 7,5 % des exportations françaises en 1984. Le numéro trois, Thomson, arrive assez loin derrière (20,8 milliards de francs). Le MOCI recense ainsi mille cent trente-huit entreprises françaises qui ont vendu à l'étranger plus de 50 millions de francs en 1984. Ensemble, les « leaders » ont réalisé, hors de l'Hexagone, un chiffre d'affaires de 675 milliards de francs, soit près de 70 % des exportations françaises.

ÉTRANGER

LA CROISSANCE AUX ÉTATS-UNIS

Les experts restent réservés malgré de bons résultats

Les derniers indicateurs économiques américains fournissent une nouvelle occasion de s'interroger sur les perspectives de la croissance américaine. Pour le président Reagan, la croissance de la production industrielle (+ 0,3 % en août), le net recul de prix de gros (- 0,3 %), pour le même mois, avec un taux annuel de 0,8 % et la forte hausse des ventes de détail (+ 1,9 % en août contre + 0,2 % en juillet) laissent prévoir une poursuite de l'expansion.

Il faut aussi noter la progression des ventes d'automobiles américaines (7,8 % en août), et l'amélioration des ventes de maisons individuelles, deux des principaux moteurs de l'économie américaine. Au cours des dix premiers jours de septembre, les ventes d'automobiles se sont encore améliorées, de 56,5 % par rapport à la même période de 1984.

Pourtant, à la Maison Blanche même, M. Beryl Sprinkel, chef des conseillers économiques, a noté que, si les récents indicateurs semblaient montrer un regain de la croissance - qui s'était tassée au début de l'année, il ne fallait pas exclure la publication de statistiques « mitigées » au cours des prochains mois. Notamment, a précisé M. Sprinkel, l'énorme déficit budgétaire américain « menace » l'expansion à long terme du pays.

Certains analystes font une critique encore plus sévère de la situa-

tion actuelle. Ils notent que la baisse de la production industrielle en août a été inférieure au chiffre avancé la semaine dernière (0,5 % environ). Surtout, la Réserve fédérale a révisé à la baisse les indices de production industrielle de mai et juillet : selon les derniers chiffres, après avoir augmenté de 0,1 % en avril, l'indice est resté inchangé en mai (0,1 % en première estimation), a progressé de 0,3 % en juin, et est encore resté stable en juillet (+ 0,2 % en première estimation). Au cours des douze derniers mois, l'indice n'a donc augmenté que de 1 %.

SOCIAL

Selon l'INSEE

LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL SE DÉVELOPPE CHEZ LES FEMMES SALARIÉES

A peine dépolluée, l'enquête annuelle sur l'emploi de l'INSEE, réalisée en mars 1985, fournit ses premiers résultats. Effectuée auprès de 60 000 ménages, elle fait apparaître un taux de chômage de 10,2 % par rapport à la population active, contre 7,8 % en 1982 et 3,8 % en 1975. Selon les premières indications, également, il se confirmerait bien que le marché de l'emploi enregistre un ralentissement de la baisse des effectifs salariés : au premier trimestre 1985, les pertes d'emploi des salariés seraient de 0,1 %, en données corrigées (soit 14 000 de moins) contre 0,3 % ou 0,4 % en moyenne trimestrielle depuis 1983.

Les jeunes gens de quinze à vingt-quatre ans sont touchés par le chômage (24,5 %), mais cependant moins que les jeunes filles du même âge (30,5 % contre 10,1 % en 1975). Parallèlement, le travail à temps partiel se développe, et sa progression est particulièrement forte chez les femmes. En mars 1985, 1 920 000 femmes (soit 21,8 % des femmes actives) travaillaient à temps partiel contre 18,9 % en 1982 et 15,3 % en 1975. Près de 800 000 d'entre elles travaillaient dans le secteur privé, où elles représentaient 19,2 % des femmes salariées, plus de 600 000 étant salariées à temps partiel dans les administrations.

MULTIPLICATION DES CONTENTIEUX ENTRE LA CEE ET LES ÉTATS-UNIS

Pêches en conserve, vin, oranges et pâtes...

« Si les États-Unis deviennent protectionnistes cet automne, nous réagirons », vient de déclarer M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. Le président Reagan avait annoncé la semaine dernière l'ouverture d'une enquête sur ce qu'il appelle « les pratiques commerciales déloyales » des partenaires commerciaux des États-Unis et les contentieux se multiplient entre l'Europe et Washington.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - Fruits en boîtes, raisins secs, oranges, pâtes alimentaires, vin : les contentieux ponctuels se multiplient entre l'Europe et les États-Unis. Manœuvrer dans cet imbroglio n'est pas évident pour la CEE, qui souhaite bien sûr défendre ses intérêts, mais dans la même temps à la fois de ne pas choquer le cœur du président Reagan, dont la volonté de contenir les pressions protectionnistes américaines n'est pas mise en doute.

Voici quelques jours, le chef de l'exécutif américain vitupérait publiquement les pratiques déloyales de plusieurs partenaires commerciaux des États-Unis et menaçait ainsi la Communauté européenne de ses foudres, si elle ne supprimait pas, avant le 1^{er} décembre, les avantages, à ses yeux excessifs, dont bénéficient les producteurs européens de fruits en conserve. Étaient ainsi épinglées les conserves de pêches, celles des importations dans la CEE en provenance des États-Unis ont en quelques années été ramenées à pratiquement zéro (9 000 tonnes en 1981, 106 tonnes en 1984), alors que les exportations des Dix ont au contraire progressé (1 tonne en 1981, 4 500 en 1984). Les principaux producteurs de conserve de pêches sont les Grecs, les Italiens et, accessoirement, les Français.

En dépit du caractère spectaculaire de l'avertissement américain, les autorités européennes n'ont été ni surprises, ni choquées, et inclinèrent plutôt à consentir un geste d'apaisement dans cette affaire. La Communauté avait été grandement solignée, voici quelques semaines, lorsque le président Reagan, prenant la contre-pied des recommandations qui lui étaient faites, refusait, au nom du libre-échange, de continger les importations de chausssures. Le chef de la Maison Blanche, pour faire passer la pilule, annonçait dans la foulée son intention de faire preuve de sévérité pour contre les abus des partenaires commerciaux des États-Unis. D'où le récent écart : contra le

Japon, la Corée, la Communauté. Le dossier choisi pour critiquer cette dernière, à savoir les conserves de pêches, n'est pas le plus sensible et, en outre, les experts européens, sans le reconnaître crûment, ne sont pas loin de penser que le président Reagan sur ce point n'a pas tout à fait tort. Les Américains reprochent à la CEE d'avoir annulé les effets de la concession tarifaire qu'elle leur avait consentie sur les conserves de pêches lors du « Tokyo round », en accordant une aide substantielle à ses producteurs.

En Californie...

La Communauté rétorque que les exportations américaines vers d'autres destinations ont également diminué, ce qui démontre que l'aide européenne n'est pas à l'origine des déboires des producteurs californiens. Elle ajoute que l'aide accordée aux conserves a été diminuée de 20 % en 1984 et de 12 % en 1985. Cependant le panel, c'est-à-dire l'instance d'arbitrage constituée au GATT à la demande des États-Unis pour examiner le problème des aides accordées par la Communauté à ses producteurs de raisins secs, ainsi qu'à ceux de fruits en conserve, a donné raison à la CEE dans le premier cas - qui était le plus important pour Washington - et tort dans le second, lui recommandant de faire la nécessaire pour que la concession tarifaire redevenue effective. Les conclusions du panel pour s'imposer aux parties concernées doivent être validées par le Conseil du GATT, l'organe permanent de cette institution.

La Communauté jusqu'ici s'est arrangée pour retarder le dernier acte de la procédure d'arbitrage. Pour permettre à la Maison Blanche de sauver la face, elle promet dans les prochains jours d'accepter les conclusions du panel et soit réduire très substantiellement l'aide assurée aux conserves, soit la maintenir, mais accorder en compensation d'autres réductions de droits aux Américains. Toutefois est-ce le moment de se montrer ainsi conciliant, alors qu'une nouvelle menace pèse sur les exportations européennes de vin, un risque considérable pour les producteurs italiens, français, allemands, espagnols. Les producteurs de raisins américains avaient, dans le passé, déposé une première plainte contre les exportateurs européens de vin. Mais elle avait été déclarée irrecevable par la Commission du commerce international, faisant valoir que le préjudice supposé, pour pouvoir être pris en considération, devait être directement lié à l'importation. Or les producteurs de raisin ne sont pas

directement gênés par les importations de vin. La loi américaine a été modifiée, il leur est permis de produire du raisin sans détaxes habilités à déposer plainte, ce qu'ils ont fait. Bruxelles attend avec inquiétude la réaction de la commission, puis celle de l'administration américaine. S'en prendra aux ventes européennes de vin serait considéré comme un acte pécuniaire de guerre commerciale. D'où l'idée de différer le geste de bonne volonté qui pourrait être fait sur les pêches. L'aide aux conservateurs européens a été fixée en juillet 1985 pour un an. La CEE pourrait annoncer avant le 1^{er} décembre - date butoir donnée par le président Reagan - une réduction importante de l'aide, avec application au 1^{er} juillet 1986. Le temps de voir venir...

...et en Méditerranée

Un autre contentieux porte sur les oranges. Les États-Unis contestent les facilités d'accès que la CEE accorde aux producteurs méditerranéens (marocains, israéliens, etc.), et qui, expliquent-ils, portent préjudice à leurs propres exportateurs. Dans des conditions très critiques, le panel du GATT leur a donné raison. Mais il est apparu clairement par la suite qu'une majorité de pays représentés à Genève étaient décidés à rejeter les conclusions de ce panel. Afin d'accroître la pression sur la Communauté dans cette affaire des oranges, Washington avait manqué d'appliquer un droit de douane de 40 % sur les importations de pêches alimentaires. Parvenu en Italie l'Union trava avait été conclue avant l'été, qui expire le 15 octobre. Bruxelles avait accepté de réduire la subvention accordée pour exporter les pêches alimentaires vers les États-Unis.

Comment éliminer définitivement ce contentieux ? Les États-Unis, qui, encore une fois, ont le conseil du GATT contre eux, pourraient se contenter de signer un geste symbolique sur les oranges, par exemple d'une baisse de 1 % du droit de douane qui leur est appliqué (de 20 % à 19 %). Mais une telle concession, même très limitée, serait mal accueillie par les fournisseurs méditerranéens de la Communauté, qui sont déjà préoccupés par les conséquences qu'aura sur leurs exportations agricoles l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. La Communauté s'efforcerait de régler le problème plus généralement de ses relations futures avec les partenaires méditerranéens avant de trouver un modus vivendi avec les États-Unis sur les oranges. Mais le 15 octobre est pour cela un délai trop bref.

PHILIPPE LEMAITRE.

z pas
té
lixdorf

te-
de
le
le
no-
do
sur
co-
li-
ais
la
so-
is-
on
de
al
re-
les
se,
en
ré-
dis-
ce
an

AFFAIRES

INTRODUIT LE 24 SEPTEMBRE AU SECOND MARCHÉ DE PARIS

Latécoère retrouve des ailes

Latécoère entre à la Bourse. Une façon d'en finir avec la série de « pépins » qu'a connue cette entreprise moyenne de sept cents salariés, célèbre pour sa place dans l'histoire de l'aviation civile. Didier Daurat et Jean Mermoz furent ses illustres collaborateurs. L'Aérospatiale légendaire lui dut ses ailes et les sept cent soixante-seize hydravions que la société construisit portèrent loin le nom de cette vieille famille de la Bigorre.

Le « pépin », ce fut d'abord la rocambolesque affaire qui vit M. Pierre-Jean Latécoère, son directeur général, cinquante-trois ans, exporter frauduleusement, en 1980, vers le Canada, trente-cinq mille pièces d'or dissimulées depuis quarante-sept ans sous le plancher du château familial de Ramooville-Saint-Agne (Haute-Garonne). Certes, la fraude restait d'ordre privé et on le proclama haut et fort tant à la direction de l'entreprise que parmi les salariés. 70 % de ceux-ci signèrent une pétition pour demander que M. Pierre-Jean Latécoère puisse rentrer de l'exil suisse auquel l'avis contredit une condamnation par défaut à dix-huit mois de prison (le Monde du 26 avril 1984).

Il n'empêche : ce réflexe de peur devant les risques d'une guerre mondiale en pleine affaire des otages américains à Téhéran ne collait pas avec l'image de technicité et de sérieux qu'avait acquise cette entreprise sous-taillée des plus grands noms de l'aéronautique européenne tels que Aérospatiale, Aéroitalia, Dassault, CNES et Westland. La fabrication assistée par ordinateur et la polymérisation de matériaux composites s'accommodaient mal de cette pantomime financière.

Le deuxième accident était, lui, plus classique. Le 31 janvier 1984, un incendie détruisait 14 000 mètres carrés d'ateliers d'assemblage et d'usinage de l'usine de Toulouse. Malgré la location de locaux de remplacement, les activités de fabrication ont connu un net tassement et le chiffre d'affaires a chuté de 279 millions de francs en 1983 à 162 millions de francs l'année suivante. Les dommages ont été vite réparés. Les assurances ont réglé une indemnisation de 316 millions qui a permis de couvrir les pertes d'exploitation et de reconstruire des locaux modernes.

« Notoriété financière »

La famille Latécoère a demandé au Crédit lyonnais, à la banque Paribas et aux agents de change Jacques-François Dufour et Jean-Louis Kervin d'introduire, le 24 septembre, leur société au second marché de la Bourse de Paris. La qui détient 99,99 % des actions, s'apprête à en vendre 10 %, soit 90 000 actions au prix minimum d'offre de 400 F. Un calcul rapide montre que les 36 millions de francs attendus de cette introduction couvriront exactement le montant de l'amende accordée avec les douanes qui a mis fin, le 10 juillet dernier, aux procédures engagées contre M. Latécoère et autorisé son retour en France.

Peut-on dire que la mise en bourse et l'amende sont liées ? « Non », répond M. Pierre-Jean Latécoère. « Si je n'avais pas connu ce problème personnel, la société industrielle d'aviation Latécoère aurait été introduite en Bourse voilà deux ans, car il fallait que nous ajoutions à notre notoriété technique une notoriété économique et financière afin d'être mieux perçus par nos clients étrangers. Je précise que nous avions passé avec les douanes un accord qui prévoyait que nous aurions les moyens de régler cette malheureuse affaire, même si l'introduction en Bourse ne se concrétisait pas. »

La Société industrielle d'aviation Latécoère (SILAT) qui se présente au public est donc débarrassée des handicaps psychologiques et techniques pesant sur ses activités depuis quelques années. Ses bâtiments toulousains ne paient pas de mine, hormis la nouvelle unité de fabrication. En revanche, ils sont équipés d'outils informatiques performants pour satisfaire aux exigences de l'extrême technicité de la construction aéronautique et spatiale.

Les activités de Latécoère se divisent en trois secteurs. Le bureau d'études (30 % du chiffre d'affaires de 1985), qui travaille avec des systèmes de conception assistée par ordinateur, participe, par exemple, à la mise au point de l'inverseur de poussée du réacteur CFM-56 de l'Airbus A-320 par Hispano-Suiza et à la définition d'éléments de cellules de l'avion de transport régional franco-italien ATR-42, du Falcon-900 et du Jaguar. Le secteur électronique (15 % du chiffre d'affaires) câble et vérifie le nez du Mirage-50, le missile de lutte antisous-marin Malafon ou le commutateur de vérification des fusées balistiques des sous-marins nucléaires. Bico qu'il ait vu sa part diminuer, le secteur de la fabrication reste le premier de la SILAT (55 % du chiffre d'affaires). Dans le hall de 8 000 mètres carrés

où s'affaire le personnel, on trouve, bien sûr, en cours de montage des cabines d'hélicoptères (Westland, Gazelle), des inverseurs de poussée de CFM-56, des pièces de Falcon-900, des nez de Mirage, mais aussi des machines à commande numérique pour le fraisage, le tournage et l'usinage ainsi qu'un autoclave géant où se cuisent les composites (carbone, verre, kevlar) destinés aux panneaux des satellites ou aux carlingues d'hélicoptères.

Incontestablement, la société se porte bien. Son résultat net déclaré s'est élevé à 27,56 millions de francs en 1981, 25,93 millions en 1982, 20,92 millions en 1983 et 81,53 millions en 1984. Son fonds de roulement est confortable avec un excédent de 102,5 millions de francs en 1984 par rapport à l'actif immobilisé. Le bénéfice net par action devrait s'établir, en 1985, à 42,20 F et en 1986 à 48 F. Par rapport au prix d'offre minimum de l'action, Latécoère capitalisera 9,5 fois le bénéfice net par action en 1985. Sur la base du dividende envisagé pour cette année, le rendement global ressortirait à 3,8 %.

La société devrait voir son activité se conforter au fur et à mesure que le marché de l'aéronautique civile retrouvera son tonus. En effet, elle est présente dans les grands programmes (Airbus A-320, ATR-42, Falcon 900) qui montent en puissance. Sa qualité de sous-traitant ne lui a pas été défavorable, car la SILAT a toujours fonctionné avec une importante proportion de personnel temporaire, environ 20 %.

La Bourse dira si ces perspectives favorables peuvent faire oublier les mauvais moments traversés.

ALAIN FAUJAS.

LES GROUPES SOCIALISTES D'ENTREPRISES ET LA NATIONALISATION DU CRÉDIT

La banque au poing

De notre envoyé spécial

Nevers. — « Trois ministres de l'économie de la Communauté européenne échangeront quelques propos à bâtons rompus : un Français, un Britannique et un autre que je ne souhaite pas nommer. La discussion vient tout naturellement sur les dénationalisations et le ministre britannique s'empresse de faire valoir tout l'intérêt qu'il tire du programme de reprivatisation en cours dans son pays. « Ça m'aide bien pour financer mon budget... », dit-il à l'anglais. Le Français ne dit mot, mais le troisième, « grand argentier », ne peut s'empêcher de faire remarquer : « Fort bien, mais quand vous aurez fini de tout dénationaliser, comment pensez-vous continuer à financer votre budget ? »

Cette anecdote — véridique, dit-il — rapportée par M. Pierre Bérégovoy à l'occasion de la journée nationale des Groupes socialistes d'entreprises (GSE) des banques nationalisées, qui s'est tenue samedi 14 septembre dans sa ville de Nevers, illustre fort bien le ton des discussions au cours de ce colloque — le premier du genre — sur le bilan des dénationalisations. Alors que l'opposition fournit ses armes en vue d'une reprivatisation bancaire — si la sanction des urnes veut bien la porter au pouvoir en mars 1986 — les GSE, qui sont au Parti socialiste ce que le RPR-Banque, très bien implanté, est au mouvement de M. Chirac, estiment qu'ils n'ont pas à roger de l'action générale entreprise par le gouvernement. Ni des décisions prises sur le terrain par leurs « camarades-présidents », dont certains avaient tenu à être présents à la tribune.

Avant mai 1981, « une partie du secteur bancaire était considérablement fragilisée. Ici ou là, des banques avaient tendance à sous-estimer l'évolution des risques. La concurrence entre les banques dans les années de croissance avait pris la forme d'une course à l'ouverture des guichets qui avait contribué à accroître le coût des réseaux comme le poids des charges du personnel ; parallèlement, le retard dans la mutation technologique et dans la formation des hommes portait en germe les problèmes actuels d'adaptation », devait rappeler M. Martin Bogey, responsable national des Groupes socialistes d'entreprises.

Citoyens et... électeurs

« Non seulement les catastrophes prédictes ne sont pas survenues, mais le secteur public d'entreprises a donné des résultats de gestion plus rigoureux qu'il n'est habituellement admis. Elles ont abouti à une amélioration globale des résultats et à un assainissement des situations », estime M. Bogey, soulignant l'action entreprise « par un outil bancaire rénové » au service de la « modernisation industrielle ».

C'est sur le bilan du nouveau dialogue social instauré dans l'entreprise bancaire que les partisans de « la rose au poing » se sont montrés les plus critiques. S'ils ont écouté avec attention la façon, par exemple, dont M. Paule Dufour, présidente du Comptoir des entrepreneurs, a appliqué dans son propre établissement les lois Auroux, le temps partiel, les horaires variables, et dressé l'oreille lorsque fut mentionnée la durée hebdomadaire de travail (36 h 15) appliquée au CDE, « sans perte de productivité », ils n'ont pas manqué de critiquer le rôle de simple chambre d'enregistrement que continuent à jouer trop souvent les conseils d'administration, où figurent désormais des administrateurs salariés.

Avec ce goût prononcé de la flagellation que pratique volontiers les socialistes, M. Christiane Doré, présidente de la Banque Sofinco, spécialisée dans le crédit à la

consommation, est intervenue pour souligner que « les familles modestes, souvent endettées, sont celles qui ont le moins bénéficié de notre action ». Certes, « en dehors de services financiers accrus, nous avons humanisé le crédit à la consommation », mais, sur le plan des usages, nous n'avons rien fait ou presque. Or les consommateurs sont certes des citoyens mais aussi... des électeurs !

Tenu de se financer sur le marché monétaire pour y trouver les ressources nécessaires, les établissements de crédits spécialisés pratiquent encore des conditions trop élevées. M. Doré en convient qui ajoute cependant : « Sofinco a été la seule banque de ce secteur à avoir été nationalisée. Si l'on avait eu quelques autres, nous aurions eu sans doute plus de poids pour peser sur les décisions à prendre. »

A six mois d'une importante échéance électorale, M. Jean-Paul Bachy, secrétaire national du PS aux entreprises, a préconisé une vaste action afin de démontrer à l'opinion publique, à travers les nationalisations bancaires, la compétence et la capacité à gérer de la gauche « avec si possible ce supplément d'âme » revendiqué par un militant anonyme.

Plus prosaïque, le ministre de l'économie et des finances a rappelé les importants regroupements intervenus afin de consolider l'appareil bancaire français, le décloisonnement opéré entre des réseaux désormais véritablement concurrents, y compris sur les produits, et « l'effort de réconciliation » entrepris entre la banque et les PME. « Sans la nationalisation, ces réformes n'auraient pas pu être conduites », a estimé M. Bérégovoy. Avant 1981, la France avait un large secteur bancaire privé, mais l'Etat administrait une grande partie des crédits à l'économie et exerçait une tutelle étroite sur les marchés monétaire et financier.

« Nous avions été paradoses d'entendre la droite critiquer les nationalisations en brandissant le risque d'étatisation alors qu'elle avait cessé de renforcer le financement étatique de l'économie. Or, à présent, les perspectives de dénationalisation font peser une réelle menace sur l'avenir et l'indépendance du secteur bancaire. Cette menace consiste à accepter, de la part de l'opposition, que certains établissements puissent passer sous contrôle étranger. A l'intérieur même de cette opposition, des voix se sont élevées contre le passage à l'étranger du patrimoine public. »

« Je préfère, a conclu le ministre, voir des entreprises publiques verser des dividendes à l'Etat plutôt que d'elles soient bien gérées que des entreprises publiques que l'on vendrait à l'étranger en se privant de ressources à venir et de la nécessaire indépendance. »

SERGE MARTI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Total Compagnie française des pétroles a signé à Sana'a, le 12 septembre 1985, avec la République arabe du Yémen, un accord de recherches d'hydrocarbures de type « partage de production ».

Le permis couvre une surface d'environ 2 200 kilomètres carrés à la fois à terre et au large de la région d'Al Mukha au sud-ouest du pays.

L'accord doit faire l'objet d'une approbation par décret-loi promulgué par le président de la République arabe du Yémen.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

TERMINAUX DE DÉLIVRANCE DES BILLET D'AVION : L'ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT EST CHOISIE PAR LES COMPAGNIES AÉRIENNES EUROPÉENNES

A la suite d'un appel d'offres international, l'AEA (Airlines European Association), qui regroupe la plupart des compagnies aériennes européennes, a retenu l'Electronique Serge Dassault (ESD) pour la réalisation des terminaux (ATB) devant délivrer et enregistrer automatiquement les billets d'avion.

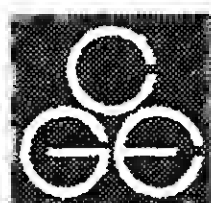
Ces nouveaux produits complètent la gamme des terminaux réalisés par l'ESD, notamment pour les banques, les groupements émetteurs de cartes de crédit et de paiement, les distributeurs pétroliers et pour le commerce.

Après les nombreux succès que l'ESD a remportés tant en France qu'à l'étranger, ce choix de l'AEA entérine ainsi la décision d'autres groupements internationaux, notamment américains, qui confirme la place de leader de l'ESD dans le domaine des terminaux spécialisés.

Le marché potentiel pour ces seuls nouveaux terminaux ATB est estimé à plus de 100 000 unités.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



Compagnie Générale d'Electricité

FF 500.000.000

Obligations rétractables 1985 - 2000

Crédit Commercial de France

- | | |
|--|--|
| Algemeene Bank Nederland NV. | Banque Bruxelles Lambert S.A. |
| Banque Nationale de Paris | Baring Brothers & Co., Limited |
| Caisse des Dépôts et Consignations | Crédit Lyonnais |
| Credit Suisse First Boston Limited | Deutsche Bank Aktiengesellschaft |
| Electro Banque | Generale Bank |
| Goldman Sachs International Corp. | Industriebank von Japan (Deutschland) Aktiengesellschaft |
| Kreditbank International Group | Lazard Frères et Cie |
| Merrill Lynch Capital Markets | Morgan Grenfell & Co. Limited |
| Morgan Guaranty Ltd. | Nomura International Limited |
| Salomon Brothers International Limited | Shearson Lehman Brothers International |
| Société Générale | Union Bank of Switzerland (Securities) Limited |
| S.G. Warburg & Co. Ltd. | Westdeutsche Landesbank Girozentrale |

Nouvelle Emission • le 28 août 1985

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

APRÈS L'EXPULSION PAR L'URSS DE VINGT-CINQ BRITANNIQUES

Londres envisage de nouvelles représailles contre Moscou

Le ton est à la fermeté à Londres où l'on attendait que le Foreign Office annonce ce lundi 16 septembre - avant le départ de M. Thatcher pour le Proche-Orient - de nouvelles contre-mesures en riposte à l'expulsion par l'URSS de vingt-cinq Britanniques, diplomates, journalistes et hommes d'affaires.

Les représailles annoncées par Moscou - à la suite du renvoi, le 12 septembre, de vingt-cinq Britanniques en poste en Grande-Bretagne - semblent avoir surpris par leur ampleur les responsables britanniques et ont été qualifiées de « totalement injustifiées ».

Si l'on se rappelle que des mesures de rétorsion étaient envisagées au Foreign Office, Londres s'efforcera toutefois de ne pas s'engager dans une escalade qui affecterait trop gravement les relations avec Moscou, déjà sérieusement compromises.

Du tac au tac

De notre correspondant

Moscou. - En décidant d'expulser exactement autant de Britanniques que ceux-ci renvoient chez eux de Soviétiques, M. Gorbatchev a créé la surprise. L'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Bryan Cartledge - qui n'est en poste que depuis deux mois - a en effet été convoqué le samedi 14 septembre au ministère soviétique des affaires étrangères. Il a été informé que l'URSS demandait le départ d'ici à trois semaines de vingt-cinq ressortissants britanniques parmi lesquels onze diplomates et cinq journalistes. Le parallélisme est frappant avec la mesure prise le 12 septembre par le Foreign Office qui touchait vingt-cinq Soviétiques dont six diplomates et cinq journalistes. Le nombre de diplomates est différent mais il s'agit sans doute d'un détail.

On s'attendait en effet à une réaction soviétique modérée. Personne ne tablait sur une riposte « du tac au tac ». Les Soviétiques entretiennent en effet à l'étranger des bataillons officiels généralement plus nombreux que ceux qu'ils acceptent de laisser entrer chez eux. Ils ont en conséquence la sagesse de ne jamais se laisser entraîner dans des représailles strictement symétriques d'où

ils sortiraient perdants. Ils l'ont fait cette fois-ci, peut-être pour éviter que l'Occident n'interprète leur modération comme un signe de faiblesse à un peu plus de deux mois du sommet Gorbatchev-Reagan de Genève.

D'habitude les Soviétiques n'expulsent en guise de représailles qu'une fraction des effectifs qu'ils doivent eux-mêmes rapatrier. En 1971, ils n'avaient ainsi exigé que dix-huit départs en riposte à l'expulsion de leurs cent-huit ressortissants chassés de Grande-Bretagne et en 1983 ils n'avaient même pas riposté aux quarante-sept expulsions prononcées par M. Mitterrand. Il est vrai que, s'ils avaient réagi alors comme ils viennent de le faire avec les Britanniques, il ne serait resté à Moscou qu'un seul diplomate français.

« Activités illicites »

L'expulsion, par la Grande-Bretagne, de « certains représentants soviétiques » contre lesquels « des accusations malintentionnées et totalement injustes ont été formulées » est une « provocation gratuite », écrit dimanche, la Pravda. Cette mesure « a un caractère nettement politique et vise à empoisonner l'atmosphère des relations soviéto-britanniques », ajoute le quotidien du parti. Il n'est évidemment nul part question dans la

presse soviétique de l'événement qui est à l'origine de tout ce chassé-croisé, à savoir la défection du « résident » du KGB à Londres, M. Oleg Gordievsky.

Les représailles contre les vingt-cinq Britanniques ne sont pas non plus présentées en tant que telles. Ceux-ci sont, en effet, accusés par la Pravda, d'activités illicites. Le chef de la deuxième direction européenne du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Soulov, a, pour sa part, eu recours devant l'ambassadeur de Grande-Bretagne à la formule traditionnelle selon laquelle les expulsés se livraient à des « activités incompatibles avec leur statut ». En clair, qu'ils étaient des espions. L'ambassadeur a aussitôt protesté contre cette mesure et rejeté cette accusation.

Après ces expulsions, la section de l'ambassade britannique chargée de suivre la politique intérieure soviétique est pratiquement décapitée. Le vicomte Asquith, descendant de l'ancien premier ministre britannique du même nom, et Mme Janet Gunn, tous deux premiers secrétaires et spécialistes de l'URSS, figurent en effet en tête de liste des partants. Si des deux côtés personne n'était remplacé, il ne resterait que trente-deux diplomates britanniques à Moscou et trente-trois diplomates soviétiques à Londres.

DE PRÉFÉRENCE AU MIRAGE-2000

Les Saoudiens achètent pour 15 milliards de francs d'avions de combat à la Grande-Bretagne

L'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne ont conclu un accord de principe pour la livraison à l'armée de l'air saoudienne de quarante-huit chasseurs-bombardiers Tornado (de conception anglo-germano-italienne) et de trente avions d'entraînement Hawk (de fabrication britannique), pour un montant de l'ordre de 1,3 milliard de livres (environ 15 milliards de francs). Pour l'équivalent de la moitié du montant de ce contrat, l'accord s'accompagne d'un échange aux termes duquel le Royaume-Uni acquiert du pétrole saoudien pour évaluer le montant, le réexporte à des clients tiers.

A Paris, on ne fait aucun commentaire sur cette transaction. La France était en concurrence avec la

Grande-Bretagne pour la fourniture de quarante à soixante avions Mirage-2000 à Ryad.

Selon l'hebdomadaire britannique Sunday Times, que le ministre britannique de la défense n'a pas démenti, l'accord, qui stipule également la livraison de divers autres équipements militaires, dont des radars et des avions plus légers que le Tornado et le Hawk, a été conclu, à la fin du mois d'août, entre des représentants saoudiens et le premier ministre, M. Thatcher, qui était en vacances en Autriche.

Le contrat définitif, dont de nombreux détails restent à régler, devrait être signé officiellement lors de la visite à Londres, à la fin de septembre, du prince Sultan Ben Abdel Aziz. Il demeure notamment à préciser les modalités de l'accord prévoyant, en dépit des règles strictes de refus de troc en vigueur à l'OPEP, présidée par le ministre saoudien du pétrole. Les Saoudiens ont longtemps hésité entre les propositions britanniques et les offres françaises. Le Mirage-2000 étant notamment moins cher que le Tornado. Dans le même temps, les Saoudiens avaient souhaité acheter une quarantaine de nouveaux avions américains F-15, qui se seraient ajoutés aux soixante-deux déjà livrés en 1978 à la condition que ces appareils ne seraient pas stationnés sur des bases d'où il serait fait de l'antiair israéliel. La même condition était imposée, de nouveau, à Ryad par les Etats-Unis, dont le président a finalement renoncé à accepter la transaction de crainte de réactions hostiles au Congrès.

En revanche, aucune restriction d'emploi n'a été mise en avant par les négociateurs britanniques, et, de surcroît, les Américains, à en croire le Washington Post, ont indiqué aux responsables saoudiens qu'il n'y avait aucune objection à l'achat par eux d'équipements militaires non-américains. L'Arabie saoudite

s'équipe traditionnellement en armes aux Etats-Unis.

La France, aussi, a livré dans un passé récent beaucoup de matériels terrestres (notamment des chars AMX-30) et des équipements de défense anti-aérienne, de même qu'elle arme la marine saoudienne en frégates porte-hélicoptères et en pétroliers. Cependant, les discussions sur la livraison éventuelle de Mirage-2000 ont été portées par le reproche, adressé par Ryad à Paris, de vouloir vendre des centrales nucléaires à Israël. La France a démenti qu'une transaction avec Israël ait, pour l'instant, abouti, mais cette perspective n'est pas appréciée de Ryad. Si le contrat était définitivement signé entre les Britanniques et les Saoudiens, il marquerait, de toute façon, un échec pour la politique française dans cette région du monde. Déjà, le sultan d'Oman vient d'acquiescer huit avions Tornado, et a pris une option pour huit autres. Ce sont les deux premiers contrats du Tornado à l'exportation, et l'on peut penser que les Saoudiens, à la suite de l'accord intervenu entre l'Allemagne fédérale, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne pour la fabrication d'un nouvel avion de combat, vont dans leur achat de Tornado la possibilité d'une future continuité dans leurs acquisitions au même fournisseur, au détriment des industriels français de l'aéronautique.

En principe, les premiers livraisons de Tornado à Ryad devraient intervenir dans les vingt mois qui suivront la signature définitive du contrat. Dans un communiqué de la cour saoudienne, diffusé le week-end dernier, il est indiqué que le choix de Ryad est conforme à la politique du Royaume de diversifier ses sources d'armement. Mais on peut estimer que les Tornado resteront une vingtaine d'années en service dans l'armée de l'air saoudienne.

J. I.

Sur le vif

Barbes et nuisettes

Vous avez des barbes ? Ils sont grands et ils habitent encore à la maison ? Vous rouscaillez souvent parce qu'ils sont fainéants, désordonnés et qu'ils laissent traîner leurs blousons par terre sous la table à café. C'est rien à côté de ce qui vous attend. On en repèrera le jour où vous ramasserez un collier en dentelle taillé 46 légèrement juté à côté de la machine à laver. Et où vous les verrez plonger dans le frigidaire avec une barbe de deux jours, la taille serrée dans une guillemet portée sur un caleçon à volants.

Ne vous récriez pas. Je sais très bien que vos vôtres ne sont pas... comme ça. Mais c'est comme ça qu'ils s'habillent. J'ai vu les collections de prêt-à-porter printemps-été pour hommes. Ils nous ont tout piqué : les jupes en satin et en tulle, les boucles d'oreilles, les lunettes roses assorties à des bermudes et à des shorts coupés à ras le bonbon.

Et attention, c'est pas tout. Les cheveux longs d'aspérents mince sortent de retour. On les laisse tomber aux épaules façon Jodoros, on les râte, on les tresse, on les noue en queue de cheval ou en chignon. Si ça peut vous consoler, la mode est aux talons plats ou bottier. Vos piquets ne risquent pas de souffrir, pas encore, du talon aiguille. Hier en entrant dans ma chambre j'ai surpris mon fils en train d'essayer une de mes chemises de nuit. Je lui ai demandé si ce n'était pas trop petit. Il m'a dit que non, les nuisettes, cette année, seront transparentes et serrées. C'est exactement ce qu'il lui fallait. Il est gentil quand même. Il m'a barboté mon déshabillé, mais, en échange il m'a donné un tuyau. Je vais vous en faire profiter. Pour ceux et pour celles qui porteront encore des pantalons, gare à la braguette. Il faut qu'elle soit boutonnée. La fermeture éclair, c'est d'un vulgaire !

CLAUDE SARHAUTE

M. Jospin dénonce « la double caricature qui est faite du PS »

De notre envoyé spécial

Chartres. - M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait, le dimanche 15 septembre, à deux fêtes de la Rose, l'une à Chartres, l'autre à Hérouville-Saint-Clair, dans la banlieue de Caen, a estimé que les socialistes font l'objet d'une « double caricature » : de la part du PC, pour qui les socialistes auraient abdiqué toute idée de transformation sociale, et de la part de la droite, qui veut convaincre l'opinion de l'incapacité de la gauche à gérer le pays.

Au PC, M. Jospin répond que, à mesure qu'approchera l'échéance de 1986, « il sera clair que l'affrontement sera entre la droite et entre la gauche » ; il deviendra « de plus en plus difficile à la direction du PC d'en rester à un langage qui oublie les responsabilités de la droite (...), les menaces (...) contenues dans ses programmes ». « Comment voulez-vous », a ajouté M. Jospin, à propos de l'assimilation Fabius-Barre faite par la direction du PC, qu'on ait une

véritable mobilisation à gauche, qu'on ait des idées claires ?

Face à la droite, il invite les socialistes à profiter de la « crédibilité » que leur a donnée l'exercice du pouvoir, avec des résultats dont ils peuvent être « raisonnablement fiers ».

« Il faut donc, dit-il aux socialistes, que vous ayez une confiance en vous ».

M. Jospin voit des analogies entre la situation actuelle et celle d'avant 1981. Il en tire des conclusions sur les débats du congrès de Toulouse : « Il faut, dit-il, approcher cette période (...) avec (...) la même méthode qui avait prévalu dans les années 70-80. Les socialistes débattaient entre eux, oui, mais pour se rapprocher et non pas pour s'écarter les uns des autres. Ils ont dans leur sein des hommes et des femmes de talent qui ont de leur propre destin individuel (...) une vision quelque peu différente, et tant mieux si nous avons cette richesse (...), mais chacun d'entre eux doit savoir que son destin individuel ne prendra véritablement son sens que s'il épouse le destin de la collectivité des socialistes ».

J.-L. A.

CLASSE PRÉPARATOIRE MEDECINE ou PHARMACIE

Le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR L'CEPES

enseignement supérieur privé 57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.09.19

135-139 rue de Rennes Paris 6^e - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

PROMOTION SALON DE LA MUSIQUE

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES PENDANT 6 JOURS

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur tous les instruments en stock du lundi 16 septembre au samedi 21 septembre.

Sur CFM de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)

LUNDI 16 SEPTEMBRE
Allô « le Monde »
(720-52-97)

Les transports collectifs sont-ils sûrs ?
Une émission animée par FRANÇOIS KOCH avec ALAIN FAUJAS

MARDI 17 SEPTEMBRE
« le Monde » reçoit
M. KARL LIDBOM
ambassadeur de Suède en France
avec PHILIPPE BOUCHER

(Publicité)

Entraînement Carnegie®

Prenez plaisir à communiquer

Date Carnegie

à

Communiquer

En entretien, réunion,

Assemblée, devant une

vingt, cent personnes, cultivez

cet atout qu'ont acquis les

leaders.

L'Entraînement Carnegie®,

essentiellement pratique vous

y aidera en développant en

vous maîtrise, diplomatie,

esprit positif, enthousiasme.

2.000 nouveaux diplômés dans

le monde chaque semaine.

• Conférence d'information,

où interviendront d'anciens

participants :

Paris :

Mardi 17 sept., 19 h.

Mercredi 18 sept., 19 h

Jeudi 19 sept., 19 h

33, avenue de Wagram, 17^e

(Etoile)

• Entraînement Carnegie®.

Resp. France : G. Weyne

3/954.61.06.

Le numéro du « Monde »

daté 15-16 septembre 1985

a été tiré à 419 209 exemplaires

A B C D E F G

Créatifs, jeunes,

sophistiqués,

raffinés, nouveaux...

une infinité de

«tissus-prodiges»

RODIN

TISSUS

«COUTURE»

L'originalité et

l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde Infos Spectacles

sur Minitel

615.91.77 + I S L M

Vente de fins de stocks

tissus, papiers peints

lampes, canapés, etc.

du mardi 17 au

samedi 21 septembre inclus,

de 10 heures à 18 heures

BESSON

18, rue du Vieux-Colombier

75006 PARIS

Tél. : 548-87-62

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

SEPTEMBRE 85

Vous voulez acheter un micro-ordinateur professionnel ? A SVM, nous sommes fiers de notre dossier "SICOB 85". Vous y trouverez les informations les plus complètes et les plus utiles jamais publiées dans la presse. Ecoutez les conseils d'ami de SVM.

10 F. EN VENTE PARTOUT.

هكذا من الأمل